LE FIGARO HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

DÉCEMBRE 2016-JANVIER 2017 – BIMESTRIEL – NUMÉRO 29



ENTRE EUROPE ET ISLAM

LE RÊVE IMPÉRIAL DES OTTOMANS

DE LA PRISE DE CONSTANTINOPLE AU COUP DE FORCE D'ERDOGAN

BEL : 9,20 € - CAN : 14,50 $C - CH : 14,90 FS - D : 9,30 € - DOM : 9,50 € - GRE : 9,20 € - LUX : 9,20 € - MAR : 90 DH - PORT CONT : 9,20 €
M 05595 - 29 - F: 8,90 € - RD

Par Michel De Jaeghere


© VICTOIRE PASTOP

LA LONGUE MÉMOIRE DES OTTOMANS

Nous ne sommes pas fils de personne et nos idées, nos sentiments, nos ambitions, ne procèdent pas seulement de ce qu'il y a en nous de singulier, de personnel, comme veut le laisser croire un individualisme exacerbé. Nous sommes les sujets d'une culture qui a été elle-même mise en forme par l'histoire de ceux qui nous ont précédés. Nous ne sommes pas aussi libres de nos pensées que nous voudrions l'imaginer.

On peut certes renier son passé, il est rare qu'il se fasse, lui-même, pour toujours oublier. Mustafa Kemal avait entendu édifier une nation moderne sur une table rase. Faire entrer au forceps la Turquie dans son siècle en mettant fin aux errements qui avaient conduit l'Empire ottoman à l'abîme. Doter le pays qu'il voulait construire sur ses ruines d'un état civil, d'une langue, d'un nouvel alphabet. Lui donner une identité. Renvoyer l'islam à la seule sphère privée et favoriser le déclin des croyances, des pratiques qui avaient enfermé la population dans le fatalisme, pour la faire bénéficier des Lumières. Imposer l'égalité devant la loi, la mixité. Bannir même le port du fez, ce couvre-chef traditionnel qui symbolisait, à ses yeux, la destinée qui avait, trop longtemps, cantonné ses compatriotes à un orientalisme synonyme d'arriération, d'immobilisme, de refus du progrès. Il avait sans regret abandonné l'empire pour le maintien duquel le peuple turc s'était inutilement sacrifié. Les Balkans lui avaient échappé sans retour ; les Arabes lui avaient donné, au cœur de la Première Guerre mondiale, le coup de poignard dans le dos qui l'avait terrassé alors même que les derniers califes avaient cru pouvoir rallier les musulmans à leur cause en proclamant le jihad. L'avenir passait par une européanisation qui tournât le dos à la nostalgie ottomane en même temps qu'au califat et, en définitive, à l'islam.

Mais pouvait-on, d'un trait de plume, répudier ainsi cinq siècles d'histoire ? Depuis la prise de Constantinople (et en réalité avant elle), les Turcs avaient été, pour le meilleur et pour le pire, les agents d'une rencontre formidable : celle de l'idée impériale héritée de Rome et de Byzance avec la foi musulmane. Le carrefour de deux des plus puissants universalismes qui se soient manifestés dans l'histoire. L'idéal d'un empire sans limite, la fièvre d'une religion qui promet à ses fidèles la victoire, pour peu qu'ils en imposent la diffusion par le sabre.

C'est dans le creuset de ce double idéal que s'est forgée leur unité. C'est l'islamisation de populations anatoliennes hellénisées depuis des siècles par une tribu venue d'Asie centrale qui l'a constituée. Byzance avait donné un horizon démesuré à leur appétit de conquêtes, le califat des Abbassides un modèle à leur gouvernement, le Coran, un bréviaire à leurs combattants. Ils les avaient menés jusqu'au cœur de l'Europe, sous les murs de Vienne, comme sur la rive sud de la Méditerranée, à Tunis et Alger. Le rêve d'Atatürk n'avait d'autre consistance, en regard, que celle qu'il lui avait imposée, dans l'épreuve, par la puissance de sa volonté.

On a voulu croire qu'il avait, en démiurge, changé le cours de l'histoire. On n'avait pas pris garde qu'il n'était parvenu à faire admettre cette métamorphose qu'au moyen d'une dictature intraitable ; qu'elle ne s'était perpétuée, après lui, qu'au prix d'une dangereuse instabilité. On n'avait pas voulu voir qu'au moment même où il prétendait faire de la laïcité le fondement d'un nouvel Etat-nation, l'expulsion brutale de 900 000 Grecs dont les ancêtres vivaient là depuis plus de vingt siècles avait, moins de dix ans après le génocide de 1,2 million d'Arméniens, achevé de faire de l'islam le seul vrai ciment de l'unité du pays dont il prétendait le délivrer.

Parce qu'ils étaient acquis à l'économie de marché et que, peu soucieux de subir la tutelle de leur grand voisin russe, ils n'avaient garde de remettre en cause l'appartenance de leur pays à l'Otan, l'arrivée au pouvoir des militants de l'AKP fut d'abord saluée, en Occident, comme celle d'« *islamistes modérés* ». Il y avait contradiction dans les termes. Quatre ans avant de devenir Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan avait été condamné pour incitation à la haine pour avoir fait siens les propos du nationaliste Ziya Gökalp : « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles, nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats.* » Son avènement avait, en 2003, refermé une parenthèse : celle qui avait vu Atatürk prétendre créer de toutes pièces une nation laïcisée et tenter de la faire entrer dans le concert des nations occidentales. Le coup de force qui l'a conduit, cet été, à prendre appui sur une tentative de coup d'Etat ratée pour arrêter, par dizaines de milliers, ceux qui s'opposaient à son entreprise de réislamisation de la société a réduit en poudre les dernières illusions de ceux qui s'obstinaient à croire que son pays gardait, à terme, vocation à s'intégrer dans l'Union européenne.

A tous ceux qui contestent l'intérêt de l'étude et de la connaissance de l'histoire, l'évolution du pays apporte, quoi qu'il en soit, une précieuse leçon. « *Vous ne pouvez pas changer par la simple volonté politique les us et les coutumes des peuples*, rappelait, il y a quelques mois, celui qui fut, de 2014 au mois de juin dernier, le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. *Quels que soient les efforts pour l'extirper, l'identité demeure. Il est impossible de reconstruire en entier une société humaine. La Chine a vécu quelque chose de similaire. De même l'identité russe a été ensevelie sous le communisme. Mais de nouveau, aujourd'hui, elle ressurgit… Et qu'on le veuille ou non, l'histoire ottomane est au centre de notre conception du monde.* »

Commémorant en grande pompe, le 29 mai, les 563 ans de la prise de Constantinople, le président Erdogan s'est de son côté exclamé : « *Je salue toutes nos capitales sœurs, de Sarajevo à Bakou. D'ici à 2023, nous ferons de l'héritière de l'homme malade d'il y a cent ans l'une des dix plus grandes économies mondiales. C'est ce qui sied aux petits-fils du Conquérant.* » Revenant sur le sujet en octobre, dans un discours prononcé à Rize, sur les bords de la mer Noire, il a insisté : « *On nous demande pourquoi nous nous intéressons à l'Irak et à la Syrie, à l'Ukraine, à la Géorgie et à la Crimée, à l'Azerbaïdjan et au Karabakh, aux Balkans et à l'Afrique du Nord. Mais ces pays ne nous sont pas étrangers. Comment faire la différence entre Rize et Batoumi (Géorgie) ? Comment évoquer Edirne (Andrinople) sans parler de Thessalonique (Grèce) et Kardjali (Bulgarie) ? (…) De Hatay au Maroc, vous trouverez les traces de nos ancêtres. C'est la même chose en Thrace et en Europe de l'Est.* »

Les peuples ont une plus longue mémoire qu'en démultipliant pour nous le présent, ne nous le laisse croire notre monde hyperconnecté. A l'heure où le président turc dénonce toute tentative d'assimilation de ceux de ses ressortissants qui émigrent en Europe comme un « *crime contre l'humanité* », et tandis qu'Angela Merkel a cru bon de leur ouvrir les frontières européennes pour aider le pays à faire face au flot des réfugiés, l'étude de l'histoire de l'Empire ottoman ne relève peut-être pas, pour nous, d'un exercice de vaine érudition.







AU SOMMAIRE

En partenariat avec



Actualité de l'histoire

8. Elephant Man *Par Jean-Louis Thiériot*
16. Les canons du doux commerce *Par Jean-Louis Thiériot*
18. La tragédie de Charles Quint *Entretien avec Denis Crouzet, propos recueillis par Frédéric Valloire*
22. Le deuxième procès du Petit-Clamart *Par Jean Sévillia*
24. Augustin entre les lignes *Par Michel De Jaeghere*
25. Côté livres
31. L'histoire aux oubliettes *Par François-Xavier Bellamy*
32. Les terroirs de Jean-Robert Pitte *Par Frédéric Valloire*
34. Expositions *Par Geoffroy Caillet et Albane Piot*
36. Télévision *Par Marie-Amélie Brocard*
38. Cinéma *Par Geoffroy Caillet*
39. Dans le cochon tout est bon *Par Jean-Robert Pitte*

En couverture

42. Si je t'oublie Constantinople *Par Olivier Hanne*
52. Comment peut-on être ottoman ? *Par Jean-Paul Bled*
62. Soliman, le sultan magnifique *Par Nicolas Vatin*
66. Sous le signe du Croissant *Par Tancrède Josseran*
76. Pierre Loti, Istanbul mon amour *Par Gaël Nofri*
78. La révolution d'Atatürk *Par Alexandre Levy*
82. La saga des Ottomans *Par Sébastien de Courtois, illustrations d'Ugo Pinson*
90. Chasse au trésor
92. Lettres ottomanes
94. Les mille et une nuits du Grand Turc *Par Albane Piot*

L'esprit des lieux

102. La supercherie de Terezín *Par Alain Michel*
112. Une fête chez Monte-Cristo *Par Marie-Laure Castelnau*
116. Aux marches du palais *Par Joséphine de Varax*
126. Le monde leur appartient *Par Sophie Humann*
130. Avant, après *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Serge Dassault**. Directeur général, Directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.
Enquêtes **Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**.
Rédacteur photo **Carole Brochart**.
Editeur **Sofia Bengana**. Editeur adjoint **Robert Mergui**. Directeur Industriel **Marc Tonkovic.** Responsable fabrication **Serge Scotte.**
Responsable pré-presse **Alain Penet**. Relations presse et communication **Marie Müller**.
LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0619 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro.
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par Imaye Graphic, 96, boulevard Henri-Becquerel, 53000 Laval. Novembre 2016.
Imprimé en France/Printed in France. **Abonnement** un an (6 numéros) : 33 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.



Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE JEAN-LOUIS VOISIN, PIERRE DE LA TAILLE, ÉRIC MENSION-RIGAU, PHILIPPE MAXENCE, YVES CHIRON, DOROTHÉE BELLAMY, BLANDINE HUK, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, AGNÈS MAINVIALLE, MAQUETTISTE, MARIA VARNIER, ICONOGRAPHE, PATRICIA MOSSÉ, FABRICATION, MARIE-LOUISE AUVRIGNON, RELATIONS PRESSE. EN COUVERTURE *PORTRAIT DE MEHMED II*, PAR PAOLO VERONESE (ÉCOLE), XVI[E] SIÈCLE (MUNICH, BAYERISCHE STAATSGEMÄLDESAMMLUNGEN). © ARTOTHEK/LA COLLECTION © DELOCHE/GODONG/LEEMAGE.

LE FIGARO HISTOIRE

RETROUVEZ *LE FIGARO HISTOIRE* SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

8
Elephant man
L'élection de Donald Trump vient consacrer la crise du bipartisme américain. L'histoire des États-Unis est jalonnée par les retournements idéologiques des démocrates et des républicains.

18
La tragédie de Charles Quint
On le connaît surtout à travers son éternel bras de fer avec François Ier. Denis Crouzet a consacré à Charles Quint une biographie exceptionnelle, qui explore les conflits intérieurs du prince chrétien.







34
Le berceau de l'histoire
C'est dans cette région mythique, située entre Tigre et Euphrate, que l'écriture est née, et avec elle la civilisation. Remise en lumière par les saccages de Daech, la Mésopotamie fait l'objet d'une passionnante exposition au Louvre-Lens.

Et aussi

Les canons du doux commerce
Le deuxième procès du Petit-Clamart
Augustin entre les lignes
Côté livres
L'histoire aux oubliettes
Les terroirs de Jean-Robert Pitte
À l'ombre de la couronne
Cinéma
À la table de l'histoire



Par Jean-Louis Thiériot

Elephant Man

L'élection de Donald Trump vient consacrer l'épuisement du bipartisme aux Etats-Unis. En sanctionnant la dérive et la confusion des partisans de l'âne démocrate et de l'éléphant républicain.

La cause a longtemps été considérée comme entendue. Le Parti démocrate représentait aux Etats-Unis les forces de gauche avec le « New Deal » de Franklin Delano Roosevelt, la « nouvelle frontière » de John Kennedy ou « l'Obamacare », l'assurance sociale du dernier président américain. Le Parti républicain représentait les forces de droite avec le libéralisme débridé de Herbert Hoover, les faucons de la guerre froide à la Joseph McCarthy, les machiavéliques à la Richard Nixon ou les libéraux conservateurs de la « révolution conservatrice » de Ronald Reagan. Mais l'histoire est plus complexe. Les deux grands partis qui structurent la démocratie américaine ont eu des parcours infiniment plus sinueux. Souvent, on les a trouvés campant sur des positions contraires à celles sur lesquelles ils avaient fondé leur identité première.



FONDATEUR Ci-dessus : *Washington traversant le Delaware, le 25 décembre 1776,* par Emanuel Gottlieb Leutze, 1851 (New York, Metropolitan Museum of Art). A droite : le républicain Donald Trump a été élu président des Etats-Unis le 9 novembre 2016.

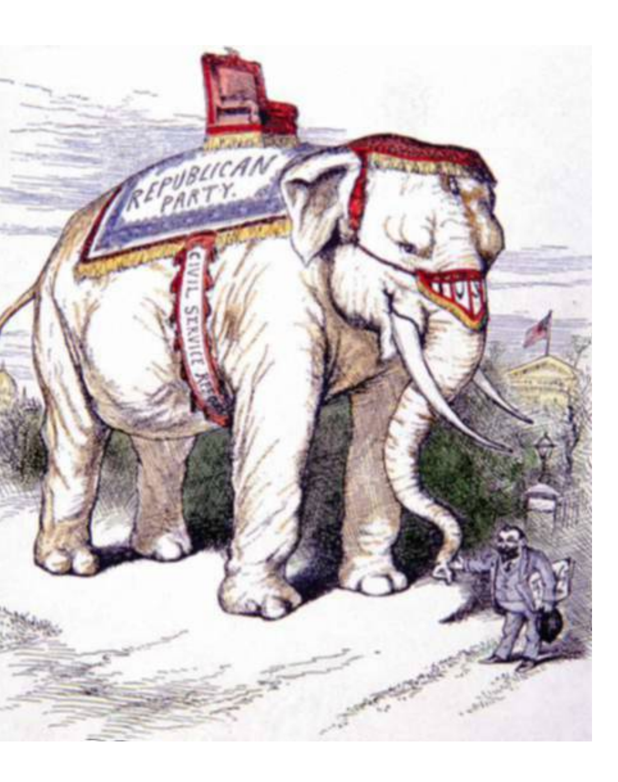
Fédération ou confédération

Lors de la déclaration d'indépendance américaine du 4 juillet 1776, la vie politique de la jeune nation s'est d'abord articulée autour d'un débat majeur : fallait-il privilégier le droit des Etats et ne laisser au pouvoir central que des pouvoirs limités, faisant l'objet d'une stricte délégation ? Ou au contraire fallait-il privilégier un exécutif fort qui consente aux Etats de l'union un pouvoir subsidiaire dans les questions d'intérêt local afin de permettre aux Etats-Unis d'agir puissamment dans le concert des nations ? En d'autres termes, les Etats-Unis devaient-ils être une confédération ou une fédération ?

Dans les années qui ont suivi l'indépendance des treize colonies britanniques, la tendance confédéraliste a le vent en poupe. Les Articles de la Confédération de 1777 ne prévoient pas d'Etat central et confèrent au Congrès, où chaque Etat est représenté par deux à sept délégués, l'essentiel du pouvoir. Le droit de lever l'impôt appartient aux seuls Etats et il n'existe pas de président exerçant, ès qualités, le pouvoir exécutif. Le désordre qui en résulte aboutit à l'adoption





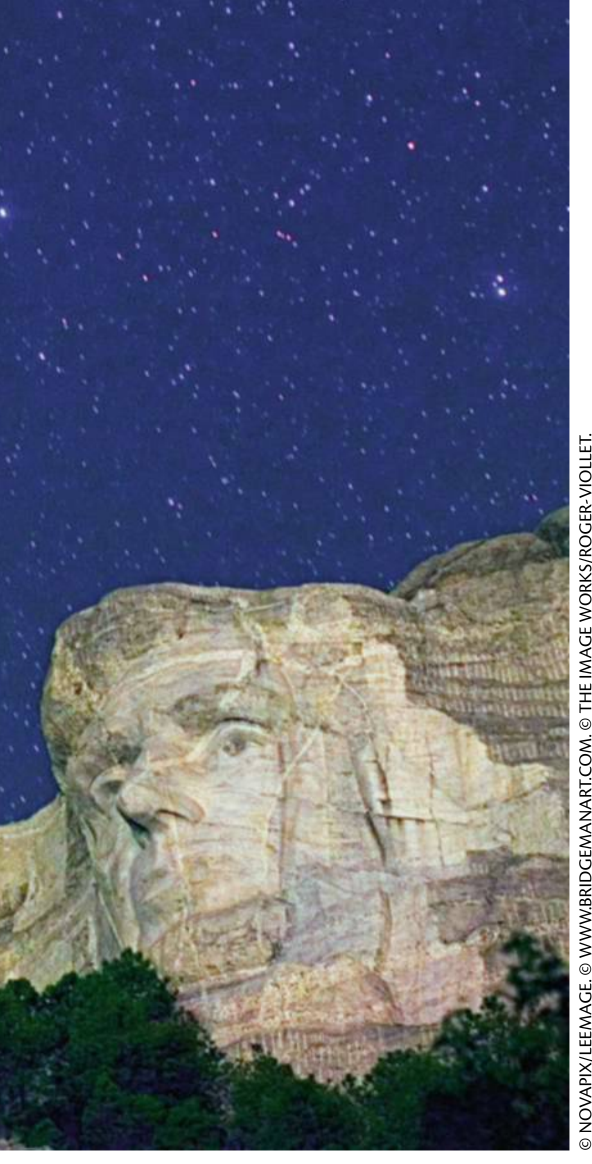


de la Constitution du 17 septembre 1787 instaurant le régime présidentiel toujours en vigueur. Porté par Alexander Hamilton et George Washington, premier président des Etats-Unis, il marque le triomphe des idées fédéralistes qui seront la marque du futur Parti républicain.

En face, les défenseurs du droit des Etats et de « l'interprétation étroite » de la Constitution se réunissent dans le Parti républicain-démocrate, ancêtre du Parti démocrate actuel. Leur mot d'ordre est le respect de la liberté individuelle, le contrôle permanent du gouvernement par le peuple et la quête de l'espace agricole américain qui constituera peu à peu le mythe de la « frontière ».

En 1800, ils arrivent au pouvoir avec l'élection à la présidence de Thomas Jefferson. Ils domineront la vie politique américaine jusqu'à l'élection d'Abraham Lincoln en 1865. Ils fixent notamment les grands principes de la diplomatie des Etats-Unis qui dureront peu ou prou jusqu'en 1914, la fameuse doctrine Monroe, posée en ces termes en 1823 : l'Amérique du Nord et celle du Sud ne sont plus ouvertes à la colonisation, toute intervention européenne serait perçue comme profondément inamicale, le jeune Etat s'interdit en contrepartie toute intervention dans les affaires intérieures européennes.

En 1824, le Parti républicain-démocrate se divise. La majorité se réunit autour d'Andrew Jackson qui donne à son parti son nom actuel de Parti démocrate. Grand patricien terrien, gouverneur de Caroline du Nord, défenseur de l'esclavage et de la grande propriété terrienne, Jackson, élu président en 1828, attache durablement à son parti l'électorat des Etats du Sud rural, dont l'économie est fondée sur la production de coton et l'exploitation des esclaves. Ardent partisan des droits locaux, inspiré par le sénateur Calhoun, il développe la théorie de l'annulation des lois fédérales par les Etats. Thuriféraire des petits propriétaires, opposant à l'Etat central, il promeut un populisme vigoureux, adossé à la diffusion de l'idéal de conquête de l'espace américain qui se retourne contre les Indiens, expulsés de la côte Est des Etats-Unis en 1830. Il met son veto à la création d'une banque centrale et s'oppose aux milieux d'affaires de



New York et de Washington en défendant le libre-échange contre leurs tentations protectionnistes.

LE TRIOMPHE DE L'ÉLÉPHANT

C'est dans le Nord industriel que se recrutent les adversaires du Parti démocrate, regroupés dans le Parti Whig, qui rassemble la majorité des fédéralistes, puis dans le Parti républicain proprement dit, officiellement fondé en 1854. Lors de la convention nationale de Philadelphie en 1856, il adopte un programme nationaliste et anti-esclavagiste qui interdit au Congrès de reconnaître l'esclavage dans un territoire et réclame son abolition sur l'ensemble du territoire américain, tant pour des motifs humanitaires que pour promouvoir une économie capitaliste fondée sur le salariat, jugé infiniment plus productif. Protectionniste, industrialiste, défenseur des projets de construction de chemins de fer transcontinentaux, économiquement impérialiste à l'extérieur, c'est le parti des élites Wasp *(White Anglo-Saxon Protestant)*, des grands capitaines d'industrie de la côte Est et des ouvriers qui profitent de l'essor industriel.

En 1860, à la convention de Charleston, la division des démocrates, qui ne parviennent pas à s'entendre sur le nom d'un candidat, aboutit à l'élection du républicain Abraham Lincoln. La lutte qu'il entreprend pour abolir l'esclavage conduit à la guerre de Sécession, qui déchire les Etats-Unis de 1861 à 1865. En décembre 1860, à l'initiative de la Caroline du Sud, onze Etats du Sud se groupent en une confédération opposée aux Etats du Nord (l'Union). L'échec des confédérés, définitivement battus en 1865, marque le début d'une domination sans partage du Parti républicain, qui gouvernera quasiment sans interruption jusqu'à l'élection du démocrate Thomas Woodrow Wilson en 1913.

Les premières années du règne des républicains, notamment sous la présidence du général Grant (1869-1877), sont celles de la revanche du Nord. La politique de « reconstruction » prive les Etats du Sud de toute représentation au Sénat et au Congrès. L'heure est au pillage des ressources des territoires confédérés par les grandes compagnies du Nord, souvent appuyées par les esclaves affranchis, implicitement autorisés à commettre les pires brigandages sur leurs maîtres d'hier. En 1876, le caricaturiste Thomas Nast donne au parti, en raison de sa puissance, le symbole de l'éléphant, qui demeurera son emblème jusqu'à ce jour.

L'élection du républicain modéré Rutherford Hayes, en 1876, met un terme à la politique de reconstruction. Désormais, le Parti républicain mène une politique d'expansion économique dont les piliers sont le protectionnisme et l'intervention de l'Etat au service du *big business.* Puritain,

LIEU DE MÉMOIRE En haut : le mont Rushmore, dans le Dakota du Sud, représentant les présidents George Washington (1789-1797), Thomas Jefferson (1801-1809), Theodore Roosevelt (1901-1909) et Abraham Lincoln (1861-1865). Sculptures réalisées par Gutzon Borglum, entre 1927 et 1941. A gauche : l'éléphant, symbole du Parti républicain, par Thomas Nast, 1884 (collection particulière). A droite : silhouette d'Abraham Lincoln.



protestant, chantre de la Bible et du dollar, il mène à l'étranger, à Cuba et en Amérique centrale, la politique du « *gros bâton* », théorisée par Theodore Roosevelt, président de 1901 à 1909. Le non-interventionnisme de la doctrine Monroe est devenu sur le continent américain la justification d'un impérialisme qui, à la différence de celui de l'Europe, n'ose pas dire son nom.

Messianisme démocrate

A la suite d'une scission dans le camp républicain, l'élection de Thomas Woodrow Wilson, en 1913, marque le grand retour des démocrates, qui change radicalement le cours de la politique américaine.

En politique intérieure d'abord. La nouvelle administration se place sous le slogan des « *nouvelles libertés* », qui instaure l'élection des sénateurs au suffrage universel direct. Elle s'engage dans une politique de contrôle de l'économie, qu'il s'agisse de la législation antitrust ou du contrôle fédéral des activités bancaires. En politique étrangère surtout : en 1917, rompant avec un siècle de tradition isolationniste, les Etats-Unis entrent en guerre contre l'Allemagne impériale, qui a déclaré une guerre sous-marine à outrance et menace les échanges commerciaux entre Londres et Washington.

Au-delà des aspects économiques, les démocrates revendiquent une vocation particulière des Etats-Unis, désignés par la Providence pour être « *les champions du droit et de la démocratie universelle* », qui se concrétise notamment par les « Quatorze Points » (le programme de paix) et la création de la SDN, portés sur les fonts baptismaux par le président Wilson. De cette époque naît un messianisme typiquement américain, singulière alchimie de moralisme, d'idéalisme et d'impérialisme subtil, mâtiné d'une certaine naïveté qui récuse la realpolitik fondée sur les rapports de force et pose les Etats-Unis en champions du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Malgré la victoire remportée en 1918 et le succès que représente un traité de Versailles dont l'Amérique a dicté les principales dispositions (l'Europe en paiera les conséquences au prix fort), le pays reste, dans ses profondeurs, foncièrement républicain. De 1921 à 1933, les présidents républicains Harding, Coolidge et Hoover reviennent à la politique traditionnelle américaine : libéralisme effréné à l'intérieur, protectionnisme, moralisme prohibitionniste et isolationnisme, au point de refuser la ratification du traité de Versailles et de priver ainsi les Etats-Unis d'un siège à la SDN.

C'est la crise de 1929 qui remet en selle les démocrates. Elu en 1932, Franklin Delano Roosevelt met un terme à la tradition du laisser-faire économique. Le « New Deal », la politique des grands travaux, l'intervention de l'Etat contre le chômage et les premières mesures d'assistance sociale changent radicalement les principes fondamentaux du Parti démocrate, qui se rallie à une forme de keynésianisme modéré. En politique étrangère, Roosevelt rompt à nouveau avec la pratique isolationniste en faisant entrer les Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et en revendiquant une responsabilité morale à l'échelle du monde, qui se traduit notamment par la création de l'ONU à l'issue du conflit.

La guerre froide force le successeur de Roosevelt, Harry Truman (1945-1953), à mettre ses pas dans ceux de son prédécesseur. L'adversaire communiste a simplement remplacé l'adversaire nazi.

Entre républicains et démocrates, le clivage a désormais perdu son évidence. Eisenhower mène peu ou prou la même politique que celle de Truman et le sénateur McCarthy, qui se livre à la chasse aux sorcières communistes, est un démocrate passé aux républicains.

La nouvelle frontière

Elu sur l'idée de « nouvelle frontière », Kennedy va changer radicalement le corpus idéologique du Parti démocrate. Il devient avec lui le parti des minorités, des catholiques, des exclus qui revendiquent des valeurs « libérales » au sens américain du terme, c'est-à-dire progressistes sur le plan social et sociétal. A l'inverse de leurs prédécesseurs démocrates, tant Kennedy que son successeur Johnson se font les champions des anciens esclaves et conduisent une énergique politique de déségrégation raciale. Au-delà même de l'égalité des droits, ils n'hésitent pas à promouvoir, en particulier dans les universités,

l'*affirmative action*, qui réserve des quotas de places aux membres des minorités, noires ou hispaniques. En politique étrangère, ils demeurent en revanche interventionnistes. C'est Kennedy qui lance la désastreuse opération de la baie des Cochons contre le régime castriste et qui envoie les premiers *boys* sur le sol vietnamien.

Le désenchantement de l'opinion et l'enlisement américain dans le bourbier du Vietnam ramènent les républicains au pouvoir avec Nixon en 1968. Plus pragmatique que ses devanciers, ce dernier mettra un terme à la guerre du Vietnam et, prenant acte des rapports de force, reconnaîtra la Chine communiste. Le scandale du Watergate, qui révèle que le président a fait espionner le siège du Parti démocrate, l'oblige à démissionner en 1974 sous la menace d'une procédure d'*impeachment*. Le pâle Gerald Ford, qui lui succède en sa qualité de vice-président, ne parvient pas à être réélu en 1976.

Le démocrate Jimmy Carter, fils de planteurs d'arachide de Géorgie, pieux, imprégné de moralisme protestant, veut renouer avec la tradition sociale du « New Deal » et l'idéalisme wilsonien. Interventionniste en politique étrangère mais incapable de se donner les moyens que la justice soit forte, c'est-à-dire dotée de puissants moyens militaires, il connaît une longue série d'échecs, après le succès initial des accords de Camp David, qui scellent la paix entre l'Egypte et Israël. Refusant de soutenir le régime autoritaire du shah d'Iran, il assiste impuissant à l'effondrement de l'influence des Etats-Unis dans le golfe Persique, à la crise des otages iraniens et, tout aussi lourde de conséquences, à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, un échec majeur de la guerre froide. Si l'on y ajoute la hausse du chômage et l'atonie de l'économie, les démocrates sont désormais perçus comme les artisans du « déclin de l'Empire américain ».



Tournants Page de gauche : avec John F. Kennedy, élu en 1960, les démocrates deviennent le parti des minorités, des catholiques et des exclus. Ci-dessus : le républicain Ronald Reagan, artisan d'une véritable révolution conservatrice dans les années 1980.

Révolution conservatrice

Sans surprise, les républicains reviennent aux affaires avec l'élection de Ronald Reagan en novembre 1980. Mais ce n'est pas une alternance comme une autre. C'est une révolution culturelle. Alors que les démocrates semblaient avoir gagné la bataille des idées, l'ancien acteur de série B, génie de la communication, appuyé sur les *Think tanks* conservateurs comme l'Heritage Foundation, arrive à la Maison-Blanche avec un corps de doctrine, celui de la « révolution conservatrice », qui rompt largement avec la doxa traditionnelle du Parti républicain. C'est un mélange de conservatisme sociétal – défense du patriotisme, de la famille et des traditions – et de libéralisme économique – « *dans cette période de crise, le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes ; le gouvernement est le problème* ». Triomphalement réélu en 1984, Ronald Reagan parvient à faire élire son vice-président, George Bush, en 1988. Ces réussites sont autant le fruit des estimables résultats d'une politique économique de l'offre, qui fait baisser le chômage de 9,7 % en 1982 à 5,3 % en 1989, que de réels succès en politique étrangère. Champion de la lutte contre le communisme, décrit comme « l'empire du mal », artisan du réarmement militaire, c'est surtout un réaliste. Contre les faucons de son entourage, il accepte de traiter avec Gorbatchev lors du sommet de Reykjavik, mais n'hésite pas à s'allier à des dictateurs qui servent les intérêts américains. Pragmatique avant tout, il s'impose comme le vainqueur de la guerre froide en asséchant les finances de son adversaire par une épuisante course aux armements (la guerre des étoiles) et dote le Parti républicain d'un solide bon sens en politique étrangère, qui poussera son successeur à ne pas lancer les troupes américaines à l'assaut de Bagdad lors de la guerre du Golfe en 1990.

Pertes de repères

L'usure du pouvoir ramène les démocrates aux affaires. Bill Clinton est élu président des Etats-Unis en 1992. Centriste, aussi proche du *big business* que les républicains, il renoue avec la tradition libre-échangiste des démocrates en ratifiant l'Alena (accord de libre-échange nord-américain) et en développant une politique économique de déréglementation qui aboutira à la calamiteuse abrogation de la loi Glass-Steagall, adoptée en 1933, qui imposait la séparation des banques de dépôt des banques d'investissement et dont la suppression sera largement responsable de la crise des subprimes.

Empêtré dans des scandales à répétition, dont le plus connu est la scabreuse affaire



Électron libre A droite : Donald Trump sera investi le 20 janvier 2017. Ci-dessus : les présidents George Bush (1989-1993), Ronald Reagan (1981-1989), Jimmy Carter (1977-1981), Gerald Ford (1974-1977) et Richard Nixon (1969-1974), réunis en 1991.

Lewinsky, il ne parvient pas à empêcher le républicain George W. Bush d'être élu à la Maison-Blanche en 2000. Si la politique économique de ce dernier est assez comparable à celle de son prédécesseur, sa politique étrangère s'inspire des travaux de l'école « néoconservatrice », dont les chefs de file sont Irving Kristol et Norman Podhoretz, qui avaient inspiré la politique intérieure de Ronald Reagan mais avaient échoué à influencer sa politique étrangère. Presbytérien, proche des évangélistes, George W. Bush mêle à un idéalisme tout wilsonien un interventionnisme tous azimuts fort éloigné de la tradition républicaine. Convaincu qu'il est investi de la mission de promouvoir les valeurs de la démocratie américaine au besoin par les armes, décidé à punir les « Etats voyous » et à venger les Etats-Unis après l'attaque du 11-Septembre, George W. Bush engage les troupes américaines en Afghanistan et surtout en Irak, contre Saddam Hussein, avec les conséquences que l'on connaît. Jusqu'à l'élection de Donald Trump, en 2016, c'est sa vision du monde qui domine le camp républicain, dont il incarne à lui seul les sensibilités diverses : libéralisme économique – parfois poussé jusqu'à l'idéologie libertarienne –, libre-échangisme, évangélisme, messianisme.

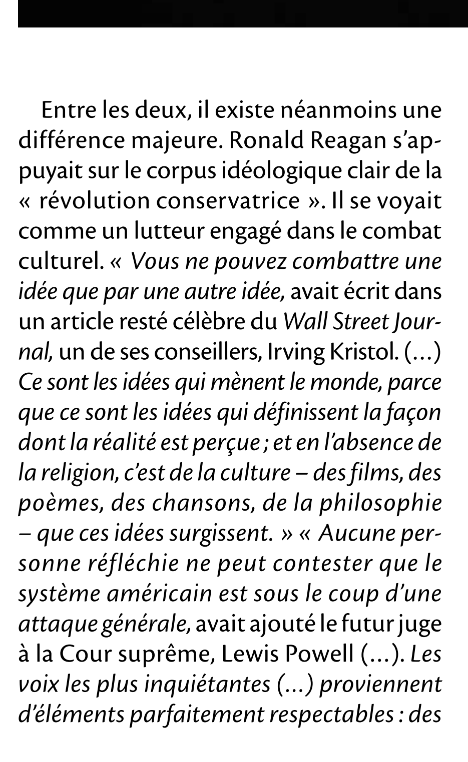
Son successeur, le démocrate Barack Obama, premier président noir de l'histoire américaine, rompt certes avec les aspects les plus coruscants du « néoconservatisme » mais ne change guère de logiciel économique ou social. Le Parti démocrate devient, comme le Parti républicain, le parti du monde des affaires, adepte du « *crony capitalism* », le capitalisme de connivence qui réunit les élites de Wall Street et de Washington.

Le Parti républicain a tout autant de mal à se refonder. Désormais divisé entre évangélistes, qui revendiquent les valeurs chrétiennes des Etats-Unis, parfois jusqu'au fondamentalisme littéraliste, libertariens populistes du Tea Party, qui reprennent à leur compte l'antienne antiétatique des démocrates XIXe siècle, et libéraux bon teint, il finit par être, à la veille des élections de 2016, un parti de notables divisés, sans corpus idéologique clair.

La preuve par Trump

La victoire de Donald Trump, en 2016, est peut-être d'abord celle d'un électron libre, étranger aux logiques de parti, dans un système politique qui paraît avoir désormais perdu ses repères. Parti des esclavagistes, le Parti démocrate est devenu celui des minorités. Parti des abolitionnistes, le Parti républicain est devenu celui des classes moyennes blanches menacées de déclassement. De tradition isolationniste, le Parti républicain a donné avec George W. Bush l'un des présidents les plus interventionnistes de son histoire.

Le président qui occupera la Maison-Blanche en janvier 2017 peut s'être fait élire sous l'étiquette républicaine : il n'a en réalité rien à voir avec le Parti républicain de George W. Bush. Mais il renoue avec la tradition isolationniste, fédéraliste, protectionniste des républicains du début du siècle. Par certains côtés, la vulgarité en plus, il rappelle également Ronald Reagan. Même volonté de casser les codes, même talent de communicateur, même pragmatisme affiché.



Entre les deux, il existe néanmoins une différence majeure. Ronald Reagan s'appuyait sur le corpus idéologique clair de la « révolution conservatrice ». Il se voyait comme un lutteur engagé dans le combat culturel. « *Vous ne pouvez combattre une idée que par une autre idée,* avait écrit dans un article resté célèbre du *Wall Street Journal*, un de ses conseillers, Irving Kristol. (...) *Ce sont les idées qui mènent le monde, parce que ce sont les idées qui définissent la façon dont la réalité est perçue ; et en l'absence de la religion, c'est de la culture – des films, des poèmes, des chansons, de la philosophie – que ces idées surgissent.* » « *Aucune personne réfléchie ne peut contester que le système américain est sous le coup d'une attaque générale,* avait ajouté le futur juge à la Cour suprême, Lewis Powell (...). *Les voix les plus inquiétantes (...) proviennent d'éléments parfaitement respectables : des*

© GLOBE/ZUMAPRESS/LEEMAGE. © LUCAS JACKSON/REUTERS.

campus universitaires, des chaires d'hommes d'Eglise, des médias, des journaux intellectuels et littéraires, des arts et des sciences et des politiques. » La réponse apportée par Ronald Reagan l'avait été sur le front des idées : en économie par les œuvres de Friedrich Hayek – auteur de *La Route de la servitude* –, de Milton Friedman – défenseur du monétarisme – et d'Arthur Laffer – théoricien de l'économie de l'offre et des dangers des excès fiscaux – ; en matière sociétale par la promotion de la « renaissance spirituelle » ; en matière culturelle par la dénonciation de l'idéologie soixante-huitarde, avec des œuvres telles que *La Culture du narcissisme*, de Christopher Lasch.

On cherche en vain la moindre référence intellectuelle chez Donald Trump. Jamais de livres, jamais de doctrines citées dans ses discours. Peu d'intellectuels connus dans son entourage. Alors que Hillary Clinton campait sur un consensus mou, il a eu l'habileté d'apporter des réponses fermes et indépendantes des traditions partisanes aux grands débats de la vie politique américaine, en se prononçant sans ambiguïté pour un Etat fort, le protectionnisme et la libre entreprise en économie, l'isolationnisme en politique étrangère, le refus du particularisme des minorités, la défense des valeurs traditionnelles et l'antiélitisme en matière sociale : autant d'idées qui ne pouvaient que séduire la majorité blanche, qui se sent culturellement et économiquement menacée.

Reste à savoir si Donald Trump est habité par une vision susceptible d'ordonner ces réponses en une politique qui lui donne un cap à tenir, quelles que soient, dans l'avenir, les variations prévisibles de l'opinion publique et de ceux-là mêmes qui l'ont élu. De la réponse à cette question dépend, pour une large part, le succès de son mandat.

Par Jean-Louis Thiériot


© SANDRINE ROUDEIX.

LES CANONS DU DOUX COMMERCE

Sous l'apparence du libre-échange, la guerre économique n'a cessé d'être l'arme favorite des Etats, en temps de guerre comme en temps de paix.

Traité transpacifique, projet de traité Ceta, projet de traité Tafta ; il ne se passe pas un jour sans que la une des journaux ne soit occupée par le libre-échange, les conditions d'accès aux marchés publics étrangers, le droit à une concurrence libre et non faussée, les ingérences des Etats dans le commerce international, voire les « coups de main » apportés par les services secrets à leurs entreprises nationales, largement mis en lumière par le scandale Wikileaks.

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux. Ils existent depuis que le monde est monde. Mais ils ont été longtemps occultés par la double chape de plomb qui pesait sur l'histoire économique : celle des marxistes, qui réduisaient la guerre économique à l'explication mécaniste de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; celle des libéraux, qui faisaient du « *doux commerce* » l'alpha et l'oméga de la prospérité commune. L'*Histoire mondiale de la guerre économique*, d'Ali Laïdi, chercheur à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques), a l'immense mérite de replacer la guerre économique dans le temps long. A travers vingt-huit monographies qui courent de la préhistoire au début du XXIe siècle, ce gros livre, sans doute un peu touffu et systématique, illustre de manière magistrale la pérennité des liens incestueux qui, par-delà la singularité des époques, unissent politique, économie et stratégie.

L'auteur définit la guerre économique comme « *l'utilisation de violences, de contraintes et de moyens déloyaux, ou illégaux, pour protéger ou conquérir un marché, gagner ou préserver une position dominante qui permet de contrôler abusivement un marché. La guerre économique s'exerce en temps de guerre comme en temps de paix. Elle est pratiquée par les Etats, les entreprises, les associations et même les individus (...). La guerre économique s'applique aussi bien à tous les produits et services qu'à tous les biens immatériels, comme la pensée (guerre des idées) ou les croyances (guerre des Eglises)* ».

Trois exemples permettent d'en comprendre la permanence à travers les siècles : la Hanse, où les marchands se dressent contre les princes, la Compagnie britannique des Indes, où les marchands se mettent au service de la Couronne, et la guerre de l'opium, où la Couronne se met au service des marchands.

Fondée en 1241 par les bourgeoisies marchandes de Hambourg et de Lübeck, la ligue hanséatique était d'abord une chambre de compensation de créances commerciales et une association d'entraide entre marchands de la mer Baltique. Très vite, elle est devenue une puissance politique informelle mais déterminante, qui arrache des privilèges commerciaux et obtient des exemptions de taxes et d'impôts. Lorsqu'elle n'obtient pas gain de cause, son arme favorite est le blocus. En 1280, elle arme une première flotte pour imposer le blocus de Bruges qui est contrainte de plier et de lui ouvrir ses marchés. En 1356, se tient à Lübeck la première assemblée des villes hanséatiques. Confrontée à la concurrence des Italiens, des Anglais et des Allemands du Sud, elle décide de devenir une véritable puissance politique. En 1358, Bruges doit subir un second blocus qui dure deux ans. La famine menace. La ville s'incline à nouveau. Au tournant des années 1360, le roi de Danemark ayant fait augmenter la taxation des marchandises hanséatiques, la ligue décide d'entrer en guerre. Alliée au grand maître de l'ordre des Chevaliers teutoniques, Winrich von Kniprode, qui contrôle la plus grande partie de la Prusse, elle obtient, au traité de Stralsund, en 1370, le droit de contrôle sur la succession au trône de Danemark. A la mort de Valdemar IV, en 1375, elle désigne Olav Haakonsson pour lui succéder. Les marchands sont devenus faiseurs de roi. Mais la concurrence croissante de la Hollande, la disparition progressive de la féodalité au profit du pouvoir central, la disparition, enfin, de l'Ordre teutonique, transformé en duché de Prusse après la Réforme, sonnent le glas de la confédération. A la fin du XVe siècle, les Etats étant de retour, les marchands plient l'échine.

L'East India Company a joué un rôle inverse. Elle s'est mise au service de la Couronne britannique, naturellement pour les intérêts bien compris de ses actionnaires. Réunissant les principaux marchands de la City et quelques aristocrates attirés par les bénéfices du marché des épices, elle obtient de la reine, en 1600, le monopole du trafic commercial au-delà du cap de Bonne-Espérance. Très vite, les navires de la compagnie installent des comptoirs à Sumatra, à Java, Aden, puis dans l'Andhra Pradesh et au Bengale. En 1661, Charles II lui accorde le droit de déclarer la guerre et de signer des traités de paix. En 1677, elle obtient même l'autorisation de frapper monnaie à destination de l'Inde. L'ambition politique est clairement assumée. En 1683 le directeur de la compagnie proclame : « *C'est avec des terres que nous deviendrons une nation dans l'Inde. Sans*



Doux poison A droite : *Portrait d'un membre de la Compagnie britannique des Indes orientales*, anonyme indien, XVIIIe siècle (Londres, Victoria and Albert Museum). Page de gauche, en bas : sceau avec rouage hanséatique, XVe siècle (collection particulière).



cela, nous ne resterons qu'une réunion d'aventuriers (...) faisant du commerce seulement là où il n'est pas de l'intérêt de quelqu'un de puissant de s'y opposer. » Elle crée sa propre armée et sa marine, *The Honourable East India Company's Marine.* Désormais, le continent indien est quadrillé de forts appartenant à la compagnie. En 1773, le pouvoir politique reprend la main. Le *Regulating Act* dispose que les acquisitions territoriales sont réalisées au nom de la Couronne. Mais il faut attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour que l'Etat remplace effectivement la compagnie. En 1857, une mutinerie éclate en Inde. C'est la révolte des cipayes, les soldats indigènes de la compagnie. Mal payés, exploités, évangélisés de force, ils se rebellent contre leurs maîtres. La rébellion est écrasée dans le sang avec l'aide de l'armée britannique. On est désormais convaincu, à Londres, qu'un acteur privé n'est pas en mesure de maîtriser les populations indigènes. Les possessions de la Compagnie des Indes orientales sont transférées à la Couronne britannique. C'est le Raj. En 1876, la reine Victoria est proclamée impératrice des Indes. Les marchands ont apporté un empire à leur pays.

Il est vrai que souvent, il le leur rend bien. Au début du XIXe siècle, le commerce britannique avec la Chine souffre d'un déficit considérable. La population insulaire consomme avec frénésie le thé et la soie de l'empire du Milieu, qui achète fort peu de produits des manufactures britanniques. Pour rétablir la balance commerciale, il existe une marchandise miracle, interdite en Chine, l'opium, que l'Inde produit abondamment et que les trafiquants anglais commercialisent clandestinement. En 1839, l'empereur de Chine décide de mettre un terme à la catastrophe sanitaire qui menace son pays. Il ordonne de détruire les stocks d'opium rassemblés sur des navires entrepôts au large de Canton. Alors même que l'usage de l'opium est interdit au Royaume-Uni pour des raisons de santé publique, la couronne n'accepte pas que Pékin fasse preuve de la même prudence. Le surintendant du commerce anglais fait acheter par le gouvernement les 20 000 caisses de « *doux poison* ». Lorsque les Chinois les jettent à la mer, l'affaire est considérée comme un outrage à l'Union Jack. C'est le *casus belli*, dont rêvait Lord Palmerston, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, pour ouvrir le marché chinois aux intérêts anglais. La Royal Navy appareille. Le 4 août 1842, elle est aux portes de Nankin. Effrayée par la supériorité technique occidentale, la Chine cède. Le 29 août 1842, le traité de Nankin est signé sur la frégate *Cornwallis.* Il accorde cinq ports francs aux Britanniques, dont Shanghai et Canton, et la cession pure et simple de Hong Kong. Le préambule, rédigé par le plénipotentiaire anglais est un modèle d'hypocrisie mielleuse à vocation économique : « *Toutes les nations sont égales, sont sœurs, membres d'une même famille, la grande famille humaine. C'est pourquoi elles sont solidaires, et ont intérêt à entretenir entre elles les relations les plus amicales (...). Les marchands anglais n'ont pas été autrement inspirés lorsqu'ils sont venus pacifiquement faire du commerce dans les ports de la Chine. Ils avaient les meilleures intentions qui ont été méconnues. Ils n'ont été accueillis que par des cris de haine et de mauvais traitements. C'est pourquoi maintenant ils sont obligés d'exiger des sûretés.* » Les autorités chinoises tentant de reprendre le contrôle de leur marché intérieur, le gouvernement britannique est contraint de revenir à la charge en 1856. La seconde guerre de l'opium dure quatre ans. Particulièrement cruelle, elle aboutit, en 1859, à l'occupation de la capitale impériale et au sac du palais d'été. La convention de Pékin de 1860 prévoit la mise à disposition de onze ports aux commerçants occidentaux et ouvre officiellement les portes du marché à l'opium anglais. D'immenses fortunes se bâtissent. Des empires commerciaux s'édifient. Une banque comme HSBC *(Hong Kong and Shanghai Banking Company)* est le rejeton de cette guerre économique livrée par les Etats pour les marchands.

Rien n'a vraiment changé. Ali Laïdi dresse à la fin de son livre un tableau saisissant de la guerre économique livrée par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre froide. Théorisée par le professeur Joseph Nye, elle s'appuie sur le concept de *soft power* qui repose sur cinq piliers : la monnaie, l'armée, Hollywood, CNN et Internet. Elle vise à la création d'un « *polygone de domination* » qui fasse des Etats-Unis « *la seule nation indispensable* ».

L'*Histoire mondiale de la guerre économique* est un livre à lire absolument. C'est un remède salutaire à l'innocence. Il ne remet pas en cause les bénéfices du commerce international, mais il en démonte les rouages et les ambiguïtés. Il montre combien c'est le lieu de rencontre de l'économique, du politique et du militaire. Les vainqueurs sont ceux qui, sans naïveté, pour le bien commun, comprennent, acceptent et utilisent, avec pragmatisme, ces inévitables interactions.

À LIRE



Histoire mondiale de la guerre économique
Ali Laïdi
Perrin
500 pages
26 €

Propos recueillis par Frédéric Valloire

La tragédie de Charles Quint

Dans une biographie novatrice, Denis Crouzet fend l'armure de « l'empereur-machine ». Il campe un souverain anxieux de correspondre à l'idéal chrétien dans un siècle d'angoisse, de guerres et de divisions.

Bien que, professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, spécialiste du XVIe siècle et des guerres de Religion, Denis Crouzet dise ne pas aimer le genre, il vient de consacrer à Charles Quint sa sixième biographie. Il est vrai que, de Jean Calvin à Nostradamus en passant par Christophe Colomb, Charles de Bourbon et Catherine de Médicis, chacune d'entre elles explosait le cadre rassurant d'une histoire personnelle qui commence à la naissance et s'achève à la mort d'un individu. Et qu'à chaque fois, le livre refermé, le lecteur était conquis. Il en approuvait la démarche, avec l'impression d'avoir participé à une enquête historique hors du commun. Elle lui permettait de comprendre pourquoi un personnage surgissait dans un moment précis de l'histoire, s'y aménageait une place qui restait dans les mémoires, exécutait ou subissait telle ou telle action. Bref, au-delà de la collection de faits, la personnalité, entièrement immergée dans l'imaginaire, les émotions, les idéologies et les conduites de son époque, était auscultée comme jamais elle ne l'avait été, jusqu'au tréfonds de son être. Il en est de même pour ce *Charles Quint, empereur d'une fin des temps*.



© DRFP/LEEMAGE.

Prince catholique
Page de droite : *Portrait équestre de Charles Quint lors de la bataille de Mühlberg*, par Titien, 1548 (Madrid, Museo Nacional del Prado). Ci-contre : spécialiste du XVIe siècle, professeur d'histoire moderne à l'université Paris-Sorbonne, auteur d'une formidable histoire de la Saint-Barthélemy ainsi que de nombreuses biographies (Christophe Colomb, Catherine de Médicis), Denis Crouzet publie un portrait novateur de Charles Quint.

Il demande une lecture exigeante. Les notes (une centaine de pages en fin de volume) qui appuient le propos, peuvent être lues séparément. Il réclame une chronologie sous la main, l'auteur se concentrant sur sept années (1545-1552), des années charnières, d'un règne qui s'étend de 1519 à l'abdication en 1555. Mais qui en vient à bout a lu les pages les plus intelligentes qui aient été écrites sur des tableaux de Titien, s'est confronté à l'exégèse biblique et a découvert une autre façon de penser la réalité, d'écrire l'histoire et d'interpréter le monde et le temps.

Fernand Braudel avait renoncé à écrire une biographie de Charles Quint et Pierre Chaunu, votre maître, avouait que l'empereur l'intimidait.

© AISA/LEEMAGE.



Rencontrer Charles Quint, est-ce une épreuve ?

Mais comment l'éviter lorsque l'on travaille sur le XVIe siècle ? Ecrire ce livre m'a demandé cinq ans. Il est né du hasard et d'une interrogation. Le hasard ? A Londres, à la British Library, j'ai trouvé un manuscrit de Sébastien de Laubespine, abbé de Bassefontaine. Cet homme d'Eglise, diplomate du roi de France, y racontait, en 1550, l'*« histoire de la guerre de Religion entre l'empereur Charles V (Charles Quint) et les princes d'Allemagne, commencée en 1525 et finie en 1547 »*. Pour faire vite, la guerre que conduit l'empereur contre la ligue de Smalkalde, une union militaire des villes et des princes protestants allemands, créée en 1531, que soutient François Ier, et que légitime Luther. Elle se termine par la victoire militaire de Charles Quint à Mühlberg, le 24 avril 1547. Victoire apparente pour ce prince catholique, défenseur de l'Eglise dans ses Etats, donc dans le Saint Empire : en juillet 1552, par le traité de Passau, il devra reconnaître la liberté de religion en Allemagne. Ce qui annoncera, trois ans plus tard, la paix d'Augsbourg, un compromis qui est un échec politique et religieux pour l'empereur, qui n'assistera pas à sa signature (il restera à Bruxelles) et dont le principe est resté célèbre, *« tel prince, telle religion »*, une sorte de territorialisation de la religion. Laubespine et son texte oublié posaient des questions inédites et abordaient ces années d'une manière nouvelle. De quoi intriguer. Permettaient-ils alors de forcer la cuirasse de Charles Quint ?

L'homme est-il si indéchiffrable, si secret ?

Ses contemporains sont unanimes. C'est un mur. Il s'est construit une apparence. Il parle peu, jamais de lui. Jamais aucun de ses familiers n'a pu soupçonner sur son visage des expressions de joie ou de tristesse. Même dans ses *Mémoires*, qu'il a dictés au cours de l'été 1550 à son secrétaire, durant un voyage sur le Rhin, il semble indifférent, insensible, préoccupé d'abord par la composition de son visage, reflet pour lui de son sens de la dignité



royale et de l'exaltation de la majesté surhumanisée qui avait alors cours. Chez lui, tout est construit, tout est métaphore de son pouvoir et des vertus qui le fondent. Il s'est fabriqué une contenance d'automate qu'il a fait fonctionner presque mécaniquement en public : un empereur-machine. Au demeurant, il est passionné par les automates. Comme son contemporain Rabelais. Et aussi par les horloges qu'il collectionnera après son abdication dans sa retraite du monastère de Yuste, en Espagne. Il en sait les secrets de fabrication, d'entretien. Cette mécanique qui mesure le temps en dehors de toute impression subjective le fascine. Est-ce une image de lui-même, tel qu'il s'est façonné pour résister à l'angoisse face à l'immensité et au poids de sa charge d'empereur, le plus puissant des souverains de la chrétienté depuis Charlemagne ? Il refoule toute affectivité. Pour procéder à cette mécanisation de soi, il dispose de l'ouvrage d'un franciscain, Antonio de Guevara, *L'Horloge des princes avec le très renommé livre de Marc Aurèle*. Il y apprend qu'être prince, c'est se donner une discipline, un ordre qui permettent d'affronter la mutabilité des choses et des hommes par une pratique mécanisée de soi. Mais en histoire, rien n'est totalement étanche. En cherchant, et en dehors des fortes et profondes notations relevées par Pierre Chaunu et Michèle Escamilla (*Charles Quint*, Fayard, 2000), j'ai trouvé des données indirectes par lesquelles se manifeste, s'échappe pourrait-on dire, l'intériorité de l'empereur. Ainsi, en 1548, dans une relation, un ambassadeur vénitien écrit que l'empereur est terrorisé à la seule vision d'une araignée, qu'il est pris de tremblements…

Un infime détail. L'action de César ne se réduit pas à ses crises supposées d'épilepsie !

Certes, mais cette phobie est à elle seule révélatrice d'une peur. Elle prend un sens différent lorsque l'on sait qu'Erasme, dont la pensée nourrit la réflexion de Charles, assimile un disciple de Satan à une araignée et que le philosophe affirme « *qu'une conscience tranquille ignore la peur* ». En outre, les épisodes de tremblements accompagnent l'empereur tout au long de sa vie lorsqu'il doit prendre une décision importante, que précèdent chez lui méditation et réflexion. Ainsi, lorsqu'il apprend que l'empereur Maximilien, son grand-père, est mourant et qu'il sera appelé à lui succéder, il connaît une sorte de crise, tombe à terre et y reste immobile, comme mort, pendant plus de deux heures. Ainsi encore, devant Ingolstadt, en août 1546 : confronté à l'armée supérieure en nombre et en artillerie lourde des princes confédérés, il est rempli d'effroi, se reprend, avant de prouver un courage extraordinaire qui frôle la témérité, restant impassible au milieu d'un déluge de boulets. A chaque fois, son corps est l'interprète de sa subjectivité. Il traduit l'angoisse de Charles à l'idée d'accepter un pouvoir dont il se pense indigne mais qu'il assumera car là est son devoir. Gouverner, c'est pour lui s'effacer, disparaître derrière un autre que soi, c'est ne pas être soi. Dès 1530, il est hanté par l'idée de renoncer au pouvoir, comme l'empereur Dioclétien.

Vous nous présentez l'empereur des deux mondes, comme une sorte de stoïcien qui ne cesse de se maîtriser.

Stoïcien, mais chrétien. Il admire Marc Aurèle qu'il connaît et qu'il lit par l'intermédiaire du livre de Guevara. Au point de porter la barbe et les cheveux courts afin de rendre visible cette quasi-identification. Guevara explique comment le Romain a pu, face à la tentation de l'immédiat et du changement, demeurer

FAMILLE IMPÉRIALE Page de gauche : *Maximilien Ier et Marie de Bourgogne avec leur fils Philippe le Beau, leurs petits-fils Ferdinand Ier et Charles Quint, et Louis de Hongrie, qui fut adopté par Maximilien Ier*, par Bernhard Strigel, XVIe siècle (Vienne, Kunsthistorisches Museum). A droite : le monastère de Yuste, en Espagne, où s'est retiré Charles Quint après son abdication.



imperturbable dans sa sagesse dont la première manifestation est celle de la justice, c'est-à-dire faire abstraction de soi, de ses affects et de ses passions. Gouverner devient une tragédie de tous les instants. Mais Charles n'est pas seulement influencé par l'Antiquité. Il est un chrétien, un disciple d'Erasme et l'héritier des ducs de Bourgogne. Et cet ensemble n'est pas toujours rassurant. Chrétien, il est imprégné de la *devotio moderna*, ce mouvement spirituel né aux Pays-Bas qui prêche l'imitation personnelle du Christ. Ce que le chrétien ne peut comprendre, il doit le remettre à Dieu et à sa puissance infinie. Un acte de confiance, mais aussi un facteur anxiogène. Pour s'approcher de son Dieu, outre la prière et la lecture, deux voies sont à emprunter, l'humilité et la charité. Même dans les vêtements : Charles porte un manteau noir élimé, un petit bonnet de fourrure. Pas d'éclat : il lui faut participer de la pauvreté du Christ. Le corps est l'habit de l'âme et l'âme vivant dans l'imitation du Christ ne peut se parer d'étoffes précieuses. Même dans le choix de sa sépulture. Il exigea d'être enseveli à Yuste sous le maître-autel de l'église, pour que, il le précise, « *n'importe quel prêtre qui dira la messe pose les pieds sur ma poitrine et sur ma tête* ». En signe d'éternelle humiliation.

Erasme enseignait que la détention du pouvoir était à haut risque pour celui qui l'obtient. Car sans la sagesse et la bonté, elle vire à la tyrannie. Elle exige donc une tension constante de la part du prince qui doit combattre sans cesse contre lui-même et avoir comme fin la paix et la justice. En outre, le bon prince, image de Dieu, doit protéger ses sujets du mal. Or, faire la guerre, c'est faire le mal. Pire, le monde que découvre l'empereur est un monde entré dans un moment de surcharge du mal et du malheur. Un monde où se multiplient les prophéties d'une fin des temps et d'un Jugement dernier qui viendra châtier les péchés des peuples et l'injustice des gouvernants. Un monde d'angoisse.

Rien qui n'encourage à la sérénité, mais l'héritage des grands-ducs d'Occident pouvait le rassurer.

Au contraire. Charles est bourguignon. Par le sang, l'éducation, l'environnement. Il n'a connu ni son père (mort en 1506, alors qu'il avait six ans) ni sa mère, Jeanne d'Aragon, dite la Folle, enfermée après le décès de son mari, mais il a été élevé dans le culte de ses ancêtres, Marie de Bourgogne, Charles le Téméraire, Jean sans Peur. « *La Bourgogne*, disait-il, *était son ancien héritage, fondement de son ordre (de la Toison) et dont il portait le nom et les armes.* » Le sang signifie devoir d'honneur, de vengeance, de violence, sans répit. Comme si Charles portait en lui le fantôme du Téméraire qui, dénudé, abandonné sur le champ de bataille devant Nancy un 5 janvier 1477, détroussé et défoncé de coups multiples, n'avait pu obtenir une « belle mort ». Une dépouille qu'il ramènera à Bruges, dans une chapelle de l'église Notre-Dame, aux côtés de Marie de Bourgogne. Ainsi, il assume son sang. A la victoire de Mühlberg apparaît, dit-on, au haut du ciel, la croix de saint André. Dieu était du côté des impériaux. Et de la Bourgogne : la croix de saint André est celle du Téméraire et le saint est le patron du duché capturé par « *l'universelle araigne* », Louis XI, et le protecteur de l'ordre de la Toison d'or.

Il s'agit alors d'une guerre sainte. Comment Charles peut-il entrer en guerre, lui l'élève d'Erasme ?

C'est même la première guerre de Religion qui voit s'affronter protestants et catholiques. Pour l'empereur, un « *crève-cœur* ». Il aurait souhaité mettre les réformés en situation de réintégrer l'Eglise dans le cadre de diètes, de colloques, de conciles. Il expérimente tous les possibles afin de sortir la chrétienté de ses divisions. Il veut arrêter la spirale qui pousse à la guerre. Il aurait aimé restaurer la concorde et la paix en chevalier chrétien exemplaire. Cela lui aurait permis de trouver la sérénité en le laissant face à face avec l'*imago Christi*. Pourtant, les circonstances ne l'ont pas voulu. De part et d'autre, réformés et catholiques vivent dans un temps biblique où tout signe devient symbole religieux. Charles a fait couler le sang, ce à quoi il répugne. Dieu lui pardonnera-t-il ? Alors que lui, l'empereur, a agi pour la gloire de l'Eternel ? Les desseins de Dieu sont impénétrables, incertains. Dans ses derniers instants, le 21 septembre 1558, Charles Quint murmurera : « *Que vienne à moi ta miséricorde, et je vivrai.* »

À LIRE



Charles Quint. Empereur d'une fin des temps
Denis Crouzet
Odile Jacob
672 pages
29,90 €

Par Jean Sévillia


© BALTEL/SIPA.

Le deuxième procès du Petit-Clamart

En tentant de faire des conjurés de l'attentat contre De Gaulle les précurseurs des djihadistes, Jean-Noël Jeanneney a produit, entre amalgame et manichéisme, un livre exemplaire des dérives de l'historiquement correct.

Le mercredi 22 août 1962, le général De Gaulle, qui a interrompu ses vacances à Colombey pour participer au Conseil des ministres, quitte l'Elysée en début de soirée pour retourner dans sa propriété de la Boisserie. Le chef de l'Etat doit prendre un avion militaire à Villacoublay pour atterrir à Saint-Dizier. Dans la DS noire, se trouvent son épouse et son gendre, le colonel de Boissieu. La voiture présidentielle, escortée de deux motards, est suivie d'un autre véhicule qui transporte deux gardes du corps et un médecin. A 20 h 20, à l'approche du carrefour du Petit-Clamart, le convoi passe à la hauteur d'une estafette d'où s'échappent subitement des tirs d'armes automatiques. Le chauffeur du président accélère mais, cent mètres plus loin, de nouveaux tirs surviennent d'un véhicule surgi d'une rue adjacente.

Malgré ses pneus arrière crevés, la DS présidentielle parvient à Villacoublay où l'on fera le bilan : six impacts de balles sur le véhicule du chef de l'Etat, quatre sur la voiture d'escorte, un sur le casque d'un motard, qui n'a pas été blessé. Le général De Gaulle et sa femme sont indemnes. On le saura plus tard, le seul blessé, d'ailleurs léger, est le conducteur d'une voiture qui circulait en sens inverse. Avec son extraordinaire baraka, le chef de l'Etat a échappé à un nouvel attentat. « *Cette fois, c'était tangent* », reconnaîtra-t-il quand même, tandis que Mme De Gaulle, d'un mot involontairement comique, s'enquerrait du sort des « *poulets* », désignant par là non les policiers de l'escorte, mais des victuailles qu'en bonne ménagère, elle rapportait dans le coffre de la voiture.

Cinquante-quatre ans nous séparent de ces événements. Ce n'est donc pas un anniversaire qui justifiait qu'on consacre un nouveau livre à l'attentat du Petit-Clamart, sur lequel existe une abondante bibliographie. Jean-Noël Jeanneney s'y essaie néanmoins. Agrégé d'histoire, professeur émérite des universités à Sciences Po, ancien président d'un nombre impressionnant d'institutions publiques (Radio France, RFI, Mission du bicentenaire de la Révolution, Bibliothèque nationale de France), ancien secrétaire d'Etat (dans des gouvernements socialistes des années 1990), celui-ci s'explique dès l'introduction de l'ouvrage : « *Un certain air ambiant suscite le goût de restituer un moment de notre passé où surgit un défi que notre pays affronte aujourd'hui de plein fouet : la réponse à donner, en démocratie, à une violence politique et religieuse qui pourrait nous paraître inédite et dont pourtant l'Histoire nous enseigne qu'elle ne l'est aucunement.* »

L'allusion à la « *violence politique et religieuse* » ciblant l'islamisme actuel, on pourrait penser que, s'agissant de la guerre d'Algérie, l'auteur a entendu pointer les méthodes des indépendantistes de 1954-1962. Or ce sont les défenseurs de l'Algérie française qui sont ici en cause, au nom d'une prémisse que Jeanneney résume ainsi : « *les monothéismes (…) ont, chacun à sa manière, nourri des groupes extrêmes dont la logique refusait tout système politique et toute organisation sociale qui ne fussent pas fondés sur une croyance imposée du Ciel* ».

Dans la même veine, l'auteur prétend questionner des concepts comme « état d'urgence », « justice d'exception » et « protection des citoyens contre l'arbitraire », au titre d'une comparaison entre les soubresauts ultimes de l'Algérie française et la menace islamiste aujourd'hui. « *Tout en restant en méfiance envers l'anachronisme, fléau de l'Histoire et ennemi de l'historien,* poursuit Jeanneney, *l'ouvrage que voici se veut pleinement de son temps.* » On aura le regret d'observer que son livre cède non seulement à l'anachronisme, mais encore à l'amalgame et au manichéisme, en remarquant que l'ouvrage est en effet pleinement de son temps puisqu'il porte tous les stigmates de la pensée dominante.

Pour ce qui est du déroulement de l'attentat du Petit-Clamart et de ses suites, Jean-Noël Jeanneney signe un récit appuyé sur des recherches menées dans les archives de la police, de la Justice, de la présidence de la République et sur les nombreux témoignages et mémoires des acteurs de l'affaire. A quelques détails près, cette lecture factuelle recouvre ce qu'on savait déjà. Interpellé par hasard au début du mois de septembre 1962, un jeune pied-noir fiché comme déserteur craque devant les policiers qui l'interrogent et avoue avoir été du commando. En quelques semaines, les enquêteurs appréhendent la plupart des membres du groupe, leur chef, Jean-Marie Bastien-Thiry, étant arrêté le 15 septembre et assumant son rôle deux jours plus tard.

En vue de ce qu'il nommait « l'opération Charlotte Corday », celui-ci avait recruté une douzaine d'hommes : des officiers en cavale, dont Alain de La Tocnaye, qui jouera un rôle décisif, d'anciens parachutistes, des pieds-noirs, dont le redoutable Georges Watin,



© PATRICE HABANS/PARISMATCH/SCOOP.

Départementale Le général De Gaulle et sa femme sur la route de Villacoublay dans la voiture présidentielle. Le 22 août 1962, c'est au carrefour du Petit-Clamart que l'attendait le commando dirigé par Jean-Marie Bastien-Thiry.

dit « la Boiteuse », des étudiants OAS et trois Hongrois réfugiés en France depuis 1956, parmi lesquels l'ancien lieutenant d'aviation Lajos Marton. Avec La Tocnaye, Bastien-Thiry avait conçu l'embuscade, connaissant par des informateurs les différents itinéraires que De Gaulle utilisait dans ses déplacements. Il était lui-même présent au Petit-Clamart, trois cents mètres en amont, et avait donné le signal du feu aux conjurés en agitant un journal à l'arrivée du convoi présidentiel mais, du fait de la nuit tombante, ce signal n'avait été vu que trop tard, les tireurs faisant feu de flanc et non en enfilade comme prévu, ce qui avait limité leur efficacité.

Racontant ses souvenirs en 2002, Lajos Marton dressera la liste des causes de l'échec de l'attentat : manque d'argent qui aurait permis d'acheter des armes modernes et des voitures rapides, inexpérience militaire de plusieurs conjurés, absence de cloisonnement qui facilitera le travail à la police. Georges Fleury, dans son *Histoire secrète de l'OAS* (Grasset, 2002), raconte par ailleurs que le commando armé avait déjà raté sa cible le matin même, en plein cœur de Paris, quand De Gaulle était arrivé de Colombey. Le 8 septembre 1961, le Général avait également échappé à un attentat à Pont-sur-Seine, dans l'Aube, une bombe cachée dans un tas de sable ayant explosé au passage de sa voiture. L'instigateur était déjà Bastien-Thiry…

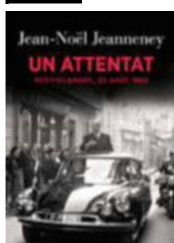
Agé de 34 ans, marié, père de famille, ce dernier n'avait rien d'une tête brûlée. Polytechnicien, ingénieur de l'armée de l'air, grade correspondant à celui de lieutenant-colonel, concepteur des missiles SS-10 et SS-11 qui seront également utilisés par les Américains, c'est un brillant sujet, élevé dans une famille gaulliste. A partir de 1959, la politique algérienne du chef de l'Etat le fait basculer dans l'opposition, puis dans l'action clandestine à partir de 1961, sans être stricto sensu OAS : dans la décomposition du mouvement ultra consécutif aux accords d'Evian (18 mars 1962) qui mèneront à l'indépendance de l'Algérie (5 juillet 1962), Bastien-Thiry se reconnaît dans le Conseil national de la Résistance fondé le 20 mai 1962 et présidé par Georges Bidault, entreprise sans troupes et œuvrant à contre-courant de l'opinion, puisque De Gaulle a fait ratifier sa politique par référendum (75 % de oui pour l'autodétermination le 8 janvier 1961, 90 % d'approbation pour les accords d'Evian le 8 avril 1962).

Ouvert le 28 janvier 1963 au Fort Neuf de Vincennes devant la Cour militaire de justice, le procès des conjurés du Petit-Clamart sera émaillé de nombreux incidents, le premier concernant la légalité de cette juridiction d'exception, déclarée illégale par le Conseil d'Etat le 19 octobre 1962 mais maintenue par la loi du 20 février 1963, texte de circonstance. Bastien-Thiry affirmera avoir voulu enlever le général De Gaulle afin de le juger pour haute trahison, et non le tuer, ce qui avait pu être son projet initial mais ne correspondait nullement à la réalité d'un attentat où plus de cent cinquante coups de feu avaient été tirés. Le 2 février, il fera une déclaration liminaire dont la lecture ne corrobore pas ce que Jean-Noël Jeanneney veut y voir. Dans ce document, dont l'analyse géopolitique est datée – De Gaulle y est accusé d'avoir livré l'Algérie au communisme –, et dont certains propos sont outranciers – Bastien-Thiry comparant De Gaulle à Hitler et ses amis et lui à Stauffenberg –, la justification du tyrannicide au nom de saint Thomas d'Aquin, principe appelant certes un débat, occupe une seule page sur la cinquantaine que compte la déclaration. Rien qui permette d'affirmer, comme l'assure Jeanneney, *« l'importance de la passion religieuse comme ressort de l'attentat »*. Très longs, en revanche, sont les développements de Bastien-Thiry sur la violence faite aux Européens d'Algérie, aux musulmans engagés avec la France, et aux militaires à qui il a été imposé de se renier.

Ces drames sont des faits que Jeanneney ne semble pas voir, tandis qu'il fait l'apologie de « *la ruse* » par laquelle le général De Gaulle a accédé au pouvoir en 1958 pour imposer une politique algérienne contraire à celle qu'il avait annoncée. Or c'est là le nœud de la révolte de Bastien-Thiry. On peut penser qu'il se trompait, que l'indépendance algérienne était inéluctable et que le meurtre politique n'est jamais justifiable, mais réduire à une manifestation de fanatisme catholique le mécanisme psychologique qui a conduit un officier français à devenir un comploteur est intellectuellement insoutenable, et indigne d'un historien.

Le 4 mars 1963, trois des conjurés seront condamnés à mort (Bastien-Thiry, La Tocnaye et Jacques Prévost), peine par ailleurs infligée par contumace à trois autres membres du commando, dont Marton et Watin. Seul Jean-Marie Bastien-Thiry sera exécuté. Le 11 mars 1963, il sera fusillé au fort d'Ivry.

À LIRE



Un attentat. Petit-Clamart, 22 août 1962
Jean-Noël Jeanneney
Seuil
342 pages
20 €

Par Michel De Jaeghere



Augustin entre les lignes

Historien de l'Antiquité tardive, Stéphane Ratti décrypte en philologue *Les Confessions*. Pour nous offrir un portrait frémissant de vie du « premier saint Augustin ».

« *Tard je t'ai aimée, Beauté ancienne et si nouvelle ; tard je t'ai aimée…* » Jamais saint Augustin n'a fait mystère de ses premiers égarements. De sa rencontre tardive avec le Dieu de Jésus-Christ, il a fait, au contraire, le sujet et le cœur même de ses *Confessions*. Les enivrements de sa chair, son enthousiasme de lettré à l'égard de la culture gréco-romaine, ses ambitions de rhéteur et d'universitaire, son adhésion à l'hérésie manichéenne lui ont servi de point d'appui pour faire, par un jeu de miroirs, une apologie de la foi chrétienne qui préfigure, par ses clairs-obscurs, ses effets de contraste, ses professions de foi brûlantes, celle de Pascal. A l'école de saint Paul, c'est en ancien adepte, en converti, qu'il a fait la critique de la société païenne.

Ses biographes ont, après lui, conservé l'habitude de considérer sa vie sous ce prisme. De tenir qu'il y eut deux Augustin, à l'image de ce manuscrit médiéval qui les représente de part et d'autre du Christ, l'un portant la mitre et la crosse – c'est le Père de l'Eglise –, l'autre tenant humblement à la main le rouleau des *Confessions* dans lesquelles il avait raconté ses fautes, déploré les lenteurs avec lesquelles il avait fini par entendre l'appel de son Créateur.

Professeur d'histoire de l'Antiquité tardive à l'université de Bourgogne Franche-Comté, spécialiste des polémiques pagano-chrétiennes des IVe et Ve siècles (on lui doit l'identification de l'auteur de la fameuse *Histoire Auguste* à Nicomaque Flavien, un grand seigneur païen contemporain de l'empereur Théodose), Stéphane Ratti a voulu regarder cette dualité de plus près. Son *Premier Saint Augustin* s'attache certes à l'homme tel qu'il fut, avant son élévation à l'épiscopat en 395, dans toute la chaleur de ses passions contraires, sa sensualité débordante, sa fascination pour la rhétorique de Cicéron, son intérêt pour la philosophie néoplatonicienne. « *Je n'aimais pas encore, et j'aimais à aimer (…), je cherchais sur quoi porter mon amour dans mon amour de l'amour.* » Aux antipodes des simplifications induites par les reconstructions littéraires, il montre cependant que sa conversion fut peut-être moins foudroyante qu'il ne l'a racontée lui-même, et qu'elle laissa place aux périodes de doute, aux retours en arrière.

C'est qu'avant de s'imposer comme l'un des meilleurs historiens de l'Empire romain finissant, Stéphane Ratti est avant tout un latiniste. Et c'est en philologue, que, plutôt que de démarquer *Les Confessions* en se contentant d'en replacer les événements dans leur contexte historique, religieux, culturel, il a choisi d'en ausculter le texte comme un palimpseste. L'enquête, à laquelle il associe volontiers ses lecteurs, est passionnante.

C'est ici un suffixe dédaigneux qui fait de Cicéron, sous la plume d'Augustin, un « *pseudo-philosophe* », et qu'une analyse serrée dénonce comme une erreur de copiste, le M abrégeant le prénom de Marcus Tullius, ayant été recopié en « *III* », traduit « *ter* », puis en définitive accolé au mot précédent pour devenir « *philosophaster Tullius Cicero* ». Admirateur de l'*Hortensius*, dont la lecture avait illuminé sa jeunesse, Augustin n'avait en réalité jamais écrit rien de tel.

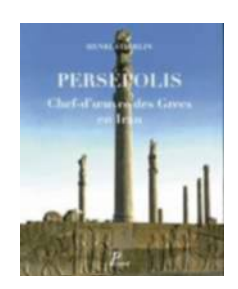
Ailleurs, c'est le témoignage d'estime figurant en en-tête d'une lettre à saint Jérôme, qui est dénoncé comme une tournure de simple convenance répétée depuis Quintilien dans les *vade-mecum* à usage des potaches ; le choix subtil d'adjectifs nimbés de souvenirs littéraires qui transforme, en réponse, la protestation d'admiration de Jérôme en une subtile raillerie ; la réalité d'une sourde rivalité qui apparaît derrière les apparences d'une mutuelle amitié entre pairs.

Il n'est pas jusqu'au récit fameux de la conversion d'Augustin, entendant, du fond de son jardin clos, une voix d'enfant l'enjoignant à prendre et à lire un livre, lequel s'était providentiellement ouvert sur une admonestation de saint Paul engageant ses disciples à changer de vie pour s'attacher à Jésus-Christ, qui se révèle, sous sa loupe, comme une construction littéraire, où se mêlent et s'étagent les influences de saint Jérôme, de saint Athanase d'Alexandrie, de saint Matthieu et de saint Paul.

Jamais, pourtant, Stéphane Ratti ne cède à la tentation de jouer les déconstructeurs : la richesse des couches littéraires qu'il met au jour ne vise pas, dans son esprit, à contester la sincérité du récit augustinien ou la réalité de la crise spirituelle qu'il raconte. Elle tend à lui faire donner toute sa saveur en le dévoilant dans sa complexité et sa richesse. L'Augustin qu'il met en scène ne perd rien de sa grandeur pour avoir été passé ainsi au scanner. Il nous apparaît au contraire d'autant plus frémissant de fièvre et de vie.

***Le Premier Saint Augustin*, de Stéphane Ratti, Les Belles Lettres, 352 pages, 23,90 €.**

Par Michel De Jaeghere, Jean-Louis Voisin, Pierre de La Taille, Eric Mension-Rigau, Frédéric Valloire, Albane Piot, Yves Chiron, Geoffroy Caillet, Dorothée Bellamy et Philippe Maxence



Persépolis. Chef-d'œuvre des Grecs en Iran. Henri Stierlin

En racontant les guerres médiques dans ses *Histoires*, Hérodote avait certes voulu mettre en scène la victoire des cités grecques contre l'immense empire qui dominait l'Asie, exalter la supériorité de la liberté et de l'hellénisme sur l'Orient et la servitude. Les Perses qu'il avait campés n'en ressemblaient pas moins aux Grecs comme à des frères. Ils s'en distinguaient avant tout par le régime politique. Historien de l'architecture et des civilisations, Henri Stierlin montre avec le beau livre qu'il consacre aujourd'hui à l'architecture iranienne à Persépolis à quel point les Grecs d'Ionie qui habitaient les confins de leur empire avaient en réalité influencé les Perses, et comment leurs architectes, leurs tailleurs de pierre, leurs sculpteurs, déportés en Iran, furent les maîtres d'œuvre des merveilles construites au tournant du VIe siècle av. J.-C. par les Achéménides. Mieux encore : par une comparaison serrée de leur conception d'ensemble, de leurs détails exquis, il montre comment la cavalcade qui s'ébroue sur la frise de Phidias, sur la cella du Parthénon de l'Acropole d'Athènes, fut sans doute conçue en retour, au Ve siècle av. J.-C., comme une réponse pleine de mouvement et de vie à la célèbre frise des Tributaires représentant les nations soumises dans la capitale perse. Soutenue par un magnifique reportage photographique, la démonstration, saisissante, soutient une méditation profonde sur le dialogue des civilisations antiques. ***MDeJ***

Picard, 272 pages, 58 €.



Alexandre. Exégèse des lieux communs. Pierre Briant

Cet ancien professeur au Collège de France est le pape des études sur Alexandre le Grand, l'équivalent de ce qu'est Jean Tulard pour Napoléon. Du Macédonien, il sait tout. Il lui a consacré une dizaine de livres depuis un modeste « Que sais-je ? » jusqu'à une étincelante *Lettre ouverte à Alexandre le Grand* (Actes Sud, 2008). Avec cet ouvrage, il se penche sur l'inventaire et l'analyse des « *lieux communs de l'alexandrologie d'Orient et d'Occident, de l'Antiquité à nos jours* ». Autrement dit : à quelle sauce a été mangé Alexandre ? Comment des lieux communs élaborés dès l'Antiquité, et enrichis dans les siècles suivants ont-ils été adaptés dans des contextes politiques et idéologiques variés. Car Alexandre est partout : au palais de Versailles comme à celui de La Granja. Il justifie tout : Napoléon et les généraux américains en Afghanistan. Il alimente Hollywood et les idéologues nazis. Il a une mission civilisatrice que récupère Lyautey et il se retrouve aussi dans l'Inde coloniale. Un livre étrange, époustouflant de curiosité et de drôlerie. ***JLV***

Gallimard, « Folio histoire », 688 pages, 11,90 €.

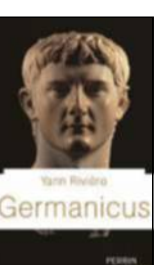


S.P.Q.R. Histoire de l'ancienne Rome. Mary Beard

Aborder l'histoire de Rome non par sa fondation par Romulus, mais par l'année 63 av. J.-C., lorsque Cicéron déjoue la conjuration de Catilina, réclame de l'audace, du savoir-faire et une assurance à toute épreuve. Star des médias britanniques, Mary Beard a tout cela. Avec en plus un joli talent de plume et les connaissances qu'implique son état de professeur à Cambridge. Malgré quelques concessions à la mode, jamais une page d'ennui dans ce récit vif et allègre. Il raconte dix siècles d'histoire, du VIIIe siècle av. J.-C. aux premières années du IIIe siècle apr. J.-C. Plus que la période impériale, la République romaine et le passage au principat passionnent l'auteur. Elle y est souveraine, personnelle, mordante, bouleverse des clichés, s'appuie sur des documents célèbres et des découvertes très récentes. Elle se délecte de détails sans perdre son fil directeur, ni héroïser ni diaboliser les Romains, mais en dialoguant avec leur Sénat et leur Peuple. D'où ce titre *S.P.Q.R.* : *Senatus Populus Que Romanus.* ***JLV***

Perrin, 450 pages, 26 €.

Germanicus. Yann Rivière



Né le 24 mai 15 av. J.-C., probablement à Rome, mort à Antioche le 10 octobre 19 apr. J.-C. à l'âge de 34 ans, Germanicus a représenté pour les Romains l'image d'un prince idéal qu'ils ont paré de toutes les vertus. Petit-fils de Marc Antoine et d'Octavie, la sœur de l'empereur Auguste, époux de la petite-fille de ce dernier dont il aura six enfants, il est adopté par le futur empereur Tibère en 4 apr. J.-C. Il apparaît comme un successeur potentiel. Fit-il de l'ombre par ses qualités, par sa popularité, par son ascendance, à son père adoptif, qui aurait trouvé un courtisan pour l'éliminer par le poison ? Dès sa mort, la rumeur enflamma Rome. Qu'en est-il ? Avec une érudition aussi incroyable que fluide dans l'expression, Rivière a repris le dossier dans sa totalité. Il serait malséant de dévoiler les conclusions de ce livre remarquable, qui utilise à merveille toutes les sources disponibles et qui, on peut le prédire, sera la biographie de référence. ***JLV***

Perrin, 576 pages, 29 €.



Dioclétien. L'empire restauré. **Bernard Rémy**

Ce solide historien de l'Antiquité romaine avait publié, en 1998, un « Que sais-je ? » consacré à Dioclétien, un empereur qui régna de novembre 284 au 1er mai 305. Sollicité pour étoffer ce travail, il livre cette biographie, la seule récente d'un universitaire français. Elle répond aux questions que pose ce personnage hors du commun. Pragmatique, énergique, Dioclétien, soldat sorti du rang, restaure le monde romain après les crises du IIIe siècle. Il installe progressivement un régime original, la tétrarchie, qui fonctionne avec deux Augustes aidés par deux Césars, lui donne une assise idéologique qui le conduit à la grande persécution des chrétiens, puis abdique et se retire dans son palais de Split. Malgré ses réformes importantes, il s'inscrit plus dans la continuité qu'il n'apparaît comme un révolutionnaire. Des mérites que reconnaîtront implicitement ses successeurs, en maintenant, hormis sa politique religieuse, l'essentiel de ses lois et en adaptant et améliorant ses décisions. ***JLV***

Armand Colin, 304 pages, 24,90 €.



Guide de l'Antiquité imaginaire. **Claude Aziza**

L'histoire antique n'a cessé depuis deux siècles d'inspirer le roman, le cinéma et la bande dessinée. Maître de conférences en littérature latine, Claude Aziza s'est depuis longtemps passionné pour les prolongements que la fiction a donnés à l'Antiquité. Il en présente ici un guide où le sérieux de l'approche universitaire ne désarme jamais l'humour, la fantaisie la plus débridée. On y explore *L'Atlantide* de Pierre Benoit en savourant *Les Chansons de Bilitis* dues à l'imagination de Pierre Louÿs. On y croise les héros de *Quo vadis*, les personnages de *Gladiator* et ceux d'*Alix l'intrépide*. Et l'on se prend à leur trouver autant de vérité qu'aux protagonistes de la véritable histoire, tant ce sont ses couleurs, ses odeurs, ses paysages qui ressuscitent, par leur truchement, sous nos yeux. « *Le rêve*, écrit Claude Aziza, *n'a jamais empêché l'étude, il la rend seulement plus féconde* ». ***MDeJ***

Les Belles Lettres, 368 pages, 19 €.



Le Sacre du roi. **Patrick Demouy**

De Pépin le Bref à Charles X, pas moins de soixante-seize rois et reines de France ont reçu l'onction du sacre. Instituée en 751 pour suppléer à la légitimité discutable du premier souverain étranger à la lignée de Clovis, la cérémonie allait, au fil des siècles, prendre une place décisive dans les institutions de la monarchie. Justifier, sous Philippe le Bel, l'indépendance du royaume vis-à-vis de l'Empire romain germanique. Conforter, avec Jeanne d'Arc, la loyauté due à Charles VII face aux prétentions des Plantagenêts. Justifier, plus tard encore, le gallicanisme face à la papauté romaine. Au point qu'on peut considérer la majestueuse cérémonie comme l'un de ces lieux de mémoire qui constituèrent l'identité française. Professeur émérite à l'université de Reims, spécialiste du Moyen Age, Patrick Demouy ne s'est pas contenté d'en décrire ici avec un grand bonheur les origines, la portée et la symbolique. Servi par une fabuleuse iconographie, il en décrit le rituel et les étapes avec un luxe de détails qui ne laisse dans l'ombre ni l'itinéraire des entrées royales, ni l'aspect des bas, des éperons, des bottines du costume du sacre, ni les rituels de la liturgie des sept onctions royales, non plus que l'ordonnancement de la cathédrale de Reims le jour du sacre de Louis XIV. On y admire, reconstituées, les couronnes de Philippe Auguste, de Louis XV et de Charles X. L'ouvrage offre en outre la première traduction en français de l'intégralité de *L'Ordo du sacre de Charles V*. Eblouissant. ***MDeJ***

La Nuée Bleue/Place des Victoires, 288 pages, 45 €.



Ainsi, Dieu choisit la France
Camille Pascal

« *Gesta Dei per Francos.* » Dans un essai très insoucieux du « politiquement correct », Camille Pascal revisite ici les scènes fondatrices de la France catholique et de la « Fille aînée de l'Eglise », depuis le baptême de Clovis (496) jusqu'à la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905), en passant par la « geste des rois très chrétiens » (Saint Louis notamment) ou bien encore la mission providentielle de Jeanne d'Arc. De cette fresque historique, peinte ici à grands traits et dans un style savoureux par un agrégé d'histoire qui a décidé de tourner le dos aux précautions savantes pour donner à son récit la saveur d'une épopée, ressort l'idée que le christianisme ne fut pas seulement l'un des éléments constitutifs de l'identité de la France. Qu'elle lui dut son existence même et noua avec lui des liens qui font d'elle un pays voué, par essence, à la défense et au rayonnement de la foi catholique. ***PdLT***

Presses de la Renaissance, 348 pages, 18 €.

Femmes de Versailles
Alexandre Maral

A l'aide d'abondantes citations d'ouvrages divers où le style très « femmes savantes » de Madeleine de Scudéry côtoie celui plus guindé du marquis de Bombelles ou du diplomate Mercy-Argenteau, voilà rapidement dressé un panorama de quelques résidentes du château de Versailles, qu'elles soient, comme Mme de Maintenon, « *presque reines* », Dauphines, comme la duchesse de Bourgogne, favorites, comme Mme de Pompadour, ou souveraines, comme Marie-Antoinette. Le propos badin ferait presque oublier que l'histoire n'a pas été tendre avec ces gracieuses dames qui furent toutes malheureuses en ce lieu de majesté. ***EM-R***

Perrin, 350 pages, 23 €.



Les Derniers Libertins. **Benedetta Craveri**

Le thème de ce livre est, comme l'ensemble des travaux de Benedetta Craveri, original : comprendre 1789 à travers les récits de la jeunesse de sept aristocrates, les ducs de Lauzun et de Brissac, le comte et le vicomte de Ségur, les comtes de Narbonne et de Vaudreuil, le chevalier de Boufflers. Pourquoi cette noblesse « libertine », qui a connu « *la douceur de vivre* » célébrée par Talleyrand, s'est-elle enthousiasmée pour les Lumières alors qu'elle savourait une vie que seuls les privilèges autorisaient ? La question est pertinente, l'écriture remarquable, les souvenirs des uns et des autres convergent pour faire revivre ce monde disparu. Ces jeunes hommes, à qui tout souriait, se sont laissés aveugler par la bonne conscience que leurs idéaux de justice et de liberté leur procuraient. Ils sont revenus de leurs illusions, mais trop tard. ***EM-R***

Flammarion, 635 pages, 26 €.



Le Pouvoir au Féminin. Marie-Thérèse d'Autriche, 1717-1780. **Elisabeth Badinter**

Elle fut l'épouse d'un mari adoré et volage, la mère de seize enfants (dont Marie-Antoinette) et la souveraine absolue d'un empire immense. De quoi effrayer tout être humain normalement constitué ! En plus, elle était gaie (sauf dans ses dernières années où sa condition physique et le conflit latent avec son fils Joseph II, son corégent et successeur, ont entamé sa bonne humeur), intelligente, courageuse, sachant concilier les exigences du pouvoir et ses devoirs familiaux, défendant l'héritage qui lui avait été confié, le renforçant même par des réformes modérées, aidé en cela par le chancelier Kaunitz. Au point que son vieil ennemi, Frédéric II de Prusse, déclarera, admiratif, à sa mort : « *Elle a fait honneur au trône et à son sexe.* » Classique dans sa forme et dans son fond, le portrait que propose Elisabeth Badinter est riche des correspondances de la souveraine qui écrivit des milliers de lettres, la plupart en français, et des témoignages de ses contemporains et de son entourage. Avec celle de Jean-Paul Bled (Fayard, 2001), dont elle est complémentaire plus que rivale, voici deux biographies de qualité sur une souveraine à la fois lointaine et proche de nous. ***FV***

Flammarion, 368 pages, 21,90 €.



Rossini sous Napoléon. **Jean Tulard**

Auteur d'opéras célèbres comme *La Cenerentola, L'Italienne à Alger, Le Barbier de Séville* et *Guillaume Tell*, Rossini a grandi dans une Italie soumise à Napoléon, à l'apogée de l'Empire. Quels furent les rapports entre l'Empereur et ce compositeur de génie ? Rossini s'est-il jamais emparé de la légende napoléonienne pour nourrir sa musique ? L'a-t-il seulement vue se déployer sous ses yeux, à la mort de Napoléon, alors que les *Mémoires* de Bourrienne et *Le Mémorial* de Las Cases lui donnaient des ailes ? Et y aurait-il un lien entre la grande histoire et le silence du musicien, pendant près de trente ans, après qu'il a produit son *Guillaume Tell*, véritable hymne à la liberté bien éloigné des roucoulades de ses œuvres précédentes ? Avec le plaisir du connaisseur saluant les figures, les images et les airs qu'il chérit, Jean Tulard tente de répondre à ces questions en brossant avec entrain le portrait croisé des deux protagonistes. Son récit est enlevé comme une ouverture de son modèle ! ***AP***

Editions SPM, 62 pages, 11 €.



LE CHOIX DU CONSEIL

Par Eric Mension-Rigau

Histoire des émotions

Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine, Georges Vigarello

Saluons cette entreprise éditoriale pionnière autour d'un thème inédit. La variété, l'originalité et l'inventivité des chapitres forcent l'admiration. Car il n'existe en langue française que peu de travaux consacrés à un mot qui n'apparut qu'au XVIe siècle et dont la définition ne cessa d'évoluer. Ne se limitant pas au domaine des médiévistes anglo-saxons, initiateurs de ces recherches dès les années 1980, ces trois tomes, dont les deux premiers viennent de paraître, explorent toutes les périodes historiques. Le premier, dirigé par Georges Vigarello, commence en Grèce et à Rome, se poursuit avec la lente christianisation des émotions. Les sources parlent des émotions monastiques, de la colère des rois, des émotions familiales, balayant l'image d'un Moyen Age violent et cruel. Puis vient la Renaissance où le régime émotif se transforme avec le développement du « *courtisanat* » qui conduit à décrire avec toujours plus de précisions les affects. L'expression des émotions emprunte des canaux divers : débordements mystiques, « *émotions populaires* », déclarations d'amitié, écoulement des larmes. Le deuxième volume, sous la direction d'Alain Corbin, court des Lumières à la Belle Epoque. C'est l'avènement de « *l'âme sensible* » qui entraîne la constitution d'un « *moi météorologique* » vulnérable aux phénomènes naturels, qui vibre d'élans révolutionnaires paroxystiques, s'enthousiasme aux spectacles des exécutions, admire la beauté des paysages ou se cache dans les replis de l'intimité. Fait saillant qui modifie bientôt la donne : les savants commencent à mesurer l'expression des émotions, méfiants envers ce qu'ils considèrent être un danger. Vivement attendu, le dernier tome, sous la direction de Jean-Jacques Courtine, sortira en 2017.

Seuil, 2 tomes, 540 et 471 pages, 39,90 € chacun.



Histoire de l'armée de Condé

René Bittard des Portes

Les quelque 40 000 émigrés qui passèrent dans l'armée commandée par le prince de Condé ont été injustement traités par l'histoire. Plus d'un siècle après sa parution, l'ouvrage de René Bittard des Portes reste d'un grand intérêt. Il raconte les dix années de combats (1791-1801) d'une armée qui n'aligna guère plus de 7 000 à 8 000 hommes en même temps, et qui fut l'auxiliaire des puissances étrangères en guerre contre la Révolution. Chateaubriand dira avec admiration : « *L'armée de Condé souvent contrainte de se replier avec les grandes armées dont elle subissait les fautes ne fut jamais défaite.* » Pour cette réédition bienvenue, la bibliographie a été mise à jour. On regrettera seulement l'absence d'un index. ***YC***

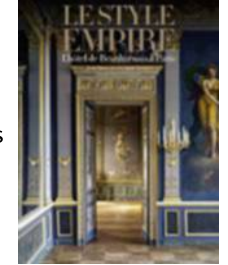
Perrin, 420 pages, 23 €.

Le Style Empire. L'hôtel de Beauharnais à Paris

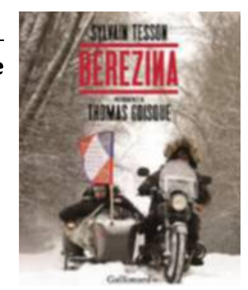
Jörg Ebeling et Ulrich Leben (dir.)

Purs joyaux de l'art du Premier Empire, les intérieurs de l'hôtel de Beauharnais, résidence de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, viennent de connaître une importante campagne de restauration et de recherches scientifiques. Le bâtiment édifié par Boffrand en 1713 fut acheté par Joséphine Bonaparte pour son fils Eugène. Le décor alors créé est un manifeste du style Empire, qu'analyse cette première monographie, somptueusement illustrée et remarquablement organisée. Elle décrit l'histoire de cette demeure aristocratique à travers celle de ses propriétaires successifs, puis présente les embellissements, pièce après pièce, sans répétition. Elle montre que ce style, qui ne trouva son nom qu'en 1855, ne relève pas du pastiche, mais est une synthèse très aboutie des principes du baroque et du classicisme. ***EM-R***

Flammarion, 348 pages, 125 €.



Berezina. **Sylvain Tesson, photographies de Thomas Goisque**



Deux siècles après Napoléon, Sylvain Tesson a refait, en moto et side-car, la retraite de Russie : 4 000 km de Moscou à Paris sur les traces des soldats de la Grande Armée, tombés par milliers en 1812 sous les coups de l'hiver russe. Un œil sur les *Mémoires* de Caulaincourt, un autre sur les solitudes glacées qu'il traverse, Tesson a tiré de cette saison en enfer un récit emblématique de son art. Le goût de l'histoire le dispute à celui du paysage, le sens de l'observation se conjugue à celui du tragique. Dilatée par le caractère grandiose du désastre, sa plume n'en garde pas moins sa légendaire sécheresse : les métaphores jouissives ponctuent des phrases taillées au scalpel, la justesse du trait frappe chaque ligne comme une médaille. Présenté ici sous la forme d'un album somptueusement illustré par les photographies de son compère Thomas Goisque, membre de l'expédition, *Berezina* est devenu un étincelant miroir à deux faces : on passe sans cesse du texte à l'image en constatant que Tesson sent juste et que Goisque voit vrai. ***GC***

Gallimard, 256 pages, 29,90 €.

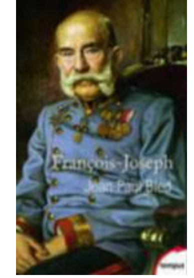


La Restauration. Les idées et les hommes. **Benoît Yvert**

Au lendemain de l'épopée qui avait mené nos armes en Egypte, en Espagne et jusqu'entre les murs de Moscou, la Restauration paraît faire triste mine, avec son roi podagre, ses revenants d'émigration décatis, ses anciens révolutionnaires assagis par la possession des biens nationaux. Au fil d'études qui passent en revue les gouvernements qui se succédèrent entre 1814 et 1830 (Decazes, Villèle, Polignac) et où l'on croise Talleyrand, Fouché, Chateaubriand, Guizot, Benoît Yvert montre qu'elle fut avant tout une période de bouillonnement intellectuel et de métamorphoses sociales qui vit les survivants de l'Ancien Régime et les nostalgiques de l'Empire, les premiers romantiques et les promoteurs de la révolution industrielle, les bourgeois libres-penseurs et les grands seigneurs ultramontains inventer dans une grisante liberté la France contemporaine. ***MDeJ***

CNRS Editions, « Biblis », 262 pages, 10 €.

François-Joseph. **Jean-Paul Bled**



On a fustigé sa politique immobiliste, qui aurait entraîné l'effondrement de son empire : le règne de François-Joseph d'Autriche compte en effet plus d'échecs politiques et militaires que de succès. Il reste cependant le plus populaire des souverains autrichiens avec Marie-Thérèse, et son règne nimbé d'une aura de majesté fut célébré très tôt comme un « *âge d'or de la sécurité* » (Stefan Zweig) dans une Europe bouleversée. Dans cette biographie magistrale et alors qu'on célèbre le centenaire de la mort de l'empereur, Jean-Paul Bled fait un portrait nuancé d'un souverain dont le système de pensée et les valeurs étaient bien éloignés des tendances de son époque, mais qui ne s'opposa pourtant pas aux évolutions nécessaires et qui, animé d'un profond sens du devoir, choisit d'être pragmatique plutôt que radical. Il revient sur l'image simplificatrice et polémique d'une « *Autriche prison des peuples* », pour montrer que cet empire multinational aux prises avec le nationalisme fut bien plutôt le laboratoire du déclin de l'Europe. ***AP***

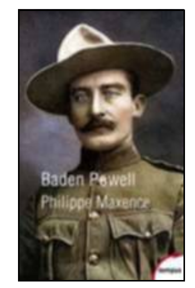
Perrin, « Tempus », 868 pages, 12,50 €.



Histoire des pirates et des corsaires. **Gilbert Buti et Philippe Hroděj (dir.)**

Ce volume de grand vent et de sciences historiques complète le formidable *Dictionnaires des corsaires et pirates* (CNRS, 2013) qu'il met en perspective sur la longue durée. De l'Antiquité méditerranéenne, où le mot « pirate » succède vers 250 av. J.-C à celui de « brigand », aux pirateries somalienne et asiatique du début du XXIe siècle, toutes les formes de ces pratiques sont étudiées. Rien ne manque : ni les techniques ni les hommes, avec des personnages d'exception (Drake, l'Olonnais, Jean Bart, Surcouf, Luckner, les frères Barberousse, etc.), ni les réactions des Etats et l'établissement d'un droit maritime rarement respecté, ni même l'archéologie des épaves de navires de pirates et l'élaboration d'un mythe entretenu par *L'Ile au trésor* et Rackham le Rouge… Vikings, ottomans, flibustiers, larrons de mer, corsaires honorables ayant lettre de marque, contrebandiers crapuleux sillonnent les pages de cette forte synthèse avec, à partir du XVIIIe siècle, l'effrayant Jolly Roger comme symbole. ***FV***

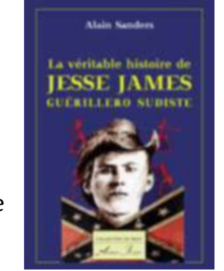
CNRS Editions, 686 pages, 26 €.



Baden-Powell. **Philippe Maxence**

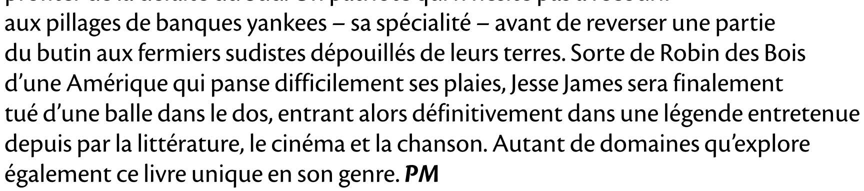
Et dire que Baden-Powell a plus d'un siècle… A lire cette biographie de Philippe Maxence, on en douterait presque. Certes, les événements appartiennent au passé : officier de la reine Victoria, défendant l'empire en Inde, puis en Afrique du Sud contre les Boers, Baden-Powell mena une carrière militaire hors normes, qui le conduisit aux honneurs avec la victoire de Mafeking. Esprit original et volontiers anticonformiste, il eut surtout d'étonnantes intuitions que l'histoire vérifia et confirma largement ensuite. Baden-Powell était convaincu que le scoutisme, les qualités d'observation et de débrouillardise qu'il exige, associé à un idéal chevaleresque de service, permettrait d'« *élever la jeune génération pour en faire des citoyens utiles ayant une mentalité plus large que par le passé* ». Le succès de l'aventure a magnifiquement dépassé les attentes de son fondateur. ***DB***

Perrin, « Tempus », 544 pages, 11 €.



La Véritable Histoire de Jesse James, guérillero sudiste **Alain Sanders**

On croyait presque à un héros de légende ou de bande dessinée. Et, pourtant, le fameux Jesse James (1847-1882) a bel et bien existé. Dans ce livre écrit d'un style vif et entraînant, Alain Sanders le dépeint qui plus est en patriote sudiste, bien décidé à mener la vie dure à ceux qui pendant et après la guerre de Sécession tentent de profiter de la défaite du Sud. Un patriote qui n'hésite pas à recourir aux pillages de banques yankees – sa spécialité – avant de reverser une partie du butin aux fermiers sudistes dépouillés de leurs terres. Sorte de Robin des Bois d'une Amérique qui panse difficilement ses plaies, Jesse James sera finalement tué d'une balle dans le dos, entrant alors définitivement dans une légende entretenue depuis par la littérature, le cinéma et la chanson. Autant de domaines qu'explore également ce livre unique en son genre. ***PM***



Atelier Fol'fer, 168 pages, 15 €.



Le Vatican des espions. **Mark Riebling**

Quand le cardinal Pacelli est élu pape, le 2 mars 1939, la Seconde Guerre mondiale est à quelques mois d'éclater. A Berlin, son élection est loin de réjouir les maîtres du IIIe Reich. Ils n'ont pas tort ! Contre toutes les traditions, Pie XII n'hésite pas à donner son accord à un attentat contre Hitler – qui échouera – et à servir d'agent de liaison entre une partie de l'armée allemande et l'Angleterre. Tenu constamment au courant grâce à son émissaire auprès des conjurés, Pie XII va à la fois se taire publiquement sur le génocide des Juifs et agir en sous-main pour hâter la fin du Führer. Avec le talent d'un romancier, Mark Riebling retrace cette histoire aussi incroyable que vraie, déjà signalée à la fin des années 1960, notamment par l'historien Harold Charles Deutsch, qui montre la détermination et le sang-froid du pape dans son opposition radicale au nazisme. ***PM***

Tallandier, 464 pages, 23,90 €.

Histoire du missel tridentin et de ses origines. **Claude Barthe**

Alors qu'après Vatican II, on a assisté à une transformation de la messe, dite désormais en français et face au peuple, l'Eglise catholique observe depuis quelques années un retour de l'ancien rite, célébré en latin et face à Dieu. D'où vient cette messe ? Comment s'est-elle formée ? A ces questions, l'abbé Claude Barthe, fin connaisseur de ce continent qu'est l'histoire de la liturgie, répond en n'hésitant pas à bousculer quelques idées reçues. Il montre ainsi, par exemple, que si la liturgie catholique puise dans l'héritage de l'Ancien Testament, elle se développe en fait en parallèle de la liturgie juive d'après la destruction du Temple de Jérusalem et ne s'origine nullement en elle. Il retrace également avec précision les apports qui ont permis très vite d'en donner les contours essentiels, bien avant sa codification par le concile de Trente (d'où le nom de missel tridentin) et jusqu'à son statut actuel de « forme extraordinaire » du rite romain. Passionnant ! ***PM***

Via Romana, 232 pages, 20 €.



Les Rothschild. Une dynastie de mécènes en France, 1873-2016

Pauline Prevost-Marcilhacy (dir.).

Trois spectaculaires volumes, richement illustrés, rassemblés dans un coffret, retracent le mécénat d'une famille aussi entreprenante financièrement que sûre dans ses goûts artistiques. Collectionneurs invétérés mais surtout grands donateurs, principalement auprès du Louvre et de la Bibliothèque nationale, les Rothschild n'ont pas cessé d'inonder les musées français d'œuvres diverses, de collections de livres précieux, de gravures, d'estampes, de tapisseries, léguées ou cédées généreusement. Tous les membres de la famille ont participé à l'entreprise. A chaque génération, ils se sont considérés comme les dépositaires de trésors nationaux et ont fait de leur mécénat, selon les mots d'Henri de Rothschild, en 1933, un « *devoir social* », qui s'illustre désormais par un soutien apporté aux campagnes de restaurations muséales. Une somme scientifique érudite, élégante et magistrale. ***EM-R***

Louvre Editions/BNF/Somogy Editions d'art, 3 volumes sous coffret, 1 112 pages, 290 €.

Les Peintres de l'invisible

Laurent Dandrieu

Ils ont scruté l'éphémère, détaillé le fini, disséqué le réel, écouté ce que les apparences des choses avaient à dire d'éternel. Leur peinture, religieuse ou non, chacune selon son époque et sa manière, suspend le temps qui passe pour donner à voir la dimension spirituelle du monde, inviter l'âme de celui qui contemple à dépasser les apparences pour toucher ce qui est immortel. C'est ce que font ressentir avec talent et délicatesse ces portraits de peintres, de Fra Angelico à Desvallières, en passant par Rembrandt, Vermeer, Champaigne, le Greco, et qui, réunis ici, forment un merveilleux florilège. Des portraits où l'histoire de l'art et l'analyse visuelle, si elles jouent leur rôle, laissent sa place à la contemplation. ***AP***



Les Editions du Cerf, 144 pages, 10 €.



Comme un Allemand en France. Lettres inédites sous l'occupation, 1940-1944. **Aurélie Luneau, Jeanne Guérout, Stefan Martens**

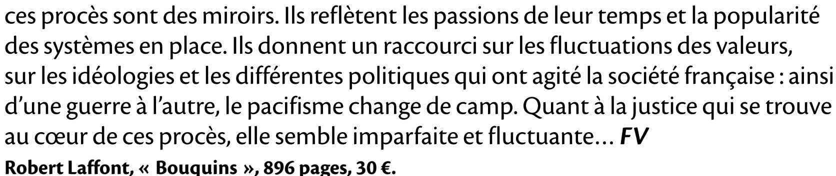
Vainqueurs, occupants, vaincus, tel fut le sort en France des deux millions de soldats allemands en juin 1940, 80 000 en 1941, un million en juin 1944. Tous écrivent aux leurs via la *Feldpost*, le service postal de la Wehrmacht qui achemina durant la guerre environ 28 milliards de lettres et cartes postales. Des documents historiques si extraordinaires que furent créés, en 1995, un musée riche de 90 000 lettres et, en 1998, un centre d'archives pour les journaux personnels. Présentées par une historienne française et un historien allemand, ces lettres traduisent une variété prodigieuse de sentiments, d'observations, de tons, de réflexions, même si – censure oblige – on y trouve peu de notations politiques. Cette mosaïque de lettres reproduit la diversité sociale et culturelle des soldats allemands : entre la correspondance raffinée d'un Heinrich Böll, futur prix Nobel de littérature, ou celle d'un Ernst Jünger et les lettres écrites par un agriculteur envoyé en Haute-Marne, ou celles, naïves et touchantes, d'un jeune serrurier qui ne comprend pas l'hostilité à son égard de la population française, il y a un monde que le régime nazi n'a pas effacé. ***FV***

L'Iconoclaste, 304 pages, 24,90 €.

Les Grands Procès du XXe siècle

Edition établie et présentée par Stéphanie de Saint Marc

Treize procès, de celui d'Henriette Caillaux, en 1914, à celui des Barricades, en 1960, peuvent-ils raconter à grands traits le XXᵉ siècle ? C'est le pari que fait cet auteur. Nul doute que ses choix ont été l'objet de discussions et de réflexions. Même si on peut regretter certaines sélections (le procès des Barricades plutôt que le procès du général Salan), cette anthologie, rythmée par trois conflits (Première et Seconde Guerres mondiales, guerre d'Algérie) a sa cohérence. Tous ces procès sont des miroirs. Ils reflètent les passions de leur temps et la popularité des systèmes en place. Ils donnent un raccourci sur les fluctuations des valeurs, sur les idéologies et les différentes politiques qui ont agité la société française : ainsi d'une guerre à l'autre, le pacifisme change de camp. Quant à la justice qui se trouve au cœur de ces procès, elle semble imparfaite et fluctuante… ***FV***



Robert Laffont, « Bouquins », 896 pages, 30 €.



Les Nouveaux Enfants du siècle. **Alexandre Devecchio**

Ils sont blancs, blacks ou beurs, islamistes, identitaires ou catholiques, agitent l'étendard du Prophète, célèbrent les victoires du Front national, ou clament l'urgence d'un retour aux valeurs traditionnelles. Ils ont, tous, soif d'idéal, rêvent que l'existence pourrait avoir un sens et que le nihilisme n'est pas une fatalité. Ils ont une vingtaine d'années et forment, en France, une même génération, souffrant du chaos d'une société qui s'abîme dans la confusion. Ils sont les fruits, les victimes et la manifestation la plus éloquente des fractures identitaires nées de l'échec du multiculturalisme, de la globalisation et du vivre-ensemble. Ce livre leur donne la parole, exprime leurs idées et leurs sensibilités, lesquelles, pour le meilleur et pour le pire, font et feront la France. Il fait le tableau, puissant et sombre, d'une jeunesse éclatée, au terme d'une enquête implacable. Remarquable ! ***AP***

Les Editions du Cerf, 336 pages, 20 €.

Par François-Xavier Bellamy



© G. BASSIGNAC/LE FIGARO MAGAZINE.

L'HISTOIRE AUX OUBLIETTES

Dans *Après nous le déluge*, le philosophe allemand Peter Sloterdijk se livre à une puissante méditation sur le rapport de la modernité avec le passé.

Peter Sloterdijk aime notre pays, au point de consacrer son dernier ouvrage à une longue méditation sur l'une de nos citations historiques les plus connues : *Après nous le déluge* – en français dans le texte, s'il vous plaît. Cette exclamation de la marquise de Pompadour prend une portée toute singulière sous le regard du philosophe allemand : elle symbolise à ses yeux la transformation profonde du rapport des hommes au temps qui est propre à la modernité. Le présent est reçu dans l'euphorie de la croyance au progrès, qui impose d'affirmer qu'aujourd'hui est meilleur qu'hier, et qu'il convient donc de goûter la joie du maintenant sans égard pour un passé qu'il faut forcément dépasser.

Il le faut, et Sloterdijk souligne la dimension proprement normative de la revendication moderne, dans son projet de déconstruction. L'idée de progrès est « *une créature moralisatrice* » : son principe consiste à « *mettre dans son tort ce qui a été* ». Ce faisant, la transmission perd toute pertinence, et il faut tout faire pour que s'efface l'encombrement de l'héritage.

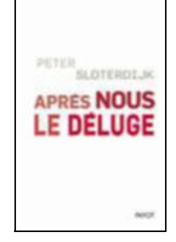
Mais au-delà du passé, c'est en lui le monde humain tout entier qui perd de sa consistance. Même le présent le plus immédiat est ultimement frappé par cette « *incapacitation du monde* » – puisqu'il sera demain dépassé… La modernité ne laisse rien subsister du réel dans le déluge continu qu'elle instaure, sous les formes variées qu'elle présente. A l'Est ou à l'Ouest, du côté de la « *révolution permanente* » de Trotski ou de « *l'innovation permanente* » de Schumpeter, il s'agit de changer sans cesse par la destruction créatrice. Le monde installé devient déménagement permanent ; et dans ce monde qui n'en est plus un, les entreprises de démolition sont les meilleures alliées des constructeurs : on construit plus qu'on ne l'a jamais fait auparavant, mais pour la première fois sans doute en pensant toujours provisoire. C'est qu'il faut s'adapter, devenir flexible et déplaçable soi-même : dans ce nouveau paradigme moral, « *l'iniquité qui s'attache à la volonté de demeurer est le nouveau visage du péché originel* ».

L'être comme durée, stabilité, disparaît au profit du devenir assumé comme destructeur, jusque dans l'homme. On a prêté à Louis XIV ce mot : « *L'Etat, c'est moi.* » Quelques décennies plus tard, Nietzsche écrit dans *Ecce homo* : « *Je ne suis pas un homme, je suis de la dynamite.* » De cet ébranlement viennent les déluges : déluge des passions, des rêves obscurs susceptibles de submerger « *l'univers de "l'établi"* ». Ce déluge est une inondation, un trop-plein : il y a beaucoup trop de tout. Dans la société contemporaine, « *on libère beaucoup plus de forces de rêve et de désir que l'on a jamais pu en intégrer par redistribution des biens et des possibilités vitales* ». Ce faisant, on crée de l'insatisfaction. La frustration vient pour nous de l'excès, et non plus du manque : excès de dépenses sur les recettes, excès des problèmes nouveaux que nous créons pour notre capacité à leur donner des solutions, excès des déchets pour la capacité de les traiter, excès de graisses absorbées pour notre capacité à les éliminer, excès d'érotisme pour notre aptitude à former des identités en équilibre, excès du total des crédits dans le monde sur les garanties globales…

Par là, Sloterdijk décrit le monde moderne comme un monde ouvert, fait d'écarts, de « *hiatus* ». Ce monde transforme le regard que nous portons sur la liberté, en opposant avenirs et provenances. Etre libre suppose de rompre avec le passé. Notre auteur s'appuie pour le montrer sur un point de départ étonnant : ce moment où le bourreau, qui trouvait toute la légitimité de son travail dans le caractère sacré de la monarchie, décapite le roi. Une telle rupture provoque nécessairement un mouvement interminable, une « *chute dans l'illégitimité* ». Ce mouvement d'ailleurs, constatons-le, détruit son propre récit ; et du tabou de la mort de Louis XVI, Sloterdijk trouve un étonnant écho dans l'assassinat de la famille impériale russe par les bolcheviks, qui iront jusqu'à tenter de détruire les corps, dans une rage au fond tournée vers les racines, vers l'histoire en tant que telle. « *La révolution n'a pas besoin d'historiens* », écrivait Lénine à Gorki.

A cette déconstruction, Sloterdijk oppose l'urgence de recevoir et de transmettre, reprenant les mots de Faust : « *Ce que tes pères t'ont légué / Acquiers-le pour le protéger. Ce dont on n'use pas est un lourd fardeau.* » En perdant l'histoire, nous oublions ce qui nous fonde. La transmission de la culture peut seule mettre chaque nouveau-né en relation avec la tradition qui le précède ; d'elle surgit le miracle à chaque fois renouvelé de la répétition réussie de l'humain dans une vie nouvelle qui vient.

À LIRE



Après nous le déluge
Peter Sloterdijk
Payot
512 pages
25 €

Par Frédéric Valloire

Les terroirs de Jean-Robert Pitte

Géographe et gastronome, Jean-Robert Pitte a consacré au vin trois ouvrages savoureux, où vibre l'amour des terroirs et se manifeste une connaissance aiguisée de la nature humaine.

Le vin ? « *Une véritable métaphore de la condition humaine* », assure Jean-Robert Pitte. C'est à lui que cet honorable professeur émérite de géographie vient de consacrer un ouvrage, *Cent petites gorgées de vin*, tandis que les rééditions en poche de *L'Amour du vin* et de son *Bordeaux-Bourgogne* venaient donner à l'ensemble l'équilibre d'une trilogie. Non que le chroniqueur de l'histoire de la gastronomie, qu'apprécient les lecteurs du *Figaro Histoire*, veuille encourager, par là, l'alcoolisme. Mais au lieu d'agiter le spectre de la prohibition, il demande une éducation du consommateur. Qui commencerait dès le lycée. Qui développerait la culture des papilles des jeunes gens. Qui l'associerait à celle des faits historiques, car chaque cépage, chaque forme de bouteille, chaque saveur a son histoire. Qui permettrait, surtout, de considérer le vin comme un bien culturel, source de paysages et de terroirs maîtrisés, d'émotions et d'amitié, de savoir-faire et de tradition.

C'est à ce prix que serait dignement honoré le « repas gastronomique des Français », inscrit par l'Unesco, depuis le 16 novembre 2010, sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, repas où se marient le « bien manger » et le « bien boire », où s'élabore ce subtil alliage entre les cinq sens (vue, ouïe, odorat, goût, toucher), la qualité des productions de la nature, la beauté d'une table dressée et le plaisir de la conversation.

Pour parvenir à cet équilibre, très éloigné de l'ivresse et de l'addiction alcoolique, un enseignement, presque une initiation, est indispensable, estime Jean-Robert Pitte. C'est ce qui a conduit cet homme pressé, collectionneur de décorations et de distinctions, boulimique de colloques et de réunions scientifiques, à consacrer au fruit de la vigne de longues années d'études. Elles ont fait de cet ancien président d'université, membre de l'Institut, un œnologue de réputation mondiale.

C'est que chez Jean-Robert Pitte, l'amour du vin et celui de la géographie s'enracinent dans une même tradition familiale, une même passion pour les terroirs.

La famille parisienne dans laquelle il a vu le jour, le 12 août 1949, est gourmande. On y conserve, comme une relique, un moule à kouglof, toujours utilisé. Un souvenir d'une grand-mère maternelle. En 1871, à l'âge de 17 ans, elle quitta l'Alsace devenue allemande en emportant cet objet hérité de sa mère, qui l'avait reçu pour son mariage en 1840 !

Rien d'étonnant à ce que le petit Jean-Robert souhaite devenir cuisinier. Hostilité des parents, baccalauréat en 1966, premières vendanges en septembre au nord de Beaune. Coup de foudre pour la Bourgogne, ses coteaux, ses hommes, et ses vins : le bachelier devient bourguignon de cœur, une identité qui lui plaît, parce qu'elle évoque « *la franchise, la truculence, la malice, une manière d'être français sans être parisien* ». L'homme mûr en tirera un superbe *Dictionnaire amoureux de la Bourgogne* (2015), qui embrasse toute la région, d'« Alésia » à « Yonne ».

La géographie attire l'étudiant. Pour voyager et connaître les campagnes d'où viennent les produits qu'il apprécie. Il soutient, en 1970, une maîtrise sur les vignobles et les



© LENAIN HERVÉ/HEMIS.FR.

GRANDS CRUS Amoureux de la Bourgogne *(à gauche)*, Jean-Robert Pitte *(à droite)* a consacré à la région et à ses vins de nombreux ouvrages.

vins du Jura méridional, avale l'agrégation l'année suivante, coopère en Mauritanie, en tire deux ouvrages, puis entame une carrière universitaire menée pour l'essentiel à l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV). Elle le conduira à la présidence de cette université qu'il assura de 2003 à 2008 en multipliant les initiatives, de la création de l'université inter-âges à la fondation d'une antenne de Paris-Sorbonne à Abou Dhabi.

Pour autant, les tâches administratives, les conférences en France et à l'étranger ne le détournent ni de la recherche, ni de l'enseignement. Il met ses pas dans ceux de ses prédécesseurs qui associent dans un même mouvement nature, paysages, histoire, vie culturelle : Gaston Roupnel, Roger Dion, Xavier de Planhol. Et il donne deux études magistrales, *Histoire du paysage français* (1983) et *Terres de Castanide. Hommes et paysages du châtaignier de l'Antiquité à nos jours* (1986), son doctorat d'Etat. Dans ces synthèses, désormais des classiques, Jean-Robert Pitte se forge un ton qui n'appartient qu'à lui, fonde une méthode faite d'intuitions, de coups d'œil, de savoir et de bon sens, le tout lié par une connaissance des hommes qui s'appuie sur la curiosité, la convivialité et une profonde attention aux autres. Pour lui, la construction d'un paysage ne s'explique pas mécaniquement par les structures géomorphologiques et climatiques ou par celles qui sont liées à la vie économique et à l'urbanisme aussi galopant qu'anonyme. S'y ajoutent les réalités culturelles, les rêves, le sacré, la personnalité du peuplement, les strates de l'histoire, les résultats d'espérances politiques ou religieuses. Au total, à qui sait le déchiffrer, le paysage présente une relation complexe entre la violence de la nature et la fragilité de l'homme. Exemple de cet équilibre où s'interpénètrent de multiples facteurs, « Les paysages méditerranéens », sur lesquels Jean-Robert Pitte a écrit l'un de ses articles les plus aboutis.

Dans ces derniers paysages, de l'Alto Douro au Portugal aux pentes du mont Carmel en Israël, en passant par les terrasses vertigineuses des Cinque Terre en Ligurie, la vigne est omniprésente. La vigne, le vin, deux passions de Jean-Robert Pitte. Elles ne sont pas exclusives (son « Esquisse d'une géographie du saucisson sec en France » l'atteste), elles lui en ont fait découvrir d'autres. En 1978, il épouse une journaliste japonaise venue en France pour enquêter sur les vins de notre pays. Du coup, il multiplie les articles sur le Japon et l'Extrême-Orient. Mieux, avec des amis japonais, il achète un hectare de vignes dans les Hautes-Côtes de Nuits. Là, pendant quatre années, le professeur de géographie à la Sorbonne se fait vigneron. Ce qui ne l'empêche pas d'écrire une formidable *Gastronomie française* (1991) qui met en avant le consommateur ; qu'il soit prince ou simple gourmet, il est le facteur décisif de la création, du développement et de la qualité de notre gastronomie. Au producteur de se plier à ses exigences. Ce thème se retrouve en partie dans *Bordeaux-Bourgogne* (2005). Derrière ces deux grands vignobles, Jean-Robert Pitte débusque deux cultures, l'une issue du monde anglo-saxon protestant, l'autre des cours continentales et des monastères catholiques. Là encore, les hommes l'emportent sur la nature et font des vins à leur image.

Pourtant, cet optimiste est inquiet. Il craint l'arrivée d'un goût commun, médiocre, sans saveur ni odeur. Il redoute l'apparition de l'uniformité et de la standardisation de vins passe-partout conformes à un monde de plus en plus gris. Cela uniquement pour réaliser des profits plus importants. Au détriment de la diversité du vin, du bon vin, « *ce concentré de joie de vivre qui exprime le génie du lieu d'où il provient* ».



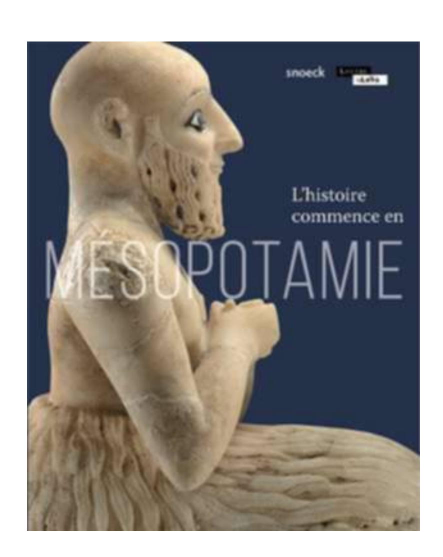
© REDON.

À LIRE de Jean-Robert Pitte



- *Cent petites gorgées de vin,* **Tallandier, 314 pages, 20,90 €.**
- *L'Amour du vin,* **CNRS Editions, « Biblis », 170 pages, 8 €.**
- *Bordeaux-Bourgogne. Histoire d'une rivalité,* **Tallandier, « Texto », 288 pages, 9 €.**

Par Geoffroy Caillet et Albane Piot



Le Berceau de l'histoire

La passionnante exposition du Louvre-Lens rend un hommage bienvenu à la Mésopotamie, berceau de l'écriture et de la civilisation.

Il aura fallu la vidéo des saccages du musée de Mossoul et du site archéologique de Ninive, diffusée le 26 février 2015 par l'Etat islamique, pour que le monde se souvienne de la Mésopotamie. Un comble quand on sait que c'est dans cette région située entre Tigre et Euphrate, et correspondant à peu près à l'Irak et à une frange de la Syrie, que l'histoire a commencé, comme le montre la passionnante exposition qui s'est ouverte au Louvre-Lens. A Sumer, dans le sud de la Mésopotamie, l'écriture apparaît en effet vers 3200 av. J.-C., sur les fameuses tablettes cunéiformes, ces plaques d'argile couvertes de signes en forme de clous. Là se développe une civilisation nouvelle, unie par sa langue : le sumérien, puis l'akkadien. Les deux dialectes de cette langue sémitique – l'assyrien, au nord, le babylonien, au sud – esquissent les noms des deux royaumes, devenus empires, dont l'histoire, du XVIIIe au VIe siècle av. J.-C., se confond avec celle de la Mésopotamie. Avant leur disparition sous les coups des Perses, puis d'Alexandre le Grand.

Judicieusement, l'exposition s'ouvre sur la période la plus récente : celle de la redécouverte de la Mésopotamie par la France et la Grande-Bretagne au XIXe siècle. Dès 1847, le premier Musée assyrien voit le jour au Louvre. La fièvre mésopotamienne s'empare des artistes, comme en témoigne une copie de 1844 de *La Mort de Sardanapale* de Delacroix, elle-même inspirée par le drame de Byron consacré au roi assyrien. Elle pousse loin ses racines, ainsi qu'on le constate dans la salle suivante, où, au son du *Nabucco* de Verdi, inspiré par l'esclavage des Juifs à Babylone, sont projetées des images qui traduisent le poids de l'Assyrie et de Babylone dans l'imaginaire collectif : figures et mythes (Sémiramis et ses jardins suspendus), cinéma (*Intolérance*, de David W. Griffith), et même publicité (la bière est attestée à Sumer au IVe millénaire av. J.-C.).

Au fil de la visite, statuettes (celle, splendide, du dignitaire Ebih-Il, en gypse et lapislazuli, remonte au IIIe millénaire av. J.-C.), tablettes et stèles cunéiformes (le « caillou de Michaux », rapporté de Bagdad en 1785), bijoux, visite virtuelle du palais de Khorsabad, évoquent l'économie, la religion, les villes, la société, les rois mésopotamiens. Le plus ancien fragment de verre connu au monde voisine avec un fragment du décor qui ornait les deux côtés de la célèbre voie processionnelle de Babylone, longue de 200 m. Si la plupart des œuvres proviennent des riches collections mésopotamiennes du musée du Louvre, l'exposition bénéficie également de prêts importants du Vorderasiatisches Museum de Berlin, du British Museum de Londres, ou du cabinet des Monnaies et Médailles antiques de la Bibliothèque nationale de France. Elles rappellent que la Mésopotamie ne fut pas seulement le berceau de l'écriture, mais aussi celui des premières institutions, administrations et lignées historiques de rois, dont les tablettes cunéiformes nous ont précieusement conservé les noms. Une plongée stimulante aux sources d'une civilisation généreuse et fascinante.

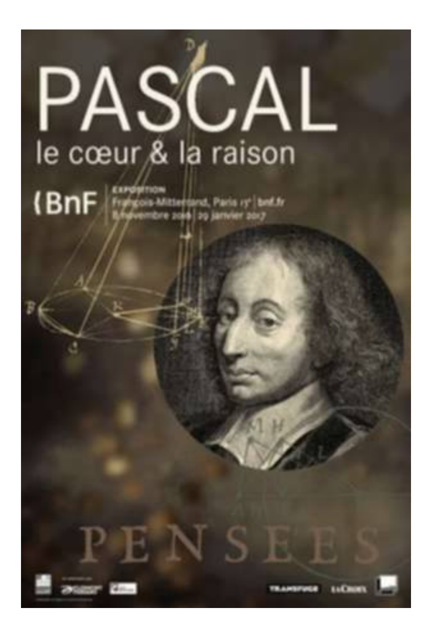
« L'histoire commence en Mésopotamie », jusqu'au 23 janvier 2017. Musée du Louvre-Lens. Tous les jours, sauf le mardi, de 10 h à 18 h. Tarif : 10 €. Rens. : www.louvrelens.fr
Catalogue sous la direction d'Ariane Thomas, 400 pages, 39 €.

Léonin Ce panneau de briques colorées à glaçure représentant un lion ornait la voie processionnelle de Babylone sous Nabuchodonosor II, VIe siècle av. J.-C. (Paris, Louvre).



Le génie du christianisme

Sa vie durant, il a poussé toujours plus loin la quête du vrai, animé d'un impérieux désir de connaître. C'est cette soif de vérité que révèle avec éloquence l'exposition de la Bibliothèque nationale de France. Elle brosse un portrait de la personne et de la pensée de Pascal en trois temps, usant de l'instrument conçu par Pascal lui-même pour régler l'exercice de la pensée : la théorie des trois ordres, de la chair régie par la nature et la coutume, de l'esprit régi par la raison, et du cœur qui obéit à l'amour. On y découvre ainsi les lieux, milieux et personnes qu'il fréquenta successivement, de Clermont-Ferrand à Paris, de l'académie du père Mersenne à l'abbé de Saint-Cyran. On plonge ensuite dans les sujets sur lesquels il exerça sa raison : les recherches physiques et mathématiques (et l'on se demande devant des livres ouverts en combien de coups l'on peut espérer obtenir un double six avec deux dés, si la nature a horreur du vide ou ce qu'est une hypocycloïde), la réflexion logique et l'argumentation, avec la rédaction des *Provinciales.* On aboutit ainsi au dépassement de la raison par l'amour : celui de Dieu, qui s'était révélé à Pascal la nuit du 23 novembre 1654, et dont les *Pensées,* projet avorté par la mort prématurée de leur auteur, devaient être l'apologie et le manifeste. Panorama passionnant, soutenu par de nombreuses gravures, peintures, instruments mathématiques, ouvrages imprimés, la célèbre machine arithmétique et l'édition originale posthume des *Pensées*, l'exposition donne envie de se plonger dans les écrits de cet homme génial, même si elle pèche parfois par manque de clarté. Notamment en ce qui concerne le fond de la polémique dont sont issues les *Provinciales* : un conflit d'interprétation de la doctrine augustinienne de la grâce qui agitait alors l'Eglise et opposait en particulier jésuites et jansénistes, Pascal pourfendant magistralement les premiers pour mieux défendre les seconds. ***AP***



« Pascal, le cœur et la raison », jusqu'au 29 janvier 2017. Bibliothèque nationale de France, site François-Mitterrand, Paris. Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h, le dimanche, de 13 h à 19 h. Tarifs : 9 € ; 7 €. Rens. : www.bnf.fr
Catalogue sous la direction de Jean-Marc Chatelain, BnF Editions, 192 pages, 39 €.

POST MORTEM Masque mortuaire de Blaise Pascal, plâtre (Paris, Bibliothèque de la Société de Port-Royal). Aucun portrait de Pascal n'a été fait de son vivant.

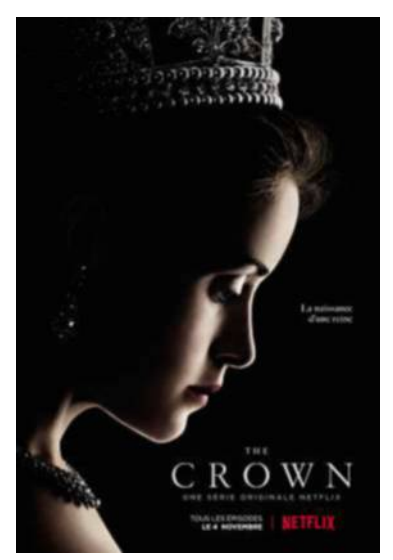
© THIERRY OLLIVIER/RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE DE PORT-ROYAL DES CHAMPS).

PAR VENTS ET MARÉES

Au bruit des vagues qui roulent et se gonflent sur un écran géant, dans la pénombre d'où émergent les formes étranges de mâchoires animales, on entend les contes de Sindbad le Marin, les récits d'aventuriers, tels Ibn Majid, Marco Polo ou Vasco de Gama ; on admire de délicates enluminures, des maquettes d'embarcations, des cartes dessinant les contours d'un monde encore mal connu, des céramiques et autres objets de commerce. Plongée dans l'univers des débuts de la navigation au long cours, du VIIe au XVIe siècle, l'exposition de l'Institut du monde arabe s'applique surtout à montrer le rôle que joua alors le monde arabe dans les échanges par voie de mer au Moyen Age, dans la formation des légendes et des mythes, dans les progrès des techniques de la navigation, de la géographie. Intéressante, séduisante, l'exposition irrite par certains raccourcis, quand ce ne sont pas des contresens. Il en va ainsi du sort fait aux croisades qui, par le biais d'un extrait de film polémique *(Saladin,* de Youssef Chahine, 1963), sont présentées comme des expéditions de conquête lancées pour arracher leurs terres ancestrales aux musulmans du Levant, tandis que l'on abonde a contrario dans l'idée populaire mais partiale d'un Saladin « chevaleresque » démontrant à la face du monde que l'islam honnit les massacres. On aimerait pouvoir dire que la réalité fut plus complexe… *AP*

« Aventuriers des mers, de Sindbad à Marco Polo », jusqu'au 26 février 2017. Institut du monde arabe, Paris. Tous les jours, sauf le lundi, de 10 h à 18 h, fermeture à 19 h le week-end. Tarifs : 12 € ; 10 €. Rens. : www.imarabe.org
Catalogue, Hazan, 224 pages, 29 €.

Par Marie-Amélie Brocard



A l'ombre de la couronne

La première des six saisons de la série *The Crown* brosse un tableau inspiré et vivant des débuts du règne de la reine Elizabeth II.

Tout commence comme finissent les anciens contes de fées : un mariage de princesse, des jours heureux, de beaux enfants. C'est, pour une fois, ce qui se passe ensuite que raconte *The Crown*, ce conte sans fée des temps modernes, production originale de la plateforme de vidéos en ligne Netflix, consacrée au règne de la reine d'Angleterre, Elizabeth II.

Ce n'est pas la première fois que Peter Morgan, le créateur de la série, s'intéresse à la reine. C'est déjà à lui que l'on doit le scénario de l'excellent film *The Queen*, qui revenait sur la disparition tragique de la princesse Diana et l'attitude de la reine et de la famille royale face à une situation qui ne fut pas loin de provoquer une crise majeure pour la monarchie anglaise, ainsi que la pièce de théâtre *The Audience*, qui mettait en scène les réunions hebdomadaires de la reine avec ses Premiers ministres successifs, depuis son accession au trône jusqu'à aujourd'hui.

Avec *The Crown*, Peter Morgan se penche sur l'ensemble des années que le Royaume-Uni a connues sous son règne. Prévue pour six saisons (le tournage de la saison 2 a d'ores et déjà commencé), la série de Netflix était annoncée comme un événement. Elle est à la hauteur des attentes. Sublimement filmée, dans des décors qui plongent le spectateur dans les ors et les fastes de la cour royale et nous font faire le tour des plus belles demeures du pays, l'immersion dans l'univers des années 1950 est sans faute et les différentes tournées du Commonwealth sont l'occasion de découvrir des paysages à couper le souffle. En outre, s'il s'agit bien d'une fiction et non d'un documentaire, la série s'appuie sur de multiples témoignages et biographies afin d'être au plus proche de ce que put être la réalité.

Au lendemain du mariage de la jeune princesse héritière, les premières années du couple sont tout juste évoquées pour en venir directement à la maladie du roi George VI et à sa fin imminente. Les événements prennent ensuite, tout au long des épisodes, le temps nécessaire pour être développés avec beaucoup de pudeur et d'élégance. Le jeu des acteurs est incroyablement juste, donnant à tous ces personnages une touchante humanité. Il n'y a là ni hagiographie ni portrait à charge. Seulement la peinture d'êtres ordinaires aux destins extraordinaires, avec leurs forces et leurs faiblesses, leurs moments de générosité et leurs accès de mesquinerie, leurs doutes, leurs peines, leurs difficultés à trouver leur place ; des êtres qui rencontrent des difficultés dans leur couple et se font des scènes de ménage, sont sujets aux rivalités et aux jalousies entre sœurs, manquent d'assurance ou au contraire ne cherchent qu'à briller.

La saison 1 de *The Crown* suit plus particulièrement l'apprentissage difficile d'une jeune femme qui doit accepter que sa mission prévale sur tout le reste, sa personne et sa famille elle-même. C'est l'histoire de l'affirmation d'une reine face à ceux qui pensent qu'elle n'a ni l'âge, ni le sexe, ni le tempérament, la culture ou les épaules nécessaires pour le rôle qui lui a été dévolu par le hasard ; face aussi à elle-même, qui n'est pas loin de souvent penser la même chose, mais qui reste habitée par l'idée que « *pour le meilleur ou pour le pire la couronne a atterri sur (sa) tête* ». L'interprétation magistrale de Claire Foy réussit par ailleurs le tour de force de rendre attachante une reine effacée dont le modèle n'attire pourtant pas naturellement la sympathie.

Evoluant à ses côtés, chaque personnage a droit à des développements approfondis. Y a-t-il d'ailleurs réellement un personnage principal ? La jeune reine est loin d'occuper toute la scène et de nombreux épisodes



sont centrés sur d'autres : son Premier ministre, Winston Churchill, son époux, le prince Philip, sa sœur à scandales, Margaret.

En parallèle à la succession des problèmes privés, se déroule la vie politique anglaise. Elle nous permet de découvrir peu à peu, en même temps que la jeune reine en prend elle-même conscience, le rôle de la couronne, fait essentiellement de représentation mais non pour autant négligeable, ses rapports avec le Parlement : « *le côté efficace (le gouvernement) et le côté digne (la couronne) (...) qui donne de l'importance et de la légitimité au côté efficace* ». Elizabeth tente comme elle peut de jouer un rôle dans les crises, mineures ou de plus grande importance, que traverse le pays, de se familiariser avec les tenants et aboutissants des politiques intérieure et extérieure, malgré une formation intellectuelle qui semble bien peu à la hauteur des enjeux auxquels elle est confrontée. Dans un monde d'après-guerre, la monarchie doit faire avec des temps et des mentalités qui changent. La presse prend une place de plus en plus importante. Il faut trouver l'équilibre entre son utilisation – comme avec la première retransmission télévisée d'un couronnement qui assure une certaine popularité à la nouvelle reine – et la nécessité de ne pas se laisser dicter par elle une conduite au rebours des traditions et des lois établies de la monarchie. Les journaux se libèrent par ailleurs peu à peu de l'obligation morale de respect pour la couronne qui prévalait tacitement jusqu'alors pour se mettre au contraire à l'affût de tout sujet un peu croustillant – difficile de ne pas penser à la tragique fin de la princesse Diana en voyant la course-poursuite en voitures des journalistes désireux d'obtenir une photo de la princesse Margaret dont la liaison avec Peter Townsend fait scandale. On peut certes regretter la place accordée à l'idylle entre la princesse et le colonel d'aviation divorcé qui servait son père, en particulier dans l'épisode qui conclut la saison, alors que se profile une crise bien plus grave dans l'Egypte du colonel Nasser. Elle est pourtant représentative du poids de la couronne pour tous ceux qui en approchent, de la difficulté pour la reine d'accepter que son statut de monarque l'oblige à aller contre sa volonté personnelle et à faire ce qu'il exige d'elle dans la gestion d'un scandale familial dont elle est loin de se douter qu'il en annonce bien d'autres. Il est paradoxal que ce soit son oncle, l'éphémère roi Edouard VIII, qui l'aide alors à prendre une décision qui se révélera comme une étape décisive dans le parcours qui voit finalement Elizabeth de Windsor disparaître au profit d'Elizabeth II.

En toutes circonstances, ce qui doit l'emporter, c'est la couronne !

***The Crown*, de Peter Morgan, dix épisodes de 60 minutes, depuis le 4 novembre, sur Netflix.**

Les jeunes années d'une reine
La comédienne Claire Foy *(photo)* incarne la reine Elizabeth II dans la série *The Crown* diffusée par Netflix.

DEUX REINES POUR UNE COURONNE

Hasard du calendrier ? De fin août à début octobre, ITV diffusait également une série de huit épisodes, destinée à prendre la relève de *Downton Abbey*, consacrée à une autre reine d'Angleterre : Victoria. Si, esthétiquement, les décors et costumes sont irréprochables, offrant un voyage fort réjouissant dans l'Angleterre du début du XIXe siècle, la fiction consacrée à l'aïeule d'Elizabeth II soutient difficilement la comparaison. Souvent précipitée, surchargée de personnages secondaires, elle souffre surtout d'un traitement bien futile de son personnage principal qui peine à attirer la sympathie dans sa quête du bonheur. Là où *The Crown* trouve un véritable équilibre entre les intrigues privées et les affaires publiques et politiques, *Victoria* s'enlise dans les ragots de palais et les aventures amoureuses.



DYNASTIE FLORENTINE

La Renaissance est décidément une source d'inspiration inépuisable pour les séries historiques. Pour sa première création originale, la plateforme de vidéo à la demande de SFR Play se tourne vers la Florence du début du XVe siècle et vers la montée en puissance de la famille Médicis. *Les Médicis : maîtres de Florence* s'ouvrent sur la mort brutale du patriarche, Giovanni de Médicis (Dustin Hoffman) qui laisse son fils Cosme (Richard Madden, *Game of Thrones*) à la tête de la famille et de la banque qui a fait leur fortune. Dans une Florence dominée par les seigneuries, Cosme a de grandes ambitions pour sa ville et pour sa famille. Si l'arrière-plan est historique, les différents développements font la part belle à la fiction avec un succès inégal. Certains épisodes entraînent l'adhésion avec une approche réaliste à défaut d'être parfaitement historique, les éléments de fiction étant là pour donner du rythme à l'intrigue. D'autres se révèlent moins convaincants : à trop vouloir faire des Médicis les fers de lance d'une modernité qui a quelques siècles d'avance, on n'échappe pas à l'accumulation des poncifs. On regrette, en outre, que la plongée dans la vie politique de la ville toscane, enjeu crucial de l'histoire qui se déroule sous nos yeux, n'ait pas été éclairée par des explications qui auraient permis au spectateur d'en comprendre les mécanismes. La série reste cependant divertissante. Elle bénéficie en effet d'un scénario rythmé, d'acteurs de qualité et de superbes décors, témoins de l'arrivée du renouveau artistique de la Renaissance italienne, le défi que représente l'achèvement du dôme de la cathédrale se posant ainsi tout au long des épisodes comme un miroir des succès et échecs de son mécène.

***Les Médicis : maîtres de Florence*, huit épisodes de 55 minutes. Depuis le 25 octobre, deux épisodes par semaine sur SFR Play.**

Par Geoffroy Caillet

Guerre et Paix

Film de guerre halluciné et mystique, *Tu ne tueras point* signe le retour triomphal de Mel Gibson derrière la caméra.

Dix ans après *Apocalypto*, le retour de Mel Gibson à la réalisation était attendu de pied ferme. Par ses détracteurs plus encore que par ses aficionados, à lire certaines critiques, blâmant en chœur un « *film abject et complaisant* » (*La Croix*), un « *réalisateur prosélyte et assoiffé de sang* » (*Le Monde*), « *son goût de la violence et son obsession du sacrifice* » (*L'Obs*, qui ajoute benoîtement que « *ce n'est pas que le film est mauvais, c'est qu'il est dévoré par l'idéologie nauséabonde de son réalisateur, Mel Gibson, et que cette idéologie est tout ce qu'on déteste* ». Ou quand la critique se fait aveu...).

De quoi s'agit-il ? D'un biopic complaisant consacré à Hitler ? Non. De l'adaptation à l'écran de l'histoire de l'Américain Desmond Doss (excellent Andrew Garfield), qui s'engagea comme volontaire dans une unité combattante lors de la guerre du Pacifique, mais refusa de porter les armes au nom de sa foi chrétienne. Méprisé et martyrisé par la hiérarchie militaire pendant sa formation, il devient infirmier sur le champ de bataille d'Okinawa, où ses camarades se font hacher menu par les Japonais. Lorsque son unité se replie, lui reste à l'insu de tous pour rapatrier les blessés, qu'il encorde et fait descendre un à un le long d'une falaise (« Hacksaw Ridge », titre original du film).

La violence est partout dans *Tu ne tueras point*. Dans l'enfance de Desmond Doss, dans la machine militaire qui échoue à broyer ce patriote atypique, dans le chaos insoutenable où il plonge, volontairement désarmé. L'enfer de la guerre moderne est rendu par Mel Gibson avec une intensité spectaculaire, qui ravalerait presque la séquence d'ouverture d'*Il faut sauver le soldat Ryan* à un simple accrochage en bord de mer. Gibson montre les corps en bouillie, l'omniprésence de l'ennemi, la terreur des blessés. Et l'angoisse de Doss de laisser ne fût-ce qu'un homme sur le carreau, à la merci des Japonais qui achèvent les survivants. « *Seigneur, un de plus* », ne cesse de répéter celui qui allait sauver soixante-quinze vies et être acclamé en héros.

Pas une once de gratuité pourtant dans ce déchaînement de barbarie. La guerre hyperréaliste que filme Gibson est d'abord celle que vit Desmond Doss en lui-même : adventiste du Septième Jour, il applique à la lettre le cinquième commandement, non par simple suivisme mais parce que son histoire personnelle, marquée par la figure d'un père violent, a failli le faire basculer dans le meurtre. Là s'enracinent son engagement, sa singularité et l'isolement auquel celle-ci le contraint. En filmant son parcours comme une vocation à la fois surnaturelle et tragique, Mel Gibson renvoie dos à dos les amateurs de superhéros et leurs détracteurs, le pacifisme désincarné et le militarisme borné. Libre, mystique, marqué par l'élection et le sens du sacrifice, Desmond Doss représente au fond ce que le monde a toujours été tenté de détester, parce qu'il le renvoie à ses démons. A l'image d'un autre homme de paix, dont la grandeur éclata pour être devenu un objet d'opprobre et dont la puissance se manifesta parce qu'il s'était fait vulnérable.

***Tu ne tueras point*, de Mel Gibson, avec Andrew Garfield, Vince Vaughn, Teresa Palmer. 2 h 11.**

COUCHER DE SOLEIL

En filmant l'agonie de Louis XIV à la lueur des chandelles et à hauteur d'oreiller, Albert Serra s'acquitte d'un huis clos hautement pictural. Des courtines pourpres du lit émerge la perruque ébouriffée de Jean-Pierre Léaud, plutôt inspiré dans le rôle du roi. Tout autour, le ballet des médecins commente l'avancée de la gangrène fatale. La chronique de la mort de Louis XIV, documentée par les *Mémoires* de Saint-Simon et par ceux du marquis de Dangeau, fournissait la matière d'un drame exemplaire. On regrette d'autant plus le parti du réalisateur de le ramener à la seule progression de sa maladie. De là l'ennui profond qui frappe le spectateur, réduit pendant deux heures à vivre au rythme des râles royaux, puis à contempler ses viscères dans un gros plan horrifique. Quant à la grandeur qui imprégna les derniers instants du roi, à la place que tinrent jusqu'au bout chez lui les préoccupations politiques et religieuses, elles sont réduites ici à la portion congrue. En cherchant seulement à montrer la similitude entre la mort d'un roi et celle de n'importe lequel de ses sujets, Albert Serra a négligé de rechercher ce qu'elle avait de singulier. On le renverra volontiers à l'excellent *Les Derniers Jours des rois* (Perrin, 2014), où Jean-Christian Petitfils explicite la mise en scène bien plus inspirée qui présida à son trépas. Et pour cause : son auteur était Louis XIV lui-même.

***La Mort de Louis XIV*, d'Albert Serra, avec Jean-Pierre Léaud. 1 h 55.**



Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*


© CANAL ACADÉMIE.

Dans le cochon tout est bon

Le cochon est une véritable bénédiction pour nombre de peuples quand d'autres le considèrent comme un animal impur.

Toutes les sociétés ont leurs dilections et leurs refus alimentaires fondés sur ce qu'elles ont pris l'habitude de tirer de leur environnement, sur ce qu'elles pensent bon ou néfaste pour leur santé, mais aussi sur des croyances qui viennent parfois de fort loin, transmises par tradition orale ou par des textes sacrés. Le cochon fait l'objet d'attitudes contrastées. De l'équateur jusqu'au cercle polaire, pour la plupart des peuples, sa chair est une bénédiction tant l'animal est facile à élever, profite vite et bien de tout ce qu'il trouve à manger. Une fois le cochon abattu, toutes les parties de sa carcasse, que l'on appelle alors plutôt porc sont délectables, depuis le groin jusqu'aux sublimes pieds, d'où le glorieux qualificatif d'« *encyclopédique* » que Grimod de La Reynière lui donne.

En revanche, au Proche-Orient, où il a pourtant été domestiqué il y a environ onze mille ans, certains peuples l'ont considéré comme un animal impur et ont proscrit la consommation de sa viande. Les Egyptiens furent les premiers à adopter cette attitude à certains moments de leur histoire. Chez les Hébreux, il semble que l'interdit soit apparu dans le royaume de Juda vers le IX[e] ou le VIII[e] siècle av. J.-C., alors que l'on a continué à en consommer dans le royaume d'Israël au nord. Le Deutéronome et le Lévitique qui déclarent l'animal impur parce qu'il ne rumine pas sont postérieurs de plusieurs siècles et témoignent surtout du désir de distinction des Juifs vis-à-vis des païens. Les Moabites ou les Philistins, par exemple, continuaient à s'en délecter. L'explication de l'interdit par le climat ne tient évidemment pas car, sinon, le porc ne serait pas aussi populaire depuis des millénaires dans les cuisines de bien des pays tropicaux. Son élevage demeure très présent à l'est d'Israël au temps de Jésus, comme en témoigne la parabole du fils prodigue qui part au loin et s'abaisse à en devenir gardien pour survivre, ou l'épisode des démons que Jésus chasse d'un homme de l'autre côté du Jourdain et qui, s'emparant d'un troupeau de deux mille porcs, se noient dans le lac de Tibériade. Sans surprise, comme en d'autres matières, le Coran perpétuera l'interdit biblique, alors que le christianisme le balaie en vertu du principe édicté par Jésus lui-même (Mt 15, 1-20) selon lequel « *ce n'est pas ce qui entre dans la bouche de l'homme qui le rend impur, mais ce qui sort de sa bouche* ».


© LUISA RICCIARINI/LEEMAGE. © CARMEN BAREA.

Petits pâtés
Ci-contre : cette spécialité ardéchoise associe avec bonheur la viande de porc aux légumes verts.
En bas, à gauche : *Mois de septembre, cochons mangeant des glands*, miniature tirée du *Bréviaire d'amour* d'Ermengaud de Béziers, XIII[e] siècle (San Lorenzo de El Escorial, Espagne, Bibliothèque royale du monastère).

RECETTE

Les caillettes ardéchoises

Pour six personnes, prendre une livre d'échine de porc fermier et autant de foie de porc hachés, y mêler une livre de blettes (côtes et vert) et d'épinards blanchis, égouttés avec soin et hachés finement, une gousse d'ail, une belle échalote, du thym, du persil, du sel et du poivre. Constituer des boulettes de la taille d'une balle de tennis, les enfermer dans de la crépine. Cuire à four chaud 45 minutes. Les manger chaudes arrosées d'un saint-joseph rouge, ou froides avec une salade aux herbes et un saint-joseph blanc.

EN COUVERTURE

42

Si je t'oublie Constantinople

Ils avaient migré des steppes d'Asie centrale vers l'Anatolie et les Balkans, sur les terres d'un Empire byzantin déjà exsangue. Après une interminable guerre d'usure, la prise de Constantinople concrétisa le rêve impérial des Ottomans. Il allait durer près de cinq siècles.

52

Comment peut-on être Ottoman ?

Au sommet de l'empire, le sultan préside aux destinées de ses sujets. Mais entre réformes tardives et appétits européens, la machine ottomane a fini par se gripper. Chronique d'une mort annoncée.



66 Sous le signe du Croissant

L'histoire de l'Empire ottoman est d'abord celle d'une double tension : Europe ou Orient ? Empire ou nation ? Une quête mouvante qui n'eut qu'un invariant : l'identité islamique.



Le rêve impérial des OTTOMANS



Et aussi

Soliman, le sultan magnifique

Pierre Loti, Istanbul mon amour

La révolution d'Atatürk

La saga des Ottomans

Chasse au trésor

Lettres ottomanes

Les mille et une nuits du Grand Turc

Si je t'oublie Constantinople

Par Olivier Hanne

Nomades turcophones convertis à l'islam, les Ottomans bataillèrent pendant deux siècles en Anatolie et dans les Balkans contre un Empire byzantin à l'agonie. Une guerre d'usure qui s'acheva en 1453 avec la chute de Constantinople.





Assaut fatal
La Chute et la prise de Constantinople en 1453, panorama à 360° (Istanbul, musée Panorama 1453).



A cheval entre l'Asie et l'Europe, l'Empire romain d'Orient était depuis le VIIe siècle une puissance déstabilisée, menacée au sud par les troupes arabo-musulmanes, qui lui avaient enlevé le Proche-Orient entre 634 et 642, au nord par les Slaves, qui avaient envahi les Balkans. Le pouvoir du basileus – l'empereur byzantin – était convoité par les familles rivales et par les généraux, tandis que les querelles religieuses autour des icônes – l'iconoclasme – avaient affaibli la cohésion sociale au cours du VIIIe siècle.

Grâce aux énergiques souverains de la dynastie macédonienne (867-1056), qui avaient réformé le système militaire byzantin, l'empire s'était pourtant dégagé de la pression des Bulgares comme de celle des califes abbassides. L'arrivée massive des nomades turcophones bouleversa les équilibres démographiques en Orient. Issues des steppes d'Asie centrale et proches des Mongols, ces peuplades avaient migré, dès le VIIIe siècle, vers l'Iran, attirées par les richesses du Moyen-Orient, comme l'avaient fait avant elles les Perses, les Parthes ou les Huns. Les califes de Bagdad avaient pris l'habitude, au siècle suivant, d'enrôler dans leurs troupes les tribus turques converties à l'islam pour concurrencer les appétits des soldats arabes. La tribu du chef Seldjouk appartenait à la confédération turque des Oghouz, qui nomadisaient au nord de l'Amou-Daria, prête à déferler sur les émirats arabes d'Iran, eux-mêmes fragilisés par leurs luttes intestines. A la fin du Xe siècle, les Turcs seldjoukides gagnèrent l'ascendant jusqu'à dominer tout le Moyen-Orient. Entre 1030 et 1040, les hommes de Seldjouk pénétrèrent dans le Khorasan, puis en Iran où ils prirent Ispahan en 1051. Face à la résistance de la Mésopotamie, cœur du califat abbasside, ils infléchirent leurs conquêtes vers l'Arménie, où ils rencontrèrent la puissance des basileus.

Conjuguant force militaire et brutalité, les Seldjoukides multiplièrent les victoires contre les basileus. En 1071, l'empereur Romain IV fut battu et fait prisonnier à la bataille de Manzikert, au nord du lac de Van, en Arménie byzantine. Ce drame précipita le recul de la frontière byzantine, et toute l'Anatolie subit une inexorable islamisation et turquification. La lassitude envers le pouvoir du basileus et sa fiscalité facilita la pénétration des Turcs. Certains généraux grecs firent même appel aux Turcs contre le pouvoir central contesté, permettant l'installation à Nicée et à Konya – l'ancienne Iconium byzantine – des Seldjoukides dits « de Rum », qui établirent là leur propre sultanat, indépendant des califes de Bagdad.

Face à l'insécurité entretenue aux frontières par les *ghazi,* les soldats turcs venus mener le jihad contre Byzance, le basileus Alexis Comnène appela les Latins à l'aide. Il fut entendu au-delà même de ses espérances : au lieu de quelques mercenaires, ce furent des dizaines de milliers de croisés qui parvinrent à Constantinople, en 1097. L'empereur leur confia la reconquête des territoires perdus d'Anatolie, de Syrie et de Palestine, sans être tout à fait assuré que les croisés les lui restitueraient, s'ils parvenaient à s'en emparer.



Prise au piège Page de gauche et ci-dessus : *Le Siège de Constantinople par les Ottomans de Mehmed II, en 1453,* par Toma de Suceava, fresques de l'iconostase du monastère orthodoxe de Moldovita, 1537 (Vatra Moldovitei, Roumanie).

La victoire latine de Dorylée contraignit d'abord le sultan de Rum à abandonner sa capitale, Nicée, pour Konya. Mais la capacité de résistance du sultanat était intacte. Au cours du XIIe siècle, les Turcs empêchèrent à deux reprises les croisés de traverser l'Anatolie : en 1148, lors de la deuxième croisade menée par l'empereur Conrad III et le roi de France Louis VII, puis en 1190 avec la mort de Frédéric Barberousse qui brisa l'élan de la troisième. Les basileus, toujours méfiants envers les Latins, s'étaient risqués à un double jeu, Manuel Ier (1143-1180) soutenant par exemple le sultan Masud (mort en 1155) durant la deuxième croisade. Cette duplicité leur fut fatale. Lorsque l'empereur voulut attaquer le sultanat en 1176, son armée fut écrasée dans les défilés anatoliens de Myrioképhalon. Après cette défaite, Byzance dut abandonner définitivement aux Turcs l'Anatolie, qui avait été pourtant libérée par les croisés.

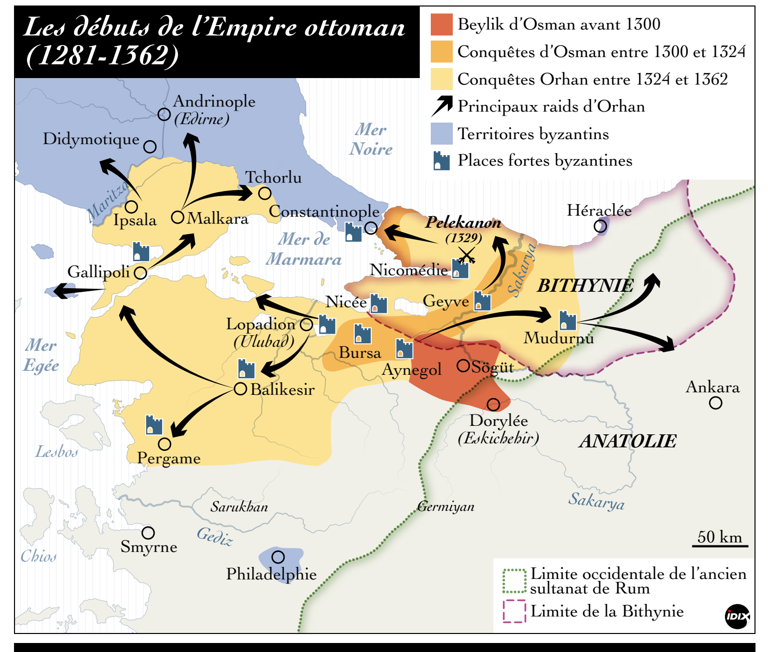
La conquête de Constantinople par les Latins, en 1204, au cours de la quatrième croisade, fragmenta un peu plus le camp chrétien ; à un Empire latin centré sur Constantinople s'opposait un Empire grec basé à Nicée, un autre à Trébizonde, et un despotat en Epire. Lorsque Michel VIII (1258-1282) finit par reprendre Constantinople en 1261 et par restaurer l'Empire byzantin, celui-ci n'était plus que l'ombre de lui-même.

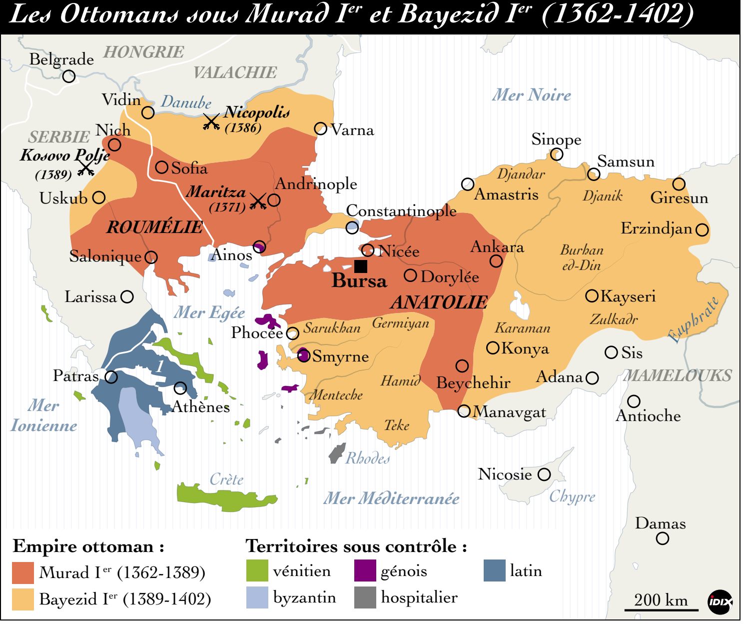
Le sultanat de Rum connaissait cependant lui-même de graves tensions internes, les nomades turcomans entrant en révolte, et les Mongols imposant leur joug aux Turcs en 1243. Masud II, dernier Seldjoukide de Rum, mourut en 1307, laissant une Anatolie ravagée par les hordes asiatiques, sous obédience mongole et fractionnée en *beyliks,* des petites principautés concurrentes.

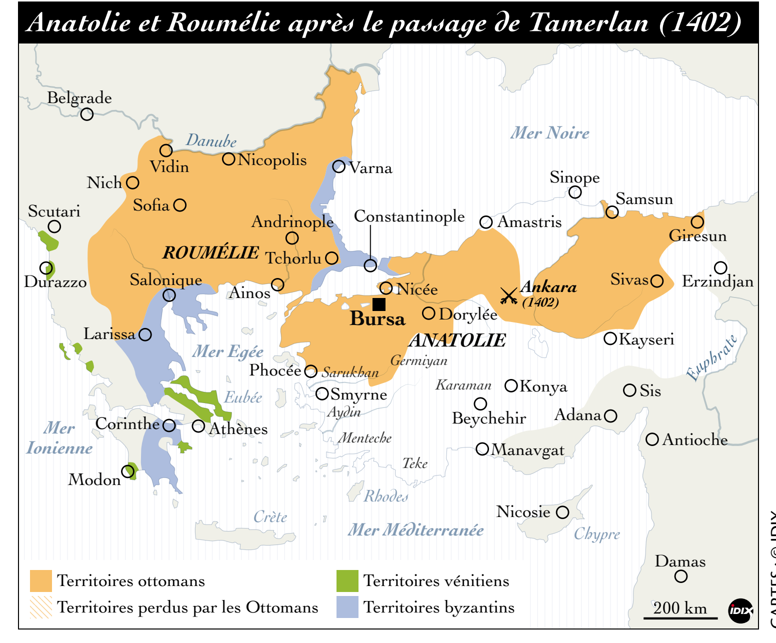
Une tribu venue d'Asie centrale

Issus des tribus turques du groupe des Oghouz, les Osmanli, ou Ottomans, avaient quitté l'Asie centrale au début du XIIIe siècle, sous la poussée des Mongols. Lorsque la tribu était arrivée en Anatolie, vers 1230, elle s'était d'abord mise au service des Seldjoukides de Rum. Les récits ottomans, embrumés de légende, évoquent le chef Ertoghrul (mort vers 1281), ancêtre de la dynastie, qui aurait été installé à Sögüt, en Bithynie, par le sultan, avec ses « quatre cents tentes ».

Son fils Osman (mort vers 1324) quitte la légende. Au cours de la bataille de Bapheus (près de Nicomédie), en 1302, il écrase une armée byzantine qui tentait d'éloigner le danger turc de Constantinople, et devient ainsi un important chef d'Anatolie. Il aurait vu en songe, durant sa jeunesse, un arbre pousser de son ventre et couvrir de sa ramure toute la terre, vision prémonitoire de la puissance de sa dynastie. Déterminé et belliqueux, Osman mène des raids contre les places fortes byzantines, mais aussi contre les beys turcs du voisinage. Le







TOILE D'ARAIGNÉE Les raids menés par Osman puis par ses successeurs, Orhan et Murad, contre les places fortes byzantines s'étendent peu à peu à la rive européenne, jusqu'à encercler Constantinople : à partir de 1389, la Roumélie (les Balkans turcs) devient le fleuron des Ottomans. En 1394, Bayezid assiège la capitale byzantine, laquelle doit son salut aux hordes du khan Tamerlan, qui porte un coup d'arrêt de dix ans à l'expansion turque.

succès de ses razzias et sa réputation de *ghazi* attirent un nombre croissant de volontaires, jusqu'à lui permettre de fédérer près de quatre mille combattants.

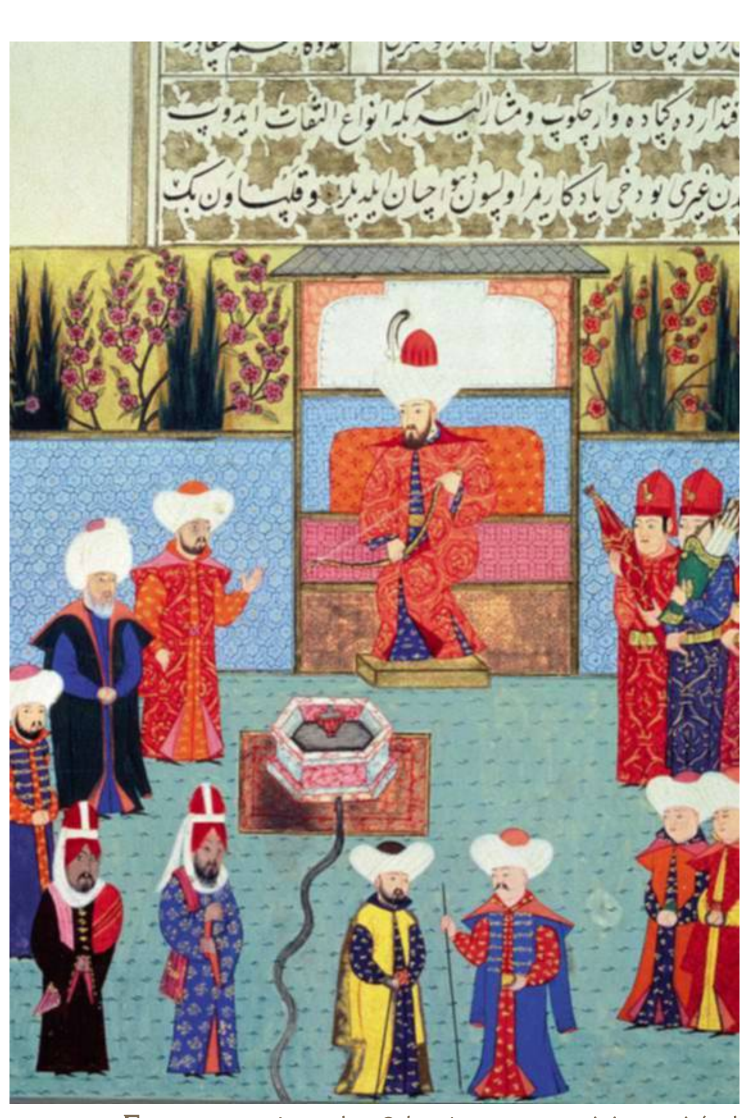
Son fils Orhan prend la cité forte de Brousse (Bursa) en avril 1326, contrôlant ainsi toute la Bithynie et les rives orientales de la mer de Marmara. En 1329, sa victoire de Pelekanon contre l'empereur Andronic III, puis la prise de Nicée (1330), lui assurent une totale tranquillité du côté des Byzantins, qui s'engagent à lui verser un tribut. Mais les relations avec les autres tribus turques sont tendues, et il doit affronter la menace toujours présente des Mongols.

Situé à l'extrémité occidentale des domaines turcs, face à Byzance, le *beylik* ottoman mène la guerre sainte, transforme les églises en mosquées, mais négocie aussi avec les infidèles, enrôle des mercenaires grecs, favorise le commerce avec les cités chrétiennes. Contre la flotte de Venise, soutien de Byzance, les Ottomans jouent celle de Gênes.

C'est à la faveur des conflits de pouvoir à Constantinople que les Turcs passent sur la rive européenne. Profitant de l'antagonisme entre Jean Cantacuzène, régent de l'empire, et le jeune Jean V, Orhan monnaie son aide au profit de Cantacuzène, qui transfère ses troupes de l'autre côté de l'Hellespont. En 1354, celles-ci sont stationnées à Gallipoli. Désormais, Orhan apparaît comme un interlocuteur essentiel, si bien que le régent lui donne même sa fille en mariage.

Les succès ottomans ont été permis par une stratégie pragmatique. Les expéditions contournent les places les plus difficiles, surtout Constantinople, mais elles les enveloppent progressivement, investissant leur arrière-pays jusqu'à les étouffer complètement avant l'assaut final. Les conquêtes sont toutefois longues à aboutir. Avec les princes chrétiens, toutes les alliances sont possibles, mais elles ne font jamais oublier le but que sont la conquête et la conversion.

Les Ottomans bénéficient de l'héritage du sultanat de Rum, de son idéologie mobilisatrice autour du jihad. Dans des régions de contact d'empires, où l'insécurité est permanente, les sociétés les plus aguerries et les plus austères l'emportent sur les autres, d'où l'affaiblissement de Byzance. Le droit de l'épée est un pilier du régime, autant que la fierté ethnique des Turcs oghouz. On déporte depuis les régions orientales pour peupler les zones conquises vers l'ouest ; on distribue des *timars* (terre attribuée à un militaire, qu'il doit entretenir et faire fructifier en échange de ses services) aux combattants turcs, voire chrétiens, et l'on fonde, au XIVe siècle, les janissaires (« nouvelle troupe », en turc), formés de jeunes prisonniers caucasiens, slaves ou grecs, convertis et entraînés. Le pouvoir est familial ; les cités conquises sont confiées à des membres du clan, et le successeur du chef est désigné parmi les plus compétents et non selon le droit d'aînesse. A chaque transition politique, le pouvoir ottoman vacille donc pendant un interrègne dont profitent ses ennemis. L'incertitude se révélant préjudiciable à la stabilité de l'Etat, l'exécution systématique des frères du souverain se généralise au cours du XIVe siècle.





FONDATEURS A gauche : *Orhan Ier et sa cour,* miniature tirée de *Hünername,* de Lokman, 1584 (Istanbul, Topkapi Sarayi Müzesi). Orhan Ier, fils du fondateur de la dynastie ottomane Osman Ier, s'empara de Brousse (Bursa), dans le nord-ouest de l'Anatolie. La ville devient la première capitale de l'émirat ottoman, jusqu'en 1365. A droite : *Murad Ier*, anonyme, XVIIe siècle (collection particulière).



La possession de Gallipoli, à partir de 1354, permet à Murad Ier (vers 1362-1389) d'étendre son emprise sur la rive européenne et de commencer le long encerclement de Constantinople. Dans les Balkans, le petit royaume féodal de Serbie était devenu un puissant empire dans les mains d'Etienne Douchan, menaçant la Hongrie et même Constantinople. La mort du souverain en 1355 laisse un vide que va aussitôt exploiter Murad. Comprenant le danger, le basileus Jean V obtient des renforts européens en échange de l'union des Eglises catholique et orthodoxe, et reprend Gallipoli en 1366. Cette perte tragique pour Murad est aggravée par l'hostilité de ses propres fils et des autres émirs turcs, ceux d'Ankara et ceux de Thrace. Mais les Ottomans bénéficient des querelles byzantines. Contesté, Jean V doit faire appel aux troupes turques, tandis que son fils, Andronic, s'empare de Constantinople, en 1376, avec l'aide des Génois de Galata. Il restitue Gallipoli à Murad, dont il devient vassal. L'émir peut dès lors circuler librement entre les deux rives du Bosphore. Il soumet les Turcs de Thrace, prend Salonique en 1387, mais butte, à l'est, sur la résistance des émirs de Karaman. Côté européen, Murad écrase le royaume serbe de Macédoine à la Maritza (1371), puis les princes serbes et bosniaques coalisés dans la plaine de Kosovo, en juin 1389, victoire qui, malgré la mort de l'émir, marque l'enracinement inéluctable des Ottomans en Europe. Les Balkans turcs – appelés Roumélie – deviennent dès lors une pièce maîtresse de l'émirat ottoman, une source de richesses et un réservoir de janissaires.

La montée en puissance ottomane se manifeste dans le titre sultanal pris par le fils de Murad, Bayezid Ier (1389-1402). Comme son prédécesseur, ses campagnes le mènent à combattre à l'est contre le Karaman et les émirs anatoliens, qui sont tous vaincus entre 1390 et 1397. Scandalisés par la politique d'union des Eglises du basileus, et attirés par les rémunérations offertes par le sultan, de nombreux aristocrates byzantins préfèrent passer au service des musulmans. En Roumélie, les principautés chrétiennes tombent les unes après les autres. Le Danube est atteint. Jean V, vassal ottoman, est contraint de détruire sa forteresse de la Porte d'Or, sur ordre du sultan. Lorsque son successeur Manuel II se rebelle en 1394, le sultan fait le siège de Constantinople. Devant l'impossibilité d'en prendre les murailles, Bayezid se décide à établir un blocus permanent, mais il n'a pas la maîtrise des mers, et la cité est ravitaillée par la flotte vénitienne.

L'apogée du règne est atteint en 1396, avec l'écrasement de la croisade lancée par le roi de Hongrie Sigismond, renforcée par des chevaliers français, dont les ardeurs sont brisées à Nicopolis. Le prestige de Bayezid est immense et le siège de Constantinople redouble d'intensité.



Peau de chagrin Ci-dessus : le mausolée Vert de Mehmed Ier, construit en 1421, à Brousse (Bursa). Page de droite : *Murad II et son armée lors de l'invasion de la Perse,* miniature tirée de *L'Histoire du roi des rois,* poème épique perse, 1581 (Istanbul, bibliothèque de l'Université). En bas : une fois la menace hongroise éliminée (1448), les Ottomans peuvent se retourner contre Constantinople. L'Empire byzantin ne se résume plus alors qu'à quelques lambeaux : la capitale, le sud de la Grèce, Trébizonde et quelques îles de la mer Egée.

La capitale byzantine aurait dû tomber si n'avaient alors surgi de Transoxiane les hordes turco-mongoles du khan Tamerlan (mort en 1405). Refusant de se soumettre, Bayezid subit dès 1400 les attaques de Tamerlan, mais son armée est trop hétérogène et trop mal payée pour résister à la force mongole. Ses troupes sont décimées lors de la bataille d'Ankara, en juillet 1402, et lui-même est fait prisonnier. Les émirats anatoliens retrouvent leur liberté, tandis que les territoires ottomans sont ravagés et pillés par Tamerlan. Bayezid meurt en captivité. Vassalisée par les Mongols, la famille ottomane se déchire pendant dix ans pour récupérer le contrôle sur des domaines amoindris et ruinés. Pourtant, les Byzantins restent en retrait et n'exploitent pas cette déchirure, se contentant de ne plus verser le tribut.

Forts d'une incroyable capacité de sursaut, les Ottomans relèvent la tête avec Mehmed Ier (1413-1421), qui rétablit l'unité de la dynastie. Pour se passer des navires italiens, il ordonne la construction d'une flotte de guerre, avec des matelots catalans, italiens, provençaux. Il met fin aux rébellions en Anatolie et en Roumélie. Son règne s'achève par le redressement de l'autorité sultanale. Grâce à lui, son fils Murad II (1421-1451) peut relancer les conquêtes. Après avoir essayé vainement d'assiéger Constantinople, il se tourne vers Salonique, sous contrôle vénitien depuis 1423. Le port tombe en mars 1430 et la population est massacrée. Venise n'insiste pas et accepte un traité de non-agression avec Murad, qui garantit la neutralité de l'armada vénitienne, atout majeur dans les combats qui permettront la prise de Constantinople.

Dans les Balkans, Murad combat Sigismond de Hongrie, avec l'aide des princes serbes qu'il soudoie. Ses troupes sont partout : en Transylvanie, en Albanie, devant Belgrade. Mais Murad II est prudent et préfère la négociation. Entre 1442 et 1444, la Hongrie reçoit des renforts occidentaux et le soutien du pape Eugène IV. L'Albanie se révolte. Le basileus Jean VIII ayant accepté l'union des deux Eglises au concile de Florence (1439), la croisade antiturque pourrait aboutir. Par précaution, le sultan signe avec la Hongrie en 1444 le traité d'Andrinople, par lequel la Bulgarie et la Valachie lui sont officiellement dévolues. Puis, las du pouvoir, Murad II abdique en faveur de son fils Mehmed II.

Mais la transition est une catastrophe. Le Karaman, province turque du centre de l'Anatolie, souvent insoumise, se révolte, et la croisade hongroise parvient aux portes de l'Empire ottoman. Murad, appelé à l'aide, sort de sa retraite, reprend le pouvoir à son fils, fédère les janissaires et arrête l'ennemi. Il soumet la Morée, c'est-à-dire le Péloponnèse grec, resté byzantin, à un tribut. En octobre 1448, il renverse l'armée hongroise dans la plaine de Kosovo. Les Balkans passent entièrement sous le joug ottoman, où le processus de turquification s'approfondit. Plus aucune puissance régionale ni internationale ne peut plus arrêter la force ottomane.

Préparatifs de siège

La prise de Constantinople a été une obsession musulmane depuis le VIIe siècle, car Byzance représentait le cœur des Etats chrétiens, l'héritière de l'Empire romain et la seule puissance aux prétentions universalistes comparable au califat. Le siège de 1453 ne doit pas occulter le fait que la ville subissait de fait un blocus constant depuis les années 1420. Dès le milieu du XIVe siècle, le territoire byzantin s'était réduit à la Thessalie



et à la cité elle-même. Celle-ci ne survivait plus qu'à la faveur des subtiles compromissions des basileus avec les chefs turcs voisins, et surtout grâce au ravitaillement et au soutien militaire de Venise, qui avait gagné le monopole commercial dans la capitale depuis le XIIIe siècle.

Fondée par l'empereur Constantin en 330 sur la presqu'île découpée par la Corne d'Or et la rive occidentale du Bosphore, la cité était garnie d'une impressionnante double muraille, jugée imprenable, semée d'une centaine de tours et percée de neuf portes principales. La ville avait fait l'objet d'aménagements constants pendant mille ans : forums, églises, citernes, portiques, palais. Chaque empereur y avait laissé son empreinte, ainsi Justinien à travers la somptueuse Sainte-Sophie, dont la coupole s'élève encore à près de 60 m du sol. La cité, poumon financier et commercial de l'empire, abritait avant la grande peste du VIe siècle plus de 500 000 habitants, mais stagnait depuis autour de 100 000. Lors de sa chute face aux Ottomans, elle ne comptait plus que 40 000 habitants. La population était réputée séditieuse et prompte à s'enflammer.

L'Empire byzantin était resté longtemps un pont entre l'Orient turc et le monde latin, dont les intérêts commerciaux étaient déterminants dans la survie de l'empire. Au nord de la Corne d'Or, dans le quartier de Galata, vivait une colonie latine, peuplée d'Italiens, de Catalans, de Français. L'alimentation de la ville dépendait de la Morée, du ravitaillement vénitien et des trafics avec les princes turcs. Mais l'affaiblissement européen dû aux conquêtes ottomanes dans les Balkans, et surtout le désengagement vénitien, allait isoler Byzance, abandonnée par une partie de son aristocratie, qui avait fui en Crète et en Occident. Située au cœur des domaines ottomans, la capitale paralysait les communications dans le sultanat. Sa chute était donc programmée depuis longtemps…

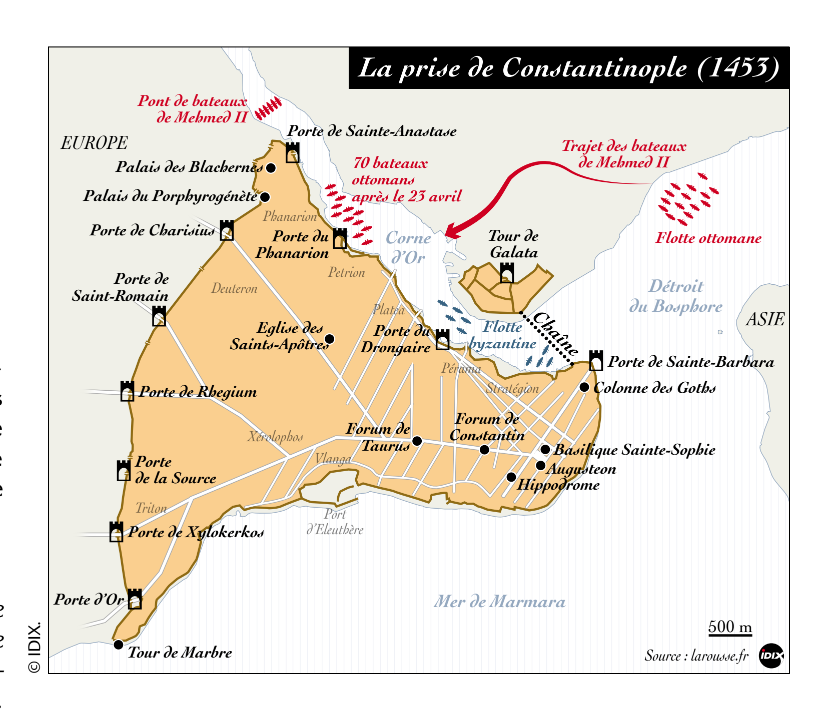
Après la mort de Murad II, en 1451, son fils Mehmed lui succède. Le personnage est déterminé et cruel. Pour gagner la sympathie des janissaires, il puise dans le Trésor. En 1452, il renouvelle la paix avec Venise et signe une trêve avec la Hongrie. Il s'assure de l'obédience de l'émir du Karaman, toujours tenté par la révolte. Par ces manœuvres, il maintient l'empereur Constantin XI dans l'isolement diplomatique et évite l'arrivée de renforts d'Europe.

Mehmed II prépare soigneusement le siège de Constantinople. Ses janissaires sont équipés d'armes à feu ; les fonderies de Gallipoli conçoivent une cinquantaine de gigantesques canons pour percer les murailles. Le sultan fait construire sur le Bosphore le fort de Rumeli Hisari, parsemé de canons, afin de verrouiller la rive occidentale. *« Il fut bâti dans le seul but de prendre la ville »*, précise le chroniqueur vénitien Nicolò Barbaro (mort en 1494) dans son journal du siège. Le blocus maritime devient dès lors imperméable. Les protestations de Constantin XI ne servent de rien, et Mehmed II décapite ses deux ambassadeurs. Venise et Gênes se gardent d'intervenir. Seuls les renforts du pape arrivent en octobre 1452 sous la direction d'un cardinal-légat, soit deux cents archers, puis, en mars, trois navires de guerre. En décembre, dans la basilique Sainte-Sophie, est célébrée officiellement l'union des Eglises catholique et orthodoxe, réconciliation qui ne survivra pas à la chute de la cité.

Les troupes ottomanes se mettent en place en février 1453. Les canons sont installés, ainsi que les machines de siège, qui ne serviront pas. On parle de 100 000 à 160 000 hommes. Dans la ville ne se trouvent que 7 000 défenseurs, parmi lesquels 5 000 Grecs et 2 000 Européens, dont 700 Génois affectés aux murailles. Ils sont épaulés par des milices urbaines et une







© IDIX.

trentaine de navires. Le nombre des défenseurs est donc cruellement faible, surtout s'il faut résister à des assauts de plusieurs heures. Cependant, l'entrée de la Corne d'Or est barrée par une chaîne qui interdit toute attaque par le nord. Côté est et sud, le littoral de la cité est parfaitement défendu. Quant à la partie occidentale, la muraille ici est réputée imprenable.

La chute de Byzance

En janvier 1453, selon Nicolò Barbaro, *« le Turc commença à se préparer pour venir ici attaquer Constantinople et constitua une grande armée terrestre et maritime pour combattre cette malheureuse ville remplie de chagrin »*. Mehmed II arrive le 2 avril. *« Cette année,* aurait-il dit, *je fais d'Istanbul [Constantinople, en langue turque] mon estivage. »* Il ordonne le pilonnage des murailles à coups de pierres et de boulets. Il essaie de faire des sapes sous les murs, mais le feu grégeois, liquide incendiaire projeté sur les navires ennemis, dont les Byzantins avaient seuls le secret et qui sauva Constantinople de nombreux sièges, l'en empêche. Le 18 avril a lieu un premier assaut sur les brèches ouvertes par les bombardes. Mais la chaîne de la Corne d'Or ne peut être rompue. Le 20 avril, trois navires génois et un navire byzantin parviennent au contraire à entrer au port en forçant le blocus organisé par les Ottomans.

Après cet échec, Mehmed II décide le 22 avril de transférer une partie de ses navires par la terre, profitant de la neutralité inquiète des Italiens du quartier de Galata, de l'autre côté de la Corne d'Or. Le chroniqueur turc Achikpachazade montre que cette décision eut un impact décisif sur le siège : *« Quatre cents bateaux vinrent par voie de mer, et soixante-dix bateaux venant par voie de terre en amont de Galata ouvrirent leurs voiles. Les combattants se dressèrent sur leurs pieds, déployèrent leurs drapeaux et s'approchèrent. Ils entrèrent dans la mer au pied du fort et jetèrent un pont sur la mer (…). »*

La faible muraille qui protège la ville du côté de la Corne d'Or est dès lors directement exposée. Des essais de négociations sont tentés, mais ils n'aboutissent pas. L'assaut échoue, mais les défenseurs sont épuisés et minés par la disette. Mehmed II décide une dernière attaque, le 28 mai. *« Au cinquante et unième jour,* rapporte Achikpachazade, *le souverain s'écria :* "Pillage !" *Ils firent un assaut. »* Les Génois, assaillis, abandonnent leur poste sur les murailles. Aussitôt, Grecs et Vénitiens sont débordés et l'empereur Constantin XI, qui participe aux combats, trouve la mort dans la mêlée. Cerné de toutes parts, il aurait lancé : *« Ne se trouvera-t-il pas un chrétien pour me couper la tête ? »* Le lendemain, 29 mai 1453, la flotte turque débarque ses soldats dans la ville. *« Le mardi,* poursuit Achikpachazade, *le fort fut conquis (…). On fit prisonnière la population, on tua son gouverneur. Les* ghazi *prirent leurs jolies filles dans leurs bras (…). Bref, le premier vendredi après la conquête, on célébra, à Sainte-Sophie, la prière du vendredi et l'on y lut le sermon de l'islam au nom du sultan Mehmed. »*

La population, en partie réfugiée dans Sainte-Sophie, est massacrée ou réduite en esclavage (au moins 25 000 personnes), les défenseurs passés par le fil de l'épée, les églises saccagées. Quelques navires italiens quittent précipitamment le port. Le butin est incalculable. Lorsque Mehmed II entre en conquérant dans la cité, il fait cesser le pillage, qui aurait dû durer trois jours. Les sources ottomanes soulignent la


© LUISA RICCIARINI/LEEMAGE. © BNF.

La fin d'un monde
A droite : *Le Siège de Constantinople par les Ottomans de Mehmed II,* miniature tirée de *L'Advis directif pour faire passage d'oultremer,* de Brocardus, XVe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de gauche, en bas : *Mehmed II le Conquérant,* par Costanzo da Ferrara, XVe-XVIe siècles (Istanbul, Topkapi Sarayi Müzesi). Page de gauche, en haut : après deux mois de siège, Constantinople cède sous l'assaut des troupes de Mehmed II. La population est massacrée ou réduite en esclavage.

magnanimité du sultan, qui autorise l'aristocratie grecque à revenir. Il préserve, surtout, l'Eglise orthodoxe, en désignant un patriarche hostile à l'union des Eglises et en lui confiant l'autorité civile sur les chrétiens de la ville. Toutefois, les églises sont transformées en mosquées, sauf celles de Galata, cédées aux Latins. La colonie génoise de ce quartier conservera ses avantages commerciaux, mais pas ses murailles.

Le retentissement de l'événement fut considérable. En Europe, on se lamenta sur la fin de la dernière chrétienté d'Orient qui, si elle n'existait plus comme puissance politique, maintenait la fiction de l'Empire romain, et ralentissait les progrès ottomans dans les Balkans. Dans les pays musulmans, le prestige de Mehmed II fut inégalé, puisqu'il avait accompli la promesse faite par le prophète Mahomet d'abattre un jour Byzance. Le sultanat ottoman devint dès lors la grande puissance musulmane.

La chute de Constantinople eut pour conséquence immédiate l'effondrement des dernières principautés chrétiennes : Athènes, la Morée, la Crimée, puis la Serbie. La présence génoise en mer Noire et en mer Egée déclina au bénéfice de Venise, qui négocia un nouveau traité de paix en avril 1454. Istanbul devint la capitale de l'Empire ottoman et l'objet de tous les soins du sultan, qui déporta sur place des Turcs et commença la construction du palais de Topkapi. Cinquante ans après sa chute, la ville comptait déjà 60 000 habitants. Un siècle plus tard, ils seront 400 000, grâce à la politique autoritaire de repeuplement des sultans et leurs efforts pour développer l'économie de leur capitale.

La chute de Constantinople représente un tournant historique et un changement de civilisation dans l'est de la Méditerranée, mais elle en est plus le symbole que le facteur premier. Dès le XIe siècle, l'Empire byzantin avait eu recours à des troupes étrangères pour assurer sa défense et avait souvent préféré se tourner vers les chefs turcs que vers les Latins, dont il se méfiait.

Les Ottomans surent se montrer d'une rare opiniâtreté, malgré les nombreux revers subis, adaptant en permanence leur politique et leurs alliances, sans jamais perdre de vue leurs objectifs, contrairement aux empereurs byzantins. L'Europe fut-elle indifférente au sort de Byzance ? A l'époque, France et Angleterre étaient plongées dans la guerre de Cent Ans, et le roi de Hongrie paralysé dans les Balkans par le dynamisme ottoman. Seule Venise aurait pu contribuer à sauver Constantinople en 1453, mais elle n'aurait fait que reculer l'échéance. Byzance était devenue une anomalie dans le cours de l'histoire.

Agrégé et docteur en histoire, Olivier Hanne est chercheur associé à l'université d'Aix-Marseille. Il est spécialiste de l'histoire de l'islam.



Un balcon sur le Bosphore
Vue de Constantinople, par Edmund Berninger, XIXe siècle (collection particulière).



Comment peut-on être Ottoman ?

Par Jean-Paul Bled

Pendant près de six siècles, l'Empire ottoman a été marqué par une organisation fortement centralisée, dominée par le sultan. Faute d'avoir su en empêcher le grippage, il n'a pu conjurer un lent et inexorable déclin.



Quelles sont les fonctions du calife et du sultan ?

Héritier du Prophète, *« l'ombre de Dieu sur les terres »*, le calife est investi d'une fonction religieuse. De 661 à 750, les Omeyyades ont été les premiers à porter ce titre à Damas. Le relais a été pris par les Abbassides, à Bagdad, de 749 à 1258. La volonté de ces deux puissantes dynasties arabes de s'arroger le califat dit bien que celui-ci revêt aussi une dimension politique. S'affirmer le chef des croyants sert à renforcer le pouvoir politique. C'est d'ailleurs ainsi que l'ont compris les Almoravides en Espagne, qui revendiquent concurremment cette dignité. Il est vrai que cette prétention s'effondre avec la Reconquista.

A la chute des Abbassides, les Mamelouks, une de leurs branches, ont installé leur pouvoir en Egypte. Dans la continuité de la dynastie mère, les Mamelouks s'approprient le titre de calife. C'est ici qu'interviennent les Ottomans. A la suite des Seldjoukides, issus d'une tribu turque et qui avaient contrôlé un vaste domaine, de l'Iran à l'Asie Mineure, du milieu du XIe siècle à la fin du XIIe siècle, ceux-ci prennent, à partir du XIVe siècle, le titre de sultan. C'est en cette qualité qu'ils règnent sur l'Empire ottoman, comme le tsar règne sur la Russie ou le roi sur le royaume de France. Lorsqu'ils s'emparent de l'Egypte au début du XVIe siècle, les Ottomans s'empressent de récupérer, en outre, à leur avantage le titre de protecteur des sanctuaires de Médine et de La Mecque, puis, plus tard, la dignité de calife.

Les sultans peuvent d'autant mieux tenir ce rôle de chef des croyants qu'ils ont poussé leur avance jusqu'à la péninsule Arabique et contrôlent, depuis la chute des Mamelouks (1517), les deux lieux saints de l'islam. Deux cent cinquante ans plus tard, le traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774), qui mettra fin à la guerre russo-turque, tout en marquant le début de leur recul, leur reconnaîtra la qualité de chef spirituel des musulmans. Au XIXe siècle, le sultan Abdülhamid II remettra en avant son titre de calife pour justifier sa politique panislamiste, qui prétendra déborder les limites de l'Empire ottoman pour s'adresser à l'ensemble des musulmans. Il est cependant trop tard pour que cette politique porte des fruits. Sanction de cette décadence, Mehmed VI est dépossédé de son titre de sultan en novembre 1922. Moins de deux ans plus tard, le 3 mars 1924, le califat est aboli par le pouvoir kémaliste. Il avait d'autant moins de sens que les possessions arabes avaient toutes été perdues. Le temps est venu pour une nouvelle Turquie de naître sur ces décombres.

À LA COUR DU SULTAN Page de gauche : *Osman Ier,* miniature tirée du *Codex Cicogna,* XVIIe siècle (Venise, Museo Correr). Ci-contre : *Scène d'audience présidée par le grand vizir,* miniature tirée du *Codex Cicogna,* XVIIe siècle (Venise, Museo Correr). En bas : *Portrait d'un janissaire ou soldat,* école française, XVIe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France).

Comment s'organisent l'Etat et l'administration ?

Le système politique s'organise autour de la personne du sultan, monarque universel, élu de Dieu. Comme le droit turc ne connaît pas de primogéniture, la succession est longtemps réglée de manière sanglante. Le fratricide est institutionnalisé par Mehmed II, le vainqueur de Byzance.

Après l'installation de la capitale à Constantinople en 1457-1458, Mehmed II promulgue le premier droit turc et jette les bases de l'organisation de l'empire. Le gouvernement est dirigé par le grand vizir, nommé par le sultan et souvent choisi parmi les janissaires, lequel est assisté par quatre vizirs dont le *reis effendi* (ministre des Affaires étrangères). Le Conseil impérial, ou *divan,* comprend également les gouverneurs de Roumélie (partie de la péninsule des Balkans sous domination ottomane) et d'Anatolie, le grand amiral de la flotte impériale, et l'*agha,* le chef des janissaires. Y siègent encore le *kadi asker,* qui fait office de ministre de la Justice, et le *defterdar,* en charge de l'administration des finances. Le *kadi asker* est représenté dans tout l'empire par des *kadi.* Le même système régit l'administration des finances.

L'Etat est divisé en provinces (*sandjak,* puis *vilayet* au XIXe siècle). Chacune est confiée à un gouverneur *(sandjak bey)* nommé par le sultan et relevant de son autorité. Chef militaire de la province, le *sandjak bey* est également chargé de contrôler l'activité économique et l'administration. Sur le modèle de Constantinople, il est assisté d'un *divan.*

Ce système très centralisé finit par atteindre ses limites. Il se montre peu adapté à la croissance territoriale de l'empire aux XVIe et XVIIe siècles. Selon un phénomène classique, plus elles sont éloignées du centre, plus les provinces tendent à réclamer une large autonomie. La Porte s'en accommode aussi longtemps qu'elles lui versent le tribut, signe de la reconnaissance de sa suzeraineté. Malgré ses insuffisances, voire ses ratés, cette machine administrative fonctionne cependant globalement jusqu'à la fin du XVIIIe siècle.

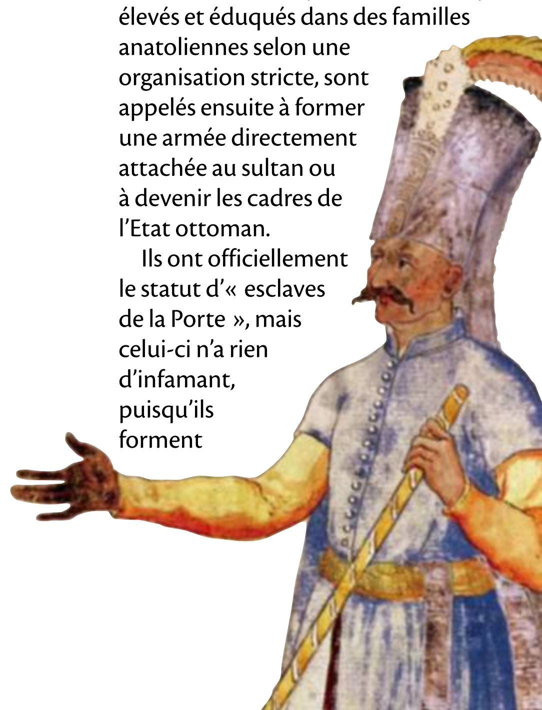
Au fil du temps, ce système ne suffit pourtant plus. Il se dégrade tout au long du XIXe siècle, comme le montre l'accession à l'indépendance de l'Egypte de Méhémet Ali. L'empire doit faire face, à la même époque, à la révolte des populations chrétiennes des Balkans. Le sultan conserve d'abord une souveraineté nominale sur ces territoires (Serbie, Roumanie, Bulgarie), avant de leur accorder la souveraineté complète. L'action des puissances européennes s'inscrit également dans ce processus de détricotage. C'est le cas de la France qui établit, en 1830, sa souveraineté sur l'Algérie, puis impose, en 1881, un régime de protectorat à la Tunisie.

Quel rôle jouent les janissaires ?

La création des janissaires (« nouvelle troupe ») revient à Murad Ier (v. 1362-1389). L'origine en est le droit du prince au cinquième des prisonniers faits au cours de la guerre sainte. C'est probablement lorsque Murad se retrouve maître de la Thrace que l'idée lui vient de se constituer une armée à partir du matériel humain procuré par les razzias.

Le système est perfectionné sous Bayezid Ier (1389-1402) à l'origine d'une réforme décisive. Il instaure en effet le système du *devchirme,* le « ramassage » régulier de jeunes chrétiens entre 10 et 15 ans qui, islamisés, turquisés, élevés et éduqués dans des familles anatoliennes selon une organisation stricte, sont appelés ensuite à former une armée directement attachée au sultan ou à devenir les cadres de l'Etat ottoman.

Ils ont officiellement le statut d'« esclaves de la Porte », mais celui-ci n'a rien d'infamant, puisqu'ils forment





Kaléidoscope de peuples
Ci-contre : *Musulmans priant dans la mosquée Bleue d'Istanbul*, par Jean-Léon Gérôme, 1878 (collection particulière)
Page de droite : *Dames phanariotes*, par Daniel Valentine Rivière, milieu du XIXe siècle (Istanbul, Pera Müzesi).

une élite respectée et redoutée. Corps d'infanterie, ils ne tardent pas à s'imposer comme l'épine dorsale de l'armée ottomane. Ils font la démonstration de leur valeur militaire en 1389 à la bataille de Kosovo Polje contre les Serbes, puis en 1396 à la bataille de Nicopolis contre les Hongrois. Certains accèdent aux plus hautes charges de l'Administration impériale. Plusieurs grands vizirs seront issus de leurs rangs.

Au nombre de 140 000 à leur apogée, ils sont stationnés à Istanbul, la résidence impériale depuis la chute de Byzance, et dans les autres grandes villes de l'empire. Leur proximité avec le sultan fait aussi que, selon un processus classique, ils deviennent peu à peu une garde prétorienne. Les sultans s'appliquent à s'assurer de leur fidélité en leur versant un don de joyeux avènement. Cette précaution ne suffit pas toujours. Les révoltes des janissaires rythment l'histoire de l'empire. Ils contribuent même au départ de plusieurs sultans. C'est notamment le cas de Bayezid II, en 1512.

Les janissaires connaissent une fin tragique. S'opposant à toute réforme de leur corps, ils finissent par devenir un obstacle à la modernisation de l'empire, dont l'amorce du déclin a démontré la nécessité. Le 15 juin 1826, le sultan Mahmud II profite d'une énième révolte pour se débarrasser d'eux. Il donne le signal en déployant l'étendard du Prophète. La masse populaire, chauffée par les oulémas, se précipite en renfort de l'armée. Les janissaires sont massacrés à coups de boulets, brûlés dans leurs casernes, égorgés dans les rues. L'entreprise de liquidation est achevée par des commissions militaires à Istanbul et dans les provinces. Au total, sur un effectif de 140 000 hommes, 120 000 sont ainsi massacrés ou exécutés.

Comment définir la politique religieuse de l'empire ?

La politique religieuse de l'empire s'organise autour du système des *millet*. Celui-ci répond à la volonté du pouvoir ottoman de contrôler les populations divisées, non selon leurs ethnies, mais selon leurs religions, dont ils nomment les dignitaires. Cette politique va de la plus grande tolérance aux plus terribles massacres, les plus connus étant naturellement ceux des Arméniens.

En dehors des enfants enrôlés dans le corps des janissaires, les conversions forcées de chrétiens sont rares. La très grande majorité des conversions s'est faite chez des chrétiens pauvres pour échapper à l'impôt prélevé sur les non-musulmans.

Longtemps, les non-musulmans ont été partagés entre trois *millet*, les chrétiens orthodoxes, les Arméniens et les juifs. En ce qui concerne l'Eglise orthodoxe, ses fidèles forment le *millet* des *rum* (anciens sujets de l'Empire romain d'Orient), qu'ils relèvent de l'autorité du patriarcat de Constantinople, du patriarcat serbe de Pec ou des métropoles roumaines de Valachie et de Moldavie. Ce système a eu pour conséquence que les populations orthodoxes des Balkans ont eu pendant des siècles leur Eglise comme principale référence identitaire, la langue n'en étant qu'une référence secondaire. Celle-ci n'est devenue fondatrice de leur nation qu'au XIXe siècle. Le *millet* arménien est reconnu après la chute de Trébizonde, en 1461, avec juridiction sur tous les chrétiens d'Orient (assyriens, coptes, syriaques). Le *millet* juif est constitué dès la fin du XVe siècle, même si sa charte officielle ne date que de 1839.

Les *millet* sont dotés d'un dirigeant qui est l'interlocuteur unique des autorités ottomanes. Ils possèdent en outre des tribunaux séparés en matière de statut personnel. Les minorités religieuses disposent ainsi d'une certaine autonomie.

Au cours du XIXe siècle, le nombre des *millet* augmente. On en compte une quinzaine en 1914. Lors de la mise en place de la Constitution de 1876, puis de sa remise en vigueur en 1908, une grande partie des élites défend encore l'idée d'une identité ottomane dépassant les clivages religieux. Cette conviction ne résiste pas aux ingérences des puissances étrangères, qui utilisent le système du *millet* pour s'ériger en protectrices de minorités religieuses, les Russes pour les orthodoxes, les Français pour les catholiques, les Anglais pour les juifs. Elle cède aussi devant la montée des nationalismes, tant parmi les musulmans que parmi les non-musulmans. Les nationalistes turcs inscrivent dès lors dans leur programme l'abolition des *millet*, dénoncés comme des Etats dans l'Etat et des têtes de pont des puissances européennes dans l'empire.

Quelle influence les Grecs ont-ils exercée dans l'empire ?

De nombreuses populations grecques sont déjà passées sous la souveraineté ottomane avant la chute de Byzance en 1453. C'est le cas de la plus grande partie de la Grèce actuelle et des villes grecques d'Asie Mineure. Après la prise de Byzance, il ne reste plus que quelques poches comme le Péloponnèse, déjà soumis à un tribut, et la Crète, qui tomberont l'une après l'autre. Ces conquêtes achèvent de faire de l'Empire ottoman un ensemble multireligieux et multiethnique, une dimension encore accentuée lorsque les sultans étendent leur souveraineté sur la plus grande partie du monde arabe, d'Alger au Caire et de Damas aux lieux saints de l'islam.

Cette dimension est prise en compte par les sultans, notamment à l'égard des Grecs, contre lesquels il n'est à aucun moment question de lancer une politique de persécution. Pourtant, le refus du nouveau pouvoir et la crainte de représailles ont poussé de nombreux Grecs à partir pour l'Occident – c'est le cas d'intellectuels – ou à se réfugier dans les montagnes. Un signal fort est cependant rapidement donné par Mehmed II, en accordant à l'Eglise grecque un statut et une organisation durables. A son initiative, Georges Scholarios Gennadios est nommé patriarche. La « nation » grecque sera gérée et représentée par le patriarcat. Les différends entre Grecs seront résolus par des tribunaux orthodoxes. Enfin, le libre exercice du culte est accordé. Ce système avantageux ne les dispense pas du paiement de la capitation, l'impôt exigé des non-musulmans.

Malgré cette contrainte, les Grecs occupent des positions solides dans le commerce, qu'ils contrôlent aux côtés des Arméniens. Ce constat vaut particulièrement pour Constantinople. On les trouve encore jusque dans les hautes sphères de l'administration. Ils occupent ainsi régulièrement le poste de drogman qui, en sa qualité d'interprète officiel, sert d'intermédiaire entre le gouvernement et les puissances occidentales, une position qui lui permet d'exercer une réelle influence sur le cours de la diplomatie ottomane.

Dans ce tableau, une place à part est occupée par l'aristocratie phanariote, du nom du quartier du Phanar, à Constantinople, où beaucoup de Grecs ont trouvé refuge après la prise de la ville. Ce groupe d'une soixantaine de familles, parmi lesquelles les Ghica, les Cantacuzène, les Callimachi, les Mavrocordato, accède à de hautes responsabilités. C'est généralement en leur sein que les drogmans sont recrutés. A partir du début du XVIIIe siècle, les sultans leur confient également la tâche de gouverner en leur nom, sous le titre de hospodar, les principautés danubiennes de Moldavie et de la Valachie, noyau de l'actuelle Roumanie.

Le tournant intervient en 1821, date du début de l'insurrection grecque. Les sultans retirent leur faveur aux familles phanariotes, dont la plupart vont choisir l'exil en Grèce, en Roumanie, en Russie ou en France. Avec l'accès de la Grèce à l'indépendance, le poids des Grecs dans l'empire diminue fortement. Le mouvement se poursuit avec la perte de Chypre en 1878, de Salonique en 1912, de la Crète en 1913. Il ne reste plus dans l'empire que les populations grecques de Constantinople, de la Thrace restée ottomane et d'Asie Mineure. Elles y conservent certes leur influence. Pourtant, la Grande Guerre leur porte un coup fatal. Dans le sillage de la défaite et de la révolution kémaliste, des échanges de population mettront fin à des siècles, voire à des millénaires d'histoire.



Comment s'explique l'alliance entre la France et l'Empire ottoman ?

Reposant sur une hostilité commune aux Habsbourg, l'alliance scellée en 1536 entre François Ier et Soliman le Magnifique inaugure une tradition de la diplomatie française qui sera longtemps fondée, non sur des critères religieux ou idéologiques, mais sur l'intérêt national. Il s'agit ici de l'alliance entre le roi très chrétien et le souverain de la première puissance musulmane. Elle s'inscrit dans le cadre des « Capitulations » passées à cette date entre les deux Etats, puis renouvelées en 1569. Celles-ci jettent les bases de la présence française dans l'empire. Les sujets du roi acquitteront *« les taxes ordinaires selon les coutumes ordinaires »*, soit des droits de douane limités à 5 %, et seront placés sous la protection de leur ambassadeur et de leurs consuls établis à Constantinople, Alexandrie, Tripoli de Syrie et Alger. L'ambassadeur de France sera longtemps le seul représentant diplomatique accrédité auprès de la Sublime Porte.

L'alliance franco-ottomane dure jusqu'à l'expédition d'Egypte de 1798. Sur cette période de plus de deux siècles et demi, elle connaît un certain nombre de temps forts. Aussi bien sous François Ier que sous Henri II, des opérations militaires communes sont organisées, notamment sur mer. Durant l'hiver de 1543-1544, la flotte de Barberousse, le grand amiral de Soliman, mouille plusieurs mois à Toulon. Dans la logique de cette alliance, la France est absente de la coalition catholique, réunie à l'initiative de Pie V, qui défait, en 1571, la flotte turque à Lépante. Ce choix préfigure celui de Louis XIV, qui refuse, en 1683, de s'associer à la Sainte Ligue constituée pour venir au secours de Vienne assiégé par les Turcs. Il ne participe pas davantage à la contre-offensive au terme de laquelle la Hongrie est reconquise par les Habsbourg. Signe fort de cette alliance, c'est auprès de la cour de Versailles que la Sublime Porte nomme son premier ambassadeur résident. En 1739, le soutien de la diplomatie française aide les Ottomans à conclure le traité de Belgrade, par lequel ils recouvrent Belgrade et la Valachie. Par ailleurs, des spécialistes français collaborent ensuite à la modernisation de l'armée ottomane. C'est notamment le cas de Claude Alexandre de Bonneval et de François de Tott.

Au XIXe siècle, l'alliance ne renaît pas de ses cendres. Avec l'Angleterre et la Russie, la France participe même à la coalition qui intervient au secours de l'insurrection grecque. Sa flotte contribue à la victoire navale remportée en octobre 1827, à Navarin, sur la flotte turco-égyptienne. Elle se retrouve cependant aux côtés de son ancien allié lors de la guerre de Crimée (1853-1856). Mais il est d'autres canaux par lesquels l'influence française s'exerce. Les idées françaises inspirent le mouvement des réformes. Les élites ottomanes parlent d'ailleurs fréquemment le français. La meilleure illustration en est l'ouverture, en 1868, du lycée de Galatasaray, fondé avec l'appui du gouvernement français. Presque entièrement importé de France, l'enseignement y est donné en français. Une autre forme de la présence française est la prépondérance acquise par les capitaux français dans les investissements étrangers dans l'Empire ottoman. A la veille de la Grande Guerre, elle dépasse la barre des 50 %. Créée en 1856, la Banque impériale ottomane, dans laquelle les intérêts français sont représentés par la Banque de Paris et des Pays-Bas, est un vecteur majeur de cette présence. Cette place est encore confirmée par l'accord économique passé entre les deux Etats en avril 1914.



Représentation
Page de gauche : *Portrait de Méhémet Saïd Pacha, ambassadeur du sultan Mahmud Ier, à Versailles en 1742*, par Jacques André Joseph Aved, dit le Camelot ou le Batave, 1742 (Versailles, musée du Château). A droite : *Le Sultan Abdülmecid Ier*, école ottomane, 1850-1859 (Istanbul, Pera Müzesi).

En quoi consistent les *tanzimat*, le mouvement de réformes lancé en 1839 ?

Ce mouvement répond à la volonté d'arrêter le lent déclin de l'Empire ottoman, alors sous le coup de la perte de la Grèce. Mais celle-ci s'inscrit dans un mouvement plus vaste, amorcé au siècle précédent. Le sultan Mahmud II avait préfiguré ces réformes, en déclarant, dès 1830 : « *Je fais la distinction entre mes sujets, les musulmans à la mosquée, les chrétiens à l'église et les juifs à la synagogue, mais il n'y a pas de différence entre eux dans quelque autre mesure. Mon affection et mon sens de la justice pour tous sont forts, et ils sont en vérité tous mes enfants.* »

Les *tanzimat* sont inaugurés en novembre 1839 avec la promulgation du *hatt-i sharif* de Gülhane par le sultan Abdülmecid Ier. Cette charte impériale proclame l'égalité de tous les sujets de l'empire, quelles que soient leur religion et leur nationalité, le droit à la justice pour tous, une répartition équitable de l'impôt, l'institution du service militaire. D'autres réformes suivent : sécularisation du droit criminel et d'une partie du droit civil (1847), premier Code du commerce (1850), Code pénal (1858), création de plusieurs niveaux d'enseignement (école primaire avec des instituteurs appointés par l'Etat, écoles primaires supérieures, université d'Istanbul, autorisation faite aux étrangers d'acquérir des biens immobiliers en pleine propriété). Le gouvernement central est réorganisé sur le modèle européen avec des ministères, un Conseil d'Etat et une Cour suprême de justice.

Le point culminant des réformes est atteint en 1876 par la promulgation d'une Constitution suivie de l'élection d'un Parlement. Mais les défaites face à la Russie (1877) et l'humiliant traité de San Stefano (mars 1878) cassent la dynamique des réformes. Il est facile de les rendre responsables de ce nouvel échec. C'est en tout cas, le point de vue du sultan Abdülhamid II qui décide, en 1878, d'abolir la Constitution et de suspendre le Parlement *sine die.*

Pourquoi l'empire devient-il *« l'homme malade de l'Europe » ?*

La paternité de la formule revient au tsar Nicolas Ier. Elle enregistre le phénomène du déclin de l'Empire ottoman. De quand le dater ? De l'échec du second siège de Vienne en 1683, aussitôt suivi de la reconquête de la Hongrie par les Habsbourg ? Mais en 1739, les Ottomans réussissent à les mettre en échec et à reprendre Belgrade et la Valachie. Dès lors, il est sans doute plus juste de partir du traité de Kutchuk-Kaïnardji de 1774 qui, conclu au terme d'une guerre de six ans avec l'Empire russe, voit un recul des Ottomans en mer Noire (perte de la Crimée). A compter de cette date, le processus est ininterrompu et paraît irréversible. De crise en crise, l'empire recule inexorablement en Europe, en Asie et en Afrique.

Ce recul prend deux formes différentes, mais qui finissent par se rejoindre. Il s'agit d'abord de la sécession complète d'un territoire. C'est le cas de la Grèce, ou du moins d'une partie, qui acquiert son indépendance en 1829. Des annexions ultérieures, sur terre comme sur mer, élargiront ce noyau. D'autres fois, Constantinople accorde une large autonomie à certaines de ses possessions : Serbie (1829), principautés danubiennes, plus tard Roumanie. Mais pour tous ces territoires, l'aboutissement est le même : l'accession à la pleine souveraineté et donc la rupture de tout lien avec la Porte. Pour la Roumanie et la Serbie, en 1878, au congrès de Berlin, pour la Bulgarie, en 1908. Pour porter le coup de grâce à l'ennemi héréditaire, ces Etats se coalisent en 1912 et déclenchent les hostilités. Au terme de deux guerres, il ne reste plus à l'Empire ottoman de ses possessions européennes qu'un ultime tronçon autour d'Edirne.

Rien de cela n'aurait cependant été possible sans une forte implication des grandes puissances allant jusqu'à l'ingérence. Les Grecs auraient sans doute échoué à conquérir leur indépendance sans la mobilisation à, leurs côtés, des Russes, des Anglais et des Français. Cette belle unité est pourtant très rare. Depuis Catherine II, les tsars rêvent de s'installer à Constantinople et de contrôler les détroits. Pour parvenir à leurs fins, ils utilisent l'arme religieuse en se proclamant les protecteurs des orthodoxes de l'Empire ottoman. Pour les Anglais, il n'est pas question de laisser les Russes accéder à la Méditerranée. Les Français, pour leur part, se veulent les protecteurs des catholiques d'Orient : c'est le début d'une longue histoire entre la France et le Liban. Londres et Paris s'allient pour faire barrage aux Russes, dont les ambitions deviennent trop agressives. Cette alliance les conduit à intervenir conjointement en 1854 en Crimée. Cette main protectrice des Anglais empêche longtemps les Russes de progresser vers leur objectif. Il est vrai que le rapprochement entre Londres et Saint-Pétersbourg dans le sillage de l'Entente cordiale de 1904 change la donne. On voit alors l'Allemagne, lancée dans sa *Weltpolitik,* s'employer avec succès à s'assurer de solides positions à Constantinople. C'est vers elle, notamment, que les Turcs se tournent pour moderniser leur armée. Ce qui va, pourtant, finir par entraîner l'Empire ottoman dans l'engrenage qui conduit à la Première Guerre mondiale.



Nostalgie impériale Ci-dessus : *La Bataille de Navarin, le 20 octobre 1827,* par Thomas Luny, 1828 (Londres, National Maritime Museum). Page de droite : *Le Nouvel Homme malade,* par Adrien Barrère, *Le Rire,* série rouge, 1918. Ci-dessous : plus d'un million de Turcs s'étaient rassemblés, le dimanche 7 août 2016, à Istanbul, en soutien au président turc Recep Tayyip Erdogan après la tentative de putsch du 15 juillet.





© CARICADOC/LEEMAGE.

De quoi l'empire est-il mort ?

Le ver était depuis longtemps dans le fruit. Mais il est évident que la Grande Guerre a porté le coup de grâce à l'Empire ottoman. Comme à l'Autriche-Hongrie, la durée du conflit lui a été fatale. Dans l'hypothèse d'une guerre courte, à laquelle tous croyaient, l'histoire aurait pu prendre un autre cours. Mais au fil des années, la guerre a joué sur les lignes de faiblesse préexistantes et les a amplifiées.

L'Empire ottoman a opté pour le mauvais camp. Mais pouvait-il faire autrement ? Après le dénouement des guerres balkaniques, il était dans la nature des choses que, comme la Bulgarie, l'autre grand vaincu, il ralliât les puissances centrales. L'armée turque a certes fait la démonstration de sa valeur militaire, comme la bataille des Dardanelles le démontre clairement. Mais, malgré le renfort de troupes allemandes et austro-hongroises, la partie devient inégale quand les Britanniques font alliance avec le nationalisme arabe. Les Ottomans perdent, l'une après l'autre, leurs positions dans le monde arabe, de Bagdad à Damas, du Hedjaz à Jérusalem. C'est pourtant avec le sultan que les Alliés négocient l'humiliant traité de Sèvres du 10 août 1920, même si son pouvoir n'est plus qu'une fiction, ou peut-être précisément pour cette raison.
Le traité et la soumission à l'étranger sont des pièces supplémentaires inscrites au procès du régime par les kémalistes. La Grande Assemblée nationale siégeant à Ankara vote son abolition en novembre 1922 et met fin du même coup à l'histoire de l'Empire ottoman. *Sic transit gloria mundi !*

Assiste-t-on à sa renaissance ?

Depuis l'accession au pouvoir de l'AKP de Recep Tayyip Erdogan, en 2002, un fort courant néo-ottoman s'est développé au sein du paysage politique turc. L'architecte de cette idéologie est Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères entre 2009 et 2014, puis Premier ministre d'août 2014 à mai 2016. Selon lui, le kémalisme a fait perdre son identité profonde à la Turquie. Repliée sur l'Anatolie, celle-ci se serait coupée de son environnement culturel et historique. La Turquie appartiendrait à trois espaces distincts : le monde arabo-musulman, au sud, l'Eurasie, à l'est, avec ses peuples turcophones (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan), et l'Occident, à l'ouest. L'idéologie néo-ottomane ne rejette pas l'orientation vers l'Occident, mais les autres options ne doivent pas lui être sacrifiées. De Sarajevo à Bagdad, d'Istanbul au Caucase, une même communauté d'âme existe autour de l'islam et de l'héritage ottoman.



Au nom de cette idéologie, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan s'emploie à mettre en œuvre une politique de présence dans cet espace ottoman. En témoigne cette déclaration d'Ahmet Davutoglu, à Sarajevo, en août 2011 : *« Nous avons été ici, nous sommes ici et nous serons toujours ici. »* En 2011, le « Printemps arabe » a paru ouvrir un vaste champ à l'influence turque dans des terres qui avaient appartenu autrefois à l'Empire ottoman. Ankara offrait à ses voisins un modèle qui associait l'islam à la démocratie. Les dérapages successifs du « Printemps arabe » ont eu pour effet de bloquer cette voie. Dans le même temps, la Turquie d'Erdogan s'est enfoncée de plus en plus dans un régime autoritaire, au point qu'elle en vient à ressembler à l'empire autoritaire entre 1878 et 1908. Comme si Recep Tayyip Erdogan tendait à prendre les traits d'un nouvel Abdülhamid II.

Professeur émérite de l'université Paris-IV-Sorbonne, Jean-Paul Bled est spécialiste de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe centrale. Il est membre du conseil scientifique du *Figaro Histoire*.

Par Nicolas Vatin

Soliman le Sultan magnifique

A la tête de la première armée du monde, le plus flamboyant des sultans ottomans a fait trembler l'Europe chrétienne durant près d'un demi-siècle.



Grand Turc A gauche : *Soliman le Magnifique, entouré de ses courtisans, reçoit le prince Jean Sigismond de Transylvanie*, miniature tirée de la *Chronique de la campagne de Szigetvár*, par Ahmed Feridun Pasa, 1568-1569 (Istanbul, Topkapi Sarayi Müzesi). A droite : *Soliman le Magnifique*, d'après Titien, vers 1530 (Vienne, Kunsthistorisches Museum).

Occidentaux et Ottomans ont fait de son règne un âge d'or. Mais les âges d'or n'existent pas. Du reste, les mutations de l'Empire ottoman, où certains ont vu un déclin, commencèrent vers le milieu du XVIe siècle. Soliman le Magnifique n'en fut pas moins un sultan exceptionnel. Mais la durée d'un règne de quarante-six ans (1520-1566) n'explique pas seule son importance : il a considérablement accru son empire ; il a réformé celui-ci ; il a été un grand mécène.

Arrivé au pouvoir à 25 ans, Soliman était depuis plusieurs années gouverneur de la province de Manisa. Mais beaucoup le croyaient faible et inexpérimenté : impression renforcée par le maintien de Piri Pacha, grand vizir de son père Selim Ier, et par le fait que, fils unique, il n'avait pas eu à lutter pour le trône. On comparait ce prince sans passé au terrible Selim Ier, qui avait déposé son père, terrassé le fondateur de la dynastie des Safavides en Iran, Chah Ismaïl, à Tchaldiran (1514), et conquis la Syrie et l'Egypte (1516-1517), mettant ainsi fin à l'Empire mamelouk, et devenant non pas calife (comme le veut une légende infondée), mais protecteur des deux saints sanctuaires de Médine et La Mecque.

Selim laissait un empire accru, plus prestigieux, rééquilibré, puisque le poids des musulmans y était plus important. Il laissait aussi une situation de crise. Le conflit oriental avait été coûteux, le commerce perturbé par l'embargo de 1515 sur la soie iranienne. Moralement, combattre des coreligionnaires était gênant : si, à la rigueur, le chiisme des Safavides avait pu justifier la guerre, il n'en allait pas de même avec les Mamelouks, sunnites sans reproche.

Soliman prit le contre-pied de son père. Il libéra les déportés d'Egypte, leva l'embargo de 1515. Nulle faiblesse : le gouverneur de Syrie, qui profita de la situation pour se soulever, fut maté, comme d'autres par la suite. Puis, le jeune sultan se tourna contre l'ennemi légitime : les chrétiens. Une campagne contre Louis II Jagellon de Hongrie permit la prise de Belgrade (29 août 1521), clef pour de futures progressions. Ce coup d'essai était un coup de maître : Soliman réussissait là où son arrière-grand-père Mehmed II (1444-1446 et 1451-1481) avait échoué, tout comme à Rhodes d'où, en 1522, il expulsa les chevaliers de Saint-Jean, assurant ainsi une meilleure liaison maritime avec l'Egypte et répondant aux vœux de ses sujets excédés de la course rhodienne et de la présence d'esclaves musulmans sur l'île.

Soliman confia alors le grand vizirat à son esclave et ami Ibrahim. Tous deux avaient moins de 30 ans : la jeunesse était au pouvoir. Ce fut une période de grands succès et d'ébullition culturelle. Hürrem Sultan (Roxelane), qui venait de lui donner





Un hiver à Toulon A gauche : *La Flotte ottomane de Barberousse dans un port français (probablement Toulon),* miniature de Matrakçi Nasuh, XVIe siècle (Istanbul, Topkapi Sarayi Müzesi). En bas : *tughra* (signature officielle) de Soliman le Magnifique, XVIe siècle (Istanbul, musée de la Calligraphie).

le premier de cinq enfants, allait demeurer à ses côtés une compagne aimée, épousée en 1534, et une conseillère écoutée. Avec Ibrahim, il collabora étroitement jusqu'au jour où, déconsidéré par le demi-échec de la campagne des deux Irak (1533-1536), devenu trop puissant et trop sûr de lui, le vizir fut exécuté dans la nuit du 14 au 15 mars 1536.

Les grands défis internationaux

Le conflit hongrois reprit. Le 29 août 1526, à Mohács, Louis II périt et son armée fut détruite. Pour Soliman, la Hongrie désormais était sienne, mais il n'annexa que deux provinces méridionales. Contre Ferdinand de Habsbourg, qui revendiquait le trône de Hongrie, il soutint le voïvode de Transylvanie, Jean Szapolyai, comptant vassaliser le pays et neutraliser la menace Habsbourg. La prise de Buda par Ferdinand amena la campagne de Vienne de 1529, échec dû au fait que l'armée ottomane, arrivée à la fin septembre, se retira avant l'hiver. Le conflit perdura. Cette rivalité se doublait d'une autre, avec le frère de Ferdinand, Charles Quint, dont Soliman contestait la revendication impériale, considérant qu'à lui seul revenait le titre d'empereur du monde. La mort de Jean Szapolyai, en juillet 1540, relança le conflit. Après une campagne pour défendre les droits du fils nourrisson du défunt, le centre du pays devint la province ottomane de Buda. L'ouest et le nord restaient à Ferdinand (qui s'engagea à verser tribut par le traité de 1547). Au petit Jean Sigismond revint un royaume vassal de Transylvanie (dont le banat de Temesvár fut détaché en 1551).

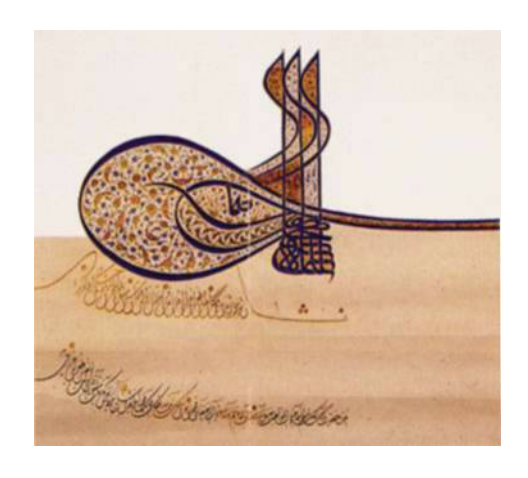
Les guerres hongroises se doublaient d'une guerre navale contre les intérêts de Charles Quint en Méditerranée occidentale. Le corsaire Hayreddin Barberousse, qui avait obtenu en 1521 de placer sous l'égide ottomane son royaume d'Alger, mobilisait utilement des forces espagnoles. Arrivé à Istanbul en 1533, il lança des opérations de revers épuisant l'ennemi. Le Saint-Siège s'efforçait de susciter des « ligues » chrétiennes : c'est une flotte hispano-vénéto-pontificale que Barberousse battit à Preveza en 1538. L'alliance avec la France, avec qui on avait un ennemi commun, se fit dans ce contexte. Soliman répondit à un appel à l'aide après la capture de François Ier à Pavie. Plusieurs opérations navales communes furent organisées. La plus célèbre vit le siège de Nice et l'hivernage des Ottomans à Toulon (1543-1544). Dès 1535, François Ier obtint d'avoir une ambassade permanente à Istanbul.

A l'est, les Safavides d'Iran, affaiblis, restaient populaires auprès de sujets ottomans séduits par leur chiisme duodécimain. Une certaine instabilité régnait aux frontières. Ibrahim Pacha poussait à l'action. Parti en campagne, en 1533, pour préparer la conquête de l'Irak, il commit l'erreur de s'enfoncer dans le plateau iranien, où l'ennemi reculait en pratiquant la tactique de la terre brûlée. Soliman dut venir à son secours. La difficile « campagne des deux Irak », achevée en 1536, donna aux Ottomans Bagdad et Erzurum. Après deux autres campagnes, en 1548-1549 et 1553-1554, la paix d'Amasya (1555) permit un compromis durable.

La conquête de l'Egypte, puis de l'Irak, confronta aussi les Ottomans aux Portugais qui, apparus dans l'océan Indien, détournaient la route des produits extrême-orientaux et menaçaient les lieux saints de l'islam. Les Ottomans contrôlèrent la mer Rouge et son détroit, intégrant provisoirement le Yémen en 1538, entamant la conquête de l'Abyssinie en 1555. Ils furent moins efficaces dans le golfe Persique, malgré le contrôle de Basra, puis du Lahsa (rive occidentale du golfe).

Les dernières années furent sombres. En 1553 fut exécuté le prince Mustafa, né d'un premier lit, soupçonné de vouloir détrôner un père vieillissant. La même année mourut Djihangir, le fils préféré, puis, en 1558, Hürrem, l'épouse chérie. Les héritiers survivants, Bayezid et Selim, se disputaient l'héritage. Dans la guerre civile de 1559-1560, Selim, soutenu par son père, l'emporta sur Bayezid qui fuit chez les Safavides et fut mis à mort en 1561.

Sur mer, le chef de la flotte ottomane, Piyale Pacha, prit Djerba aux Espagnols en 1560, mais échoua devant Malte en 1565. En Hongrie, des confrontations opposant notamment Jean Sigismond à Ferdinand n'empêchaient pas des négociations. Dans cette ambiance de fin de règne, Soliman, malade, prit, en 1566, la tête d'une campagne qui visait le fort de Szigetvár, dont la garnison nuisait à la tranquillité de la région et



aux communications ottomanes. Il s'agissait aussi de régler la question de la Transylvanie et d'afficher la puissance de l'empire malgré le déclin de la santé du sultan.

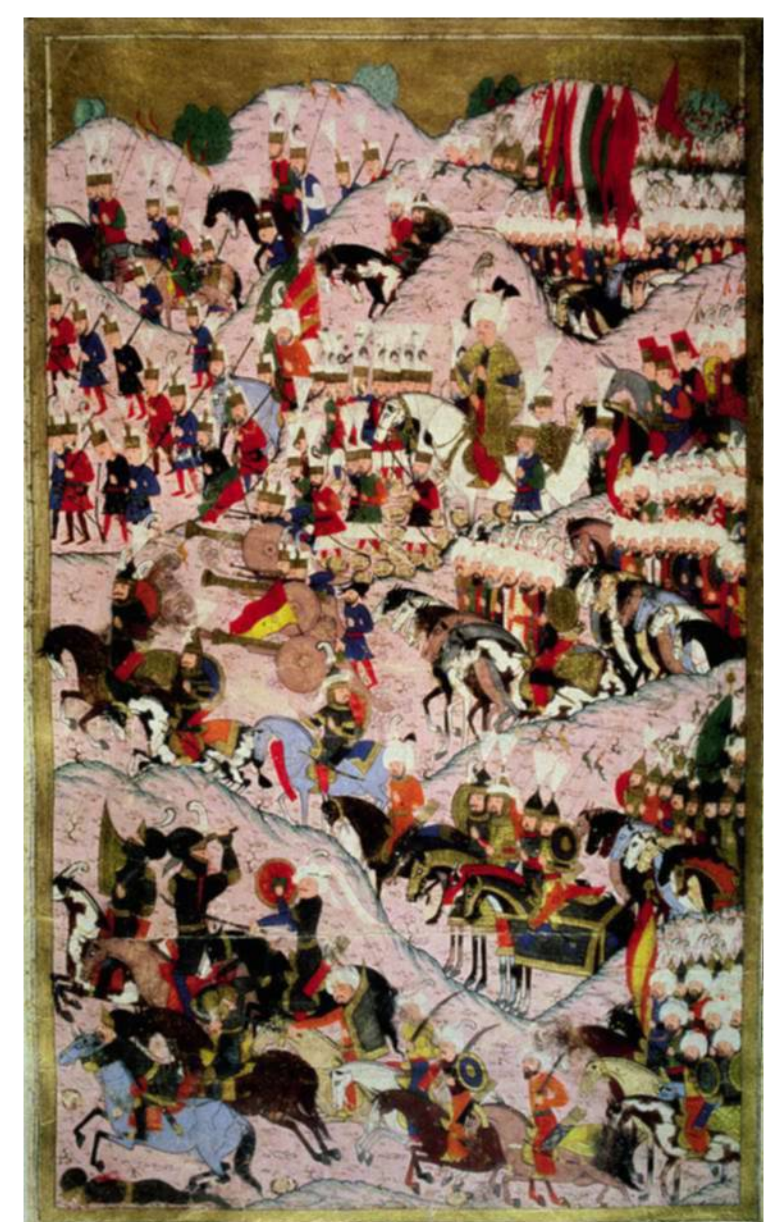
Soliman mourut devant Szigetvár, la veille de la conquête, dans la nuit du 6 au 7 septembre 1566.

Le Magnifique et le Législateur

Pour l'Occident, Soliman fut le Magnifique. Il soutint les poètes et les écrivains de tous horizons et favorisa l'histoire pour redorer le blason de son père par des « livres de Selim » et célébrer la dynastie et son règne par des « livres des Rois ». L'historiographe officiel, créé dans les années 1550, n'avait pas de monopole : on doit des chroniques au grand vizir Lütfi Pacha, au chancelier Djelalzade, à des personnages moins prestigieux comme Mustafa Ali de Gallipoli. A côté d'œuvres raffinées sur le modèle persan, des textes plus simples visaient le grand public. Les arts décoratifs fleurirent : calligraphie, enluminure, reliure, miniature, art du métal et orfèvrerie, tissus... L'âge venant, Soliman renonça au luxe voyant et à l'étalage des métaux précieux. La vogue des céramiques revint dans les années 1540 (vaisselle, panneaux décoratifs). Le fameux rouge tomate apparut dans les années 1550. Le mécénat de Soliman s'exerça particulièrement dans le domaine du bâtiment : son siècle fut aussi celui du célèbre architecte Sinan.

Pour les Ottomans, Soliman fut le Législateur *(Kanouni)*, soucieux d'assurer la justice et la prospérité à ses sujets. Son œuvre doit beaucoup à deux hommes. Djelalzade, chef des scribes impériaux en 1525, puis chancelier en 1533, créa une élégante langue administrative, digne d'un glorieux empire qui dorénavant écrivit en turc aux souverains étrangers. Dans bien des domaines, du reste, le turc s'imposa. Ebousououd, le *cheyhülislam* à la tête du corps désormais fortement structuré des oulémas, légiféra. Le *kanoun*, loi du sultan qui ne doit pas contredire la charia mais peut la compléter, n'est pas une innovation du règne. Mais celui-ci vit une multiplication des codes régionaux et l'élaboration d'un code général. On constate un renforcement de l'emprise de l'Etat et une volonté de conciliation du *kanoun* avec la charia, menée avec subtilité par Ebousououd, qui codifia notamment le statut de la terre. On visait à renforcer le sunnisme et l'encadrement religieux des musulmans de l'empire.

Quel homme transparaît derrière le sultan ? Un pieux musulman. Un homme de devoir et de justice – selon sa conception. Un homme cultivé dont la sobre noblesse impressionnait. Enfin, un homme fidèle. Son attachement à son épouse est légendaire. En quarante-six ans, il n'eut que neuf grands vizirs, dont cinq seulement furent démis. Ibrahim, l'ami de jeunesse, fut treize ans en fonction. Rüstem, son gendre et le protégé de Hürrem, quinze ans en deux fois. Djelalzade, à partir de 1525, Ebousououd, à partir de 1545, le servirent jusqu'au bout. Ainsi se dégage l'image d'un homme sérieux, travaillant avec un petit nombre de collaborateurs de confiance, le parfait honnête homme ottoman de son temps.



Plaine hongroise
Ci-contre : *Le Sultan Soliman le Magnifique lors de la bataille de Mohács, le 29 août 1526, face à l'armée du royaume de Hongrie commandée par le roi Louis II*, miniature tirée de *Hünername*, de Lokman, 1584 (Istanbul, Topkapi Sarayi Müzesi).

Directeur de recherches au CNRS et directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, Nicolas Vatin est spécialiste de l'histoire de l'Empire ottoman.

À LIRE de Nicolas Vatin et Gilles Veinstein



Le Sérail ébranlé
Fayard
540 pages
26,40 €



Sous le Signe du Croissant

Par Tancrède Josseran

Europe ou Orient ? Empire ou nation ? Tout au long de sa longue histoire, la Turquie a oscillé entre plusieurs identités. Sans jamais cesser de tenir le fil rouge de l'islam.



« TURC PÈRE »
Une statue de Mustafa Kemal Atatürk devant une mosquée, à Kirikkale, en Anatolie centrale.



En six siècles d'existence, la dynastie ottomane a laissé une empreinte fulgurante. Au tournant de l'an mille, une horde de cavaliers arrivés d'Asie centrale avait échoué aux confins de l'Anatolie. En quelques années, ces frustes conquérants arrachèrent le flambeau de l'empire universel à Byzance et reprirent leur chevauchée vers l'ouest, vers l'Europe.

Terre de conquête, modèle de civilisation mais aussi miroir de l'altérité, l'Europe fascine les sultans. Le monde chrétien, lui, tremble à la vue de l'oriflamme écarlate qui lèche le ciel de Vienne. « Il faut parler avec respect des canons du Grand Turc », s'exclame Maximilien d'Autriche.

Or, à partir du XVIIIe siècle, cet empire en apparence immobile, va essuyer le ressac des idées nouvelles. L'injection du principe des nationalités au sein de cet ensemble cosmopolite signe son arrêt de mort. Au crépuscule de la Sublime Porte, les élites ottomanes n'auront d'autre choix, pour survivre à l'Occident, que de devenir elles-mêmes l'Occident.

Démiurge de la Turquie moderne, Mustafa Kemal jettera, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les fondations d'un Etat-nation laïc et unitaire calqué sur l'Europe. Toutefois, derrière les grandes envolées lyriques, l'islam reste le fil caché de la nouvelle république. Un siècle plus tard, la présidence d'Erdogan vient de sonner le glas de cette marche forcée à l'Occident. A travers le néo-ottomanisme, les Turcs renouent aujourd'hui avec leur plus longue mémoire.

Depuis les plateaux de l'Altaï

Au début de l'ère chrétienne, les Turcs émergent de la brume de l'histoire. Un millénaire plus tôt, leurs ancêtres étaient sortis de la forêt sibérienne. Le passage de la taïga aux immensités herbeuses de l'Altaï avait accouché d'un type nouveau : le cavalier. Ces hauts plateaux qui se déroulent à l'infini délimitent le domaine des yourtes et des pasteurs. Là, les hommes des steppes sont passés maîtres dans l'art équestre et l'art de la guerre éclair. Contre leurs incursions, les Chinois ont construit la Grande Muraille.

La route du soleil levant scellée, les Turcs tournent leur regard vers le couchant. Au fur et à mesure de leur longue transhumance vers l'ouest, les petits cavaliers au crâne allongé et aux pommettes saillantes changent d'aspect. Ils repoussent ou assimilent les populations indo-européennes qu'ils trouvent sur leur chemin. A l'origine adeptes du totémisme, les Turcs délaissent, entre le VIIIe et le IXe siècle, les forces de la nature pour l'islam. Religion virile, la foi de Mahomet accompagnera désormais l'avancée des cavaliers touraniens. D'origine perse, le mot *Touran* désigne le Turkestan, « le pays des Turcs ». Dans un sens plus actuel, le pantouranisme renvoie à la volonté de réunir les peuples d'idiomes turcs et finno-ougriens. Finnois, Estoniens et Hongrois y sont inclus en raison de leurs origines ouralo-altaïques.

A l'orée du XIIIe siècle, une horde se détache. A sa tête, Ertoghrul (1198-1281) se taille un chemin à travers l'Asie



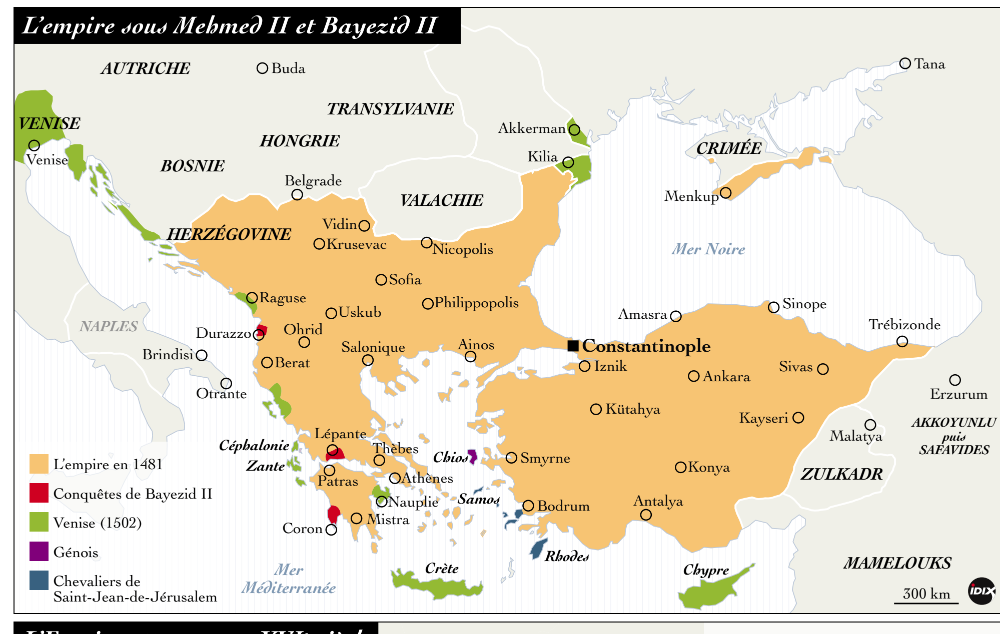
Symboles Page de gauche : le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan durant un meeting au quartier général de son parti l'AKP (Parti de la justice et du développement), à Ankara, en juillet 2012. Derrière lui : le drapeau turc et le portrait de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république de Turquie, à côté de son propre portrait. Ci-dessus : des soldats turcs en costume de janissaires durant les commémorations de la conquête de Constantinople (1453), célébrées à Istanbul en mai 2011.

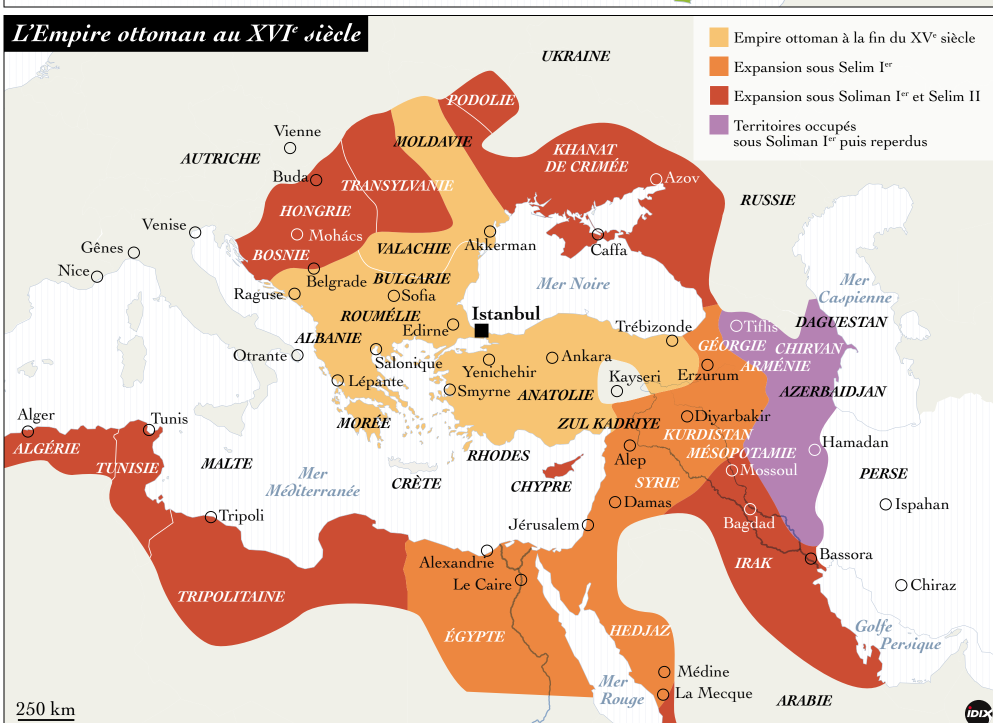
Mineure, jusqu'aux rives du fleuve Sakarya où il s'exclame : *« Plantez ici vos tentes. »* Deux siècles plus tôt, les Turcs seldjoukides avaient balisé la voie. La victoire de Manzikert sur les Byzantins (1071) avait ouvert l'Anatolie à la déferlante touranienne. Mais, éclatés en plusieurs branches rivales, les Seldjoukides étaient rapidement entrés en décadence. La horde d'Ertoghrul prend la relève. Pointe avancée de l'Asie, la péninsule bordée de trois mers dessine un déversoir naturel. A son extrémité viennent expirer une à une les grandes vagues d'invasions surgies depuis des millénaires des profondeurs du continent. L'arrivée d'Ertoghrul consacre l'union d'un peuple avec un sol, la jonction d'une géographie exceptionnelle et d'une destinée manifeste.

Osman Ier, le fils d'Ertoghrul, voit en rêve une lueur se poser sur son nombril. Il en surgit un arbre vigoureux. Ses ramages envahissent tout l'univers. Sur chacune de ses branches chantent des oiseaux chatoyants. Ce songe miraculeux annonce la naissance d'une puissance planétaire. Trois siècles plus tard, sur les décombres de Byzance, les descendants de la horde gouverneront un immense empire. Au XVIe siècle, il atteindra son zénith. Du Danube à l'Euphrate et de l'Atlas au Caucase, la Sublime Porte étendra son ombre. Alors que les armées du sultan marcheront sur l'Europe centrale, le pavillon ottoman disputera la Méditerranée aux Européens.

Mais si l'empire combat les Européens, son cœur originel, lui, bat en Europe. Car loin d'être un rideau infranchissable, la mer Egée jette un pont de l'Anatolie aux Balkans. De manière symbolique, le passage des Turcs en Europe acte une succession impériale. Dès 1346, soit un siècle avant la chute de Constantinople, à la demande de l'empereur byzantin, le sultan Orhan a franchi les Dardanelles pour combattre les Serbes. Ainsi la Roumélie, « pays des Romains », a-t-elle connu le joug du Croissant aussi tôt et quasi aussi longtemps que l'Anatolie. Avant Constantinople, Andrinople (Edirne) a été la première capitale ottomane. Par comparaison, les provinces arabes ne rejoindront que tardivement le giron de la Sublime Porte. Sous le vernis de l'islam pointe dès lors la résurgence de l'idéal romain. Transfigurée, la conquête ottomane acquiert une dimension universelle.

Le règne du sultan Bayezid Ier (1389-1402), fils d'une princesse byzantine, illustre cette métamorphose lorsqu'il s'intronise « sultan des Romains ». Cinquante ans plus tard, Mehmed II (1451-1481), pétri de culture antique, poussera à son terme cet héritage. Il adresse au pape Pie II (1458-1464)





Expansion
Après la prise de Constantinople (1453), Mehmed II poursuit la conquête des Balkans et de l'Anatolie orientale. Son fils Bayezid II ôte aux Grecs leurs dernières possessions, notamment Lépante et Coron. Après lui, Selim Ier achève la conquête de l'Anatolie orientale, puis ravit aux Mamelouks la Syrie, la Palestine, le Hedjaz et l'Egypte. L'empire, considérablement agrandi, va connaître son apogée avec son fils Soliman, qui annexe la Hongrie, et Selim II. L'empire s'étend alors des frontières de l'Autriche au golfe Persique, et des rivages de la mer Noire aux confins algéro-marocains.

une missive où il s'étonne que Rome lui soit hostile. L'*Enéide* ne fait-elle pas de l'Anatolie leur berceau commun ? Le sultan n'est plus seulement un soldat de la foi islamique, un *ghazi*, mais le César d'un ordre nouveau. Georges de Trébizonde, philosophe grec, expose cette continuité dans une lettre à Mehmed II : *« Le siège de l'Empire romain est Constantinople : celui donc qui détient cette ville en droit est empereur… Or, celui qui est empereur des Romains est aussi empereur de tout le globe terrestre. »*

L'empire des deux rives

La conquête a provoqué un brassage des peuples qui propulse un nouveau type d'homme : l'Ottoman. Le substrat anatolien, observe Arnold Toynbee, *« provenait des Hittites et de Phrygiens hellénisés. [L'Anatolie] a été turquisée par un petit nombre d'envahisseurs nomades »*. En effet, les sultans doivent gouverner des tribus fraîchement islamisées au milieu d'un creuset chrétien majoritaire. Langues et croyances se croisent. Ainsi, sur les bords de la mer Noire, les Grecs deviennent turcophones et écrivent le turc en alphabet hellénique. Certains saints trouvent leur équivalence d'une religion à l'autre. Les musulmans vénèrent saint Georges, tandis que les sanctuaires chrétiens attirent des pèlerinages œcuméniques. Au cœur même de l'appareil d'Etat, le sang turc se dilue. Les Slaves, les Grecs, connaissent une ascension éclair. Quelques noms émergent, comme les amiraux Barberousse, Grec de Mytilène, et Piyale Pacha, Croate, le peintre bosniaque Osman, l'architecte Sinan, Grec de Césarée (Kayseri). Entre 1453 et 1623, sur vingt-six grands vizirs, onze seront albanais, six, grecs, d'autres, serbes, bulgares, monténégrins, arméniens, géorgiens, italiens et cinq de pure souche turque.

Cette évolution découle du recrutement forcé d'enfants chrétiens qui, une fois convertis à l'islam, servent chez les janissaires ou se transforment en bureaucrates zélés. L'intérêt est double. D'une part, il crée un profil d'individu qui doit tout au sultan. De l'autre, il révèle des talents jusqu'alors

Bataille navale
Allégorie de la bataille de Lépante, au large de la Grèce, qui opposa la Sainte Ligue aux Ottomans, en 1571, par Véronèse, vers 1573 (Venise, Gallerie dell'Accademia). En quelques heures, la flotte ottomane est écrasée par les forces de l'Espagne, de Venise, de Gênes et du pape. Mais cette victoire reste sans lendemain, du fait de la désunion des nations européennes.

inexploités. Certains de ces chrétiens islamisés jouent un rôle décisif. C'est le cas du pacha Zaganos, qui convainc Mehmed II de mener jusqu'au bout le siège de Constantinople. Deux jours après la chute de la ville, il est investi grand vizir.

Le ralliement partiel de la population orthodoxe relève d'un constat simple : Latins et Turcs convoitent les restes de l'Empire byzantin à l'agonie. Or, accepter le secours des Latins reviendrait à sceller le ralliement du patriarcat orthodoxe à la papauté romaine. Une telle union signerait la fin de l'orthodoxie : impensable pour les Grecs. Sous la férule du sultan, trop heureux d'entretenir la discorde entre chrétiens, ce danger se dissipe au contraire. Quelques mois après la prise de Constantinople (1453), Mehmed II relève des décombres fumants de la ville la dignité de patriarche. Celui-ci concentre entre ses mains le magistère spirituel et temporel sur tous les orthodoxes de l'empire : plus que son prédécesseur à l'époque byzantine. Le patriarche est de fait le troisième personnage de l'Etat ottoman après le sultan et le grand vizir.

Le système des *millet* (nation) généralise cette formule : en échange d'une large autonomie juridique et religieuse, les chefs des communautés non musulmanes jurent allégeance au sultan.

Le bras armé de l'islam

Soudain, en 1517, tout bascule. L'empire, qui n'avait cessé de regarder vers l'Occident, s'épanche brusquement vers l'Orient. Les Ottomans extorquent aux Mamelouks du Caire le titre de protecteur des lieux saints de Médine et de La Mecque, et plus tard, la dignité de calife, commandeur des croyants. En tant que guide suprême de la foi du Prophète, le sultan calife réenracine l'empire dans l'islam sunnite. L'annexion de la Syrie, de l'Egypte et du Hedjaz rend les musulmans majoritaires. Le tropisme asiatique s'accentue alors de nouveau. Dorénavant, l'empire repose sur une double équation. Il est à la fois le légataire de l'idée d'empire universel et le bras armé du *Dar al-Islam* (monde de l'islam), en perpétuelle expansion.



Dès lors, l'antagonisme entre Ottomans et Européens devient structurel. Deux masses continentales, mues par deux croyances divergentes, s'entrechoquent. Toutes les deux prétendent à la même universalité. Grand théoricien de la synthèse islamo-nationaliste, le général Suat Ilhan résume cette divergence : *« Les guerres éclairent de manière significative les relations turco-européennes. Dans l'ordre, elles commencent au nord et au sud de la mer Caspienne par les vagues hunniques et seldjoukides. Sans interruption, ces guerres se poursuivent depuis mille cinq cents ans… Si l'on excepte l'époque arabe (640-1071) où l'Arabe prend la figure de "l'autre", celui-ci est, avant et après cette période, avant tout turc. Contre la menace turque, l'Europe s'est unie, elle a forgé son identité, sa mentalité. La civilisation occidentale a cherché et a trouvé [dans le Turc] "l'autre". »*

L'islam sera le principal moteur de l'expansion ottomane en Europe. Longtemps après la chute de Constantinople, le discours religieux continuera à galvaniser les armées ottomanes. Coté chrétien, l'appel à la foi résonne également. Dans son manifeste *De Europa* (1458), le pape Pie II exhorte l'Occident à s'unir. Martin Luther, dans sa *Guerre contre les Turcs* (1529), incite ses compatriotes à braver le *« fléau de Dieu »* avec la dernière force. Les Européens marquent deux points d'arrêt à la marée ottomane. Le premier, la bataille de Lépante (1571), anéantit en quelques heures la flotte ottomane.

Les Ottomans ne considèrent pas leur capital stratégique entamé pour autant. Chaque écolier turc apprend dès son plus jeune âge la réplique que le grand vizir Sokullu Mehmed aurait adressée à l'ambassadeur vénitien après la défaite : *« En détruisant nos forces navales, vous nous avez rasé la barbe. En conquérant Chypre, nous vous avons amputé le bras. Le bras coupé ne repousse pas, mais la barbe rasée repousse encore plus dru. »* Le second point d'arrêt, l'échec du siège de Vienne (1683) et le traité de Karlowitz (1699), est beaucoup plus grave, dans la mesure où, pour la première fois, l'empire cède des territoires conquis (Hongrie, Transylvanie). Dorénavant, les guerres coûteront de plus en plus cher alors que l'assiette territoriale et donc fiscale de l'empire ne cessera de s'amenuiser.

Le grand déclassement

En réalité, derrière le fracas des armes, ce sont désormais deux conceptions du monde qui s'opposent. D'un côté, l'Empire ottoman repose sur l'idée d'un ordre immuable d'essence divine. La mission première du sultan est de maintenir à sa place chaque groupe de la société et chaque personne qui la charpente, garantissant ainsi la cohésion de l'Etat à travers le



temps. Les innovations sont donc regardées avec suspicion car susceptibles d'altérer cet ordre idéal. De l'autre côté, à partir de la Renaissance, l'Europe substitue au règne de Dieu le règne de l'homme. C'est la modernité. Ce processus aboutit à la sécularisation des croyances et à la promotion de la science. Au fur et à mesure, l'écart entre Européens et Ottomans se creuse. Dès le XVIIe siècle, la Sublime Porte encaisse un triple déclassement technologique, économique et politique. Il va conduire l'empire à la stagnation, puis à la désagrégation.

Jusqu'au début du XVIe siècle, les Ottomans contrôlent les grandes routes maritimes vers l'Europe. Mais tout chavire avec la découverte de l'Amérique et le doublement du cap de Bonne-Espérance : l'Empire ottoman n'est plus le centre du monde et les Européens dominent les océans. A la même époque, la croissance des industries européennes inonde l'empire de produits manufacturés. Enfin, la Révolution française consacre l'ultime grande rupture. Qu'il soit chrétien ou musulman, elle sape l'ordre divin. Un diplomate ottoman s'effraie : *« Les révolutionnaires ont fait traduire dans toutes les langues et publier dans les pays cette déclaration subversive qu'ils appellent "droits de l'homme" et se sont efforcés d'inciter les peuples des nations et des Eglises à se révolter contre les rois dont ils sont les sujets. »*

A la fin du XVIIIe siècle, les sultans comprennent que les préceptes révolutionnaires portent en germe un péril mortel. Le principe des nationalités et son corollaire, la souveraineté nationale, éveillent chez les sujets chrétiens le désir d'indépendance. Pour ces raisons, et malgré l'appétit des puissances européennes, des convergences apparaissent entre la Porte et les Etats conservateurs du continent.

De 1568 à 1917, douze guerres ont opposé le tsar au sultan. Le tsar s'estime en effet investi d'un double sacerdoce : affranchir les Slaves de la férule ottomane et relever la croix sur Sainte-Sophie à Constantinople. Sous la houlette de Pierre le Grand (1682-1725), la Russie cherche à s'agréger au concert européen. La construction d'un Etat moderne exige d'acclimater sciences et techniques occidentales. Cela implique des lignes de communication rapides, et la Méditerranée, mer libre de glace, est l'une de celles-ci. Les *« détroits sont les clés de ma maison »*, renchérit Catherine II (1762-1796). Toutefois, au début du XIXe siècle, un rapprochement s'ébauche. A la suite de l'expédition de Bonaparte en Egypte (1798), une escadre russo-ottomane défie la France de Napoléon dans l'Adriatique. L'orthodoxie comme l'islam communie au même rejet des Lumières. Invité au congrès de Vienne (1815), l'empire peut dès lors s'insérer dans l'Europe de la Sainte-Alliance. La mission régulatrice que Metternich confie à la religion est adoptée sans difficulté par les Ottomans.

De plus, l'empire joue des inimitiés entre puissances européennes. Pour des raisons différentes, les grandes chancelleries craignent son implosion : Vienne, où l'architecture plurinationale est similaire, Londres, en raison du danger d'intrusions d'escadres russes en Méditerranée, qui menaceraient la route des Indes. La guerre de Crimée (1853-1856) illustre ce jeu de bascule diplomatique. Français et Anglais viennent au secours de la Porte et bloquent la descente du grand voisin du Nord vers les mers chaudes. Mais deux décennies plus tard, Saint-Pétersbourg prend sa revanche. Libérateurs des Bulgares, les Russes arrivent à quelques kilomètres de Constantinople. Les Anglais interviennent une nouvelle fois et obtiennent en retour le droit de planter l'Union Jack à Chypre. Le traité de Berlin (1878) sauve certes l'empire, mais au prix d'un tiers de sa superficie (Roumanie, Serbie, Monténégro).



Sur le pied de guerre Page de gauche, en haut : *Vue de la bataille de Vienne en 1683*, par Jan Wyck, XVIIe siècle (Vienne, Historisches Museum der Stadt Wien). En bas : un campement de cavalerie durant la guerre de Crimée (1853-1856). Ci-dessus : l'armée turque durant les guerres des Balkans, en 1912-1913.

Dans le même temps, les Européens placent peu à peu sous tutelle l'économie ottomane. Les pays européens se gavent de monopoles et de concessions. La dette publique passe sous le contrôle de l'étranger et génère des intérêts sans cesse plus exorbitants. Estropiée à l'extérieur, rongée à l'intérieur et percluse de créances, la maison d'Osman vacille. La crise profonde qui secoue l'empire ne laisse que deux options : devenir l'Occident ou disparaître.

Devenir l'Occident

A la fin du XIXe siècle, l'agonie de la Sublime Porte aiguise toutes les convoitises. Pour son malheur, la Turquie occupe une situation géographique exceptionnelle. Aussi, remarque l'ancien Premier ministre turc (2014-2016) et théoricien du néo-ottomanisme, Ahmet Davutoglu, *« si l'on excepte la révolution industrielle, le Moyen-Orient est un lieu qui a influencé l'histoire du monde. C'est pour cela que tous les pays qui ont prétendu à la prépondérance mondiale n'ont jamais renoncé à y mettre un pied. Le Moyen-Orient, et spécialement l'Anatolie, revêt pour ces Etats la forme d'un nœud symbolique. Toute puissance qui développe des ambitions en direction de l'Afrasie est obligée, comme Alexandre le Grand, de dénouer ce nœud »*.

Pour les Jeunes-Turcs, qui dominent la vie politique au crépuscule de l'empire, la restauration de l'Etat passe par le diptyque turcité-islam. C'est à l'élément turc de réaffirmer son rôle de noyau dirigeant et de coaguler autour de lui les populations musulmanes afin de mieux résister aux appétits extérieurs. En un mot, les Turcs s'approprient l'idée occidentale d'Etat-nation et répudient l'universalisme impérial.

Au lendemain des guerres balkaniques (1912-1913), c'est la nature même de l'empire qui change. L'arrivée en Asie Mineure



© MEPL/RUE DES ARCHIVES.

de centaines de milliers de réfugiés en provenance de Turquie européenne entraîne le passage d'un Etat pluriconfessionnel à un pays musulman. L'Anatolie devient l'ultime refuge des populations musulmanes. Jusque-là, dispersées dans un ensemble gigantesque, elles n'avaient pas d'existence propre. Les Jeunes-Turcs originaires des Balkans impriment au réduit anatolien leur marque anthropologique. Européens islamisés, ils élaborent un islam sans au-delà, qu'ils placent au service d'un projet d'ingénierie sociale. Les Arméniens font les frais de cette homogénéisation en 1915.

C'est à partir de ce socle compact et homogène que Mustafa Kemal lance, au lendemain du premier conflit mondial, la guerre de libération nationale contre l'Entente. Le traité de Sèvres (1920), au bas duquel Mehmed VI, l'ultime sultan, a apposé sa signature, a validé le dépeçage de l'empire. Le texte prévoit la création d'un Etat arménien indépendant dans la partie orientale du pays, d'une région autonome kurde au sud-est ; la France s'est octroyé la Cilicie ; l'Italie, le sud-ouest de l'Anatolie ; la Grèce, l'Anatolie égéenne et l'ensemble de la Thrace. Dressant les envahisseurs les uns contre les autres, Kemal rompt le faisceau de ses adversaires. Les nationalistes turcs repoussent l'invasion et châtient sans pitié les minorités chrétiennes coupables d'avoir pactisé avec l'étranger. Le 13 septembre 1922, alors que Smyrne se consume dans les flammes d'un gigantesque incendie, plusieurs millénaires de présence grecque en Asie Mineure prennent fin.

C'est toujours au cœur du bastion anatolien que Kemal proclame la République turque à Ankara (1923). Ultime pierre d'achoppement, la conférence de Lausanne réintègre la Turquie dans le concert des nations. Le jeune Etat entreprend aussitôt avec Athènes un vaste échange de populations. Dans son ampleur, le transfert concerne environ 500 000 musulmans de Grèce contre 900 000 orthodoxes de Turquie. Seuls les musulmans de Thrace occidentale et les Grecs d'Istanbul échappent à la migration forcée.

« Heureux celui qui peut se dire turc. » Par ces mots, Kemal conclut son discours fleuve de trente-six heures, le *Nutuk,* où le chef d'Etat turc brosse à grands traits son œuvre de redressement national. L'exclamation finale vise à redonner fierté en une grande histoire qui ne se limitera plus à l'ottomanisme. A travers la nouvelle république, Atatürk procède à une révolution anthropologique : le point d'arrivée de ce processus de régénération est un homme nouveau, vertueux et occidentalisé. La laïcité sera sa religion civique. Sans laïcité, pas d'Etat unitaire, sans Etat unitaire, pas d'Etat-nation. Dans l'esprit kémaliste, laïcité équivaut à laïcisation. Elle doit aboutir au déclin de la religion en termes de croyance et de pratique. Face à une foi qui prétend régenter tous les aspects de la vie en société, la république coiffe l'islam d'un ministère des Cultes *(Dinayet)*. Outre la prise en charge des desservants, l'Etat kémaliste insuffle à l'islam ses propres orientations scientiste et nationale. L'appel à la prière se fait en turc et les sermons sont prononcés au nom de la république.

Mais paradoxalement, l'islam reste le seul ciment identitaire du nouvel Etat. Les critères d'appartenance sont d'abord religieux. La laïcité concordataire pose les jalons d'une identité nationale sunnite. Véritable glu, l'islam dessine une même ligne d'horizon aux quarante-sept groupes minoritaires (ethniques, linguistiques) que dissimule la chape uniformisatrice de la république. Les strophes de l'hymne national, la *Marche de l'indépendance,* dévoilent ce fil caché : *« Vous ne tomberez jamais, toi et ma race. / Vous la méritez, la souveraineté de ce drapeau qui a vécu la liberté. / Vous la méritez, l'indépendance de ma nation qui a foi en Dieu. »*

La république s'est construite sur une double rupture géographique et culturelle. Porteurs d'un projet révolutionnaire, les kémalistes jugent que l'avenir du pays va de pair avec le rejet de l'Orient et de ses mirages. Construction cosmopolite, l'empire a épuisé, à leurs yeux, le sang turc. Au moment de l'abolition du califat (1924), Kemal jette un regard désabusé : *« Des millions*



© GRANGER COLL NY / AURIMAGES.

Fin de règne Page de gauche, en haut : Mehmed VI, dernier sultan de l'Empire ottoman (1918-1922), reçoit le représentant des princes allemands en juin 1918. Page de gauche, en bas : Abdülmecid II, dernier calife de l'empire (1922-1924), durant son exil en Suisse. A droite : Mustafa Kemal Atatürk, ayant décrété la suppression des caractères arabes en 1928, donne une leçon d'écriture suivant l'alphabet latin.



d'entre eux périrent dans les pays où ils allèrent. Savez-vous combien de garçons anatoliens sont morts dans la chaleur suffocante des déserts du Yémen ? » Au final, tous ces sacrifices ont été inutiles puisque, en pleine guerre mondiale, les Arabes ont trahi la solidarité islamique. Coup de poignard dans le dos, la rébellion arabe (1916) est à l'origine d'une solide rancune. Un dicton populaire exprime cette aversion : *« Ni le sucre de Damas, ni la tête de l'Arabe. »* En d'autres termes : *« Je préfère me passer de sucre que de voir la tête de l'Arabe. »*

Tout ce qui rappelle de près ou de loin l'Orient est banni. Le vocabulaire turc est épuré, l'alphabet arabe supprimé, le port du fez prohibé. Les Arabes deviennent pour les Turcs, *« tout ce qu'ils ne veulent plus être »*. A l'inverse, chez les Arabes, la chute de l'empire symbolise la fin d'une longue nuit. Les Turcs sont décrits comme brutaux, impies, barbares. Confondus à dessein avec les Mongols, ils sont jugés responsables du sac de Bagdad (1258) et donc de la disparition de la florissante civilisation abbasside. Pour finir, les Arabes accusent les Turcs d'avoir trahi l'islam en choisissant, à travers la laïcité, l'imitation la plus servile de l'Occident.

L'empire intérieur

Dans les premières décennies de la république, un voile recouvre le passé. Miroir négatif d'un idéal de civilisation, la Sublime Porte est assimilée à la défaite. Néanmoins, la République turque conserve de manière souterraine la conscience – aussi ténue soit-elle – de sa généalogie impériale. Elle entretient ainsi, au nord de la Syrie, le mausolée de Suleiman Chah (1178-1236), seule enclave nationale à l'extérieur de ses frontières. Jusqu'à une date récente, une garde d'honneur veillait nuit et jour sur la dépouille du grand-père d'Osman, le fondateur de la dynastie ottomane. Le sceau du président de la République illustre cet aller-retour entre nation et empire. Seize étoiles y entourent un disque solaire. Les étoiles représenteraient les seize émirats anatoliens originels ou les seize grands empires turcs des Huns aux Ottomans. Aujourd'hui, c'est la dernière lecture qui prévaut.

En 2002, l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan ouvre une nouvelle page. Jusqu'alors exclus du pouvoir, les « Turcs noirs », plus nombreux, plus ruraux, plus croyants, relèvent la tête. C'est toute une frange de l'Anatolie profonde, qui prend sa revanche sur les « Turcs blancs », les Européens islamisés, pour la plupart originaires des Balkans. Cette victoire du pays réel clôt huit décennies d'amnésie républicaine. L'islam et le souvenir de l'Empire ottoman scandent désormais l'avenir de la nouvelle Turquie. La boucle est bouclée : la République autarcique laisse de nouveau place à une revendication plus vaste qui fait de la Turquie l'héritière d'un grand empire à vocation universelle et à identité islamique. A l'heure de la mondialisation et de la dislocation des frontières, nul besoin d'expansion territoriale : assumer son histoire suffit. Le 29 octobre 2016, 93e anniversaire de la fondation de la République, la cérémonie s'est ouverte sur la lecture du Coran assortie de chants religieux. La parenthèse kémaliste est refermée.

« Vous ne pouvez pas, écrit Ahmet Davutoglu, *changer par la simple volonté politique les us et coutumes des peuples. Quels que soient les efforts pour l'extirper, l'identité demeure. Il est impossible de reconstruire en entier une société humaine. La Chine a vécu quelque chose de similaire. De même l'identité russe a été ensevelie sous le communisme. Mais de nouveau, aujourd'hui, elle ressurgit… Et que l'on le veuille ou non, l'histoire ottomane est au centre de notre conception du monde. Il n'y a qu'à voir les développements de ces dernières années. Bien que la frontière, depuis un siècle, passe à Edirne [Andrinople], il y a toujours des musulmans en Bulgarie… Pourquoi en Bosnie ? en Albanie ? A qui s'adresse-t-on lorsque l'on a un problème ? Quels que soient les peuples, on découvre toujours une matrice originelle. Et nous-mêmes, celle qui nous a donné forme, c'est la civilisation ottomane. »*

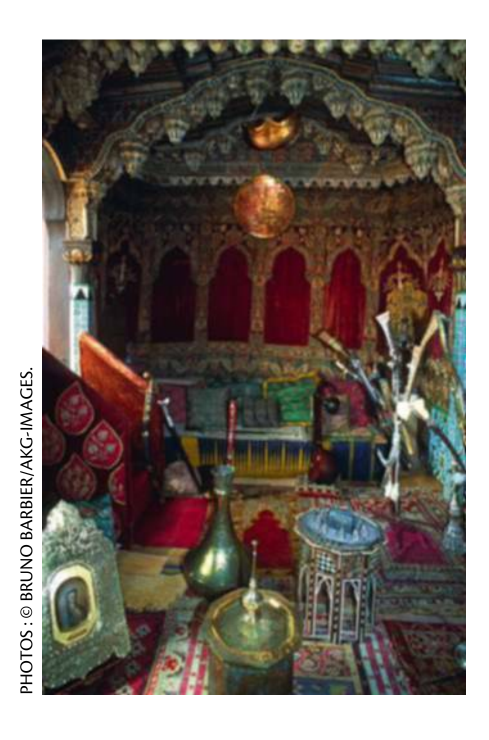
Spécialiste de la Turquie, Tancrède Josseran est attaché de recherche à l'Institut de stratégie comparée (ISC).

Par Gaël Nofri

Pierre Loti Istanbul mon amour

Officier de marine et écrivain, Pierre Loti séjourna à plusieurs reprises à Istanbul et devint l'un des plus fervents défenseurs de l'Empire ottoman.

Parmi tous les auteurs français qui témoignèrent une passion pour l'orientalisme, Pierre Loti représente un cas unique. Incontestablement, ce marin français, né à Rochefort en 1850, est celui qui a poussé le plus loin la connaissance, l'admiration et la passion de la civilisation orientale qu'incarnait alors l'Empire ottoman. Chantre de l'exotisme et des contrées lointaines, Loti a bâti son œuvre au gré de ses voyages : l'île de Pâques, Tahiti, l'île des Pescadores, Alger, Angkor ou Nagasaki furent tour à tour les décors de son œuvre romanesque. Mais l'Empire ottoman et sa capitale Istanbul – « *la ville unique au monde* », écrira-t-il dans *La Turquie agonisante* – tiennent une place à part dans l'imaginaire de l'écrivain.



PHOTOS : © BRUNO BARBIER/AKG-IMAGES.

Dès *Aziyadé*, son premier roman paru en 1879, l'amour de Julien Viaud – car tel est son vrai nom – pour cet univers, son mode de vie, ses traditions, son âme, se ressent. Au fil des nombreux romans que Loti situe en Turquie, toujours teintés d'autobiographie, mais aussi toujours inventés, arrangés et sublimés, l'auteur esquisse un tableau de ce havre de paix, de traditions, peu à peu grignoté par une modernité que l'Europe tente d'imposer par tous les moyens… Dans *Aziyadé* (1879), *Fantôme d'Orient* (1892), *Les Désenchantées* (1906), puis *Suprêmes visions d'Orient* (1921), les ambiances, les atmosphères, les couleurs, les bruits, les situations et les parfums que dépeint Loti témoignent d'un monde dans lequel l'auteur se plaît à évoluer, à se travestir, à se fondre. Un monde fait d'un imaginaire encore présent, de traditions toujours vécues, d'une spiritualité vivace. D'une forme de sensualité aussi, comme en témoigne *Les Désenchantées*, ce roman consacré aux harems et à la condition de la femme turque, non de la femme en Turquie telle qu'il la voit à son époque, mais de la femme telle que l'âme turque la conçoit.

Car Loti ne parle pas beaucoup de ce qui est, de ce qui se voit ; il préfère parler de ce qui est au fond de l'âme turque, de ce qui se dérobe au regard.

Lorsqu'il découvre l'Empire ottoman et Constantinople, à la fin du XIXe siècle, ceux-ci ne constituent pas un univers inconnu pour les Européens. Chateaubriand, déjà, avait pu constater que tout ou presque avait été dit sur cette ville. En effet, nombreux sont alors les écrivains, poètes, journalistes ou simples voyageurs à avoir écrit sur ce sujet. L'empire est une destination où se croisent touristes, hommes d'affaires et diplomates européens ; Constantinople, particulièrement, vit alors à l'heure de l'Occident triomphant.

Mais chez Loti, l'amour de l'Orient tient de la quête, chez l'autre, d'un équilibre perdu, de la recherche d'un monde réenchanté, d'une transcendance abandonnée par l'Europe. « *Elles sont l'immuable passé, ces mosquées,* écrit-il dans *Constantinople en 1890 ; elles recèlent dans leurs pierres et leurs marbres le vieil esprit musulman, qui domine encore là-haut où elles se tiennent. Si l'on arrive des lointains de Marmara ou des lointains d'Asie, on les voit émerger les premières hors des brumes changeantes de l'horizon ; au-dessus de tout ce qui s'agite de moderne et de mesquin sur les quais et sur la mer, elles font planer le frisson des vieux souvenirs, le grand rêve mystique de l'Islam, la pensée d'Allah terrible et la pensée de la mort.* »

C'est donc la quête d'une identité menacée qui constitue un refuge face à l'avancée de la modernité et qu'il convient d'aller chercher au-delà de la Turquie apparente que décrit Loti. Cette histoire, c'est l'histoire d'*Aziyadé* dont le héros découvre Constantinople en pénétrant dans l'âme ottomane par trois paliers successifs matérialisés par trois quartiers de la ville : Pera, le secteur européen, occidentalisé où il se sent étranger ; puis le vieux Stamboul, plus populaire ; et enfin, au-delà de la Corne d'Or, Eyoub (Eyüp), le quartier « *le plus musulman* », seul endroit où son amour deviendra enfin possible.

Parfums d'Orient Ci-dessus : Pierre Loti dans le salon turc *(en bas, à gauche, la pièce aujourd'hui)* de sa maison, à Rochefort (Charente-Maritime). A partir de la fin des années 1870, l'écrivain-voyageur entreprit d'aménager la demeure familiale faisant de chaque pièce un souvenir de voyage : salon turc, chambres arabe et chinoise, pagode japonaise…

Si le roman est l'arme de Loti, une arme qui lui permet de sensibiliser l'opinion publique française à la cause turque, le contexte historique et politique n'est jamais loin. Le traité de Berlin de 1878, l'influence des puissances étrangères, l'effacement de l'Empire ottoman, la faiblesse des sultans dépossédés au gré des intérêts européens ne le laissent pas indifférent. Se forge au contraire chez lui l'idée que l'âme ottomane, la culture turque, l'histoire de ce peuple qu'il admire, se trouvent menacées de disparaître à jamais dans le jeu des protectorats. Pour cette cause, Loti va progressivement se faire politique et polémiste. Il devient l'avocat du « *vieil homme malade de l'Europe* » que les puissances s'arrachent, dépècent, malmènent et dont il ne saurait accepter de voir s'effacer l'âme et la grandeur.

Dès 1913, face à la première guerre balkanique (1912-1913), il analyse avec inquiétude, dans *La Turquie agonisante*, l'évolution d'un empire isolé, abandonné et trahi, défait par la ligue balkanique et exclu de la quasi-totalité de ses territoires européens, mais dont il considère qu'il demeure le seul capable d'incarner la culture sans pareille de cet Orient d'Europe. Pour Loti, le nationalisme turc, qui prend alors vie à travers le mouvement des Jeunes-Turcs, n'est pas la remise en cause de l'histoire ottomane, mais le réceptacle de son identité, sa continuation, peut-être même une source d'où son génie sortira régénéré.

Tout à la défense de sa cause, l'auteur se montre injuste, caricatural, parfois violemment raciste même, à l'égard des Grecs, Bulgares, Juifs ou Arméniens. Il a les aveuglements des passionnés, mais aussi les emportements des circonstances. Il s'illustre ainsi tristement en publiant *Les Massacres d'Arménie* (1918), ouvrage dans lequel il ne cesse de minimiser – sans le nier il est vrai –, d'excuser – sans le justifier il est vrai – le génocide des Arméniens. Ce n'est pas, comme on a voulu le croire, un Loti arménophobe qui s'exprime alors (il plaide, par exemple, pour la création d'un Etat arménien), mais un Loti aveuglément turcophile et anxieux de voir les massacres d'Arménie « *servir la politique vorace des peuples d'Europe acharnés à la curée de la Turquie* ».

Car la fin de la Première Guerre mondiale est ressentie, à juste titre, par le Français comme l'instant de tous les dangers pour l'empire. Vaincu, affaibli, vivant une transition politique compliquée doublée d'une crise des valeurs, celui-ci doit faire face à des négociations très difficiles à l'occasion de la conférence de San Remo. Elle débouche, en 1920, sur le traité de Sèvres, particulièrement douloureux et humiliant pour Constantinople. Face à ces événements, la même année, Loti prend une fois encore la plume pour rédiger *La Mort de notre chère France en Orient*, ouvrage dans lequel il tente de défendre les droits de la Turquie et rappelle à la France ses liens historiques, ses devoirs mais aussi ses intérêts en Orient.

Pierre Loti meurt en 1923, à Hendaye, quelques jours seulement avant que ne soit signé le traité de Lausanne qui réorganisait cet Orient tant aimé, selon des règles moins dures pour la Turquie que ne l'avait fait celui de Sèvres. Quelques mois encore et il aurait pu assister à la fin officielle de l'Empire ottoman et à la proclamation de la république de Turquie.

Par Alexandre Levy

La révolution d'Atatürk

Il a donné le coup de grâce à un Empire ottoman à l'agonie. Chef de guerre et réformateur, dictateur et oppresseur, Mustafa Kemal reste le symbole fort de la Turquie moderne.



« Père des Turcs » A droite : Mustafa Kemal en 1920. A gauche : des manifestants brandissant le portrait du premier président de la République turque, le 24 juillet 2016, à Istanbul. Une semaine après la tentative de putsch en Turquie, ce rassemblement a réuni des dizaines de milliers de personnes.

Comme sur tant d'autres aspects de sa vie, l'incertitude plane sur la véritable date de naissance de Mustafa Kemal Atatürk. Est-il né en 1880 ou en 1881 ? Au printemps ou en hiver ? Des années plus tard, devenu le premier président de la République turque, il fixera lui-même la date de son anniversaire officiel, soit le 19 mai 1881, la faisant coïncider avec ce jour de 1919 où il était arrivé d'Istanbul à Samsun, sur la côte de la mer Noire, pour mener la résistance armée contre les Alliés qui conduirait son pays à l'indépendance.

La principale difficulté pour celui qui s'intéresse au destin du fondateur de la Turquie moderne est que l'histoire et le mythe s'enchevêtrent dans le récit de sa vie. Celui qui se donna en 1934 le nom d'Atatürk, soit le « père des Turcs », est, de loin, le principal artisan de sa légende. « *Très imbu de ses fonctions, mais aussi de soi-même, Mustafa Kemal réécrit entièrement son histoire personnelle lorsqu'il s'empare du pouvoir* », estime l'historien Fabrice Monnier, auteur de la plus récente de ses biographies en français, *Atatürk, naissance de la Turquie moderne* (CNRS Editions, 2015). A cette réécriture s'ajoutent les récits de ses proches, tous calés sur les faits saillants qui ont fait le destin du grand homme mais si discrets sur ses zones d'ombre. « *Le biographe rencontre ainsi un corpus de citations et d'histoires qui se renvoient les unes aux autres et qui, en général, servent un but politique dont il faut absolument tenir compte* », écrit le Britannique Andrew Mango (1926-2014) dans un ouvrage incontournable, *Atatürk, The Biography of The Founder of Modern Turkey* (The Overlook Press, 2002). Ainsi, on ne saura pas grand-chose sur les exactions commises contre les Grecs par ses troupes. Quant à sa responsabilité éventuelle dans le génocide contre les Arméniens, le sujet relève encore du « *tabou absolu* », selon Fabrice Monnier.

Européen et musulman

Qui était alors Mustafa Kemal ? Une chose semble sûre, l'homme qui va rentrer dans l'Histoire voit le jour dans une famille modeste, issue de la petite bourgeoisie musulmane de Salonique – qui ne deviendra Thessalonique qu'en 1912 lorsqu'elle rejoindra la Grèce. Et ce double ancrage, à la fois européen par la géographie, et turc – donc musulman – par la culture familiale, se révélera essentiel dans le destin de l'homme. Mustafa Kemal n'est-il pas celui qui aura réussi l'exploit de concilier l'islam – en le reléguant à la seule sphère privée – à la construction d'un Etat-nation moderne ? Beaucoup voient dans ses premières années passées à Salonique, à l'époque la ville la plus prospère et la plus ouverte de l'Empire ottoman, les graines de son engagement futur. Or, le jeune Kemal, que l'on prend volontiers pour un Slave – et plus tard pour un Teuton – à cause de ses cheveux blonds et de ses yeux d'un bleu vif et perçant, grandit certes dans un milieu cosmopolite, mais il reste avant tout le porteur des valeurs et des aspirations de sa classe, qui dominait à l'époque la pyramide sociale ottomane : les

musulmans de langue turque. Au fond, à ses débuts, Mustafa Kemal n'était pas « *unique par ses choix mais dans ses talents* », estime Andrew Mango. Il embrasse ainsi le métier des armes par fascination de l'uniforme qu'arborent les cadets qu'il croise dans les rues de Salonique, mais aussi mû par un nationalisme aussi sincère que débordant.

Quant à sa foi personnelle, ses biographes estiment que le jeune Kemal, bien qu'élevé par sa mère dans les valeurs de l'islam, rejette rapidement cet héritage familial pour devenir un libre-penseur convaincu et sincère, dans la tradition des Lumières. Pour lui, comme pour tant d'autres jeunes officiers, l'islam devait être considéré comme « *un fait – parfois gênant – de la vie des autres* », estime l'historien Andrew Mango. Des années plus tard, le jeune cadet Kemal devenu Atatürk bouleversera de fond en comble la pratique religieuse dans son pays.

Comme tant de Turcs musulmans de sa génération il était persuadé que ce vaste empire, corrompu, népotiste et arriéré, allait à sa perte. Et qu'il fallait prendre les choses en main. Ce sentiment d'urgence était d'autant plus vif chez les officiers turcs des provinces européennes, plus perméables aux idées progressistes mais aussi directement exposées aux mouvements sécessionnistes. Plus tard, dans sa carrière, Kemal s'entourera volontiers de ces « pays », officiers et intellectuels, originaires comme lui des confins européens de l'empire, qui formeront le noyau dur de son premier cercle à Ankara. Même s'il a choisi – et ce ne sera que le premier d'une longue liste de paradoxes dont le personnage est pétri – cette Anatolie asiatique, rugueuse et inhospitalière, comme son fief à partir duquel il mènera la reconquête d'Istanbul et du pays tout entier.

Car Mustafa Kemal est avant tout un militaire. Jusqu'à la fin de sa vie, l'homme se plaira à se présenter, surtout à son entourage féminin, comme un « simple soldat ». Diplômé de la prestigieuse Académie de guerre à Istanbul, qui forme le gros des officiers généraux de l'armée impériale, le capitaine d'infanterie Kemal est, déjà, un peu plus que cela. Ses années d'études ont révélé en lui un officier ambitieux et volontaire, mais aussi très mondain – avec une propension certaine à faire la fête en





Meneur d'hommes
Ci-contre : Mustafa Kemal *(quatrième à partir de la gauche)*, au milieu de son état-major, durant la bataille des Dardanelles (avril 1915-janvier 1916). A l'issue de la bataille, Mustafa Kemal, auréolé du statut de « sauveur de la capitale impériale », gagne les faveurs du sultan. En bas : Mustafa Kemal pose avec sa femme Latife, au début des années 1920.

compagnie de ses camarades dans les quartiers européens de la capitale. A Thessalonique, le jeune Mustafa fréquente assidûment les terrasses des cafés et les brasseries de la ville, mais c'est lors d'une excursion à Büyükada, l'une des îles des Princes, au large de Constantinople, qu'il découvre les vertus du raki. « *Cette excellente boisson qui vous donne envie d'être poète* », s'exclamera-t-il en buvant sa première gorgée de cette anisette locale fortement alcoolisée. Tour à tour stimulant et analgésique, le raki l'accompagnera jusqu'à la fin de sa vie, devenant la boisson emblématique des veillées autour de la table du futur maître d'Ankara.

Afin de parfaire sa formation de gentilhomme, Mustafa décide aussi de perfectionner son français – la *lingua franca* de l'élite ottomane. En plus de l'enseignement dispensé au lycée militaire, il suit des cours chez les frères chrétiens de Salonique. De manière plus surprenante, il s'inscrit aussi à des cours de valse, estimant que l'homme moderne doit impérativement savoir évoluer sur une piste de danse. Jusqu'à la fin de sa vie, ce sera l'une de ses grandes passions et, dans la Turquie kémaliste, les danses de salon seront élevées au rang d'épreuve quasi obligatoire pour ceux qui aspiraient à la reconnaissance sociale.

Mais avant d'en arriver là, Mustafa Kemal gagne ses galons sur le champ des batailles, souvent désespérées, que l'empire mène à ses frontières. Il s'engage aussi corps et âme dans le mouvement des Jeunes-Turcs, mais ne joue qu'un rôle de second couteau lorsque ces derniers s'emparent du pouvoir à partir de 1908. Son heure n'est pas encore venue et, en bon stratège, Kemal apprend la patience. Ce sera l'une de ses grandes qualités dans les sables mouvants de la politique ottomane. Après avoir occupé plusieurs postes d'état-major, le colonel Kemal est nommé, fin 1913, attaché militaire à Sofia, dans la Bulgarie désormais indépendante. Un interlude diplomatique pendant lequel il met à contribution sa pratique du français et de la valse pour briller lors des réceptions mondaines. Il y fait assidûment la cour à la fille d'un général bulgare, Dimitrina Kovatcheva. Erigée au rang de légende urbaine, l'histoire de leur « amour impossible » agite encore le beau monde de Sofia, mais Mustafa Kemal reste très discret sur cet épisode qu'il présente comme une sorte d'exil forcé.

Dans la cour des grands

En cette veille de Première Guerre mondiale, le jeune officier nationaliste trépigne en fait de se jeter dans la roue de l'Histoire. Et d'y briller. Ce sera chose faite à partir de 1915. Nommé à la tête de la 19e division turque, chargée de la défense des détroits menant à Istanbul sur la péninsule de Gallipoli, il s'illustre dans la bataille des Dardanelles. L'avancée des Alliés est stoppée, la capitale ottomane – dont l'élite avait commencé à fuir – sauvée. C'est le début de la légende militaire de Kemal Pacha, qui gagne au passage ses galons de général de brigade. Courageux et faisant preuve d'une grande abnégation, Kemal s'y est révélé aussi un redoutable meneur d'hommes – même s'il n'est pas, loin s'en faut, le principal héros ottoman de la défense des détroits face à la flotte alliée. Ses biographes noteront l'habileté avec laquelle il exploite cet épisode pour mener à bien son offensive politique. Auréolé du statut de « sauveur d'Istanbul », le jeune général se rapproche de la Sublime Porte et obtient les bonnes grâces du sultan. A la fin de la guerre – l'Empire ottoman allié aux Allemands se retrouvant dans les rangs des perdants –, c'est à lui que le souverain confie la tâche de faire accepter cette défaite par l'armée et de pacifier l'Anatolie, en proie aux brigands et à la rébellion. La Grèce, l'ennemi de toujours, en profite pour occuper les côtes égéennes. L'empire, mis pratiquement sous tutelle par les Alliés, est en lambeaux. Le paradoxe voudra que celui que la Sublime Porte envoie pour en sauver les restes s'appliquera à lui porter le coup de grâce.

C'est certainement dans ces quelques années, entre 1919 et 1923, date de la proclamation de la République turque, que Mustafa Kemal réussit la synthèse entre ses deux



principales qualités qui feront le succès de son entreprise : la stratégie militaire et l'habileté politique. Avec méthode et détermination, cet homme âgé d'à peine 40 ans va démonter un par un les fondements d'une dynastie vieille de plus de six siècles. D'abord à Erzurum, puis à Sivas et Ankara, il rallie à sa cause les commandants nationalistes qu'il était censé mettre au pas. Endossant tour à tour l'uniforme et le costume de ville, il repousse les Grecs dans le Sud, s'acoquine avec les bolcheviks sur le dos des Arméniens à l'Est et, jouant des rivalités franco-britanniques, boute les Alliés hors d'Istanbul.

L'obscur officier nationaliste joue désormais dans la cour des grands. Les puissances européennes qui rêvaient tant de dépecer à leur avantage l'empire à l'agonie doivent se rendre à l'évidence : sous les coups de butoir de Mustafa Kemal, un nouveau pays émerge de ses ruines, la Turquie, avec qui il faudra désormais composer.

Ayant perdu toute crédibilité, le pouvoir impérial s'effondre. La fuite pathétique, le 17 novembre 1922, à bord d'un vaisseau de guerre britannique, du dernier sultan, Mehmed VI, suivie, en mars 1924, de l'expulsion du calife fantoche, Abdülmecid, signent la fin d'une époque. Le calife, le dépositaire du pouvoir religieux, censé perpétuer la lignée du prophète Mahomet depuis sa mort en 632, ainsi que son bras militaire et politique, le sultan, ne sont plus. Considéré par ses compatriotes comme le « *ghazi* » – le conquérant et le sauveur –, Mustafa Kemal devient en toute logique le président de la nouvelle république.

Les quinze années suivantes seront marquées par les réformes qu'il va mener pour transformer à marche forcée un pays à peine sorti du Moyen Age en un Etat moderne, jacobin et laïc. Comme nombre de Jeunes-Turcs, Kemal voit l'Europe – et plus généralement l'Occident – comme le seul modèle de développement. Il trouve son inspiration dans la philosophie des Lumières et prend la Révolution française pour exemple. Mais ses lectures sont chaotiques et, parfois, mal digérées. « *Heureusement pour la Turquie, Kemal et ses camarades sont passés à côté du marxisme, pourtant en vogue dans toute l'Europe* », s'amuse Fabrice Monnier. « *Il était un révolutionnaire conservateur. Il croyait que civilisation, loi et ordre étaient inséparables* », écrit de son côté Andrew Mango. N'empêche : en quelques années, c'est tout simplement un nouveau pays qui voit le jour. Langue, alphabet, lois, état civil, mode de vie… Tout doit changer dans la Turquie d'Atatürk. Dans la nouvelle Constitution turque, les femmes ont le droit de vote alors que toute référence à l'islam en tant que religion officielle disparaît. Des écoles et des universités mixtes et laïques ouvrent à travers tout le pays pour enseigner le turc moderne que l'on écrit désormais en caractères latins. Les premières femmes juges sont nommées, et les autorités encouragent les étudiantes à devenir avocates, médecins, institutrices… Sabiha, l'une des filles adoptives d'Atatürk, donne l'exemple en devenant pilote de chasse. Le port du voile et du fez, ce couvre-chef cylindrique rouge, symbole de la puissance ottomane, est interdit dans l'espace public – provoquant de sérieuses résistances au sein des populations rurales. Mais le pays n'est plus le même : le 2 septembre 1929, la première Miss Turquie est élue !



Dernière parade Mort le 10 novembre 1938, à Istanbul, Mustafa Kemal est inhumé, provisoirement, au Musée ethnographique d'Ankara *(ci-dessus, son cercueil dans les rues de la capitale turque).* Un mausolée monumental lui sera dédié en 1953.

Une vie de paradoxes

Porteur de réformes aussi emblématiques qu'audacieuses, le « père des Turcs » reste une personnalité complexe, pétrie de contradictions et de paradoxes. Sa vie privée est un désastre. Son mariage, en 1923, avec la fille d'un riche commerçant d'Izmir, Latife, qu'il traite comme une « *aide de camp féminine* », ne dure que deux ans. Et il n'aura d'autre descendance que la cohorte de jeunes femmes qu'il prend sous son aile pour leur donner une meilleure éducation. Si la pratique d'adopter des enfants défavorisés était courante en ces années-là parmi les notables kémalistes, l'étrange vie de famille d'Atatürk ne fait pas moins jaser. Avec au moins une de ces jeunes femmes, Afet, devenue sa secrétaire, la relation semble prendre une tout autre tournure… Comme le note l'un de ses plus proches amis, Falih Rifki, l'homme qui avait fait le plus pour l'émancipation des femmes en Turquie avait un « *penchant naturel pour le harem* ».

Au faîte de sa gloire, concentrant tous les pouvoirs entre ses mains, il révèle aussi les aspects les moins plaisants de son caractère. Ce combattant sincère de l'obscurantisme devient autoritaire, dictatorial – même s'il déteste ce qualificatif et ne supporte pas la comparaison avec Mussolini. Aussi, ses dernières années, vit-il surtout la nuit, entouré de ses compagnons de beuverie – députés, ministres et confidents – qu'il appelle ses « *desperados* » et dont les frasques effraient les diplomates et les quelques dames qui se risquent à leur table. Un mode de vie qui aura raison de la santé, déjà fragile, d'Atatürk. Le fondateur de la Turquie moderne s'éteint à 57 ans, dans le palais de Dolmabahçe à Istanbul. Sa chambre, avec vue sur le Bosphore, a été transformée en lieu de pèlerinage – comme à peu près tous les lieux qu'aura marqués son empreinte sur le pays. En 1924, c'est d'ici qu'avait été chassé le dernier calife ottoman par ce même Mustafa Kemal avec ces mots : « *Ce palais n'appartient plus aux ombres d'Allah sur terre mais à la nation tout entière.* »

Par Sébastien de Courtois,
illustrations d'Ugo Pinson

La Saga des Ottomans

Venus des steppes d'Asie centrale, ils ont conquis le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et les Balkans. Mais peu à peu, les coups d'arrêt à leur expansion ont eu raison de leur empire.



OSMAN Ier (V. 1258-1281-V. 1324)
Osman Ier est considéré comme le fondateur de l'Empire « ottoman », soit « les partisans d'Osman ». D'après une source byzantine, son nom était Atman, un nom qui n'est pas d'origine musulmane. Il dirigeait alors une petite principauté turque, un *beylik*, située en Anatolie occidentale, entre les restes de l'Etat seldjoukide, au sud, et les premières possessions byzantines, au nord. Ce fut sa chance. Intelligent, il parvint en quelques années à se tailler un territoire à la mesure de ses ambitions, à dominer des plaines fertiles et à se faire le champion de la conquête contre un Empire romain d'Orient empêtré dans des querelles internes. Chef militaire hors pair, cavalier, Osman enchaîne victoire sur victoire. Dès 1302, il bat l'armée byzantine près de Nicomédie (Izmit), avant d'emporter les places fortes de Bithynie. Les chroniques ottomanes le dépeignent comme vivant de peu : la tradition veut qu'il ait donné ses vêtements à un pauvre après les avoir portés une seule fois. Il meurt vers 1324, après avoir laissé les rênes du pouvoir à son fils Orhan, qui enlève Brousse (Bursa, dans le nord-ouest de l'Anatolie) aux Byzantins le 6 avril 1326. Il y est alors enterré dans ce qui était peut-être une ancienne église, « *une coupole d'argent qui brillait au soleil* ». Il laisse un testament politique : « *(…) Protège ton peuple des attaques des ennemis et de la cruauté. Ne te comporte avec personne d'une manière incorrecte ou inéquitable. Contente le peuple et protège tout ce qu'il aime.* » Chaque fois qu'un nouveau sultan accéderait au trône, le peuple allait dorénavant crier : « *Puisse-t-il être aussi grand qu'Osman !* »



ORHAN (1281-V. 1324-V. 1362)

Orhan reçoit le pouvoir du vivant de son père, fondateur de la dynastie ottomane. Nous savons peu de choses de son caractère, sinon qu'il était de la trempe des bâtisseurs d'empire. Après avoir pris Brousse (Bursa), le nouveau souverain en fait la « capitale » du jeune Etat turc, même s'il continue à se déplacer au fil des exigences du moment. Située à 30 km de la mer de Marmara, la ville jouit d'un emplacement stratégique pour grignoter les possessions impériales. Orhan et ses successeurs n'ont eu de cesse qu'ils ne l'aient développée et n'y aient marqué leur présence souveraine : Orhan y bâtit un vaste hammam et un caravansérail, puis fait transformer la principale église du *kastron* en mosquée. Dès 1327, il fait battre monnaie à son effigie. Dans les années suivantes, ce sont les villes de Lopadion (1327), Nicée (1330) – la ville du fameux concile œcuménique de 325 –, Nicomédie (1337) qui tombent dans son escarcelle. Très adroit, il profite de la division de la famille impériale byzantine pour s'immiscer dans ses affaires. Les Turcs sont appelés à la rescousse dans ces luttes fratricides, pour soutenir tantôt Jean VI Cantacuzène, tantôt Jean V Paléologue. A sa mort, vers 1362, les Ottomans possèdent le quart nord-ouest de l'Anatolie et ont pris pied en Europe. Orhan a fondé de nombreuses mosquées et des écoles qui feront la renommée de l'empire. L'université créée à Brousse fut la première à délivrer un enseignement scientifique.

TAMERLAN (1336-1370-1405)

Issu d'un clan turco-mongol d'Asie centrale, « Timur Leng » est né en 1336 dans une petite ville au sud de Samarkand, en Transoxiane. Quoique d'origine noble, il chercha cependant une bonne partie de sa vie à se trouver un lien avec la famille de Gengis Khan. S'il n'y est pas parvenu par la généalogie, il le montra par la cruauté. Ambitieux, ténébreux, il prend le titre de roi à Balkh, en 1370, et déclare vouloir restaurer l'« œuvre » de son grand prédécesseur. Il se révèle un redoutable chef de guerre et continue de s'appuyer sur le *yasaq*, la loi traditionnelle des Mongols, alors qu'il est lui-même musulman et se veut le champion de l'islamisme. Lors de ses conquêtes, il prend soin de détruire systématiquement toutes les églises. Vers 1380, il conquiert l'Iran, la Mésopotamie, l'Arménie et la Géorgie. Entre 1392 et 1395, il mène des campagnes contre la Horde d'Or – ce qui permettra à la Russie de s'épanouir sur ses ruines quelques décennies plus tard. En 1398, à plus de 60 ans, il envahit l'Inde, où ses armées dévastent Delhi. Peu après, ses hordes pénètrent en Anatolie et s'emparent des villes de Sivas et d'Erzincan, où il provoque les Ottomans. Suivant l'Euphrate, il fait un tour dans la Syrie gouvernée par les Mamelouks, puis remonte en 1402 jusqu'à Ankara où il sauve – involontairement – Constantinople, en écrasant l'armée de Bayezid Ier, le même qui avait battu l'armée de Sigismond de Luxembourg à Nicopolis. Quelques mois avant de mourir, en 1405, il prévoyait de conquérir la Chine et de soumettre l'empereur Ming… Mais incapable d'organiser ses territoires et ses conquêtes, il ne put assurer la survie de son empire.



SIGISMOND DE LUXEMBOURG (1368-1387-1437)

Sigismond devint roi de Hongrie en 1387, et fut ensuite élu – non unanimement, précisent les chroniques – à la tête du Saint Empire romain germanique. Fils de l'empereur Charles IV de Luxembourg, haut de taille, connu sous le nom de « Renard roux », il vécut dans cette période de transition entre l'âge de la chevalerie et celui de la Renaissance. Comme roi de Hongrie, ses territoires sont en contact direct avec ceux de l'Empire ottoman, alors en pleine expansion. La ville de Buda (partie de l'actuelle Budapest) devient le centre de ses activités, et les chevaliers hongrois le suivent aux quatre coins de l'Europe. Plusieurs fois, il tente de venir en aide aux Byzantins acculés en entrant en campagne contre les Turcs. Les Ottomans avaient contourné Constantinople – qui ne fut prise qu'en 1453 – pour pénétrer, dès 1361, en Bulgarie et occuper Hadrianopolis (Andrinople, aujourd'hui Edirne), ville qui deviendrait leur seconde capitale après Brousse (Bursa). Face à cette menace, Sigismond réactive les préceptes de « défense de la croix » en se proclamant *primus inter pares* pour réunifier les grandes familles de la noblesse européenne et les baronnies de l'empire. Son objectif est de créer une ceinture de défense au sud et à l'est de la Hongrie. Empêtré dans des affaires intérieures, il ne peut rien faire contre la conquête de la Macédoine et du Kosovo, où la fine fleur de l'armée serbe est écrasée en 1389. Sa contre-offensive, présentée comme une croisade, tourne à l'échec lorsque l'armée franco-hongroise qu'il conduit est battue à Nicopolis, en Bulgarie, en 1396.







MEHMED II LE CONQUÉRANT (1432-1451-1481)

Septième sultan de la dynastie ottomane, né à Edirne, Mehmed II est resté dans l'histoire sous le nom de *Fatih*, le « Conquérant », en raison de la prise et du sac de Constantinople qu'il orchestre en 1452-1453. Il n'est alors âgé que de 20 ans. Cruciale pour l'avenir de l'empire, cette décision avait été prise contre l'avis de Halil Pacha, le conseiller de son père Murad II, réticent face à une entreprise qui avait toujours échoué. Jeune, brillant, audacieux, Mehmed II parle plusieurs langues dont le grec, le persan et l'arabe. Il est le seul parmi les sultans de l'époque classique à s'être fait représenter en portrait, par Gentile Bellini. Malgré sa cruauté légendaire, beaucoup d'historiens le considèrent comme un visionnaire et un réformateur. Sitôt entré dans Constantinople après cinquante-quatre jours de siège, Mehmed II transforme Sainte-Sophie en mosquée, puis s'occupe de repeupler la ville en y attirant des populations musulmanes, juives et grecques, et redonne au patriarche œcuménique – le « pape » du monde orthodoxe – l'ensemble de ses prérogatives. La ville conserve son nom officiel de Kostantiniyye car, pour Mehmed, elle reste la capitale de l'Empire romain, dont il se proclame l'héritier. Sa chancellerie demeure ainsi la chancellerie byzantine, avec le grec pour langue officielle. Ses ennemis sont les Hongrois, Venise et la dynastie des turcomans Akkoyunlu, installée en Anatolie orientale. La dernière ville impériale byzantine, Trébizonde, sur la mer Noire, tombe en 1461. A la fin de son règne, les Turcs contrôlent la Morée (le Péloponnèse), Athènes, la Crimée, la Bosnie, la mer Egée orientale et donc l'accès aux Dardanelles. En 1480, une armée ottomane s'empare d'Otrante, dans le sud de l'Italie, en vue peut-être de prendre Rome. Mais la mort de Mehmed II, le 4 mai 1481, entraîne l'abandon de ce projet.



SELIM I[er] (1467-1512-1520)

Si Selim I[er] n'a régné que huit années, il a marqué l'histoire ottomane en accroissant considérablement ses territoires vers le Moyen-Orient. C'est lui qui achève la conquête de l'Anatolie orientale et qui prend la Syrie et l'Egypte aux Mamelouks, avec la chute du Caire en 1517, puis la péninsule Arabique, avec la soumission symbolique du chérif de La Mecque. Désormais protecteur des villes saintes, Médine et La Mecque, il devient le champion de l'islam sunnite. Le rôle du sultan ottoman est désormais de protéger les lieux saints ainsi que le pèlerinage annuel, comme les routes qui y conduisent. Le dernier calife abbasside, al-Mutawakkil, qui résidait au Caire, est déporté à Istanbul avec un nombre important de hauts fonctionnaires, d'artisans et de commerçants. Sur la scène intérieure, Selim réduit l'« hérésie » des alévis – les kizilbas –, qui pratiquaient en Anatolie un islam teinté de chiisme, et dans la foulée s'empare de Tabriz après une victoire décisive près du lac de Van, à la bataille de Tchaldiran, contre les troupes du chah Ismaïl, qui contrôle alors l'Iran. A l'Est, des chefs de tribus kurdes lui font allégeance, dont la population de Diyarbakir. Personnage sombre et ténébreux, colérique et violent, grand soldat, il gagne au cours de ses campagnes le surnom de *Yavuz*, le « Terrible », en pratiquant une politique de terreur. Le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, n'en a pas moins choisi de lui dédier le troisième pont qui vient d'être construit sur le Bosphore.

DON JUAN D'AUTRICHE (1545-1578)

Fils naturel de Charles Quint, qui le reconnaît, don Juan d'Autriche a pour demi-frère l'austère Philippe II. Héros du Grand Siècle espagnol – un siècle de renaissance culturelle et de puissance économique –, il se distingue au sein de la noblesse de son temps par sa fougue, son intelligence, et devient un ardent défenseur du catholicisme. Il commence sa carrière en réprimant la révolte des morisques en Espagne, avant d'être nommé, quelques années plus tard, gouverneur des Pays-Bas, qui se sont soulevés contre la souveraineté espagnole. Si don Juan d'Autriche reste lié à l'histoire ottomane, c'est pour avoir commandé, à 25 ans, la flotte de la Sainte Ligue, qui remporte une victoire éblouissante contre les Turcs à Lépante, au nord-ouest du Péloponnèse, le 7 octobre 1571. Ce jour-là, les 208 galères du camp chrétien affrontent 230 navires ottomans. Mais ce sont leurs 1 815 canons, contre seulement 750 du côté turc, qui font la différence : la flotte ottomane est détruite et les historiens estiment à 30 000 le nombre total de victimes. Le futur écrivain Cervantès perd une main au cours de la bataille, qui marque durablement la mémoire de l'Europe. Voltaire écrira de don Juan d'Autriche : *« Comme vengeur du Christ, il était le héros de toutes les nations. »* Une victoire sans lendemains cependant, à cause de la désunion des nations européennes, dont les Ottomans profitent pour reconstituer leur flotte en moins de deux ans. Don Juan d'Autriche meurt jeune, à 33 ans : *« Valeureux comme Scipion, héroïque comme Pompée, fortuné comme Auguste, un nouveau Moïse, un nouveau Gédéon, Samson et David, mais sans leurs défauts »*, écrit à son sujet le pape Grégoire XIII.

JEAN III SOBIESKI (1629-1674-1696)

Elu roi de Pologne en 1674 après avoir été le grand hetman – commandant en chef de l'armée –, Jean III Sobieski est entré dans la légende grâce à son intervention énergique, qui sauve Vienne du second siège ottoman, en 1683. Par sa présence en Crimée, l'Empire ottoman représentait de longue date le principal danger pour la Pologne. Dès 1673, Sobieski avait infligé une grave défaite aux Ottomans en s'emparant de la forteresse de Hotin, en Ukraine. Il abolit alors le tribut annuel que les Polonais versaient à la Porte depuis le traité de Buczacz (1672), où ils avaient perdu la Podolie et l'Ukraine cosaque. En 1683, les Turcs sont devant Vienne. Après cinquante-neuf jours de siège, leurs 100 000 hommes donnent plusieurs fois l'assaut. Liée à l'empereur Léopold Ier de Habsbourg par un traité d'alliance, l'armée de secours de Jean Sobieski accourt alors à marche forcée. Surpris, le grand vizir Kara Mustafa est défait le 12 septembre à la bataille de Kahlenberg, près de Vienne. Ce succès marque la fin d'un cauchemar pour l'Autriche. Le péril turc est définitivement écarté. Les Habsbourg partent alors à la reconquête de la Hongrie. Dans les semaines suivantes, les impériaux s'emparent de nombreuses places fortes ottomanes à la frontière militaire, sur la rive droite du Danube. Jean Sobieski s'empare d'Esztergom ; en 1686, les impériaux assiègent Buda. Après 1683 et la levée du siège de Vienne, il aurait été dans l'intérêt de la Pologne de signer une paix séparée avec les Turcs, mais Jean Sobieski rejoignit finalement la Sainte Ligue (1684). Les Ottomans le surnommaient le « Lion de Lehistan » (« Lion de Pologne »). Pour le pape et les dignitaires étrangers, il resta le « *sauveur de Vienne et de la civilisation occidentale* ».



LE PRINCE EUGÈNE (1663-1736)

Né en France, à la cour de Louis XIV, Eugène de Savoie-Carignan choisit très vite la carrière des armes, mais le roi lui refuse un commandement dans ses armées. Vexé, le prince Eugène jure qu'il se vengera de lui et se met au service des Habsbourg. La France perd un grand capitaine. A 20 ans, il reçoit le commandement d'un régiment impérial au cours du siège de Vienne par les Turcs (1683). A 29 ans, il est nommé maréchal et commandant en chef de l'armée en Hongrie, qu'il reconquiert. Son étoile monte alors au zénith. En 1697, les alliés remportent sous son commandement la bataille de Zenta, une catastrophe pour l'armée ottomane : nombre d'officiers sont tués, ainsi que le grand vizir en personne. Par le traité de Karlowitz, conclu pour vingt-cinq ans, la Porte renonce à la Hongrie et à la Transylvanie. Après avoir négocié en fin diplomate la paix de Rastatt – qui met fin à la guerre de Succession d'Espagne entre la France et les Habsbourg –, le prince Eugène reprend la guerre contre les Turcs et s'empare de Belgrade en 1717. Dans les années 1730, alors qu'il préside toujours à Vienne le conseil aulique qui gère les affaires turques de la monarchie, les marchands ottomans sollicitent sa protection. Une statue équestre le représente place des Héros à Vienne, et une autre à Budapest. L'un de ses lieutenants, le comte de Bonneval (1675-1747), est resté fameux : ce célèbre renégat français se mettra au service du sultan ottoman sous le nom d'Ahmed Pacha pour réformer son artillerie.



MAHMUD II (1785-1808-1839)

Mahmud II est le sultan de son siècle : celui des grandes transformations. Il arrive au pouvoir dans des conditions troubles. Son prédécesseur, Selim III, a été déposé puis assassiné pour avoir voulu réformer l'empire. Mahmud profite des leçons de cette première expérience pour lancer à son tour une série de réformes « occidentalisantes », indispensables à la survie de l'empire. A la veille de son intronisation, l'empire est au bord de la désintégration, face aux féodalités anatoliennes qui dictent leur loi au gouvernement central par l'intermédiaire des oulémas ou des janissaires, qui refusent la moindre évolution. Ces derniers – un corps traditionnel d'élite de l'armée ottomane – refusent de se soumettre et attaquent le palais impérial, le *saray*, en novembre 1808. Dans cette période périlleuse, Mahmud II sait alors remobiliser fermement l'élite politique et les grands officiers afin de créer un noyau de soutiens. A partir de 1820, il remplace tous les chefs locaux par des gouverneurs nommés par Istanbul. En 1826, profitant d'un énième soulèvement du corps des janissaires contre son autorité, il rassemble les troupes loyales le 15 juin et écrase la révolte dans un bain de sang. Pour le régime, cette date est l'« *événement bénéfique* ». Elle a un retentissement considérable dans toute la société turque et jusqu'en Europe. L'empire entre dans le siècle des réformes et du progrès : une école de médecine militaire est créée, ainsi qu'une école d'officiers. C'est aussi la naissance d'une industrie d'armement turque, avec l'arrivée d'ingénieurs et de conseillers européens, allemands, français et anglais.

ABDÜLHAMID II (1842-1876-1909-1918)

Abdülhamid II est resté dans l'histoire comme « le sultan rouge », pour les massacres qui ont eu lieu sous son règne contre les Arméniens et les syriaques de Diyarbakir en 1895 et, à Adana, en 1909. Cette vision est pourtant réductrice, car s'intéresser au règne d'Abdülhamid, c'est trouver des clés pour mieux comprendre la Turquie contemporaine. Petit-fils de Mahmud II, il règne jusqu'à sa déposition par la révolution des Jeunes-Turcs, en 1909. D'un caractère ombrageux, il a la chance de ne pas être élevé dans la réclusion exigée pour les héritiers, n'étant que le troisième dans l'ordre de succession. En 1867, il est autorisé à accompagner son oncle, le sultan Abdülaziz, en Europe, où il visite l'Exposition universelle de Paris. Devenu sultan, il proclame, en 1876, la première Constitution de l'Empire ottoman, malgré un Etat en faillite financière, la menace russe qui pèse sur les Balkans et les détroits, la guerre en Serbie et au Monténégro. En 1878, face à l'avancée des Russes en Bulgarie et en Anatolie, il est contraint de signer l'humiliant traité de Berlin, qui reconnaît l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro. Vaincu et acculé sur le plan intérieur, où le parti conservateur conteste son pouvoir, il suspend la Constitution la même année. On parle alors d'une autocratie « hamidienne », nourrie de paranoïa. En 1891, il crée en Anatolie orientale des régiments kurdes *hamidiye*, chargés de surveiller les Arméniens et la frontière russe. En 1897, il reçoit le soutien spectaculaire de l'Allemagne et lance le projet de chemin de fer de Bagdad. En 1908, il est obligé de rétablir la Constitution sous la pression des Jeunes-Turcs. La censure prend fin et la police secrète est démantelée. Abdülhamid est alors destitué et exilé à Salonique, mais c'est à Istanbul, où il est finalement rapatrié, qu'il meurt en 1918, sur les rives du Bosphore, dans le petit palais de Beylerbeyi.

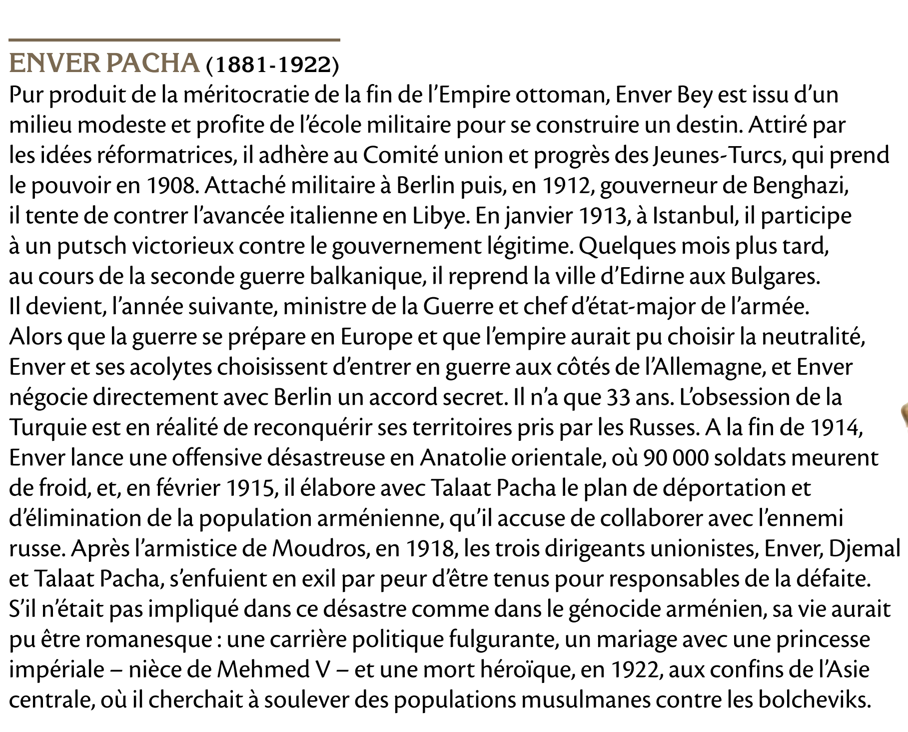


TALAAT PACHA (1874-1921)

D'abord simple télégraphiste à Salonique, Talaat Bey entre au gouvernement en 1909 comme membre du Comité union et progrès (CUP) des Jeunes-Turcs, dont il devient une figure clé. A partir de 1913, le CUP règne sans partage sur les destinées de l'empire. Comme les deux autres hommes forts du pays, Enver et Djemal Pacha, Talaat Pacha est membre de la franc-maçonnerie, le Grand Orient ottoman. En 1913, il devient ministre de l'Intérieur. En 1914, il mène une politique pro-interventionniste avec ses deux acolytes en faveur de l'entrée en guerre de l'empire aux côtés de l'Allemagne, dont le CUP est persuadé de la supériorité militaire. Mais son nom est surtout entaché du sang des Arméniens. Devant la crainte d'une avancée des armées russes sur le front oriental, les déportations commencent en mars 1915. Talaat Pacha leur fait prendre – avec les Arméniens de Cilicie déportés par la 4e armée de Djemal Pacha – la direction du sud-est et de ses déserts, vers la Syrie et la Mésopotamie. Un ordre de marche qui concerne, selon le mot même de Talaat, « *tous les Arméniens sans exception* », dont les catholiques, les protestants, et même ceux qui s'étaient convertis à l'islam en espérant être ainsi épargnés. La plupart n'en reviendront pas. Dans les rares cas où Talaat leur permit de se réinstaller, les Arméniens ne devaient pas dépasser plus de 10 % de la population locale. Grand vizir en 1917, Talaat Pacha démissionne l'année suivante, puis s'enfuit à Berlin après la défaite. C'est là qu'il apprend sa condamnation à mort par contumace par une cour martiale de Constantinople en 1919, alors qu'il cherche à prendre contact avec les Anglais dans l'espoir de négocier. Il est assassiné dans une rue de Berlin en 1921 par Soghomon Tehlirian, un rescapé arménien du génocide, qui sera acquitté au terme d'un procès retentissant.

ENVER PACHA (1881-1922)

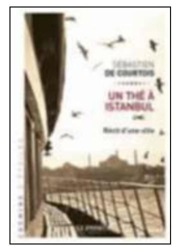
Pur produit de la méritocratie de la fin de l'Empire ottoman, Enver Bey est issu d'un milieu modeste et profite de l'école militaire pour se construire un destin. Attiré par les idées réformatrices, il adhère au Comité union et progrès des Jeunes-Turcs, qui prend le pouvoir en 1908. Attaché militaire à Berlin puis, en 1912, gouverneur de Benghazi, il tente de contrer l'avancée italienne en Libye. En janvier 1913, à Istanbul, il participe à un putsch victorieux contre le gouvernement légitime. Quelques mois plus tard, au cours de la seconde guerre balkanique, il reprend la ville d'Edirne aux Bulgares. Il devient, l'année suivante, ministre de la Guerre et chef d'état-major de l'armée. Alors que la guerre se prépare en Europe et que l'empire aurait pu choisir la neutralité, Enver et ses acolytes choisissent d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, et Enver négocie directement avec Berlin un accord secret. Il n'a que 33 ans. L'obsession de la Turquie est en réalité de reconquérir ses territoires pris par les Russes. A la fin de 1914, Enver lance une offensive désastreuse en Anatolie orientale, où 90 000 soldats meurent de froid, et, en février 1915, il élabore avec Talaat Pacha le plan de déportation et d'élimination de la population arménienne, qu'il accuse de collaborer avec l'ennemi russe. Après l'armistice de Moudros, en 1918, les trois dirigeants unionistes, Enver, Djemal et Talaat Pacha, s'enfuient en exil par peur d'être tenus pour responsables de la défaite. S'il n'était pas impliqué dans ce désastre comme dans le génocide arménien, sa vie aurait pu être romanesque : une carrière politique fulgurante, un mariage avec une princesse impériale – nièce de Mehmed V – et une mort héroïque, en 1922, aux confins de l'Asie centrale, où il cherchait à soulever des populations musulmanes contre les bolcheviks.



LAWRENCE D'ARABIE (1888-1935)

Après des études à Oxford, où il se spécialise dans l'histoire des croisades, Thomas Edward Lawrence s'installe au Proche-Orient, comme archéologue, dès 1909. Il parcourt le Liban et la Syrie, puis participe jusqu'en 1914 aux fouilles de Karkemish, un site hittite posé sur l'Euphrate, au sud de l'actuelle Turquie. Il apprend l'arabe et rayonne très largement dans la région, jusqu'au Sinaï et à Pétra. Contre la corruption des Jeunes-Turcs, vis-à-vis desquels il n'a que mépris, il fait sienne une vision alors en vogue, celle des « purs Arabes » du désert – dont il adopte la tenue et les coutumes. Alors que la guerre éclate en Europe, il entre au service de la couronne britannique comme officier de renseignement et s'installe au Caire. Rapidement, il accompagne la révolte arabe que les Britanniques attisent contre les Ottomans en flattant le panarabisme de Hussein, le chérif de La Mecque. C'est pour leur compte que Lawrence combat, en 1916-1918, aux côtés de l'émir Fayçal – fils d'Hussein –, qui suit ses conseils d'unité et mène contre les Turcs une guerre de guérilla en Transjordanie et en Syrie. En réalité, pas plus que le reste du camp britannique, Lawrence ne partage les vues de Fayçal d'un grand royaume arabe couvrant Hedjaz, Jordanie, Irak et Syrie. Il rêve en revanche d'une Syrie indépendante, même s'il sait que les accords Sykes-Picot (mai 1916) prévoient le dépeçage des territoires ottomans entre Français et Britanniques. Il n'en assiste pas moins à l'entrée triomphale de Fayçal à Damas, en octobre 1918, puis revient malgré lui en Europe pour participer à la conférence de la paix à Versailles en tant que membre de la délégation britannique et conseiller de Fayçal. Lorsque ce dernier est chassé du trône syrien par les Français, en juillet 1920, en application des dispositions de la conférence de San Remo, qui entérine les accords Sykes-Picot, Lawrence ne peut que s'incliner. Jusqu'en 1921, il agit auprès de Winston Churchill comme conseiller pour le Moyen-Orient au Colonial Office. Cette année-là, avec le soutien de Gertrude Bell, une exploratrice intrépide, Lawrence obtient la couronne d'Irak pour Fayçal, alors qu'il vient de perdre tout espoir en Syrie, désormais sous mandat français. L'année suivante, il entre dans la Royal Air Force. Sa vie toute d'aventures se termine par un banal accident de motocyclette dans le Dorset, à 47 ans. Son œuvre littéraire, *Les Sept Piliers de la sagesse*, l'a rendu indispensable pour comprendre cette époque et cette région du monde.

À LIRE de Sébastien de Courtois



Un thé à Istanbul
Le Passeur
208 pages
18,50 €

Chasse au Trésor

Au palais de Topkapi, le trésor impérial réunit une immense collection d'objets précieux ayant appartenu aux Ottomans.

BIJOU Pendentif de Soliman le Magnifique (1520-1566), or, perles et émeraudes, seconde moitié du XVIe siècle.
Tous les objets présentés ici sont conservés au musée Topkapi Sarayi d'Istanbul.

COIFFE Ornement de turban : aigrette avec cabochon de rubis et deux émeraudes, petits rubis et pendeloques d'émeraudes, diamants, perles baroques et plumes, or, XVIIIe siècle. Le turban est une pièce d'étoffe plus ou moins fine de plusieurs mètres de longueur enroulée autour d'une toque.

BRILLANT Casque en cuivre, or, turquoises et rubis de Soliman le Magnifique (1520-1566), seconde moitié du XVIe siècle. Soliman vouait une véritable passion aux pierres et à tout ce qui était brillant. Par ailleurs, il précisa le cérémonial de cour institué par Mehmed II sur le modèle de celui de Byzance. *Le Livre des cérémonies* définit jusqu'à la couleur et la hauteur des turbans qui devaient être portés en fonction des cérémonies.



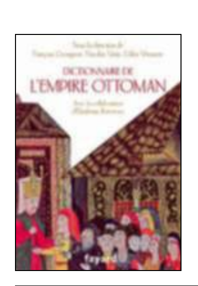
MILITAIRE Casque en cuivre, XVIIe siècle. Le palais de Topkapi abrite également une collection d'armes, l'un des plus importants ensembles d'armes islamiques au monde, omeyyades, abbassides, perses, mameloukes ou ottomanes. L'ensemble est regroupé dans un bâtiment dédié, dans l'enceinte de la deuxième cour du palais, et forme le trésor dit extérieur par opposition aux joyaux du trésor dit intérieur, placé au cœur du palais.

ARME FATALE Dague, poignée et fourreau incrustés d'émaux, de diamants et d'émeraudes. Elle est l'une des pièces les plus importantes du trésor impérial. Elle fut commandée en 1747 par le sultan Mahmud Ier pour l'empereur de Perse Nadir Chah, qui mourut assassiné avant d'avoir pu la recevoir. Le poignard resta donc à Istanbul. Il est au cœur du film *Topkapi*, comédie policière de Jules Dassin (1964), où une croqueuse de diamants américaine commandite le vol de la dague du sultan.

SELON SON RANG Aigrette en perles, diamants et émeraudes, fin du XVIIe siècle. Seuls le sultan et les hauts dignitaires piquaient dans leur turban une aigrette de diamants. Les ambassadeurs, éblouis, ont laissé des descriptions émerveillées de ces foules de turbans de soie, de ces réceptions où éclataient l'or, la pourpre et le satin.

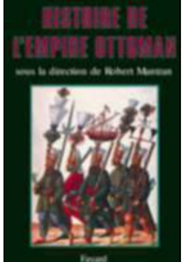
Par Pierre de La Taille, Albane Piot et Geoffroy Caillet

Lettres Ottomanes



Dictionnaire de l'Empire ottoman. **Sous la direction de François Georgeon, Nicolas Vatin et Gilles Veinstein, avec la collaboration d'Elisabetta Borromeo**
Pour qui s'intéresse, de près ou de loin, à la « Sublime Porte », ce dictionnaire apparaît bel et bien comme un outil de référence. Pas moins de 175 des meilleurs spécialistes ont été sollicités pour synthétiser, en 720 notices, l'histoire (politique, sociale et culturelle) multiséculaire de la « maison d'Osman », de ses figures légendaires, et des populations diverses de ses « territoires bien gardés ». Avec 25 cartes, la géographie de l'empire – qui, aux portes de l'Europe, fut présent sur trois continents – n'est pas en reste. Une somme considérable et passionnante. ***PdLT***

Fayard, 2015, 1 352 pages, 170 €.

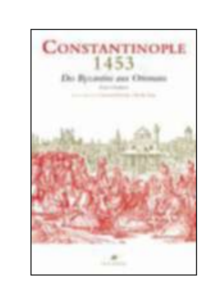


Histoire de l'Empire ottoman. **Robert Mantran (dir.)**
Il s'était imposé sur la scène de l'histoire face à un monde chrétien désuni, par les armes et une administration pensée qui reconnaissait le droit coutumier des diverses communautés composant alors son empire. Après le règne de Soliman le Magnifique, l'Etat ottoman commence à se lézarder, déclinant peu à peu, avant de mourir et de céder la place à la Turquie, en 1923. Cette somme décrit en plusieurs articles classés chronologiquement les heurs et malheurs de cet empire immense, ses rouages et les faiblesses qui l'ont perdu. ***AP***

Fayard, 1989, 814 pages, 40,60 €.

Chute et mort de Constantinople. **Jacques Heers**
Elle portait haut et fier les couleurs de la Rome antique : ses institutions et ses fastes. Constantinople fut dévastée deux fois, en 1204 par les Latins, lors de la quatrième croisade, puis en 1453 par les Turcs, et la seconde attaque signa son arrêt de mort. L'Empire byzantin, affaibli depuis le désastre de 1204, était demeuré sans secours des Latins. Jacques Heers raconte ici comment les ruptures entre l'Orient et l'Occident menèrent au sac de 1204, et à ses conséquences jusqu'en 1453. Il montre à quel point la chute de Byzance fut le fruit d'un changement des mentalités tel que la défense de la foi et la solidarité entre chrétiens avaient cédé la place à la quête de l'exploit, à la raison d'Etat et au service du roi. Un changement où l'on peut lire la fin du Moyen Age et dont la prise de Constantinople serait le manifeste. ***AP***

Perrin, « Tempus », 2007, 352 pages, 8,50 €.

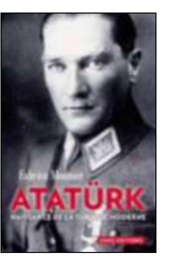


Constantinople, 1453. Des Byzantins aux Ottomans
Vincent Déroche et Nicolas Vatin (dir.)
Il y a une poignée de dates qui « pèsent » dans l'histoire de l'humanité et hantent durablement l'imaginaire collectif. Le 29 mai 1453 en fait partie. Ce jour-là, au terme d'une lutte acharnée, la ville de Constantinople tombait aux mains des troupes ottomanes. Scellant la fin de l'Empire romain d'Orient, la chute de Constantinople a fait couler beaucoup d'encre, au point qu'on y voit le passage symbolique d'une époque (Moyen Age) à une autre (Renaissance). A rebours d'interprétations parfois idéologisées ou aventureuses, le mérite de cet ouvrage est bien de restituer l'événement tel qu'il a été vu par ses contemporains, mettant le lecteur au contact des sources de l'historien. Remarquablement annotés et introduits, ces textes de natures variées (lettres, chroniques, récits apocalyptiques, poésie…) et d'origines diverses (grecque, ottomane ou occidentale), traduits pour la première fois en français, permettent assurément de mieux comprendre le sens et l'impact d'un événement qui apparut, à l'époque déjà, comme un bouleversement. ***PdLT***

Anacharsis, 2016, 1 408 pages, 45 €.

Atatürk. Naissance de la Turquie moderne. **Fabrice Monnier**
S'appuyant sur les plus récentes recherches, Fabrice Monnier dresse ici un portrait inspiré du fondateur de la République turque, Mustafa Kemal (1881-1938), dit Atatürk (« père des Turcs »). Décrivant l'ascension remarquable d'un jeune officier ambitieux et mondain, l'auteur raconte comment celui-ci parvint à bâtir un Etat moderne, et laïc, sur les cendres d'un Empire ottoman dépecé par les puissances occidentales au lendemain de la Première Guerre mondiale. Une biographie instructive mais qui n'épuise pas tout le mystère que l'intéressé et ses proches entretenaient d'ailleurs volontiers. ***PdLT***

CNRS Editions, 2016, 350 pages, 22,50 €.





Les Guerres balkaniques, 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

A l'heure où se déchaînent les nationalismes, alors que l'Empire ottoman se délite, les Etats balkaniques choisissent de conquérir leur indépendance. Ligués contre l'empire dans une première guerre balkanique en 1912, se déchirant les uns les autres dès l'année suivante pour n'avoir pas su se partager les gains du premier conflit, ils en sortent divisés et instables. Tirant chacun leur épingle du jeu des alliances, ils menacent l'harmonie du concert européen, grain de sable dans les rouages diplomatiques prêt à déclencher une avalanche. Ces actes d'un colloque tenu en 2012 à l'ICES de La Roche-sur-Yon constituent un précieux et passionnant document pour comprendre les enjeux trop mal connus des guerres balkaniques et de leurs acteurs, à la veille de la Première Guerre mondiale. ***AP***

PUPS, 2014, 256 pages, 22 €.



Un thé à Istanbul. **Sébastien de Courtois**

Plus que toute autre ville, l'antique Constantinople, devenue Istanbul, cœur de l'Empire byzantin puis ottoman, se prêtait à un récit. Celui de Sébastien de Courtois, stambouliote d'adoption, est la fois instructif et poétique, rigoureux et dépaysant, qui fait défiler son histoire et jaillir son âme au fil de ses lectures et de ses promenades. De Sainte-Sophie, « *centre mystique de toute la ville, qui transperce les couches du temps* », au Grand Bazar et aux terrasses de ses cafés, de Chateaubriand à Pierre Loti, Istanbul se dévoile, étincelante, sans cesser de conserver farouchement son mystère. ***GC***

Le Passeur, 2014, 208 pages, 18,50 €.

La Nouvelle Puissance turque

Tancrède Josseran

Lorsque Mustafa Kemal proclame la République, le 29 octobre 1923, il veut faire revivre l'âme turque d'avant l'islam, construire un Etat-nation où l'islam serait relégué dans la sphère privée et la laïcité religion d'Etat. Au pouvoir depuis 2002, l'AKP, Parti de la justice et du développement, veut faire de l'islam le ciment du futur pacte social et puise sans complexe dans l'histoire ottomane. La nation s'identifie avec la foi, alors que la démocratie que légitime l'expression des aspirations du pays réel est érigée en pilier de l'Etat et prend le pas sur la laïcité. Dans ce pays tiraillé entre démocratie et autoritarisme, une révolution ambiguë s'est opérée et dure encore, dont on décrit ici les étapes et les paradoxes. ***AP***

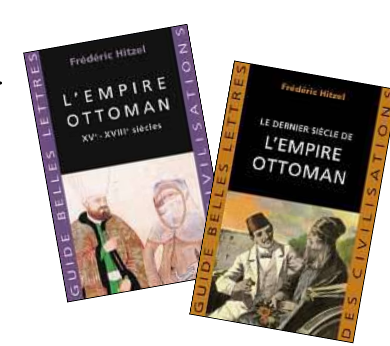
Ellipses, 2010, 220 pages, 17,30 €.



L'Empire ottoman, XVe- XVIIIe siècles et Le Dernier Siècle de l'Empire ottoman. **Frédéric Hitzel**

Le premier dépeint l'épanouissement de la civilisation ottomane, à l'issue de ses multiples conquêtes, le luxe de ses productions artisanales et artistiques, la magie des récits littéraires qu'ont inspirés sa richesse, ses architectures, ses harems et ses héros tels Soliman le Magnifique. Il conjure les fantasmes pour narrer la réalité historique d'un empire, sa mise en place, son extension, son économie, sa culture, sa pensée. Le second met en évidence ses rapports conflictuels et ambigus avec l'Europe, sa transformation progressive, sa modernisation et son effondrement qui ont engendré la Turquie contemporaine. Outils à multiples onglets, riches mais synthétiques, ces guides sont au néophyte une aide précieuse pour aborder l'histoire et la culture de l'empire du Grand Turc. ***AP***

Les Belles Lettres, « Guides Belles Lettres des civilisations », 2010 et 2015, 320 pages chacun, 17,20 € et 19 €.





Le Sérail ébranlé. **Nicolas Vatin et Gilles Veinstein**

La mort du sultan, considéré par ses sujets comme « l'ombre de Dieu sur la terre », revêtait une dimension cosmique dans l'empire. Aussi assistait-on alors à un véritable « ébranlement » dans le palais impérial, où l'on cherchait désormais un successeur digne de ce nom, la dynastie ottomane ignorant la succession par primogéniture. A partir d'une exploration minutieuse des chroniques ottomanes, cet ouvrage revisite ce moment fatidique où, au-delà du destin singulier d'un homme siégeant quasiment au rang de Dieu, se jouent l'avenir et la pérennité d'une dynastie. Ainsi, de la mort du premier sultan et fondateur de la dynastie, Osman (vers 1324), à l'avènement du grand réformateur Mahmud II (1808), les auteurs se penchent sur le cérémonial et les grandes étapes qui accompagnent le passage d'un règne à l'autre. Une enquête passionnante où le récit savant de l'historien cohabite à merveille avec l'anecdote savoureuse du chroniqueur. ***PdLT***

Fayard, 2003, 540 pages, 26,40 €.

Chronologie

Par Albane Piot

Les mille et une nuits du Grand Turc

Au cours de ses six siècles d'existence, l'Empire ottoman connut une ascension rapide et un lent déclin, ponctué de crises politiques qui s'abîmèrent dans la Grande Guerre.

XIIe siècle Les Seldjoukides, tribu turque originaire d'Asie centrale, fondent un Etat fort sur le plateau d'Anatolie : le sultanat de Rum. En 1176, leur victoire à la bataille de Myrioképhalon contre l'empereur byzantin Manuel Ier leur permet de s'enraciner en Anatolie, définitivement perdue pour Byzance. Dans les frontières du sultanat apparaissent des tribus turcomanes que les souverains seldjoukides installent au fur et à mesure de leur arrivée sur le *limes* byzantino-turc.

1204 Conquête de Constantinople par les croisés au cours de la quatrième croisade. Lorsque Michel VIII reprend la ville en 1261, l'Empire byzantin restauré demeure fragile et affaibli. Le sultanat de Rum connaît au même moment de graves tensions. L'invasion des Ilkhans mongols, héritiers de Gengis Khan (1167-1227), entraîne son déclin. Profitant de sa désintégration, les tribus turcomanes constituent, sur le pourtour du sultanat et plus particulièrement à l'ouest, des émirats autonomes *(beyliks)* qui deviennent totalement indépendants à la fin du XIIIe siècle.

Vers 1281 Osman (Othman, d'où Ottoman) prend la tête d'un de ces *beyliks*, dans le nord-ouest de l'Anatolie. En 1299, il conquiert la ville byzantine de Mocadène. Puis, il écrase une armée byzantine à la bataille de Bapheus, vers 1302, près de Nicomédie (Izmit) avant de s'emparer des places fortes de Bithynie. Ainsi naît l'Empire ottoman.

Vers 1324 Mort d'Osman. Son fils Orhan lui succède et s'empare de Brousse (Bursa), dans le nord-ouest de l'Anatolie. Brousse devient la capitale de l'Etat ottoman. Elle le restera jusqu'en 1365.

1361 Les Ottomans pénètrent en Bulgarie et occupent Andrinople, actuelle Edirne. Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie, se démène pour fédérer contre eux une ligue des grandes familles de la noblesse européenne.

1362-1389 Règne de Murad Ier, fils d'Orhan, premier grand conquérant ottoman sur le continent européen : il profite des rivalités entre les différents Etats balkaniques, entre Constantinople et Rome, entre Venise et Gênes, pour étendre son pouvoir. Edirne devient la nouvelle capitale de l'Etat ottoman. Murad Ier crée l'armée des janissaires, composée de prisonniers islamisés et directement attachée au sultan.

1389 Son armée défait les Serbes et les Bosniaques coalisés à Kosovo Polje, en juin. Murad Ier est tué dans la bataille, mais cette victoire enracine les Ottomans en Europe. Au même moment, le grand vizir Ali Pacha écrase les Bulgares à Nicopolis : la Bulgarie entière passe au pouvoir des Ottomans.

1389-1402 Règne de Bayezid Ier, fils de Murad. Il hérite d'un empire solidement établi dans les Balkans, annexe plusieurs *beyliks* d'Anatolie occidentale, atteint le Danube, fait le siège de Constantinople entre 1394 et 1397, sans succès, mais écrase l'armée franco-hongroise menée par Sigismond, à Nicopolis, en Bulgarie, le 25 septembre 1396.

1402 L'expansion ottomane est arrêtée en Asie par les troupes mongoles de Tamerlan. Bayezid est vaincu et fait prisonnier près d'Ankara, le 28 juillet.

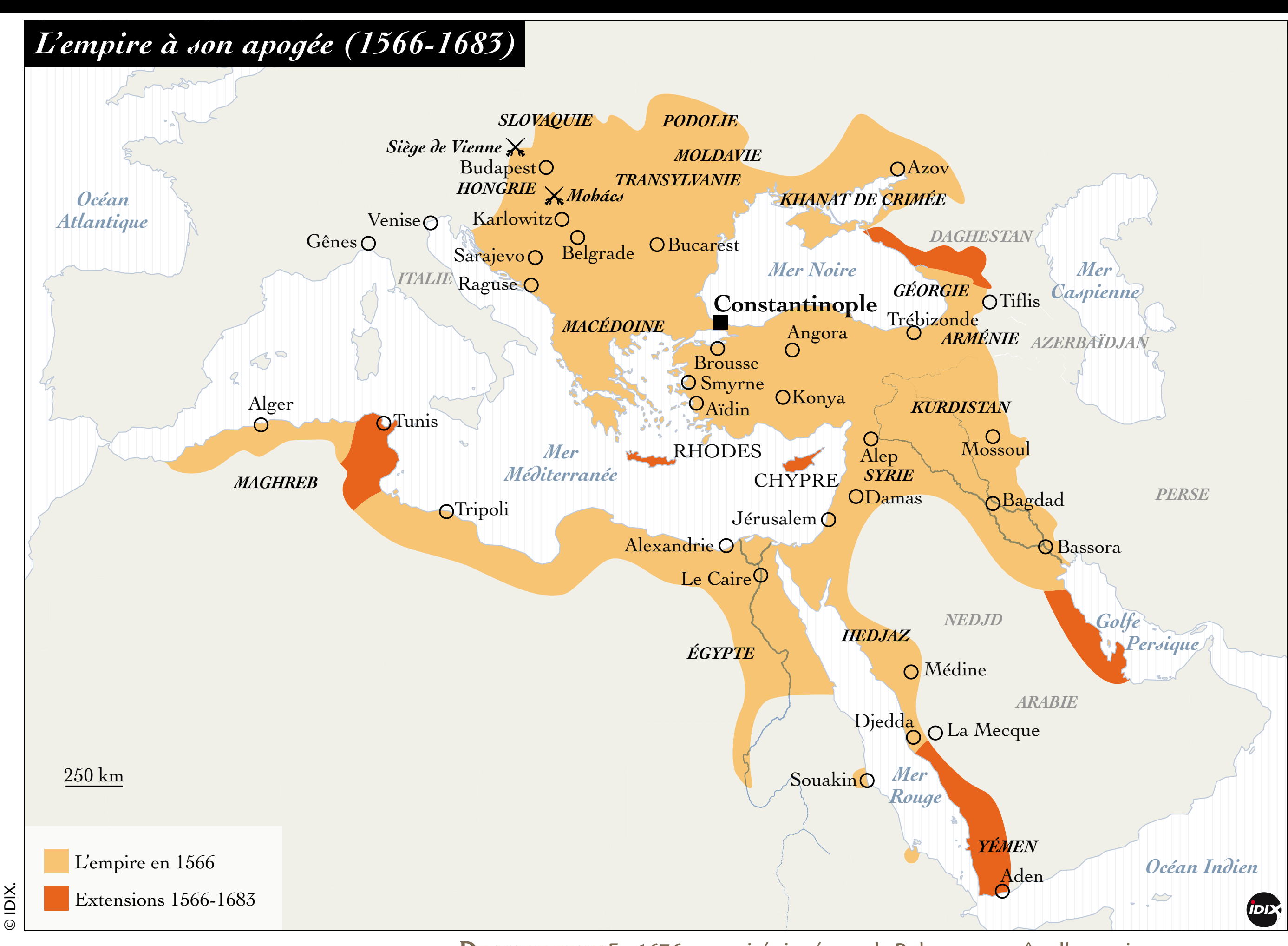
1413-1421 Mehmed Ier restaure l'Etat ottoman dans ses frontières d'avant 1402.

1421-1451 Murad II, fils de Mehmed, reprend l'expansion de l'empire. Il conquiert Salonique en mars 1430, signe le traité d'Andrinople en 1444 avec la Hongrie, par lequel la Bulgarie et la Valachie lui sont dévolues. Il annexe la Morée (le Péloponnèse grec) et renverse l'armée hongroise dans la plaine de Kosovo, en 1448 : les Balkans passent alors entièrement sous contrôle ottoman.

1451-1481 Règne de Mehmed II, son fils. Il signe une trêve avec la Hongrie et s'assure de l'obédience de l'émir de Karaman (province turque du sud de l'Anatolie).

29 mai 1453 Au terme d'un siège de deux mois, Constantinople est prise. Le sultanat ottoman devient la plus grande puissance musulmane au monde.

1458 Installation de Mehmed II à Istanbul, qui devient la capitale de l'empire. On commence la construction du palais de Topkapi. Mehmed II poursuit la conquête des Balkans et occupe l'Anatolie orientale jusqu'à l'Euphrate (1473), mais aussi Athènes, et Otrante, en Italie (1480). Il jette les bases de l'organisation de l'empire.



DE MILLE FEUX En 1676, un traité signé avec la Pologne entraîne l'annexion de la Podolie par l'Empire ottoman. Si celui-ci s'impose alors comme le maître incontesté du bassin oriental de la Méditerranée, il ne fera plus que décroître. Dès 1681, le traité de Bahtchesaray, qui met fin à la guerre avec la Russie, contraint les Ottomans à renoncer à l'Ukraine. En 1683, le siège de Vienne s'achève sur un échec, suivi d'une longue lutte du prince Eugène pour la reconquête de la Hongrie. En 1699, la paix de Karlowitz, signée entre l'Autriche, la Pologne et Venise, oblige l'empire à renoncer à la Hongrie et à la Transylvanie. Son déclin est désormais irréversible.

1481-1512 Règne de Bayezid II qui conquiert l'Herzégovine en 1483, prend le contrôle de la côte nord-ouest de la mer Noire, soit la route commerciale Pologne-Baltique. En 1496, les ports ottomans sont fermés aux navires vénitiens et les Vénitiens chassés de leurs dernières possessions grecques : Lépante (1499), Modon (1500), Navarin, et Coron, « les yeux de la République ».

1503 Epuisés, les Vénitiens acceptent de conclure une paix, reconnaissant leurs pertes en Grèce et en Albanie mais obtenant le rétablissement de leurs droits commerciaux dans l'empire. La Hongrie établit une trêve de sept ans avec l'empire.

1512 Bayezid II est contraint d'abdiquer en faveur de son fils Selim Ier vigoureusement soutenu par les janissaires.

1512-1520 Selim Ier défait les Safavides à Tchaldiran le 23 août 1514, s'empare de Tabriz, achève la conquête de l'Anatolie orientale. Il prend Alger en 1516, se rend victorieux des Mamelouks le 24 août de la même année, occupe la Syrie et la Palestine, défait à nouveau les Mamelouks à la bataille du mont Mokattam, le 22 janvier 1517, près du Caire et incorpore l'Egypte à l'empire. Selim Ier reçoit l'allégeance du chérif de La Mecque : le sultan est reconnu comme protecteur et serviteur des deux villes saintes (La Mecque et Médine). A sa mort, il laisse un empire prestigieux et agrandi.

1520-1566 Règne de Soliman le Magnifique. A l'extérieur, il va mener treize campagnes : dix en Europe, trois en Asie. Son règne brille aussi dans les domaines intellectuels et artistiques. Il prend Belgrade le 29 août 1521, Rhodes en 1522, la Hongrie en 1526. Le premier siège de Vienne, en 1529, est un échec. Mais le conflit perdure jusqu'en 1547 quand la province de Buda devient ottomane et Ferdinand d'Autriche est obligé de verser tribut. En 1534, Soliman lance une première campagne en Perse et s'empare de l'Azerbaïdjan, occupe Bagdad : le monde oriental passe totalement sous la domination des Turcs. En 1536, une alliance est scellée avec François Ier, roi de France. La même année, la campagne des deux Irak apporte aux Ottomans Bagdad et Erzurum. La paix est signée avec les Safavides de Perse, en 1555, à Amasya. La coalition chrétienne, commandée par l'amiral génois Andrea Doria, est défaite à la bataille navale de Preveza, dans le golfe d'Arta, le 28 septembre 1538. La paix est signée le 2 octobre 1540 avec les Vénitiens, qui abandonnent le Péloponnèse. En 1541, la Hongrie est annexée et placée sous l'autorité d'un gouverneur turc (*budin*). La flotte de Hayreddin Pacha, dit Barberousse, sévit le long des côtes provençales et enlève Nice aux Espagnols. Celle de Piyale Pacha prend Djerba aux Espagnols en 1560, mais échoue devant Malte en 1565.

6 SEPTEMBRE 1566 Soliman meurt peu de temps avant la prise de la citadelle de Szigetvár, en Hongrie. A sa mort, l'Empire ottoman est à son apogée. Il s'étend des

frontières de l'Autriche au golfe Persique et des rivages de la mer Noire aux confins algéro-marocains.

1566-1574 Règne de Selim II, fils de Soliman. Il signe un traité de paix de huit ans avec Maximilien d'Autriche le 17 février 1568, qui définit un partage de la Hongrie entre l'Empire ottoman, l'Autriche et la Transylvanie, puis mène une expédition contre les Russes en 1569, fait le siège d'Astrakhan, conquiert l'île de Chypre en 1570.

7 OCTOBRE 1571 La bataille de Lépante se conclut par la victoire de la Sainte Ligue (Espagne, Autriche, Venise, papauté) sur la flotte ottomane. Mais les vainqueurs ne s'entendent pas sur la suite des opérations et ne profitent pas de leur victoire.

1574-1595 Règne de Murad III, fils de Selim II. La Tunisie devient province ottomane en 1574. La Géorgie est annexée, ainsi que l'Azerbaïdjan, et des relations diplomatiques sont établies avec l'Angleterre.

1595-1603 Règne de Mehmed III, fils de Murad III. En conflit avec les Habsbourg, il mène une campagne militaire en Hongrie, et remporte la victoire à la bataille de Mezökeresztes, le 26 octobre 1595.

1603-1617 Règne d'Ahmed Ier, fils de Mehmed III. Il signe la paix de Szitva-Török, le 11 novembre 1606, avec Rodolphe II d'Autriche, roi de Hongrie, confirmée par deux traités signés à Vienne en 1615 et 1616. Cette paix ouvre une période de cinquante ans de calme entre les Ottomans et les impériaux.

1618-1622 Règne d'Osman II, fils d'Ahmed. Il tente d'introduire des réformes, mais se heurte à l'hostilité du corps des janissaires. Il meurt assassiné, victime d'un complot. Son oncle Mustafa le remplace pour un an.

1623-1640 Règne de Murad IV, frère d'Osman II. Il restaure de manière brutale le prestige du gouvernement et redresse temporairement l'empire. A sa mort, il est remplacé par son frère Ibrahim Ier. La paix de Qasr-i-Chirin, le 17 mai 1639, avec les Perses définit le tracé de la frontière turco-iranienne.

1640-1648 Règne d'Ibrahim Ier. Il lance une guerre de conquête contre Venise : la guerre de Candie ou guerre de Crète. La Sérénissime organise un blocus des Dardanelles en 1648. Souverain incapable, Ibrahim meurt assassiné en août 1648.

1648-1687 Règne de Mehmed IV, fils d'Ibrahim Ier. Alors que le grand vizir Melek Ahmed Pacha décrète des impôts extraordinaires, instaure officiellement la vénalité des charges et procède à une dévaluation forcée, les corporations se révoltent, soutenues par les janissaires. Avec l'arrivée au grand vizirat de Mehmed Köprülü, auquel succède, cinq ans plus tard, son fils Ahmed, une période de renouveau s'ouvre, qui met fin à ce que les historiens ottomans ont appelé la « période des catastrophes ».

1664 En guerre avec l'Autriche, les Ottomans essuient une lourde défaite au Saint-Gothard, grâce aux 6 000 hommes envoyés par Louis XIV, suivie de nouveaux succès. Les belligérants signent la paix de Vasvar, qui reconnaît le contrôle de l'Empire ottoman sur la Transylvanie et la Slovaquie du Sud.

1669 Reddition de Candie (l'actuelle Héraklion, en Crète). La Crète passe sous domination ottomane après quatre siècles et demi de domination vénitienne.

27 OCTOBRE 1676 A la suite d'un traité avec la Pologne, la Podolie est annexée à l'Empire ottoman, qui apparaît alors comme le maître absolu du bassin oriental de la Méditerranée.

1681 Le traité de Bahtchesaray met fin à la guerre avec la Russie, qui a débuté en 1677. L'Empire ottoman renonce à l'Ukraine.

1683 Début de l'expédition contre l'Autriche. Vienne est assiégée, mais après cinquante-neuf jours, l'armée des Polonais de Jean Sobieski vient au secours des Autrichiens et défait le grand vizir Kara Mustafa, le 12 septembre, à la bataille de Kahlenberg. Les Habsbourg se lancent alors à la reconquête de la Hongrie.

1687-1691 Règne de Soliman II. Une longue guerre oppose l'empire à la Sainte Ligue (Autriche, Venise, Pologne, Russie, papauté, Toscane, Malte). Maximilien II de Bavière prend Belgrade en 1688, qui sera reprise par les Turcs en 1690.

1691-1695 Règne d'Ahmed II, frère de Soliman II. Il échoue à la bataille de Szalankamen, au nord-ouest de Belgrade, le 19 août 1691, contre l'armée autrichienne commandée par Louis-Guillaume de Bade.

1695-1703 Règne de Mustafa II, neveu d'Ahmed II. Prise d'Azov par Pierre le Grand en 1696. Sévère défaite ottomane près de Zenta sur la Theiss (Tisza), le 11 septembre 1697, face aux alliés commandés par le prince Eugène qui s'applique, depuis le siège de Vienne, à reconquérir la Hongrie. Le 26 janvier 1699, avec la paix de Karlowitz conclue avec l'Autriche, la Pologne et Venise, les Ottomans renoncent à la Hongrie et à la Transylvanie, qui reviennent à l'Autriche.

1700 Traité de Constantinople, le 13 juin, avec la Russie. Pierre le Grand obtient la possession d'Azov et de Taganrog, et le droit d'avoir un ministre auprès du gouvernement ottoman. Après la mer d'Azov, Pierre le Grand vise le contrôle de la mer Noire.

1703 Révolte des janissaires, des oulémas et des membres des corporations d'Istanbul. Déposition du sultan Mustafa II au profit d'Ahmed III, son frère.

1703-1730 Règne d'Ahmed III. Désireux de réformer son Etat sur le modèle des pays occidentaux, il se heurte lui aussi à l'opposition des janissaires.

1711 Expédition contre la Russie. Pierre le Grand est battu sur le Prut. Un traité, renouvelé à Andrinople en 1713, décrète la restitution d'Azov aux Ottomans.

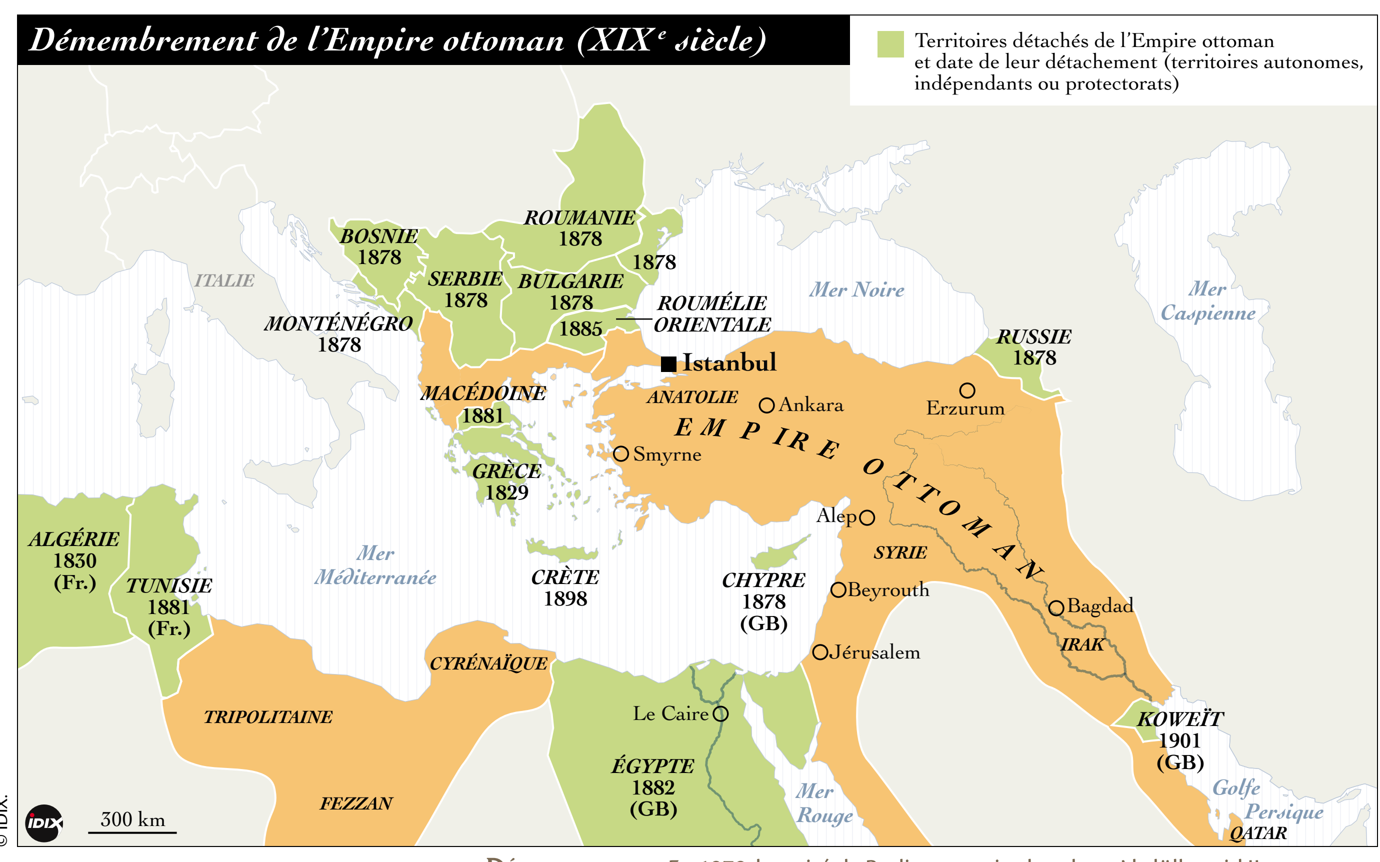
1716-1717 Guerre contre l'Autriche. Le prince Eugène s'empare de Belgrade.

1718 Paix de Passarowitz, le 21 juillet. L'Autriche obtient le banat de Temesvár, la Valachie occidentale et le nord de la Serbie avec Belgrade.

1720-1730 L'ère des Tulipes à Istanbul, entre la paix de Passarowitz et la révolte de Patrona Halil, du nom de la fleur alors en vogue à Istanbul, est une période de construction et d'occidentalisation de l'Empire ottoman, par la culture et les arts.

1730 Révolte des janissaires conduite par Patrona Halil. Ahmed III abdique en faveur de Mahmud Ier.

1730-1754 Règne de Mahmud Ier, fils de Mustafa II. Guerre avec la Perse (1731-1736). La paix d'octobre 1736 fixe au fleuve Araxe la frontière entre les deux Etats. Guerre avec l'Autriche et la Russie (1736-1739). Grâce au soutien de la diplomatie française, l'empire obtient que soit conclue la paix de Belgrade, le 18 septembre 1739 : statu quo avec la Russie, qui récupère peu après la place d'Azov au traité de Nissa,



Démembrement En 1878, le traité de Berlin contraint le sultan Abdülhamid II à reconnaître l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro. La fin est désormais proche pour un empire miné par les ambitions européennes. En 1881, la France occupe la Tunisie ; les Britanniques s'emparent de l'Egypte l'année suivante, puis du Koweït en 1901. Ce grignotage inexorable coïncide avec des années difficiles au plan intérieur. La Constitution promulguée en 1876 est suspendue deux ans plus tard par Abdülhamid. Son rétablissement en 1908 ne pourra empêcher le coup d'Etat de 1909.

le 3 octobre, mais doit la démanteler ; l'Autriche cède ses conquêtes de 1718. Rénovation de l'artillerie par le comte de Bonneval (Ahmed Pacha). Création du corps des bombardiers.

1746 Paix avec la Perse. Retour aux frontières de 1639.

1754-1757 Règne d'Osman III.

1757-1773 Règne de Mustafa III, fils d'Ahmed III. Guerre contre la Russie de Catherine II (1768-1774). La flotte ottomane est détruite par la flotte russe venue en Méditerranée à Tchechme en 1770, non loin de Smyrne (Izmir).

1773-1789 Règne d'Abdülhamid Ier, frère de Mustafa III.

21 JUILLET 1774 Le traité de Kutchuk-Kaïnardji met fin à la guerre russo-turque qui dure depuis six ans et consacre la victoire des Russes. Ces derniers occupent la plus grande partie des rivages du nord et de l'est de la mer Noire, obtiennent la libre navigation dans cette mer et le franchissement des détroits pour leur flotte de commerce.

1783 Annexion de la Crimée par les Russes : Catherine II veut étendre son empire vers le sud ; elle dispose désormais d'un accès à la mer Noire.

1787 Le sultan envoie un ultimatum à la Russie demandant l'évacuation de la Crimée et de la Géorgie. L'ambassadeur russe de Constantinople est arrêté. La Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman.

1788 L'Autriche déclare la guerre à la suite de la Russie.

1789-1807 Règne de Selim III, fils de Mustafa III. Il met un terme au conflit avec la Russie et l'Autriche. La paix de Sistova, le 4 août 1791, oblige l'Autriche à rendre Belgrade et ses conquêtes, et marque, pour près d'un siècle, la fin des hostilités avec l'Autriche et le statu quo frontalier. La paix de Jassy, le 9 janvier 1792, avec les Russes, définit le Dniestr comme frontière entre les deux empires.

1793 Selim III procède à des réformes. Il proclame la création de nouvelles troupes pour pallier la rétivité des janissaires.

1798-1801 L'expédition de Bonaparte en Egypte entraîne la rupture de l'alliance franco-ottomane. Selim III fait appel au Royaume-Uni pour chasser les Français. Les Français capitulent en 1801. La paix est signée à Paris, le 25 juin 1802.

1806 Déclaration de guerre à la Russie qui occupe la Moldavie puis la Valachie et la Bessarabie.

1807 Paix de Tilsit entre les Russes et les Français. Les Russes abandonnent leurs conquêtes, les Français occupent les îles Ioniennes. Le 25 août est signé l'armistice russo-ottoman. Révolte des janissaires : déposition de Selim III le 29 mai, qui meurt assassiné quelques mois plus tard.

1807-1808 Règne de Mustafa IV, son cousin, qui meurt lui-même assassiné.

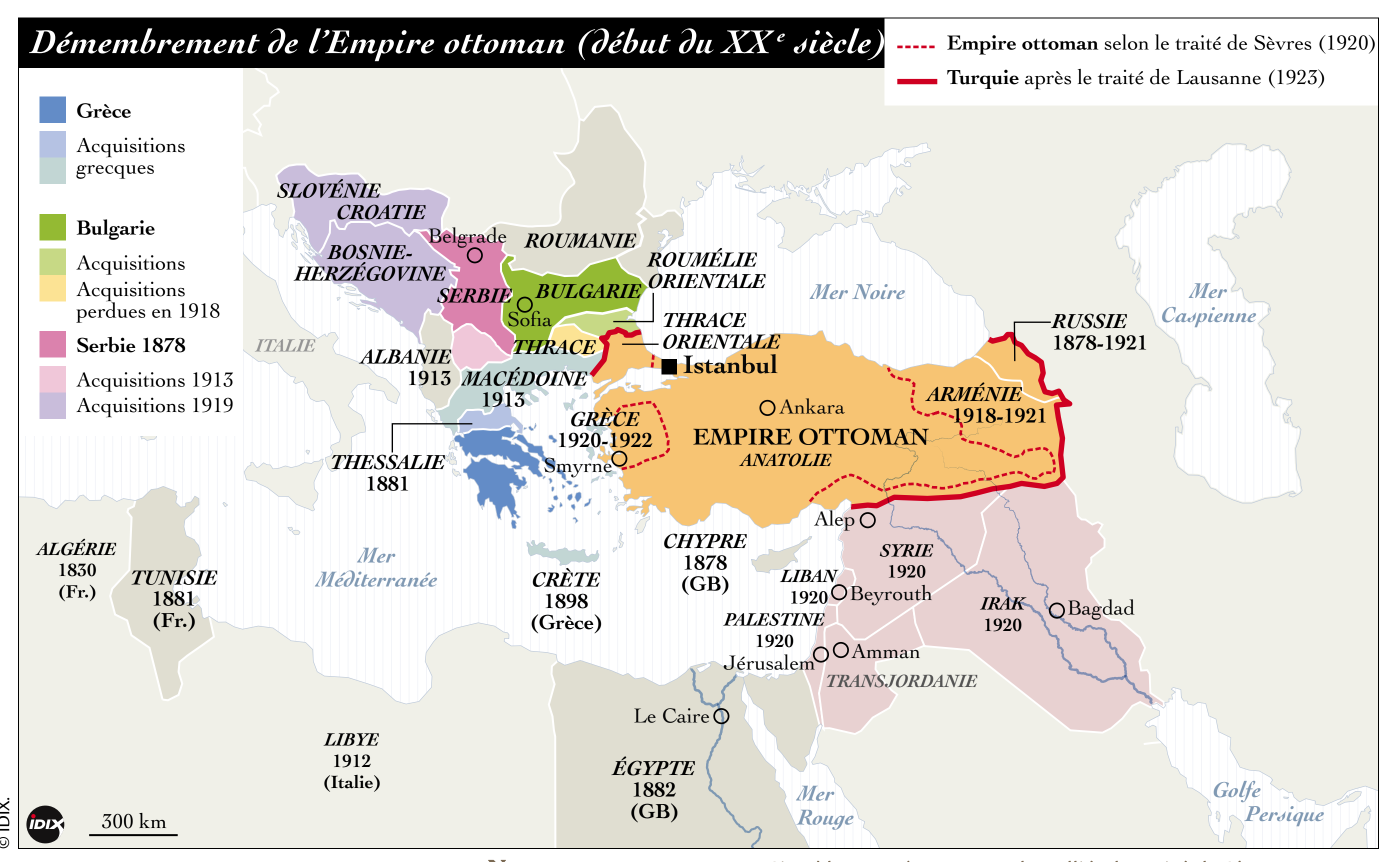
1808-1839 Règne de Mahmud II, son demi-frère. Il hérite d'un empire fragilisé de toute part et se lance alors dans un vaste programme de réformes.

1826 Les janissaires formant un obstacle à la modernisation de l'empire par leur opposition à toute réforme, Mahmud les fait massacrer, puis supprime leur corps.

1827 Traité de Londres scellant l'alliance entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie afin de libérer la Grèce, le 6 juillet. Défaite de la flotte ottomane dans la baie de Navarin, à l'ouest du Péloponnèse, le 20 octobre.

1829 Le traité d'Andrinople, le 14 septembre, décrète l'indépendance de la Grèce et reconnaît l'autonomie de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie. La Bessarabie passe aux mains des Russes, qui obtiennent

également la liberté de passage dans les détroits pour leurs navires marchands. La Grèce passe sous la souveraineté du prince Othon de Bavière le 6 mai 1833.
1830 Débarquement des troupes françaises près d'Alger le 14 juin.
1831-1832 La Palestine, le Liban et la province de Damas tombent aux mains des troupes égyptiennes de Méhémet Ali, vice-roi de la province ottomane d'Egypte, brouillé avec le sultan.
1839-1861 Règne d'Abdülmecid Ier. Il proclame, le 3 novembre suivant, la charte impériale de Gülhane, inaugurant un vaste mouvement de réformes appelées *tanzimat*, destiné à arrêter le déclin de l'empire encore sous le coup de la perte de la Grèce. Tous les sujets de l'Empire ottoman sont désormais égaux sans distinction de religion ; la justice est la même pour tous.
1840 Rétablissement de l'autorité ottomane sur la Syrie, occupée par les troupes égyptiennes de Méhémet Ali.
1853-1856 Un conflit entre catholiques et orthodoxes pour le contrôle des sanctuaires de Terre sainte déclenche la guerre de Crimée. Français et Anglais soutiennent les Ottomans face aux Russes.
1856 Le traité de Paris du 30 mars met fin à la guerre de Crimée. L'Empire ottoman est admis dans le concert européen, la neutralité de la mer Noire est proclamée avec l'interdiction d'y mener des navires de guerre et d'y construire des fortifications. Un nouveau rescrit impérial, le 18 février, deuxième grand texte des *tanzimat*, amplifie les principes de celui de 1839 en réaffirmant la liberté des cultes, l'égalité civile, la suppression de l'affermage des impôts, l'admissibilité des non-musulmans à tous les emplois et leur représentation accrue dans les institutions administratives.
1861-1876 Abdülaziz, frère d'Abdülmecid Ier, lui succède et poursuit la politique des *tanzimat*.
1876 Déposition d'Abdülaziz et avènement de son neveu Murad V le 30 mai. Trois mois plus tard, incapable de gouverner, Murad V est déposé au profit de son frère Abdülhamid II, le 31 août.
1876-1909 Règne d'Abdülhamid II.
1876 Promulgation d'une Constitution de l'Empire ottoman. Pour la première fois de son histoire l'Empire ottoman est dirigé par un souverain constitutionnel.
1877 Le grand vizir Midhat Pacha est exilé le 5 février. Avec lui s'achève l'époque des grands vizirs et des ministres réformateurs ; le « siècle de la Sublime Porte » laisse la place au pouvoir autoritaire d'un seul. Invoquant le droit de porter secours aux Slaves des Balkans, la Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman le 19 avril.
1878 Abdülhamid II est contraint de signer le traité de Berlin et de reconnaître l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro. Vaincu, voyant son pouvoir contesté à l'intérieur par le parti conservateur, il suspend la Constitution, le 14 février, et dissout le Parlement.
1881 Occupation de la Tunisie par les Français.
1882 Occupation de l'Egypte par les Anglais.
1889 Un groupe d'étudiants forme le premier noyau du mouvement jeune-turc : l'Union ottomane.
1890 A Istanbul, des nationalistes arméniens tentent de marcher sur le palais de Yildiz pour réclamer des réformes. La répression est sanglante. La propagande arménienne se répand en Anatolie.
1894-1895 Création à Paris du Comité union et progrès (CUP), mouvement clandestin des réformateurs jeunes-turcs.
1895-1896 Révoltes arméniennes et répression. Une manifestation arménienne à Istanbul tourne au drame le 30 septembre 1895. Elle est suivie d'une série d'émeutes anti-arméniennes en Anatolie orientale, qui conduisent à d'importants massacres. Prise d'otages à la Banque ottomane d'Istanbul, menée par le parti arménien Dachnak, le 26 août 1896. Explosion de violence contre les Arméniens d'Istanbul. Abdülhamid est surnommé le « sultan rouge ».
1906 Des officiers ottomans fondent à Damas un comité Patrie et Liberté. La même année naît, à Salonique, la Société ottomane de la liberté, qui fusionne un an plus tard avec le CUP.
1908 Le 24 juillet, après trente années de pouvoir despotique et devant les menaces de coup d'Etat, le sultan Abdülhamid II consent à rétablir la Constitution suspendue depuis 1878 et annonce les élections d'un nouveau Parlement. La révolution jeune-turque peut s'accomplir. L'Etat ottoman redevient un Etat constitutionnel. La censure prend fin. La police secrète est démantelée.
1909 Abdülhamid II tente de revenir au despotisme mais les Jeunes-Turcs du CUP prennent la direction du gouvernement et le déposent, mettant à sa place Mehmed V le 27 avril.
1909-1918 Règne de Mehmed V.
1912 Première guerre balkanique : la Bulgarie, le Monténégro, la Serbie et la Grèce s'allient en vue de conquérir puis de se partager la Macédoine, entre autres, et déclarent la guerre à Istanbul en octobre ; les Grecs occupent Salonique le 8 novembre.
1913 Les Unionistes commettent un coup de force connu sous le nom d'« attaque de la Sublime Porte » en janvier. Assassinat du grand vizir Mahmud Sevket Pacha le 11 juin. Mise en place d'une dictature dirigée par le triumvirat Enver, Djemal et Talaat Pacha. Le traité de Londres, le 30 mai, marque la fin de la première guerre balkanique et entérine un nouveau découpage territorial du sud de la Roumélie ottomane : les Alliés sont parvenus à soutirer à l'empire l'Epire, la Macédoine, le Sandjak et la Thrace. Du 16 juin au 18 juillet, une seconde guerre balkanique éclate, le partage des gains de la première guerre n'ayant pas été conforme aux accords initiaux. Elle oppose cette fois la Bulgarie à ses anciennes alliées, la Serbie et la Grèce, aidées par la Roumanie. Les troupes roumaines menaçant Sofia, la Bulgarie réclame la paix, signée à Bucarest. Elle doit alors renoncer à ses revendications, céder une partie de ses gains de la première guerre à la Serbie, à la Grèce et à l'Empire ottoman, et une partie de son territoire initial à la Roumanie.
1914 L'alliance secrète germano-ottomane est signée le 2 août. Fermeture des détroits à la navigation commerciale le 27 septembre. La flotte turque bombarde Odessa, Sébastopol et Novorossisk le 29 octobre. La Russie déclare la guerre à l'Empire ottoman le 2 novembre, suivie par la France et la Grande Bretagne le 5. Mehmed V appelle à la guerre sainte le



Naissance d'une nation Signé le 10 août 1920 par les Alliés, le traité de Sèvres réduisait l'Empire ottoman au plateau anatolien. La guerre d'indépendance menée victorieusement contre la Grèce par Mustafa Kemal lui permettra d'obtenir des conditions plus favorables, entérinées, le 24 juillet 1923, par le traité de Lausanne, qui reconnaît le nouveau régime d'Ankara en renonçant à la création d'un Kurdistan et d'une Arménie autonomes. La Turquie moderne est née.

14 novembre. Enver Pacha, ministre de la Guerre, lance une entreprise désastreuse en Anatolie orientale, où 90 000 de ses soldats meurent de froid.

1915 Déportation et élimination par les Turcs de toute la population arménienne, accusée de collaborer avec les Russes.

1915-1916 Bataille des Dardanelles. Les forces anglaises, françaises, australiennes et néo-zélandaises sont repoussées par les Ottomans au prix de lourdes pertes.

1916 Invasion russe en Anatolie orientale. Le chérif de La Mecque, Hussein, lance l'étendard de la « révolte arabe » contre les Turcs en juin, attisée par les Britanniques contre les Ottomans. Lawrence d'Arabie se bat aux côtés de l'émir Fayçal, fils d'Hussein.

1917 Offensive britannique en Mésopotamie et en Palestine : malgré un grave échec à Kut-el-Amara en avril, Bagdad est prise le 10 mars, Jérusalem le 9 décembre.

1918 Mort d'Abdülhamid II le 10 février. Retrait des troupes ottomanes de Palestine et de Syrie face aux forces du général Allenby ; les Anglais reprennent Damas le 1er octobre, puis Alep et Homs ; les Français débarquent à Beyrouth le 6 octobre. Mort du sultan Mehmed V le 3 juillet. Avènement de son frère Mehmed VI. L'armistice de Moudros, le 30 octobre, signe la capitulation sans condition de l'Empire ottoman. Occupation d'Istanbul le 13 novembre, puis de l'Anatolie par les Alliés. Dans la nuit du 1er au 2 novembre, les dirigeants jeunes-turcs, Enver, Djemal et Talaat Pacha s'enfuient à bord d'un navire allemand pour Odessa.

1918-1922 Règne de Mehmed VI, dernier sultan.

1919 Ouverture de la conférence de paix à Paris le 18 janvier. Le général Franchet d'Espèrey, commandant de l'armée d'Orient, entre dans Istanbul le 8 février. Mustafa Kemal quitte Istanbul pour Samsun le 19 mai, date considérée comme le début de la résistance.

1920 Des députés réunis à Istanbul proclament l'indivisibilité des territoires turcs. Certains d'entre eux fuient la capitale et se réunissent à Ankara, où se tient la première grande Assemblée nationale de Turquie le 23 avril. Début de la guerre d'Indépendance. Occupation d'Istanbul par les Alliés en mars. Signature du traité de Sèvres le 10 août, qui marque le démembrement de l'Empire ottoman et réduit la Turquie au plateau anatolien.

1922 La Grande Assemblée vote l'abolition du sultanat le 1er novembre, le sultan conservant uniquement le titre de calife. Après la fuite pour Malte de Mehmed VI, le dernier sultan, sur un navire anglais, son cousin Abdülmecid II est nommé calife.

1923 Signature du traité de Lausanne le 24 juillet, qui abroge le traité de Sèvres et garantit l'indépendance de la Turquie nouvelle. En lui rendant aussi la Thrace orientale et la côte égéenne de l'Anatolie, il ordonne de vastes transferts de populations : environ 900 000 orthodoxes sont expulsés vers la Grèce et 500 000 musulmans de Grèce vers la Turquie. Entrée des Turcs à Istanbul et fin de l'occupation des Alliés le 6 octobre. Ankara devient la nouvelle capitale le 13 octobre. Mustafa Kemal devient le premier président de la nouvelle république. Il prendra le nom d'Atatürk, c'est-à-dire « père des Turcs », en 1934. Proclamation de la république de Turquie le 29 octobre 1923.

1924 Abolition du califat le 3 mars. Exil en France du calife Abdülmecid II. Les derniers représentants de la dynastie ottomane sont expulsés. Adoption d'une nouvelle Constitution.

1938 Mort de Mustafa Kemal Atatürk, au palais de Dolmabahçe, le 10 novembre.

L'ESPRIT DES LIEUX

102 La supercherie de Terezín

C'est le récit d'une des mystifications les plus cruelles de l'Histoire. Pour tromper les Alliés sur la réalité du génocide juif, l'Allemagne nazie leur fit visiter, en 1944, une « cité juive modèle » au cœur du ghetto de Terezín, en Bohême.

112 Une fête chez Monte-Cristo

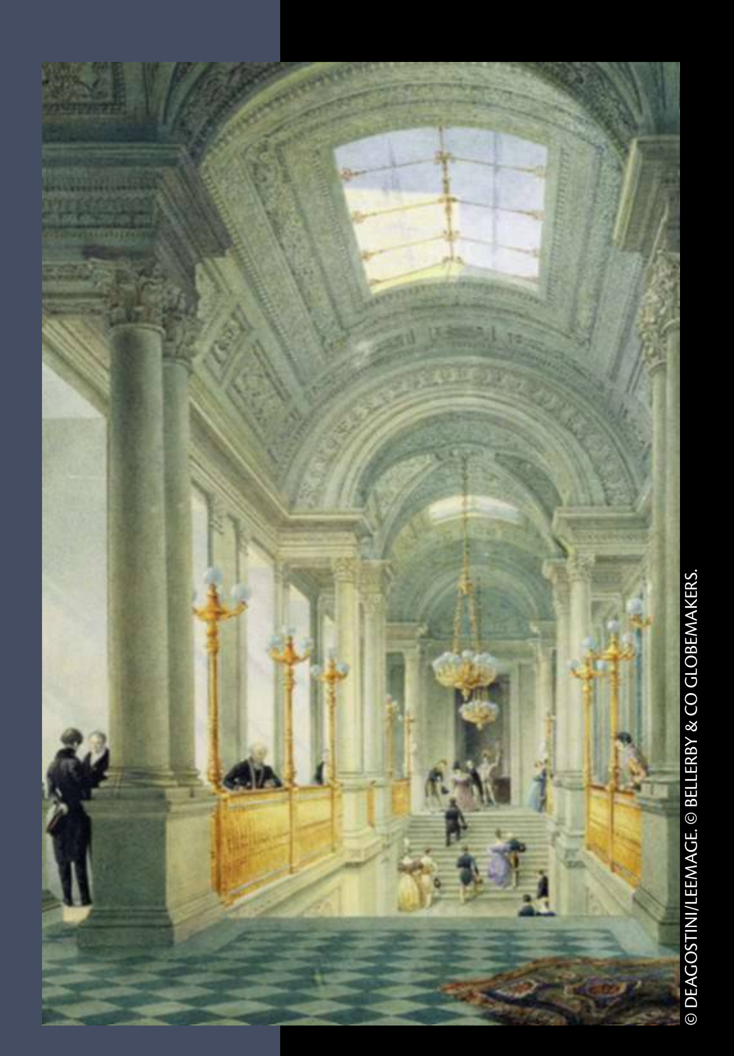
Aussi fantasque et flamboyant que son illustre propriétaire, le château de Monte-Cristo vient de rouvrir ses portes après une patiente restauration. Bienvenue chez Alexandre Dumas.





116 Aux marches du palais

Incendié par la Commune en 1871, le plus méconnu des palais parisiens renaît dans un somptueux ouvrage. De Catherine de Médicis à Napoléon III, c'est toute l'histoire de France qui se lit aux Tuileries.



Et aussi

Le monde leur appartient

L'atelier londonien de Peter Bellerby contient le monde entier. Du moins en miniature. Ses globes terrestres et célestes, entièrement réalisés à la main, combinent techniques traditionnelles et précision novatrice.



La supercherie de Terezín

Par Alain Michel

En 1943 et 1944, l'Allemagne nazie a organisé, en Bohême, une vaste mise en scène pour tromper les Alliés sur la réalité des camps de concentration et du génocide du peuple juif.

TÉMOIN DE L'HORREUR
Enfants de Terezín conduits à Auschwitz, dessin de Leo Haas, 1945 (Londres, Ben Uri Gallery, The London Jewish Museum). Leo Haas est un survivant de l'Holocauste. Entre 1942 et 1945, il réalisa environ quatre cents dessins qui témoignent de ce qu'il vit et vécut dans les camps de Terezín, d'Auschwitz et de Sachsenhausen.



CAMP-GHETTO A la fois ghetto et camp de transit vers les camps de la mort en Pologne, Terezín *(ci-dessus et en bas, en 1944),* Theresienstadt en allemand, fut organisé à partir de novembre 1941. Cette ville-forteresse située à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Prague comptait quelque 7 000 habitants tchèques qui furent expulsés par les autorités allemandes du Protectorat de Bohême-Moravie. Dès le 30 novembre 1941, les premiers convois de déportés juifs commencèrent à arriver de Prague et de Brno, et fin août 1942, on dénombrera plus de 50 000 personnes entassées dans la ville transformée en ghetto. Après la déclaration du 17 décembre 1942, dans laquelle les Alliés condamnaient l'extermination des Juifs en Europe par l'Allemagne nazie, les dirigeants allemands décidèrent de transformer Terezín en « cité juive modèle » pour réfuter les accusations des Alliés. La mise en scène atteindra son apogée lors de la visite organisée pour la Croix-Rouge, le 23 juin 1944 *(ci-dessous, à droite, des enfants juifs photographiés à Terezín par les délégués de la Croix-Rouge durant cette visite).*





Pourim, la fête liée à l'histoire biblique de la reine Esther, est la plus joyeuse du calendrier juif. C'est pourquoi le voyageur qui se trouve dans la synagogue de Prague au moment où a lieu ce qui est un peu l'équivalent du carnaval de la civilisation chrétienne se trouve tout à coup désemparé. En effet, cette fête joyeuse y débute par une cérémonie à la mémoire des 5 000 Juifs du camp des familles tchèques gazés à Birkenau (Auschwitz II) le 8 mars 1944, ce même soir de Pourim.

Ils étaient arrivés six mois plus tôt à Auschwitz venant du ghetto de Terezín (Theresienstadt en allemand), et avaient été enfermés dans le camp dans des conditions très particulières : il n'y avait pas eu de sélection à leur arrivée, on ne leur avait pas rasé la tête, ils ne portaient pas l'uniforme de bagnard, et hommes, femmes et enfants se trouvaient dans le même sous-camp, même s'ils dormaient dans des baraques séparées. Rudolf Vrba, un Juif slovaque arrivé depuis presque deux ans au camp, décrira dans ses Mémoires l'impression étrange éprouvée par les anciens d'Auschwitz : *« Aucun des survivants du camp A de Birkenau n'oubliera jamais le 7 septembre 1943, car cette journée ne ressembla en rien à tout ce que nous avions vécu jusque-là. Ce matin-là, nous fûmes envahis de nostalgie et d'étonnement par ce qui se déroulait devant nous que nous avions refoulé au plus profond de nous-mêmes et que nous ne pensions jamais revoir. Dans le camp B, séparé du nôtre seulement par une rangée de barbelés, entraient des hommes, des femmes, des enfants, en vêtements civils de tous les jours, aux têtes non rasées, étonnés et abasourdis mais bien portants. Les adultes portaient les bagages, les enfants leurs poupées et leurs ours en peluche. »* En fait, ce convoi faisait partie d'un énorme mensonge, une tromperie montée par les SS, et qui était directement lié à l'endroit d'où venaient ces hommes, ces femmes et ces enfants. Comme la soirée de Pourim à la synagogue de Prague, l'histoire du ghetto de Terezín est une tragicomédie dans laquelle les nazis tiraient les ficelles et où les quelque 155 000 Juifs qui y sont passés ont été des marionnettes qui ont cherché à survivre à ce piège. 80 % d'entre eux y trouvèrent la mort.

En septembre 1941, Reinhard Heydrich, adjoint de Himmler et chef du RSHA (services de renseignements et de police), est devenu le « protecteur » de la Bohême-Moravie, la République tchèque d'aujourd'hui. C'est en octobre qu'il décide de constituer un ghetto spécial, en fait un camp de concentration, pour enfermer les 90 000 Juifs qui sont restés dans son « domaine », près de 30 000 ayant réussi à partir en exil avant 1940. Son choix se porte sur une ville-forteresse, Terezín, construite à la fin du XVIIIe siècle et située à 60 km au nord-ouest de Prague. Destiné à protéger le passage de la rivière Ohre au niveau de son confluent avec l'Elbe, l'ensemble est constitué par une petite forteresse à l'est de la rivière (qui servira de prison et de lieu d'exécutions, notamment de résistants) et d'une forteresse principale à l'ouest, dont la majorité du terrain est occupé par des casernes. L'abandon de son importance militaire, entre les deux guerres mondiales, avait entraîné le développement d'une zone d'habitat civil, notamment entre les deux forteresses. Suite à sa transformation en camp, les habitants tchèques sont expulsés. Pour les nazis, il s'agit a priori de prévoir un lieu d'enfermement provisoire, d'où les Juifs seront ensuite redirigés vers l'est, camps ou ghettos, dans le cadre du programme de la Solution finale qui est en train de se mettre en place. Ici s'inscrit le premier mensonge des Allemands. Lorsqu'ils prennent contact avec les dirigeants de la communauté de Prague, ils leur expliquent que les Juifs vont être transférés à Terezín et leur demandent de programmer une cité juive d'accueil. Alors que 5 000 Juifs du Protectorat ont déjà été déportés à Lódz, en Pologne, le fait d'apprendre qu'ils vont rester en Bohême ne peut que rassurer les dirigeants sur leur sort. Ils commencent donc à travailler d'arrache-pied pour préparer le plan d'agencement du ghetto.

Une première équipe de spécialistes est envoyée le 24 novembre 1941 pour aménager l'endroit. Une deuxième équipe doit les rejoindre le 4 décembre. Mais dès le 30 novembre, des convois comprenant chacun 1 000 personnes commencent à arriver de Prague et de Brno : 7 000 déportés en dix-huit jours, provoquant le chaos et anéantissant les beaux plans d'aménagement prévus. Ainsi, alors qu'il avait été envisagé à l'origine que les logements abriteraient les familles, les hommes et les femmes sont installés dans des dortoirs séparés. Ils ne peuvent se retrouver qu'après la journée de travail et avant l'heure du couvre-feu. Dès les premières semaines, Terezín prend ainsi un aspect particulier, à mi-chemin entre ghetto et camp de concentration. Au chaos plus ou moins organisé s'ajoute, dès janvier 1942, la terreur. D'une part, deux convois de 1 000 personnes chacun partent vers Riga, en Lettonie, plaçant désormais les Juifs du ghetto devant la crainte permanente d'être déportés vers l'est. D'autre part, dix Juifs sont pendus pour manquement au règlement, montrant aux résidents que l'épée de Damoclès de la cruauté nazie plane sans cesse au-dessus d'eux.

Mais tandis que la vie quotidienne marquée par la violence, la faim et la surpopulation s'organise, une deuxième période est déjà en train de s'amorcer, même si les Juifs de Terezín n'en sont pas encore conscients. A la conférence de Wannsee, le 20 janvier 1942, les hauts fonctionnaires représentant les grands ministères du IIIe Reich s'accordent sur le mode opératoire de la Solution

L'histoire du ghetto de Terezín est celle d'un énorme mensonge monté par les SS.

finale, qui a commencé en Russie quelques mois plus tôt. A cette occasion, Heydrich, qui préside la conférence, déclare : *« Il n'est pas prévu d'évacuer à l'Est les Juifs de plus de 65 ans, mais de les transférer dans un ghetto de vieillards – vraisemblablement à Theresienstadt. En plus de cette tranche d'âge – parmi les 280 000 Juifs résidant en Allemagne et en Autriche au 31 octobre 1941, environ 30 % ont plus de 65 ans –, les Juifs grands invalides de guerre et ceux qui portent une décoration militaire (EK I) y seront accueillis. Cette solution appropriée permettra de couper court aux nombreuses interventions prévisibles. »*

Ainsi, tout en continuant à recevoir les Juifs tchèques, Terezín devient lieu de déportation d'un certain nombre de Juifs allemands ou autrichiens, pour la plupart âgés, infirmes ou malades. Or, ce n'est que courant mai 1942 que les dirigeants du ghetto sont informés de l'arrivée de ces personnes et de la nécessité de prévoir de nouveaux aménagements pour les accueillir. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : fin août 1942, plus de 70 000 Juifs auront été déportés vers Terezín, et seuls 20 000 d'entre eux auront été redirigés vers l'est. Dans une ville qui comptait 7 000 habitants en 1940, plus la possibilité de loger 10 000 soldats, s'entassent désormais plus de 50 000 Juifs.

Dès le 2 juin 1942, les premiers Juifs de Berlin arrivent. Rien qu'en ce mois de juin, ce sont plus de 3 000 personnes âgées qui affluent de Berlin, Munich et Vienne. Dès lors, le chaos ne fait que croître, et au cours de l'été 1942, la densité de population atteint son niveau record. Bien entendu, du point de vue nazi, le moyen de résoudre ce problème n'est pas d'arrêter les transports vers Terezín mais d'accélérer les transferts vers l'est. Entre mars et mai, 12 000 résidents de Terezín avaient déjà été déportés vers des ghettos ou des lieux d'extermination à l'est de la Pologne. Ce mouvement se poursuit durant l'été et s'intensifie à l'automne. Entre septembre et octobre, 22 000 Juifs de Terezín sont envoyés à la mort, principalement au centre d'extermination de Treblinka. Fin octobre, le dernier convoi de l'année emporte 1 866 victimes vers une nouvelle destination : Auschwitz-Birkenau. Alors que Terezín entre dans sa troisième phase, Auschwitz, vers lequel 46 000 Juifs de Terezín vont être déportés pour y être assassinés d'octobre 1942 à octobre 1944, en représente le symbole mortifère.

Cette troisième période de l'histoire de Terezín débute avec la déclaration des Alliés en décembre 1942, suite aux publications dans les médias de témoignages sur les assassinats de masse commis par les nazis. A partir de début 1943, ceux-ci se demandent comment réfuter la « propagande ennemie ». L'idée de faire de Terezín une « cité juive modèle » va ainsi surgir. Dans un premier temps, au cours de l'année 1943, sont amenés au ghetto quelque 225 *« Prominente »*, c'est-à-dire des personnalités juives connues, politiciens ou scientifiques, avec leur proche famille. Leurs conditions de vie sont meilleures et ils ne sont pas menacés de déportation. Ils peuvent ainsi témoigner dans les lettres qu'ils envoient à leurs connaissances en dehors du ghetto que les choses ne vont pas si mal pour les Juifs. En octobre 1943, arrivent les quelque 466 Juifs danois qui n'ont pas réussi à échapper à l'arrestation et à être transférés clandestinement grâce à la population, comme plus de 6 000 autres, vers la Suède. Les nazis savent que le gouvernement danois cherche à avoir des informations à leur sujet, et cela peut être une nouvelle occasion de diffuser des « bonnes nouvelles » sur le sort des Juifs.

Le summum de cette manipulation est atteint lors de la visite de Terezín par des délégués de la Croix-Rouge, le 23 juin 1944. C'est dans ce cadre qu'est organisé à l'avance « le camp des familles » de Birkenau, avec lequel nous avons commencé cet article. A trois reprises, des convois de 5 000 personnes en provenance de Terezín vont donc être gardés pendant six mois à Birkenau. Eux aussi pourront écrire à leurs proches restés à Terezín et les rassurer : finalement, la déportation à l'Est n'est pas, comme ils le croyaient, synonyme de mort immédiate et les conditions à Birkenau sont supportables. On compte que ces derniers en témoigneront auprès des visiteurs de la Croix-Rouge. De plus, les nazis craignent que la délégation ne se contente pas de la visite à Terezín mais demande à rencontrer ceux qui sont partis « à l'Est ». Le camp des familles pourra alors jouer le rôle de « village Potemkine ».

Le 23 juin 1944, les délégués de la Croix-Rouge repartent satisfaits de leur visite.

Outre le « camp des familles » de Birkenau, la visite a été préparée de deux manières. Depuis fin 1943, à la demande des nazis et sous la direction du Conseil juif, la ville subit un « embellissement ». Les rues, jusque-là désignées par des numéros, reçoivent un nom, en général poétique. Une banque est établie et l'on imprime des billets avec la figure de Moïse et la signature du premier dirigeant juif de Terezín, Jacob Edelstein, qui pourtant a disparu à Auschwitz depuis novembre 1943. Des magasins fictifs sont mis en place, et même un café avec un orchestre de jazz, tandis que les trottoirs sont briqués et les barbelés interdisant les espaces verts ôtés.

Outre ces mesures d'embellissement, les nazis organisent une véritable mise en scène, faisant répéter à chacun son rôle dans le « programme » de la journée de visite, qui comprend même une conférence, un concert, un match de football et un opéra d'enfants.

Sous la pression de la terreur et des menaces, tout se passe dès lors « merveilleusement », le vendredi 23 juin 1944 : les délégués de la Croix-Rouge sont si satisfaits qu'ils renoncent à visiter Birkenau. Dans le rapport au Comité

international de la Croix-Rouge, la « normalité » de cette cité juive est relevée.

Les nazis vont même plus loin dans leur désir de tromper le monde sur le sort des Juifs. Après la visite de la Croix-Rouge, ils tournent un film de propagande montrant la « normalité » du ghetto, qui devait s'intituler *Le Führer offre une ville aux Juifs.* La fin de la guerre arrivera trop vite pour que le montage puisse être terminé et que le film soit commercialisé.

Bien sûr, dès la visite terminée, les déportations vers l'est reprennent, tandis que toutes les « améliorations d'un jour » disparaissent. De fin septembre à fin octobre 1944, 18 500 personnes sont encore envoyées à Auschwitz, fournissant les dernières victimes des chambres à gaz, qui cessent définitivement de fonctionner début novembre 1944.

A Terezín demeurent 11 000 prisonniers, parmi lesquels les *« Prominente »* et les Juifs danois. En février 1945, certaines préparations effectuées par les SS montrent que la liquidation totale du ghetto est envisagée. Mais finalement, tandis que certains prisonniers sont dirigés vers la Suisse et la Suède suite aux accords de Himmler avec la Croix-Rouge, d'autres déportés, évacués au cours des marches de la mort des camps de Pologne, sont installés dans le ghetto.

Quand l'Armée rouge libérera Terezín, le 8 mai 1945, elle y trouvera 29 469 prisonniers, dont un tiers seulement fait partie des Juifs laissés vivants dans le ghetto. 34 000 internés étaient morts de maladies ou de privations à Terezín, tandis que 87 000 avaient été « évacués » vers l'est, dont seuls environ 3 000 avaient survécu. La soi-disant ville modèle juive avait bien été l'antichambre de la mort.

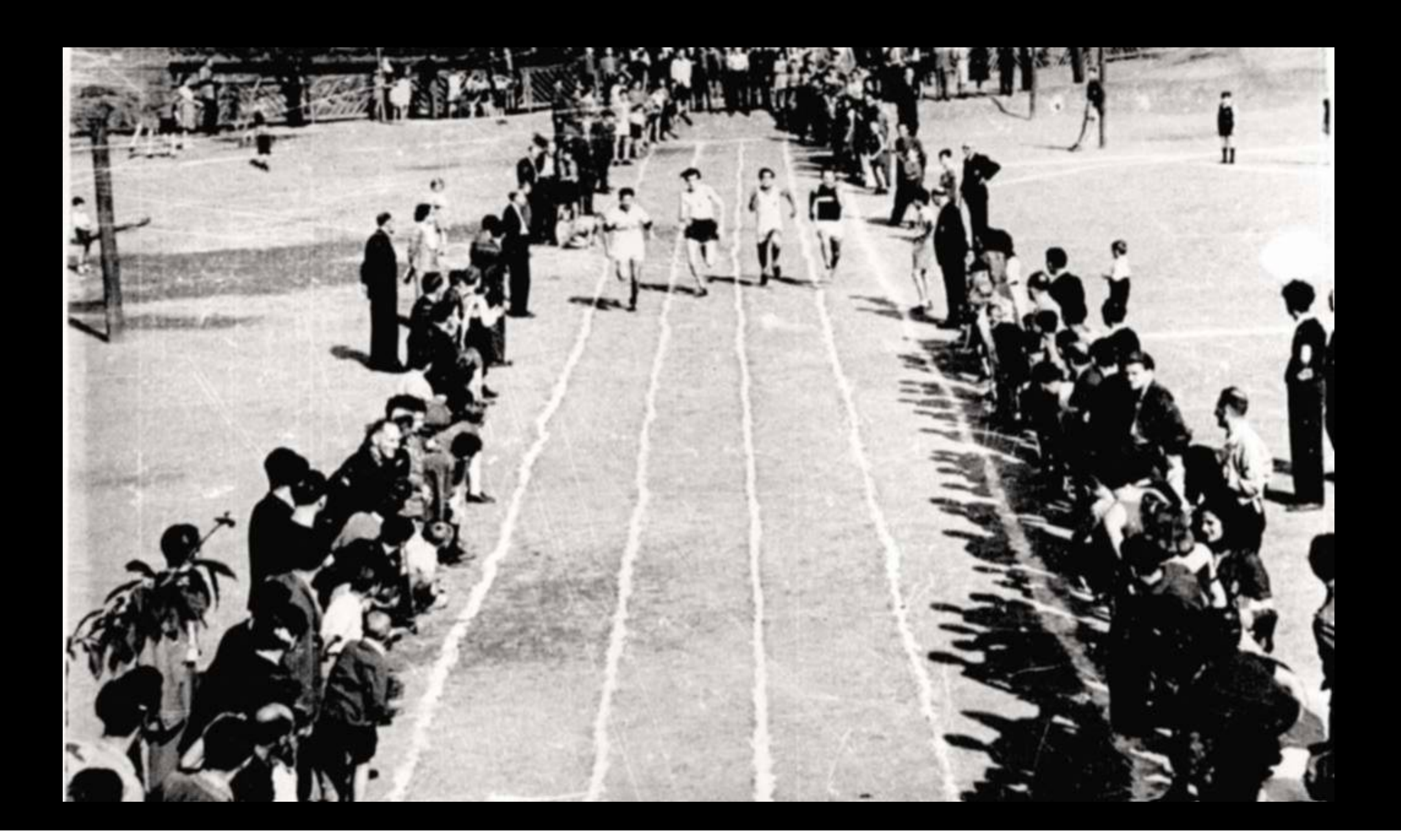
Il n'est pas facile soixante-quinze ans plus tard de se rendre compte de la réalité du lieu tel qu'il apparaissait lorsque ce camp-ghetto fonctionnait. Le promeneur qui visite aujourd'hui Terezín est frappé par le caractère de casernements bien ordonnés qu'a gardé la petite ville, comme si une continuité entre l'avant-guerre et l'après avait refermé la « parenthèse » de la présence juive. Ce sont ces mêmes grandes casernes que l'on peut ➔







Dessins d'enfants
Environ 15 000 enfants juifs furent internés dans le ghetto de Terezín entre 1941 et 1945. Seuls 1 000 d'entre eux survécurent, la majorité ayant été déportée et assassinée dans le camp d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne. Fait exceptionnel, des activités récréatives comme le chant, le théâtre ou le dessin, étaient tolérées par les nazis dans le ghetto. De nombreux dessins réalisés par ces enfants *(ci-dessus et au milieu)* ont été miraculeusement conservés et sont visibles aujourd'hui, pour l'essentiel, au Musée juif de Prague. En bas : esquisse du camp-ghetto installé dans la ville-forteresse de Terezín (Jérusalem, Yad Vashem).



apercevoir dans les images du film de propagande nazi. Mais « l'embellissement » a caché les réalités les plus cruelles. Le mémorial de Terezín a certes reconstitué des dortoirs dans l'une des casernes, mais le vide du lieu empêche de se plonger dans la réalité dantesque qu'y vivaient les prisonniers.

Pour mieux comprendre le quotidien de ce lieu, trois sources peuvent être utilisées. La première est constituée par les nombreux journaux personnels qui ont été écrits par certains des résidents forcés de Terezín. Deuxième source, particulièrement « parlante » si l'on peut dire, les nombreux dessins et œuvres d'art effectués dans le ghetto par des adultes mais aussi par des enfants, et qui montrent la réalité de la vie quotidienne. Le musée de Yad Vashem, à Jérusalem, présente ainsi en parallèle le film de propagande nazi et les dessins rétablissant la vérité. Alors qu'à l'écran on voit les enfants manger avec appétit de grandes tartines de confiture, un dessin montre les prisonniers fouillant dans des tas d'immondices pour tenter d'améliorer leur ordinaire. A ces œuvres d'art, peuvent être rattachées également des photographies, prises en général par les nazis, et qui forment comme un reportage concret de l'horreur des rues de la forteresse. Mais peut-être, et même si cela choque les puristes parmi ceux des intellectuels qui vouent aux gémonies toute tentative de reconstitution de la Shoah, faut-il se tourner vers Hollywood pour saisir, au moins dans une certaine mesure, la réalité du lieu tel qu'il était alors.

Il y a presque trente ans était projeté à la télévision une série, *War and Remembrance (Les Orages de la guerre),* basée sur un livre du même nom de Herman Wouk. Cette série raconte l'histoire d'une famille pendant la Seconde Guerre mondiale, et le dernier tiers du septième épisode ainsi que le premier tiers du huitième épisode se déroulent à Terezín, où nous suivons l'arrivée de trois membres de la famille. Les Jastrow ont la chance d'être des *« Prominente »,* du fait de la protection suisse de l'un d'entre eux, et ils reçoivent ainsi un espace de logement privé. Mais leur arrivée à Terezín est un prétexte pour le réalisateur pour rendre compte de manière très précise de la réalité du ghetto ; je voudrais en décrire quelques images dont le spectateur ne sort pas indemne. Après avoir marché 3 km, depuis la gare à Terezín, les Juifs du convoi, encore pleins d'illusions sur les bonnes conditions qui les attendent au ghetto, sont rangés par file et doivent déposer toutes les valeurs qu'ils ont sur eux. Pris en charge par un officier SS, du fait de leur statut de *« Prominente »,* les trois héros du film pénètrent dans l'espace intérieur de Terezín. Nous découvrons alors les larges rues de la forteresse pleines de gens, de paille, d'objets divers et de détritus. Au premier plan passe un corbillard, chargé de ramasser les cadavres qui jonchent le sol, signe de la mort qui accueille ainsi les nouveaux venus. L'entassement dans les rues est impressionnant. Certaines personnes sont prostrées. Des enfants courent en jouant. La présence de nombreux vieillards souligne la composition de la population. Des hommes bien habillés passent en vitesse, l'air affairé, tandis que des familles en guenilles sont assises dans la poussière, lapant comme ils peuvent leurs écuelles. Comme dans le ghetto de Varsovie, l'entassement et la promiscuité sont tels dans les dortoirs, que la rue est le lieu de séjour d'une majorité de prisonniers pendant la journée. Certains habitent même des cabanes construites dans le coin d'une place. Nous pénétrons enfin dans l'un des dortoirs où des lits à trois étages collés les uns aux autres accueillent des dizaines de familles, une par paillasse. Cela tient de la cour des Miracles et des pires foyers de migrants que l'on puisse imaginer. Ecrivant sur le bagne de Biribi, le journaliste Albert Londres avait utilisé le titre *Dante n'avait rien vu.* Qu'aurait-il pu trouver s'il avait dû faire un reportage sur Terezín fin 1943 ?

Comme d'autres ghettos et d'autres camps, Terezín est également un lieu de vie. Les nazis nous ont légué des monceaux de cadavres et des montagnes de cendres, mais rendre un visage humain à





Mise en scène macabre A l'occasion de la visite des délégués de la Croix-Rouge, le 23 juin 1944, des événements furent organisés dans le camp de Terezín pour donner une impression de « normalité ». Ainsi, les visiteurs assisteront à des compétitions sportives *(page de gauche)* et à des représentations dont le *Requiem* de Verdi et l'opéra pour enfants *Brundibár,* de Hans Krása *(ci-dessus, à droite).* L'ensemble du ghetto avait été « embelli », avec des espaces verts, des magasins fictifs, un café avec un orchestre de jazz. Après le départ des représentants de la Croix-Rouge, les nazis tournèrent encore des images pour un film de propagande qui devait s'intituler *Le Führer offre une ville aux Juifs.* Ci-dessus, à gauche : dessin de Leo Haas montrant la réalité du camp-ghetto de Terezín (Londres, Ben Uri Gallery, The London Jewish Museum). Entre 1941 et 1945, quelque 155 000 Juifs furent déportés dans le ghetto. Parmi eux, 87 000 personnes furent transférées vers les camps de la mort en Pologne, et environ 34 000 moururent à Terezín même, principalement de maladies ou de faim.

ceux qui étaient enfermés, et témoigner de la manière dont ils ont essayé de vivre dans des conditions difficiles et désespérées, est sans doute le plus bel hommage que l'on peut rendre aux victimes. Or Terezín est, sur ce plan-là aussi, un lieu exceptionnel. En effet, dans une grande mesure, l'organisation du travail comme la créativité artistique y furent le produit d'initiatives autorisées ou tolérées par les nazis. Une partie de ces initiatives, notamment sur le plan de l'organisation du travail, furent induites directement par la direction juive du ghetto. Au départ, on avait pu espérer développer une industrie au profit de l'armée allemande, ce qui aurait permis de garantir une certaine survie à Terezín. Mais jamais le ghetto ne réussirait à se rendre véritablement indispensable, sur le modèle de ce qui se passa alors à Lódz, en Pologne. La fabrication de production pour l'armée y serait toujours limitée et seules deux usines fonctionneraient pendant presque toute la période.

A partir de juin 1942, un atelier de mica emploie jusqu'à 850 femmes à la fabrication de feuilles pour l'industrie aéronautique, tandis que durant toute l'année 1943, 1 000 personnes conditionneront des équipements hivernaux pour véhicules militaires. L'essentiel est donc ailleurs. Le travail, obligatoire de 15 à 65 ans, est destiné essentiellement à l'interne : des cuisines collectives à l'aménagement des dortoirs, ce sont les internés qui font « tourner la machine » qui permet au ghetto d'offrir des conditions de vie minimum. Peu à peu d'ailleurs, et avec l'approbation des SS, des améliorations apparaissent, comme des infirmeries ou des couchages en bois superposés. Mais c'est surtout, sous la direction d'ingénieurs et de spécialistes juifs, le réseau d'eau potable et l'évacuation des eaux usées qui sont développés, le système en place datant de cent cinquante ans et ayant été prévu pour une population bien moins nombreuse. Les nazis vont même autoriser la livraison de tuyauteries de l'extérieur. Il ne s'agit pas là de « bonté d'âme » de leur part : ils craignent que des épidémies se développent dans le ghetto et gagnent toute la région.

La vie culturelle à Terezín est sans doute l'un de ses aspects les plus surprenants. Dès l'arrivée des premiers transports, des lectures de poèmes ou des sketches humoristiques sont présentés par certains acteurs professionnels à leurs compagnons d'infortune pour leur remonter le moral. Quelques instruments de musique sont introduits clandestinement et un piano est même trouvé dans des combles. Des concerts secrets sont ainsi organisés. A partir de fin 1942, cependant, les activités culturelles deviennent officielles, coordonnées par le « département pour l'administration du temps libre », tandis que le Conseil juif soumet les propositions de programme au commandant SS du camp pour obtenir son approbation. Ainsi, des conférences, représentations théâtrales, soirées cabaret et même des opéras sont organisés. Des compositeurs présentent des œuvres créées au ghetto. La présence de nombreux artistes juifs tchèques permet ces moments de rêve qui font oublier les graves difficultés du quotidien et surtout les menaces de départ vers l'est.

Tous les internés n'assistent pourtant pas à ces représentations. Beaucoup sont trop fatigués le soir, ou le nombre de billets est limité. Les œuvres sont toutefois présentées à plusieurs reprises, pour permettre au plus grand nombre d'y assister. Par ailleurs, les aléas des déportations vers Auschwitz annihilent parfois les efforts consentis au cours de toute une période de répétitions. Dans l'excellent *Manuel pédagogique* d'Amaury du Closel, publié par le Conseil de l'Europe, on raconte ainsi que trois équipes différentes se sont succédé pour préparer la représentation du *Requiem* de Verdi, une grande partie des cent cinquante choristes disparaissant avant la première. Finalement, quinze représentations ont lieu, et l'œuvre est même reprise pour la visite de la délégation de la Croix-Rouge, en juin 1944. L'opéra pour enfants *Brundibár,* de Hans Krása, qui avait été créé à l'orphelinat de Prague en 1942, est repris en septembre 1943 à Terezín et joué





cinquante-cinq fois, tant la demande est grande. Lui aussi est présenté à la Croix-Rouge et on peut en voir des extraits dans le film de propagande nazi, en se souvenant que la plupart des jeunes choristes que l'on voit sur scène seront déportés et assassinés à Auschwitz dans les semaines suivantes. Il existe également une bibliothèque à Terezín, comptant près de 60 000 volumes. Enfin, parmi les prisonniers se trouvent des peintres et des dessinateurs. De nombreux tableaux et dessins, montrant la réalité terrible de la vie du ghetto, ont été effectués par eux et sont exposés au musée qui perpétue, sur place, la mémoire du lieu.

La vie spirituelle est relativement limitée. Les nazis avaient fermé toutes les synagogues du Protectorat. Lors de l'établissement du ghetto, des pièces improvisées servirent de salles de prière et parfois d'études. Un rabbin principal et deux adjoints furent nommés par Edelstein, le premier « Ancien » du ghetto, mais il y avait nombre de rabbins et de chantres parmi les internés. Ceux-ci, dans une semi-légalité, organisèrent des bar-mitsva pour les enfants, et même des mariages. Cependant, les naissances sont interdites dans le ghetto, sauf dans les derniers mois. Les rabbins s'occupent surtout de la purification du corps des morts et de la récitation de la prière traditionnelle, le kaddish. Au début, les corps sont enterrés dans le cimetière local mais avec l'augmentation de la mortalité au printemps 1942 un crématoire est construit. Après l'incinération, les cendres avaient été conservées dans des urnes mais, en novembre 1944, les nazis ordonnèrent de jeter les cendres de ces quelque 30 000 personnes dans la rivière.

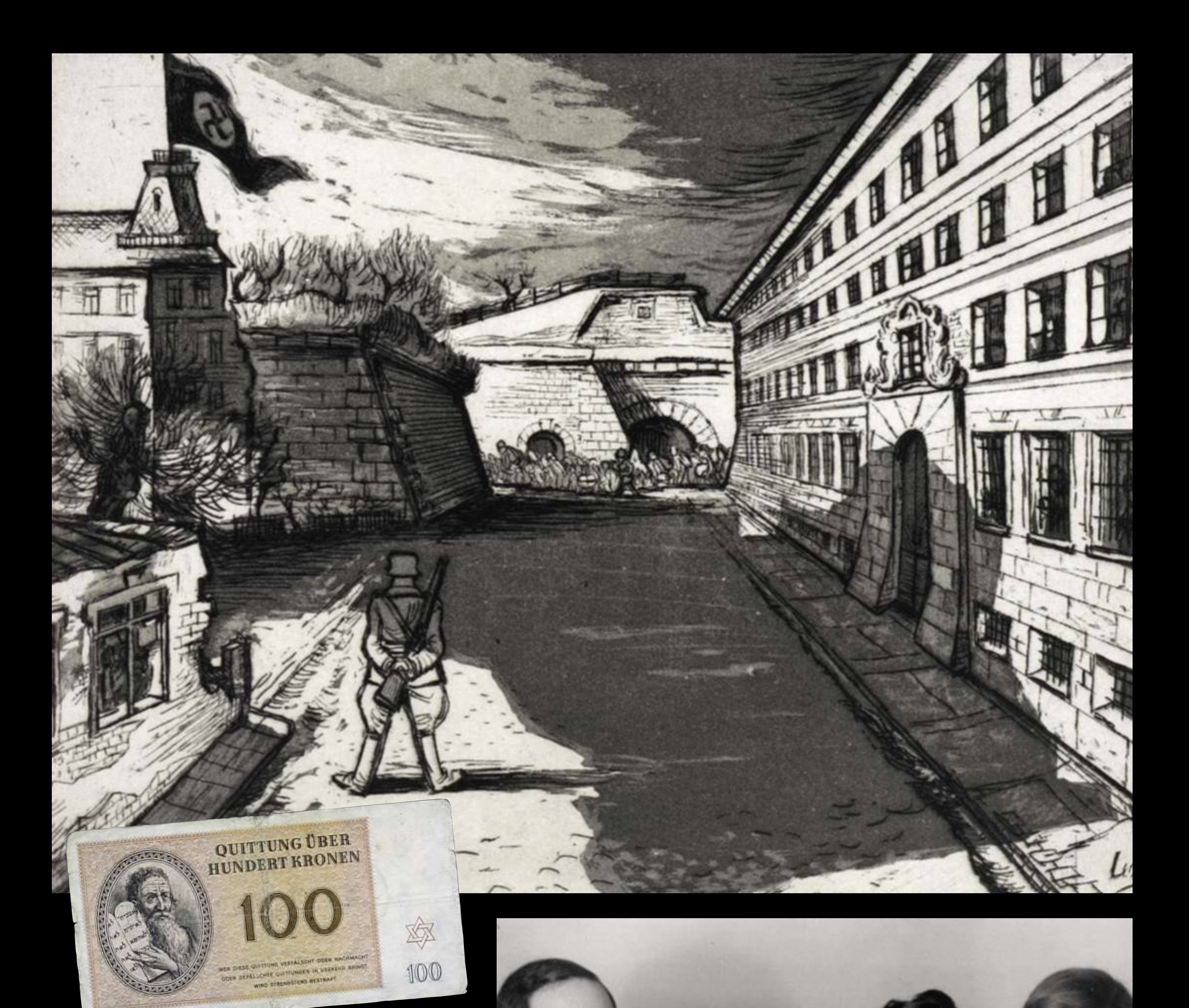
Il faut souligner enfin l'organisation d'activités pour les jeunes. Une partie des 15 000 enfants qui se trouvent à Terezín ne logent pas avec leurs parents, mais dans des maisons spéciales, encadrés par des animateurs de mouvements de jeunesse sionistes, très actifs avant la guerre. Le but est de leur éviter la promiscuité difficile dans les chambrées des adultes, et de s'occuper de leur éducation. Les activités scolaires sont interdites par les nazis, mais des activités récréatives sont tolérées pour occuper les jeunes. Les animateurs font un effort considérable en matière d'éducation, depuis l'hygiène et l'éducation physique, pour qu'ils restent dans la meilleure forme possible, jusqu'à l'invention de toutes sortes de jeux qui permettent de les quasi scolariser tout en les distrayant. Des groupes de mouvements de jeunesse fonctionnent et il y a même des journaux qui paraissent de manière clandestine. Le plus célèbre d'entre eux a pour titre *Vedem* (« nous menons », en tchèque), édité par un groupe de jeunes d'une des baraques. Ecrit et recopié à la main, illustré de dessins, il comporte des poèmes, textes et même des reportages effectués par les journalistes en herbe dans telle ou telle partie du ghetto. Une copie des numéros, représentant plus de 800 pages, a pu être préservée par l'un des rares survivants de la rédaction.

Ce camp-ghetto a représenté un îlot étrange de résistance morale et intellectuelle.

Sur les 15 000 enfants arrivés à Terezín, à peine 1 000 ont survécu. Leur sort, plus que tout, exprime bien les contradictions terribles de ce lieu. D'un côté, le fait qu'ils soient laissés en vie pendant une durée inhabituelle pour ces tranches d'âge durant la Shoah, mais également les conditions éducatives rarissimes qui y existent, attestent de cet îlot étrange de résistance morale et intellectuelle qu'a représenté ce camp-ghetto. Mais le fait que l'immense majorité ait été assassinée par les nazis et leurs complices souligne aussi la radicalité et la cruauté des exécutants de la politique du IIIe Reich. Face à cet extrémisme du mal, il est bon de terminer, me semble-t-il, en rappelant le souvenir de l'un de ces jeunes qui représente, par sa courte vie, l'antithèse de la haine antisémite des nazis.

Né en 1928, à Prague, d'un père juif et d'une mère non-juive, Petr Ginz avait grandi à la fois dans la langue tchèque et dans l'espéranto, langue pour laquelle militaient ses parents. Admirateur de Jules Verne, doué tant pour le dessin que pour l'écriture, il avait déjà écrit, à 14 ans, cinq romans illustrés par ses soins. C'est à cet âge qu'il est déporté, seul, à Terezín en octobre 1942. Il devient rapidement le rédacteur en chef du journal *Vedem* dont nous avons parlé, tout en reconstituant de mémoire un dictionnaire tchèque-espéranto. Ses camarades survivants témoigneront de sa curiosité, de ses dons et de ses nombreux centres d'intérêt. Il est déporté à Auschwitz par l'un des derniers convois de Terezín, en octobre 1944, et est immédiatement gazé.

Le 16 janvier 2003, l'astronaute israélien Ilan Ramon, dont la mère et la grand-mère ont survécu à Auschwitz, décolle avec la navette Columbia. Il emporte avec lui une copie d'un célèbre dessin de Petr Ginz qui représente la planète Terre vue de la Lune. L'astronaute veut ainsi permettre que le dessin de l'enfant assassiné rejoigne la réalité. Au terme de leur mission, le 1er février 2003, Ramon et les six autres membres de l'équipage mourront suite à l'explosion de la navette. La reproduction du dessin de Petr Ginz disparaîtra ainsi entre ciel et terre. Ce jour-là, s'il avait survécu, le jeune Juif tchèque aurait fêté ses 75 ans.



Entre ciel et terre Ci-contre : parmi les jeunes victimes détenues à Terezín, Petr Ginz *(ici avec ses parents et sa petite sœur),* déporté à l'âge de 14 ans, en octobre 1942, et mort à Auschwitz deux ans plus tard. Une copie de l'un de ses dessins, la Terre vue de la Lune, avait été emportée à bord de la navette Columbia qui explosa en 2003. Ci-dessus : billet fictif émis au camp de Terezín, avec la figure de Moïse. En haut : dessin de Leo Haas décrivant l'arrivée d'un convoi à Terezín (Londres, Ben Uri Gallery, The London Jewish Museum). Page de gauche : l'un des dortoirs du ghetto, visible aujourd'hui dans le musée mémorial de Terezín.

LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Une fête chez Monte-Cristo

La restauration de l'extravagante demeure d'Alexandre Dumas s'est achevée cet automne. L'occasion de découvrir l'histoire d'un château de roman.



Royale bonbonnière Alors qu'il vient de publier *Les Trois Mousquetaires*, Alexandre Dumas *(en bas, à gauche)* décide d'acquérir, en 1844, un terrain sur les collines du Port-Marly (Yvelines) pour y faire construire sa « maison de campagne » *(page de gauche)*. Ci-dessus : le salon mauresque du château d'Alexandre Dumas.

Ce jour-là, Mme Mélingue, comédienne, avait pris le train depuis Paris pour rendre visite à Alexandre Dumas. Arrivée en gare du Pecq, elle demanda à un cocher de la mener chez M. Dumas. Malheureusement, il ne connaissait pas cette personne-là. Pourtant, l'écrivain était très populaire : il venait tout juste de faire paraître sous la forme de feuilleton dans la presse *Le Comte de Monte-Cristo* et *Les Trois Mousquetaires.* Désespérée et impatiente, Mme Mélingue tente alors de le décrire : « *Diable ! Mais si, Dumas…* Le Comte de Monte-Cristo… » Le cocher lui rétorque alors que si madame lui avait dit de se rendre au château de M. le comte de Monte-Cristo, ils y seraient déjà !

Amusé par cette anecdote que lui raconte, dès son arrivée, son amie, Alexandre Dumas décide de baptiser sa maison, tout juste sortie de terre, « Château de Monte-Cristo ». « *Ce n'est pas moi qui lui ai donné ce nom ; je n'eusse pas eu cette fatuité,* écrira Dumas dans *Histoire de mes bêtes. (…) Il est bon que, quand la postérité fera des recherches là-dessus, la postérité soit renseignée.* »

C'est au sommet de sa gloire, en 1844, qu'Alexandre Dumas décida de s'établir loin du tumulte de la ville, des tentations mondaines de ce « Paris fêtard » dont il était le roi, dans un lieu où il pourrait travailler en toute quiétude. Le succès de ses romans est alors immense. Les droits d'auteur considérables. Jamais Dumas n'a gagné autant d'argent. Il est riche et populaire, et tient à ce que cela se voie.

Le père des *Trois mousquetaires* habite à l'époque à Saint-Germain-en-Laye. Séduit par les paysages des bords de Seine, il découvre sur les collines du Port-Marly, un site merveilleux. Il acquiert le terrain et décide d'y faire construire sa maison de campagne. Il engage un architecte, et non des moindres, afin de lui faire réaliser son rêve : Hippolyte Durand. Son désir : un parc anglais au milieu duquel trônera un château Renaissance, en face d'un pavillon gothique entouré d'eau… Et il lui donne ses directives : « *Il y a des sources, vous m'en ferez des cascades. – Mais M. Dumas,* lui répond l'architecte, *le sol est un fond de glaise, vos bâtiments vont glisser. – Durand, vous creuserez jusqu'au tuf. Vous ferez deux étages de caves et d'arcades. – Cela vous coûtera quelques centaines de mille francs. – Je l'espère bien !* » conclut magnifiquement le romancier avec un geste large.

C'est ainsi qu'est née, à grands frais, une demeure située dans un parc boisé de trois hectares avec grottes, rocailles et cascades. Depuis plusieurs années, « *faire des choses impossibles* » est le mot d'ordre d'Alexandre Dumas. Et comme tout ce qu'il imagine, l'édification de Monte-Cristo va prendre des dimensions exagérées.

La construction du château n'a pas commencé qu'il envoie (selon une anecdote citée dans un article du journal *L'Illustration*), cette invitation à quelques amis : « *Je viens d'acheter une maison à Port-Marly, voulez-vous y venir déjeuner le 24 juillet, anniversaire de ma naissance ? Demandez la maison de M. Dumas, on*



PHOTOS : © JPB-MONTE-CRISTO.

Précieux bijou A gauche : le salon central du château. En bas : détail des façades sculptées. Page de droite : le « château d'If », cabinet de travail d'Alexandre Dumas, à Monte-Cristo.

vous l'indiquera. A 11 heures. » Au jour dit, les convives arrivèrent. « *Et la maison ?* demandent-ils. – *C'est ici. Vous déjeunez à l'endroit où sera la salle à manger, et dans trois ans, jour pour jour, vous êtes invités à venir à la même heure, recommencer ce repas, dans la vraie salle à manger.* »

Et l'aventure commence. Les premières pierres sont posées au début de 1846 et le château de Monte-Cristo est achevé en 1847, alors que Dumas revient d'une mission politique et culturelle autour du bassin méditerranéen. C'est une charmante demeure aux façades blondes entièrement sculptées, flanquée de deux tourelles avec clocheton. « *L'écrivain y a inscrit à jamais son âme* », souligne Frédérique Lurol, la directrice des lieux. Son effigie trône au-dessus de la porte d'entrée. Ses initiales entrelacées, AD, ornent le haut des tourelles. Le blason de ses ancêtres figure en bonne place sur la façade ainsi que sa devise personnelle : « *J'aime qui m'aime.* »

Mais ce n'est pas tout. Le monde littéraire cher à Dumas s'exprime sur les façades : des visages d'écrivains de toutes les époques, tels Corneille, Shakespeare, Virgile, Goethe ou Chateaubriand, exécutés par de grands sculpteurs. Un foisonnement de motifs de style Renaissance, à la réalisation desquels ont participé les plus grands décorateurs de théâtre de l'époque, fleurit sur les façades : motifs floraux, anges, instruments de musique et armes côtoient divers animaux étranges. « *Une construction littéralement submergée sous un amoncellement de sculptures* », commente Georges Cain, dans *Environs de Paris.*

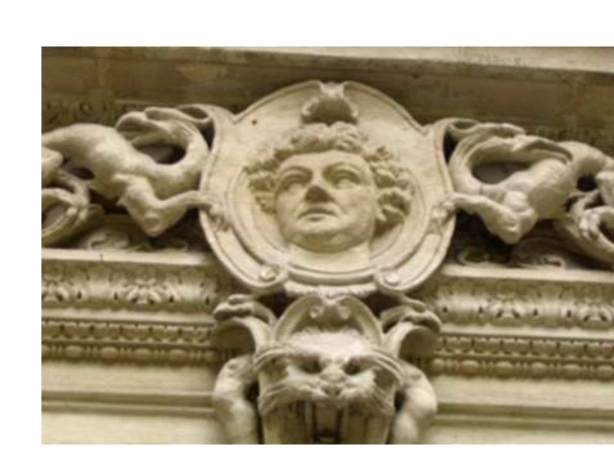
L'ancien conservateur du musée Carnavalet (de 1897 à 1919), qui a visité le logis longtemps après la mort de son propriétaire, ne cache pas son étonnement : « *Un salon minuscule, encombré, avec une cheminée en porcelaine…* » Il est vrai que les pièces principales ne sont pas grandes et contrastent avec l'extérieur. Seule la chambre à coucher de l'écrivain, au premier étage, retient vraiment l'attention. Dumas y a installé un authentique salon mauresque : la perle de la demeure. Cette pièce délicieuse et étrange présente un décor de sculptures et d'arabesques finement ciselées et ajourées dans du stuc par des artisans ramenés de Tunisie par le romancier voyageur. Les fenêtres sont en vitraux de couleurs vives et tous les éléments sont réunis pour plonger chacun dans une atmosphère de sanctuaire oriental. Avec toujours cette petite touche de Dumas : ses initiales sont gravées en lettres dorées sur les murs. Une légende raconte que les deux artisans tunisiens sont enterrés quelque part dans le parc.

Il n'existe pas d'autre description complète de l'intérieur de la demeure. « *Et aucune gravure ne permet de reconstituer l'apparence exacte des lieux* », précise Frédérique Lurol. Toutefois, un acte de vente du mobilier, daté de 1848, laisse imaginer une extraordinaire décoration intérieure : coffres, tables, chaises, buffets, armoires, bureaux, divans, fauteuils, de tous styles occupent alors les lieux.

Afin de s'isoler pour écrire, l'écrivain prolifique fait construire dans le parc un petit château néogothique. Il rebaptise ce cabinet de travail, isolé et entouré d'eau, le « château d'If », comme la prison d'Edmond Dantès, au large de Marseille. L'édifice présente deux façades distinctes aux décors encore une fois insolites. Des titres d'œuvres d'Alexandre Dumas ou de ses héros sont gravés dans la pierre. Différentes sculptures ornent les murs de cette « *forteresse de poupée* » (André Maurois, *Les Trois Dumas*). Ici, le duc de Guise menace de son couteau ; là, Edmond Dantès découvre son trésor ; plus loin, une niche est habitée par un chien de pierre. Ogives gothiques, rosaces et rinceaux, balcon ouvragé et colombages décorent le bâtiment. Le château d'If est l'expression du style éclectique alors en vogue. « *Je n'ai rien à comparer à ce précieux bijou, si ce n'est le château de la reine Blanche dans la forêt de Chantilly… Il n'appartient à aucune époque précise, ni à l'art grec ni à l'art du Moyen Age. Il a pourtant un parfum de Renaissance qui lui prête un charme particulier… Je fus frappé d'admiration* », commente Léon Gozlan, dans *L'Almanach comique,* en 1848.

Aménagé à l'anglaise, vallonné, avec ses grottes, rocailles et bassins, le parc offre une atmosphère romantique et mystérieuse. Il est à l'image du romancier et conforme à sa démesure. Partout, l'eau ruisselle en cascades. Car Dumas aimait à l'entendre chanter. Il commande à son jardinier les plus belles essences d'arbres : mélèzes, sapins, chênes, tilleuls, bouleaux, mais aussi cent cinquante truites, mille deux cents écrevisses ou mille cinq cents goujons pour peupler les bassins !

Le domaine comprend également une serre avec cinq orangers et huit cents pots





de plantes variées, une remise, une volière, une ménagerie et une écurie. « *Je n'aime pas la solitude seule. J'aime la solitude peuplée d'animaux. J'eus successivement cinq chiens, un vautour, trois singes, un perroquet bleu et rouge, un chat, un faisan, un coq appelé César* », raconte l'illustre romancier dans *Histoire de mes bêtes.* Et de conclure : « *J'avais une réduction du paradis terrestre.* »

Le 25 juillet 1847, le lendemain de son anniversaire, le nouveau châtelain donne une réception dans le parc de Monte-Cristo pour pendre sa crémaillère. Depuis plusieurs jours, le Tout-Paris se demande avec anxiété s'il fera ou non partie du fameux déjeuner que « le Grand Dumas » a décidé d'organiser. Comme il ne savait pas résister à la moindre prière, il advint que la réception, qui devait au départ réunir une cinquantaine d'invités, avait fini par atteindre le chiffre extravagant de cinq cents « déjeuneurs » que l'on installa sur la terrasse ombragée de platanes. « *Généreux* », disent les uns ; « *folie des grandeurs* », disent les autres. Entre admiration et agacement, « *le Gotha parisien a les yeux tournés vers le petit château du grand homme* », commente Sylvain Ledda dans sa biographie de Dumas. « *Ah ! Monte-Cristo est une des plus délicieuses folies qu'on ait faites. C'est la plus royale bonbonnière qui existe* », écrit Honoré de Balzac, en 1848. « *On pourrait devenir amoureux fou de ce monument, comme on aime la lune quand on est jeune* », ajoute Léon Gozlan, la même année.

Le marquis Dumas Davy de la Pailleterie est un seigneur sur ses terres. A-t-il seulement conscience qu'il vit là l'un de ses derniers étés de vrai bonheur ? Dumas continue à recevoir, mène grand train, accueille ses conquêtes féminines, cuisine avec talent et fantaisie des pieds d'éléphants farcis ou des oreilles de cochon grillé. Beaucoup de « parasites » vivent à ses dépens et profitent de sa générosité. Mais Dumas croule en réalité sous les dettes. Ses créanciers le poursuivent. Il doit se résoudre à vendre sa propriété. Il commence par se séparer de son mobilier. Puis, le 22 mars 1849, il doit céder son domaine pour la modique somme de 31 000 francs or alors qu'il lui en avait coûté plus de 400 000.

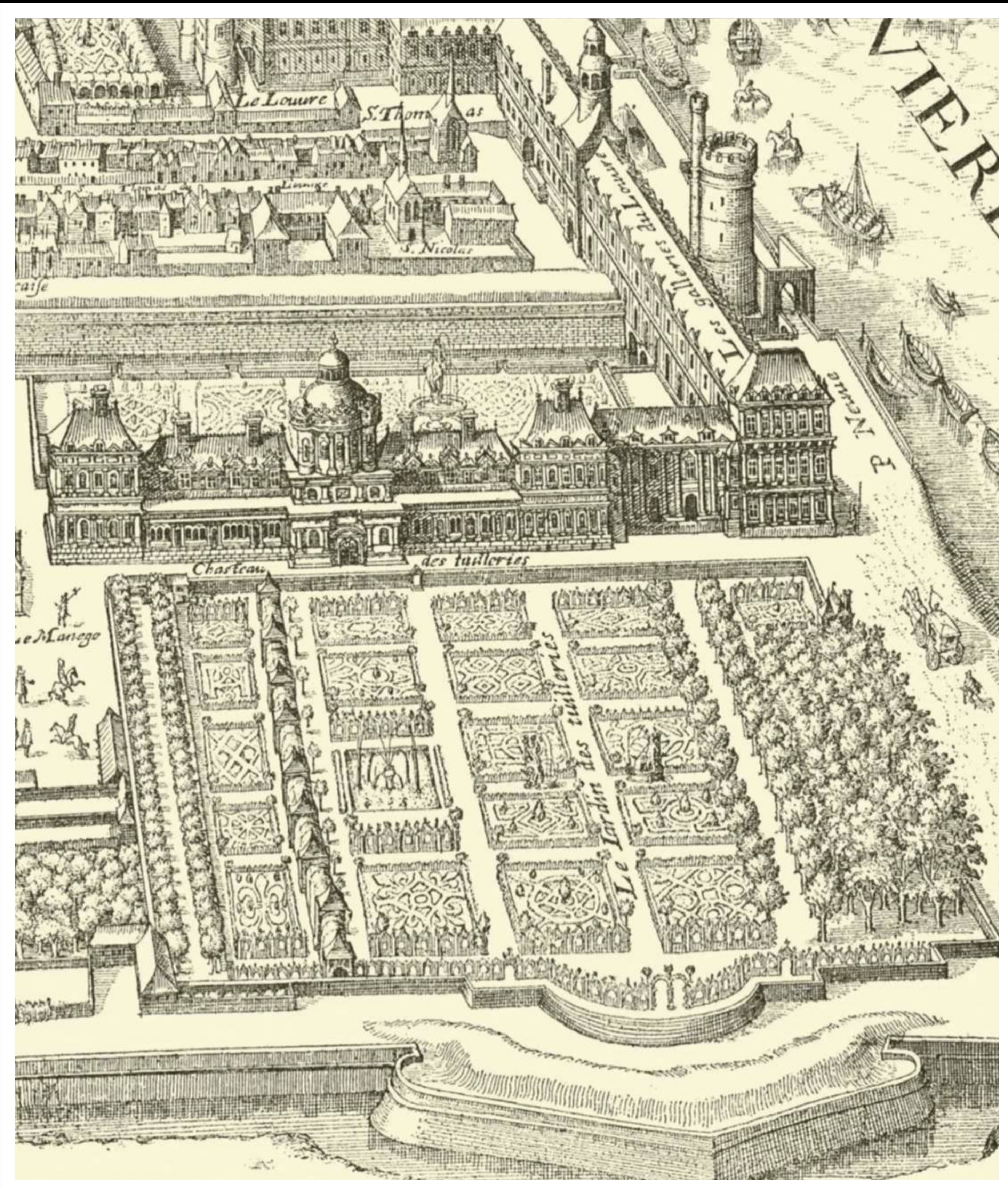
L'écrivain ruiné parvient à rester quelque temps encore dans son château mais, en 1851, il quitte définitivement son paradis pour s'exiler en Belgique.

Le domaine passe alors de main en main. Il souffre des ravages du temps et du manque d'entretien : toitures éventrées, sculptures abîmées, infiltrations. En 1969, il est menacé de destruction par des promoteurs immobiliers sans scrupule. Devant l'émotion suscitée par cette disparition, deux entités s'organisent pour sauver ce patrimoine : les trois communes du Port-Marly, du Pecq et de Marly-le-Roi réunies en un Syndicat intercommunal, et la Société des amis d'Alexandre Dumas qui réunit, autour d'Alain Decaux, des écrivains, des passionnés d'art et de littérature, des hommes publics et des anonymes. En 1970, le domaine est racheté par le Syndicat intercommunal. Depuis lors, il en assure la gestion et multiplie les restaurations pour préserver le site qu'il a fait classer monument historique et ouvert au public en 1994.

Les derniers travaux d'envergure ont été entamés en novembre 2015. Ils viennent de s'achever. Pour les financer, la Fondation du patrimoine et le Syndicat intercommunal ont lancé un appel aux dons. La collecte a permis de réunir plus de 20 000 €, complétés par un mécénat inattendu de Groupama Paris Val-de-Loire de 200 000 €. Ce bijou d'architecture, labélisé « Maison des illustres » en 2011, gravement menacé par des remontées d'eau a ainsi pu être sauvé. Les fondations et le toit ont été remis en état ainsi que les fenêtres. Le château d'If a lui aussi retrouvé sa toiture, ses vitraux et sa façade.

Monte-Cristo vit à présent au rythme des visites, des animations littéraires ou ludiques qui y sont organisées. Dans le château, le parcours d'exposition permanente permet de découvrir la jeunesse de Dumas mais aussi la popularité de cet écrivain prolifique, amoureux perpétuel, homme généreux, passionné et exubérant, infatigable voyageur et fin gourmet. Un homme aux multiples facettes dont la vie, ponctuée de travail, d'amour, de gastronomie, de voyages, de fêtes, de succès et de défaites est à elle seule un roman. Partout dans le parc, magnifié par les couleurs or et pourpre d'automne, souffle la vie de ce grand auteur, « *une des forces de la nature* », selon Michelet. On aimerait tant y croiser l'un de ses extravagants animaux !

Château de Monte-Cristo, 78560 Le Port-Marly. Rens. : www.chateau-monte-cristo.com ; 01 39 16 49 49. Société des amis d'Alexandre Dumas, 51, rue Saint-Louis-en-l'Ile, 75004 Paris. Rens. : www.amisdumas.com


Le Louure
S. Nicolas
Les galleries du Louure
Chasteau des tuilleries
Le Iardin des tuilleries

Par Joséphine de Varax

Aux marches du palais

L'histoire du palais des Tuileries se confond avec celle de la France. Traversé par les souverains et les révolutions, incendié puis effacé du paysage parisien, son souvenir semble aujourd'hui bien lointain.

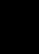


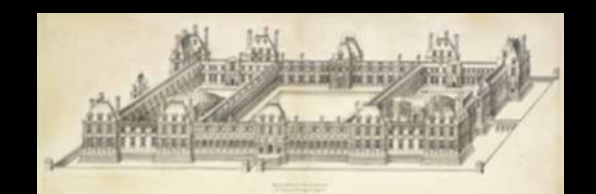
UN « CHASTEAU DE PLAISIR » Ci-dessus : *Portrait de Catherine de Médicis*, d'après François Clouet, XVIe siècle (Chantilly, musée Condé). Elle est à l'origine de la construction du palais des Tuileries au début des années 1560. A droite : *Perspective cavalière du grand projet du palais des Tuileries*, vers 1570-1575 (Londres, British Museum). Page de gauche : le palais et le jardin des Tuileries en 1615, fac-similé du plan de Mathieu Merian, *in Paris à travers les âges*, 1875 (collection particulière).

Le 4 septembre 1870 dans l'après-midi, l'impératrice Eugénie traverse d'un pas rapide le palais des Tuileries pour atteindre la Grande Galerie, qui le relie au Louvre. Jette-t-elle un dernier regard au *Radeau de la Méduse* qui orne les murs ? Elle parcourt les 500 m qui lui permettent de rejoindre la place du Louvre, puis monte dans un fiacre qui l'attend sous la grande colonnade pour fuir vers l'Angleterre. Huit mois plus tard, le palais des Tuileries, embrasé par les flammes de la Commune, ne sera plus qu'une gigantesque ruine.

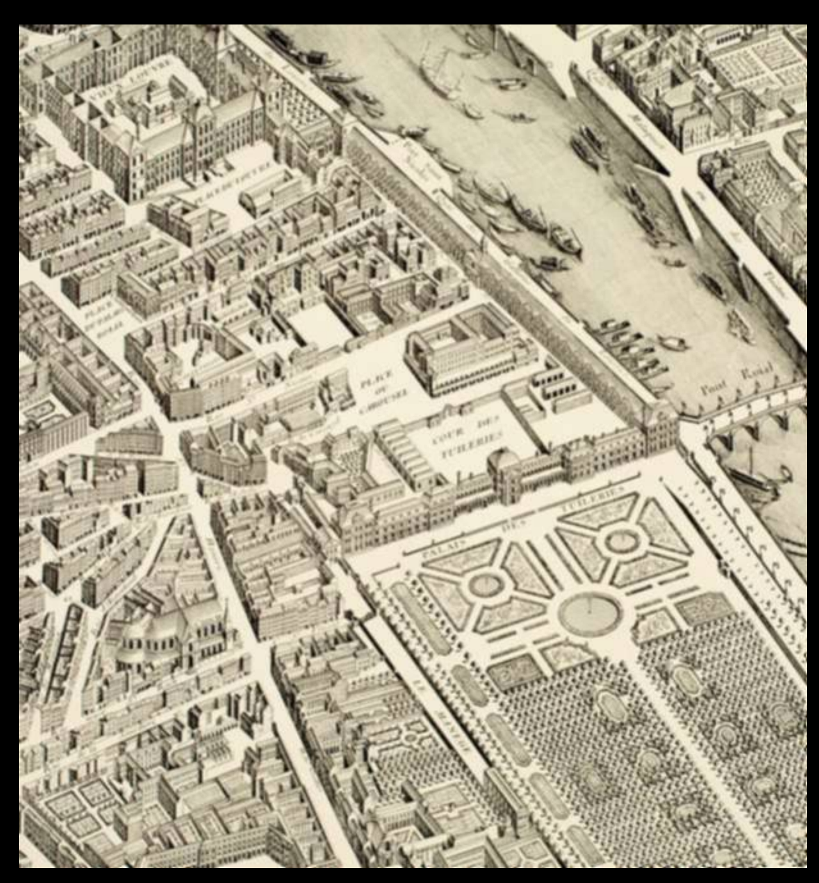
Depuis, le jardin des Tuileries est orphelin de son château, dont l'absence dévoile la perspective étonnamment décentrée des Champs-Elysées par rapport au Louvre, tandis que l'arc de triomphe du Carrousel paraît bien seul sur la grande esplanade… Comment s'imaginer aujourd'hui qu'il était l'accès d'honneur vers la monumentale demeure royale disparue ?

Avec le départ d'Eugénie s'éteignent les fastes de ce château, né trois siècles plus tôt de la volonté d'une autre souveraine, Catherine de Médicis. Lorsque en 1560, à la mort de son fils aîné François II, elle avait pris les rênes du royaume, la reine avait manifesté le souhait de se faire construire une résidence personnelle hors de Paris. Elle jette alors son dévolu sur les Tuileries, un terrain non loin du palais du Louvre où, depuis le Moyen Age, sont installés des fabricants de tuiles. Si la reine conçoit sa nouvelle demeure comme un *« chasteau de plaisir »*, il n'en doit pas moins refléter la pompe royale. Ni forteresse ni donjon, mais un cadre convenant au cérémonial magnifiant le prince. A cette fin, elle fait appel aux services de Philibert Delorme, grand architecte et artiste novateur, dont l'idée est de réunir le style italien mâtiné d'Antiquité, en vogue à l'époque, avec les acquis de la grande tradition gothique française. Les travaux commencent en 1564, date à laquelle est mis en place un bac traversant la Seine – la rue du Bac en a gardé le nom – pour permettre le transport des blocs de pierre taillés dans les carrières de Vaugirard.









Le projet initial de Delorme est colossal : un édifice rectangulaire dont la superficie d'ensemble serait dix fois supérieure à celle du Louvre d'alors. Les difficultés financières permanentes et l'instabilité politique n'en permirent pas la réalisation. Le château se réduit donc à un élégant pavillon central, encadré de deux corps de logis, chacun terminé par un pavillon. Mais le chantier est semé d'embûches (dont la mort de Delorme, remplacé par Jean Bullant) et finalement, en 1574, abandonné par Catherine de Médicis. Elle n'aura quasiment jamais résidé dans le palais.

Le jardin apparaît en revanche comme le grand succès de l'entreprise. Un des plus grands parcs de France, 320 m sur 560, planté en damiers à l'instar des jardins italiens, et parsemé d'essences exotiques, d'arbres fruitiers, de fontaines, d'un labyrinthe, de pavillons, de grottes. Un appel à l'enivrement des sens. La reine y reçoit les ambassadeurs et organise de nombreuses festivités, comme le mariage de sa fille Marguerite de Valois avec Henri de Navarre, futur Henri IV.

C'est précisément sous le règne d'Henri IV que le projet du palais des Tuileries prend un nouveau souffle. Le roi ordonne en 1595 la construction de la Grande Galerie, parallèle à la Seine, pour le relier au Louvre. Ce sera la première étape de ce que l'on nomme dès lors le Grand Dessein, vaste projet consistant à englober le Louvre et les Tuileries en un seul bâtiment entourant une large cour. Il ferait du nouvel ensemble le plus grand palais d'Europe. Mais l'assassinat du roi en 1610 interrompt une fois encore les constructions et le château reste inachevé, dans une dérangeante dissymétrie.

Si ses successeurs contribuent peu à peu à les embellir, aucun n'aime résider aux Tuileries, trop soumises à la curiosité populaire. Car le château et son jardin font désormais partie intégrante de la capitale : il faut faire preuve d'imagination pour se représenter que, là où se trouvent aujourd'hui la place du Carrousel et la pyramide de Pei, s'étendait tout un quartier fait de rues intriquées et d'hôtels particuliers, église, hospice et maisons diverses.

Si l'on peine à mesurer exactement l'investissement personnel de Louis XIV dans l'embellissement des Tuileries, les travaux de décoration intérieure préfigurent, quoi qu'il en soit, le futur chantier de Versailles, comme le montre le somptueux ouvrage *Les Tuileries. Grands décors d'un palais disparu* (Editions du Patrimoine), qui vient de ressusciter ces décors. Les choix architecturaux, qui semblent avoir été faits par Mazarin avec l'architecte Louis Le Vau, définissent durablement l'aspect extérieur du bâtiment, lequel perd en élégance mais gagne en monumentalité. Le palais se voit doté d'un immense théâtre à l'italienne pouvant accueillir de 6 000 à 8 000 personnes selon les sources. C'est André Le Nôtre, dont le père et le grand-père avaient eux aussi œuvré dans le parc, qui redessine le jardin, promenade préférée des Parisiens à la mode. Remis au goût du jour, il perd alors son tracé Renaissance. Les festivités sont grandioses. Mais Louis XIV n'aime pas Paris. Dès lors, Versailles prend le pas sur les Tuileries, qui entrent dans un premier sommeil.

Le 6 octobre 1789, Louis XVI, Marie-Antoinette et leur famille parviennent exténués aux Tuileries, emmenés de force depuis Versailles par une populace survoltée. Rien n'est préparé pour les accueillir. *« Tout est bien laid ici, maman »,* remarque le Dauphin. Durant tout le XVIIIe siècle, le château laissé en déshérence avait servi de refuge à divers habitants : soldats invalides, jardiniers, hommes d'Eglise, nobles désargentés, artisans, valets, artistes (Fragonard, Vernet, Hubert Robert, entre autres, s'étaient établis dans la Grande Galerie)... Les lieux ont été réaménagés en conséquence et sans

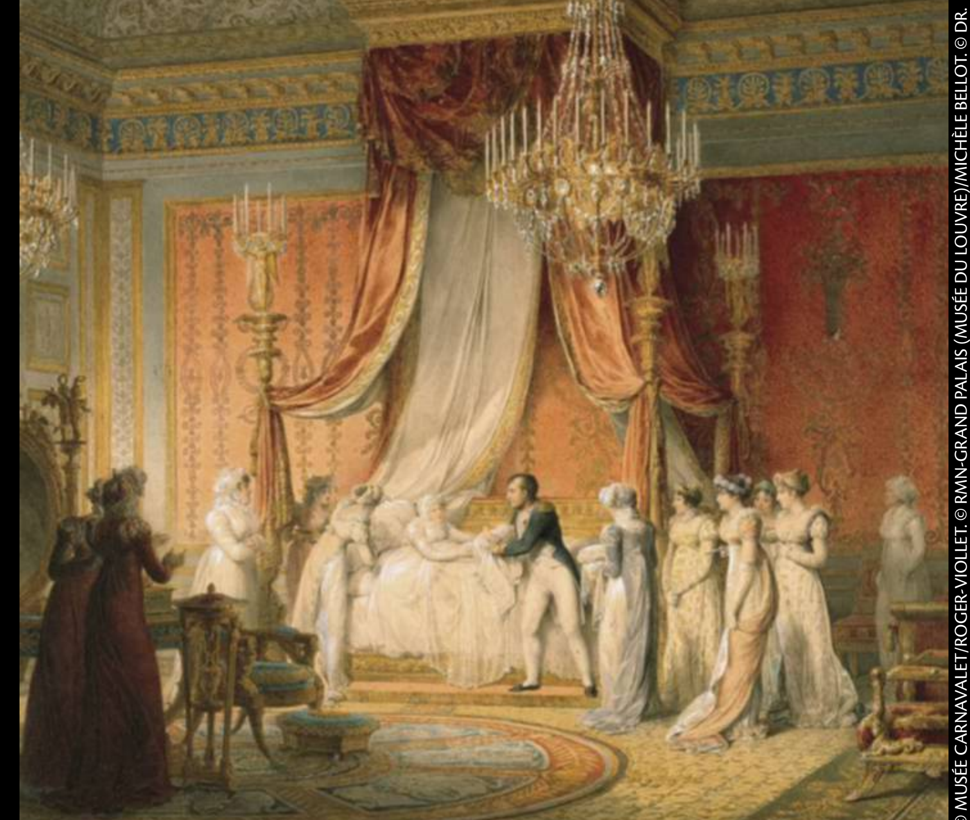




Du soleil et des ombres Page de gauche : *Portrait de Louis XIV jeune*, par Charles Le Brun, XVII[e] siècle (Paris, musée du Louvre) ; le plan de Turgot avec les quartiers du Louvre, 1739 (collection particulière). A l'époque de Louis XIV, le palais des Tuileries est doté d'un immense théâtre à l'italienne. Mais le Roi-Soleil n'aime pas Paris et il préfère s'installer à Versailles. Ci-dessus : *Le Siège du palais des Tuileries, le 10 août 1792*, anonyme, XVIII[e]-XIX[e] siècles (Paris, musée Carnavalet). Après cette journée, les Tuileries saccagées prennent le nom de Palais national.

autorisation officielle : de nouvelles portes ont été percées, des cloisons et des escaliers ajoutés. De l'extérieur, le palais semble délabré : fenêtres brisées d'où s'échappent des fumées de cuisson, linge séchant le long des murs… Les hôtes ordinaires des Tuileries sont donc priés de vider les lieux pour l'arrivée de la famille royale, qui s'installe comme elle peut et tente de reconstituer une précaire vie de Cour. Elle passera trois pénibles années dans le palais, sous haute surveillance et avec la pression constante de la population, qui la guette depuis le jardin et la cour.

L'histoire des Tuileries est désormais étroitement liée à celle de la France. Le 20 juin 1792, une émeute organisée pour l'anniversaire du serment du Jeu de paume voit l'invasion du palais par le peuple parisien. Mais elle se solde par un échec. Si Louis XVI est contraint de coiffer le bonnet phrygien et de boire à la nation, il s'oppose au rappel des ministres girondins qu'il avait renvoyés le 13 juin et ne lève pas davantage son veto aux décrets de l'Assemblée législative sur la proscription des prêtres réfractaires et la création d'un camp de 20 000 fédérés. Le 10 août 1792, une autre journée d'insurrection prend pour cible les Tuileries. La famille royale quitte le palais pour échapper à la



Résidence impériale En haut, à droite : *Banquet impérial dans la grande salle du palais des Tuileries à l'occasion du mariage de l'empereur Napoléon I[er] avec l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche*, par Pierre François Léonard Fontaine, 1810 (Paris, musée du Louvre). Ci-dessus : *Napoléon présentant le roi de Rome nouveau-né à Marie-Louise* (dans la chambre de l'impératrice), par Jean-Baptiste Isabey, 1811 (collection particulière).





LES FEUX DE L'EMPIRE Ci-contre : *Fête de nuit aux Tuileries, le 10 juin 1867, à l'occasion de la visite des souverains étrangers à l'Exposition universelle,* par Pierre Henri Théodore Tetar Van Elven, vers 1867 (Paris, musée Carnavalet). A gauche : *Napoléon III en uniforme de général de division, dans son Grand Cabinet aux Tuileries,* par Hippolyte Flandrin, 1862 (Versailles, musée du Château). En bas : *La Galerie des Tuileries, ancienne galerie des Ambassadeurs,* par Jean-Baptiste Fortuné de Fournier, 1857 (Paris, musée du Louvre). Page de droite : *Le Grand Escalier au palais des Tuileries,* par Eugène Viollet-le-Duc, 1840 (Paris, musée des Arts décoratifs).

vindicte. Restée fidèle au roi, la garde suisse est massacrée par les insurgés, qui s'engouffrent dans les appartements, saccageant, pillant et tuant aveuglément. A la fin de la journée, plus de 1 000 morts jonchent le sol du palais et du jardin. Louis XVI est suspendu de ses fonctions par l'Assemblée législative, les Tuileries prennent le nom de Palais national. Le 10 mai 1793, après quelques mois de séjour dans la salle du Manège voisine, la Convention s'installe officiellement dans le théâtre du palais.

Si les Tuileries n'avaient été auparavant habitées qu'épisodiquement par les monarques, elles deviennent, avec Napoléon Ier, la résidence principale du souverain, et le resteront jusqu'à la fin du Second Empire. Lorsque le Premier consul investit les Tuileries en 1799, il demande une remise en état immédiate des lieux. Le palais reprend de l'animation, et une vie de Cour inspirée de celle de Versailles s'organise autour du futur empereur. C'est l'architecte Pierre Fontaine, secondé par Charles Percier, qui dirige le remaniement et la décoration du palais, suivant les vœux de Napoléon : *« de la magnificence, de l'or, de la tapisserie des Gobelins et de grands tableaux »*. Fontaine occupera ce poste sans faillir pendant quarante-sept ans. Conscient qu'il doit aussi son trône à son armée, Napoléon fait bâtir en 1806, place du Carrousel, l'arc de triomphe que l'on connaît, en hommage à la Grande Armée. Dans son désir de grandeur, l'Empereur souhaite surtout mener à bien le Grand Dessein d'Henri IV et réunir enfin le Louvre aux Tuileries. Les travaux commencent par la construction de l'aile le long de la rue de Rivoli, entre le pavillon de Marsan et la place du Carrousel. Ils n'aboutiront que sous Napoléon III. Vitrine du pouvoir impérial, jamais les Tuileries n'ont autant brillé depuis leur construction.

Après le départ de l'Empereur, changements de régimes et révolutions se succèdent, apportant chaque fois leur lot de rénovations, puis de saccages. Louis XVIII et Charles X occupent sans états d'âme les lieux désertés par leur prédécesseur ; les fleurs de lys remplacent les abeilles et la Cour s'organise comme elle l'était sous Louis XVI. Surviennent les émeutes de 1830, moins meurtrières que celles de 1792, mais tout aussi destructrices pour les décors des Tuileries. Nommé roi des Français, Louis-Philippe ne s'installe qu'à contrecœur dans le palais de ses cousins : *« Je ne veux pas aller aux Tuileries, le lit et le cabinet de Louis XVI et Louis XVIII me feraient mal à voir. »* En 1848, le roi abdique. Une fois encore, le palais abandonné est livré à l'ire des





LE GRAND DESSEIN D'HENRI IV ACHEVÉ
Ci-contre : *Paris moderne : les Tuileries, le Louvre et la rue de Rivoli, vus depuis le jardin des Tuileries,* par Michel Charles Fichot, vers 1850 (collection particulière). C'est sous Napoléon III que le Grand Dessein d'Henri IV de réunir le Louvre au palais des Tuileries fut enfin réalisé. L'ensemble formait désormais une vaste cité impériale.



révolutionnaires, stupéfaits de ne se voir opposer aucune résistance dans leur élan destructeur.

Trois ans plus tard, Napoléon III s'installe à son tour aux Tuileries. Sous son règne, le château et son jardin vont connaître les années les plus fastes de leur histoire. Enfin, le Grand Dessein initié par Henri IV est achevé : l'insalubre quartier du Carrousel est définitivement rasé et, en cinq ans, le Louvre et les Tuileries ne forment plus qu'une seule immense cité impériale de plus de 430 000 m². En dépit des révolutions, le jardin ne cesse d'être la promenade à la mode où il est de bon ton de se montrer. Napoléon III et Eugénie font







Luxe, faste et volupté Page de gauche : *Le Salon d'Apollon au palais des Tuileries,* par Jean-Baptiste Fortuné de Fournier, 1857 (Compiègne, domaine du Château). Ci-contre, en haut : *La Salle du conseil des ministres aux Tuileries,* par Jean-Baptiste Fortuné de Fournier, XIXe siècle (Compiègne, domaine du Château). Ci-contre, en bas : *Banquet des Dames dans la salle du spectacle des Tuileries,* par Eugène Viollet-le-Duc, 1835 (Paris, musée du Louvre). Jusqu'en 1870, le couple impérial multiplia les réceptions, concerts, dîners et spectacles au palais des Tuileries. Période de fastes et de déploiement incomparable de luxe, le Second Empire contribua au rayonnement et à la diffusion d'un art de vivre à la française.

des Tuileries le cadre de somptueux bals, concerts, dîners et spectacles. Tous les témoins ont gardé le souvenir des flots d'invités – bien souvent près de 5 000 personnes – en crinolines, diadèmes et uniformes, qui donnaient un éclat incomparable à ces réceptions. Cette débauche de splendeur répondait à l'objectif impérial de faire rayonner l'artisanat et l'industrie de luxe, et de diffuser l'art de vivre français.

La défaite de Sedan ouvre la route de Paris aux Prussiens. Alors que l'armistice est signé par le gouvernement installé à Versailles, une partie des Parisiens refuse de se rendre. En mars 1871, naît la Commune. Malgré les barricades construites dans les rues de Paris, l'armée versaillaise avance inexorablement. Le 23 mai, elle sera au pied des Tuileries. Les communards se replient, en incendiant délibérément de nombreux bâtiments publics – le palais d'Orsay, l'Hôtel de Ville, le palais de Justice ou les Gobelins – et d'abord le palais des Tuileries, symbole du pouvoir royal et impérial. Méthodiquement, des tonnes d'alcool, d'essence de térébenthine, de goudron, de poudre sont déversées dans le château. L'incendie va durer trois jours, menaçant les bâtiments alentour, dont le Louvre, sauvé de justesse grâce à l'intervention du conservateur, Barbet de Jouy, et du commandant Bernardy de Sigoyer, qui circonscrivent vigoureusement les flammes.

Pendant douze ans, le sort des ruines des Tuileries reste en suspens, tandis que le jardin a repris son animation habituelle. Leur état, après l'incendie, aurait permis la reconstruction du château. Mais le gouvernement ne montre aucune hâte à rendre son éclat au symbole d'un pouvoir impérial honni. Non protégées, elles ne font que se dégrader. Le 4 décembre 1882, elles sont rasées et vendues aux enchères. Certains vestiges sont achetés par des propriétaires privés, d'autres trouvent place dans des jardins publics – le Luxembourg, le Trocadéro –, livrés aux intempéries. Quant





PARIS BRÛLE-T-IL ? Ci-dessus : *L'Incendie des Tuileries, le 24 mai 1871,* anonyme, XIXe siècle (Paris, musée Carnavalet). Page de droite : le péristyle d'honneur du palais des Tuileries après le 28 mai 1871 (Paris, Bibliothèque historique de la Ville de Paris). Les ruines du palais resteront en l'état pendant près de douze ans, avant d'être rasées fin 1882. A gauche : *La Religion,* par Philippe de Buyster, 1666-1668, provenant du fronton du pavillon central du palais des Tuileries (Paris, musée du Louvre).

aux abonnés du *Figaro,* ils reçoivent en cadeau des morceaux de marbre du palais, transformés en presse-papiers !

Rebâtir le château ? La question ressurgit périodiquement, surtout depuis la création en 2004 du Comité national pour la reconstruction des Tuileries, dont l'objectif est de relever les bâtiments dans leur aspect de 1870, c'est-à-dire dans la configuration de Napoléon III. Ces 20 000 m² pourraient ainsi accueillir une extension des musées du Louvre et des Arts décoratifs, un théâtre pour la Comédie-Française, des salles de réception et de conférences, et surtout, un musée des Tuileries. Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 350 millions d'euros (quatre fois moins que le Grand Louvre de François Mitterrand, précise le Comité), financés de manière privée, grâce au mécénat et à une souscription internationale. En 2006, le ministre de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, institue une commission d'études de ce projet, qui suscite alors beaucoup d'engouement, le chantier pouvant par ailleurs servir de lieu d'apprentissage aux métiers d'art.

Toutefois, de nombreuses voix s'élèvent contre la reconstruction. Avec maints arguments. Le sous-sol étant déjà occupé par le Carrousel du Louvre, la mise en place de fondations pour une telle construction serait difficile. En outre, avec l'ajout de salles supplémentaires au Louvre, le circuit de visite gagnerait encore en complexité. Pour ce qui concerne la perspective, le vide laissé par les Tuileries s'inscrit désormais dans l'axe majeur entre la pyramide de Pei et la Grande Arche de la Défense : un axe intégré au paysage parisien et qu'un nouveau palais viendrait briser. Mais les historiens de l'art insistent surtout sur le fait que de très nombreux monuments historiques sont abandonnés ou dégradés, faute de moyens pour les entretenir. Reconstruire une imitation d'un monument, certes primordial de l'histoire de France, mais aujourd'hui oublié, leur apparaît dans ces conditions comme une coûteuse fantaisie. En dépit de ces oppositions, le Comité national a présenté son projet au public au Grand Palais, en novembre 2011, à l'occasion de la manifestation « Art en Capital ».

Parcouru chaque année par 14 millions de visiteurs, le jardin, lui, est davantage traversé qu'il n'est fréquenté. Un autre projet vise donc à le rattacher à son histoire, aujourd'hui trop oubliée. Témoin des heures les plus glorieuses comme les plus sombres de la France, les Tuileries sont un lointain souvenir qui ne demande au fond qu'à être ravivé.

À LIRE



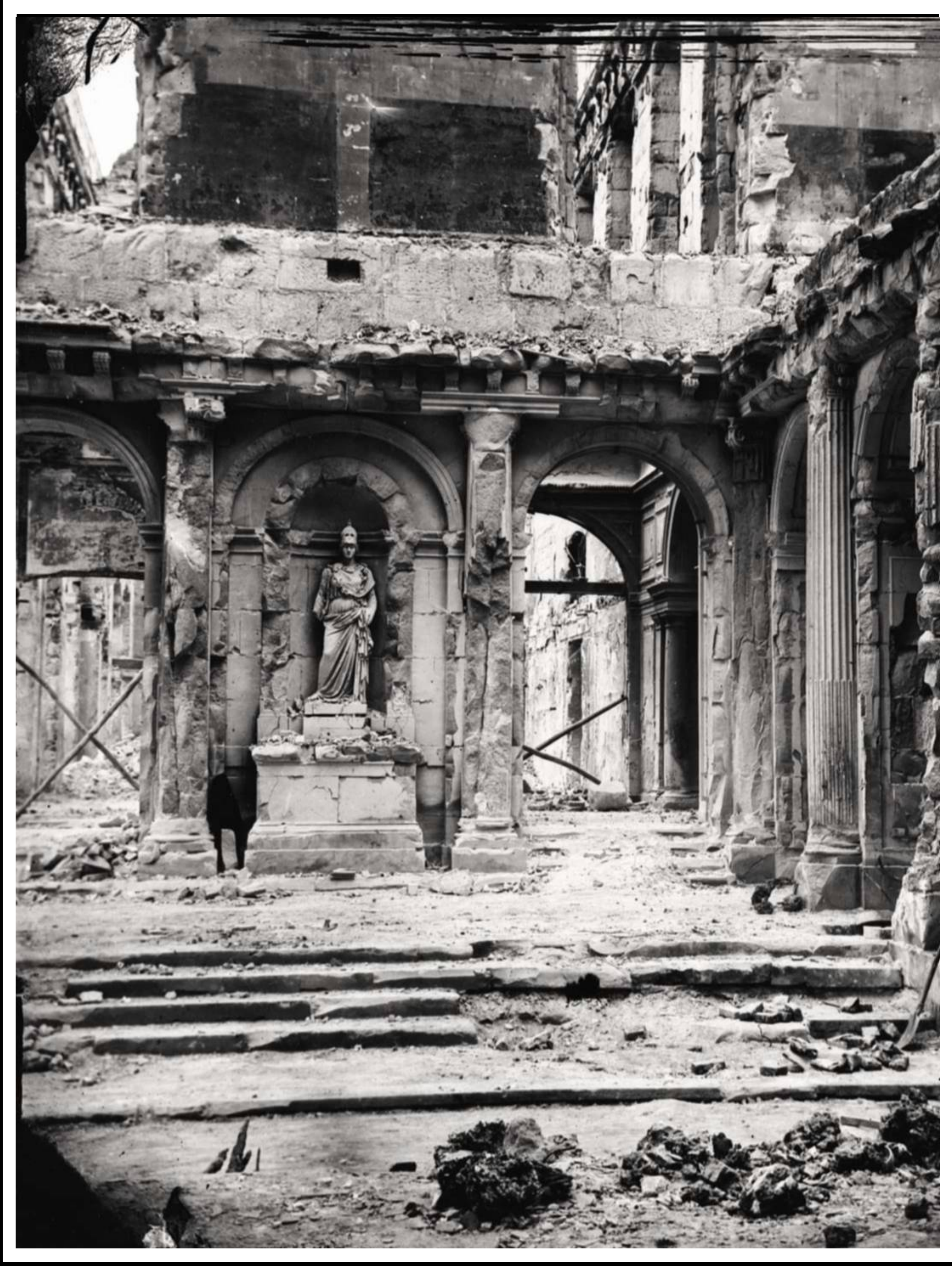
Les Tuileries. Grands décors d'un palais disparu, **Editions du Patrimoine, 288 pages, 69 €.**



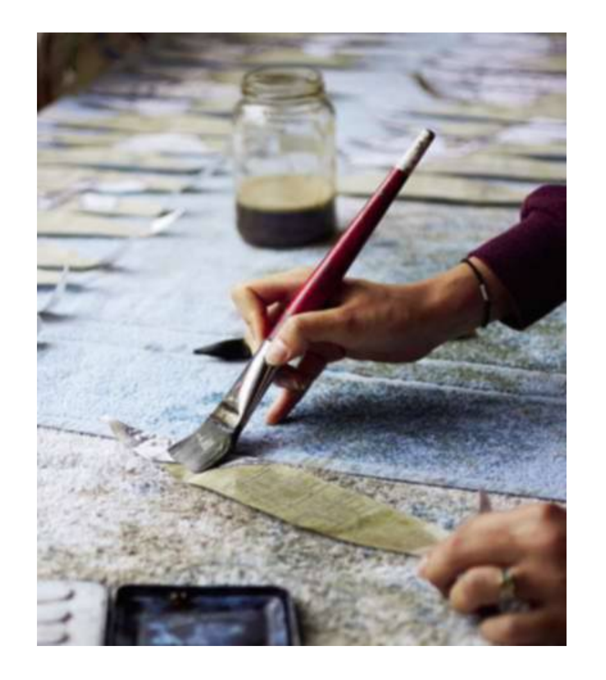
La Belle Histoire des Tuileries, **par Juliette Glikman, Flammarion, 348 pages, 26 €.**



Les Tuileries. Château des rois, palais des révolutions, **par Antoine Boulant, Tallandier, 336 pages, 21,90 €.**



Par Sophie Humann



Le monde leur appartient

L'atelier de Peter Bellerby, à Londres, fabrique des globes terrestres à la main, ressuscitant ainsi un métier disparu.



Terres d'élection Il a fallu deux ans à Peter Bellerby *(ci-dessus)* pour mettre au point les techniques de fabrication de ses globes. Ils sont entièrement construits et peints à la main, à l'aquarelle *(page de gauche, en haut et en bas)*, dans son atelier au nord de Londres. Les cartes sont mises à jour régulièrement et les données géographiques sont apposées une par une. Le client peut ajouter des lieux qui lui sont chers s'il le désire.

A Stoke Newington, au nord de Londres, ni métro, ni bureaux, ni supermarchés, mais des échoppes de fruits et légumes biologiques, des salons de thé où l'on sert du poisson frais et du thé *genmaicha* japonais, des brocantes bourrées d'objets des années 1950, des familles à poussettes, des trentenaires à vélos *fixies*… et des artisans, beaucoup d'artisans, qui aiment ce quartier plus bohème que connecté.

Une impasse discrète abrite l'atelier de Peter Bellerby. Derrière les murs de brique, lorsque la pluie tombe sur la grande verrière, on ne s'entend plus. Peu importe, ceux qui travaillent là bavardent peu. Ils s'appliquent à… refaire le monde, en vrai, pas en paroles. De cette ruche silencieuse sortent chaque année plusieurs centaines de globes terrestres et célestes qui partent pour l'Australie, les Etats-Unis, l'Allemagne souvent, la France parfois, et vont même jusqu'à Tahiti ! Prix de l'objet : de 1 100 livres (1 230 euros environ) pour le mini-globe de bureau et jusqu'à 59 000 livres (66 290 euros environ) pour les plus gros. Le carnet de commandes est plein. « *Nous avons répondu à une demande* », reconnaît modestement le maître des lieux.

Une moitié de l'atelier est emplie jusqu'au plafond. Il y a quelques mois encore, cette partie était occupée par un peintre, mais la maison Bellerby & Co s'est agrandie pour y installer ses plus grosses pièces. La carte d'un globe céleste couvre un mur ; une grosse boule blanche attend justement d'être métamorphosée en un globe de 120 cm de diamètre. « *De cette taille, nous n'en fabriquons que deux par an*, précise Peter Bellerby. *C'est très long et un peu perturbant pour notre organisation. Jon et moi devons coller les faisceaux ensemble.* » A côté, trois ébénistes créent les socles qui serviront d'écrin à ces sphères terrestres ou célestes. Quelques-uns, en métal, passent dans les mains d'un des derniers artisans graveurs de Londres. Parfois, le commanditaire, emporté par son enthousiasme, voit trop grand. L'un d'eux, un Espagnol, avait commandé un globe de 80 cm de diamètre, mais il avait oublié que le socle en mesurait six de plus, il a dû casser sa porte pour faire rentrer l'objet. Un autre, dans le nord de l'Angleterre, a été obligé de scier les pieds, faute de quoi son globe restait dehors !

Un escalier ajouré conduit à une mezzanine où les quatre coloristes sont en train de peindre d'autres globes, plus petits, à l'aquarelle. « *Il faut faire attention aux gouttes d'eau qui risquent de glisser sur la sphère* », précise Isis, alors que les poils de son pinceau suivent comme un serpent agile les contours de l'océan Pacifique. Accrochés sur des fils, des faisceaux de papier, fragments

de terre ou de mer, pendent partout, comme des harengs en train de sécher dans une pêcherie. Les nuances de bleu, de vert, de gris, de beige rappellent les intérieurs des maisons de campagne anglaises. Au fond, le dernier artisan arrivé colle consciencieusement son premier globe. Il lui faudra six mois pour apprendre le métier.

Sur les globes de Bellerby & Co, les faisceaux sont collés à la main, comme autrefois, avec une précision parfaite pour que des morceaux de pays comme l'Alaska ne disparaissent pas en route. Les noms sont placés un par un sur les cartes et courbés au besoin pour être posés à la bonne place.

A l'autre bout de la mezzanine, la cartographe vérifie sur un grand écran la géographie du Kazakhstan. Mais comment fait-elle pour orthographier tous les lieux de la planète ? « *Nous écrivons les noms de pays et des principales caractéristiques géographiques dans la langue du client, et nous laissons les villes et les lieux à l'intérieur des pays dans leur langue d'origine. Pour les lieux du Moyen-Orient, c'est plus difficile, car il y a trois manières différentes de les épeler.* »

Peter Bellerby propose des cartes actualisées. Ce qui n'est pas si évident. Certes, aujourd'hui, les terres inconnues sont quasi inexistantes, mais les noms de pays changent. Il y a quelques années, les cartographes ont dû mettre à jour tous ceux des anciens satellites soviétiques. L'Inde est un cauchemar de cartographe : les noms y sont modifiés chaque année et aucune instance internationale ne centralise les nouvelles données. Il y a pire : la mer d'Aral, menacée par l'assèchement, dont il faut surveiller les dimensions tous les six mois…

Les clients peuvent s'impliquer dans la confection de leur globe, en choisir la couleur, le support et même, pourquoi pas, ajouter les noms de leurs lieux préférés, qui ne figurent pas ordinairement sur une carte. « *C'est si rare aujourd'hui de commander quelque chose et d'être impliqué dans sa fabrication. Pour les gens, cela fait vraiment une différence* », affirme Peter.

Comment cet homme courtois, à l'allure d'éternel jeune homme, est-il devenu fabricant de globes terrestres ? « *Je n'étais pas ce qu'on appelle un bon élève*, commence-t-il. *Je n'aimais pas qu'on me dise ce que je devais faire. Chez moi, je ne lisais aucun roman, mais je dévorais les atlas de la bibliothèque de mon père.* » David Livingstone et James Cook sont ses lointains parents. Tout aurait pu s'arrêter là. Peter passe bien un bac option physique et géographie, mais il s'inscrit



PASSION SPHÉRIQUE Un apprenti met six mois pour apprendre à réaliser un globe *(page de droite)*. Lorsqu'on colle les faisceaux de papier *(ci-contre)*, la moindre erreur d'un demi-millimètre peut être fatale, surtout sur les globes les plus gros, car elle se répercute sur toute la sphère, entraînant la disparition de morceaux de pays. Une seule solution, vérifier les mesures tout le temps, savoir se battre avec le chiffre pi et être précis *(en haut)*.



à l'université en économie, décroche au bout de deux ans, multiplie les boulots en tout genre. Jusqu'au jour où il décide d'offrir un globe terrestre à son père pour ses 80 ans. « *Je ne trouvais que des objets de mauvaise qualité ou des globes anciens, fragiles et hors de prix. Un jour, dans un pub du côté de King's Cross, j'ai eu l'idée de le fabriquer moi-même. Je voulais en faire deux, l'un pour lui, l'autre pour moi. Je pensais que j'allais mettre trois mois. C'était facile, non ? Il suffisait de trouver une balle, de dessiner une carte, de la découper en forme de fuseaux et de la coller dessus. J'ai mis deux ans ! J'ai vendu ma voiture et ma maison pour y arriver…* »

Pour commencer, Peter n'a trouvé ni livre ni personne pour l'aider. Plus personne ne savait s'y prendre. Il a cherché un fabricant de sphères, mais aucune n'était ronde. Il a alors fini par s'adresser à un fournisseur de voiture de Formule 1, qui lui a trouvé le bon moule.

Quant aux cartes, il en a acheté chez un éditeur. Mais il y a relevé des erreurs. Il a alors appris à manier le logiciel Adobe Illustrator et, en travaillant six heures par jour, a conçu ses propres cartes. En même temps, il fallait mettre au point une technique pour appliquer les faisceaux sur la sphère : une erreur d'un millimètre répétée sur vingt-quatre sections, cela fait 2,4 cm d'écart à la fin. Il s'est battu des mois avec le nombre pi et, aujourd'hui encore, avec son équipe, il passe son temps à vérifier que les mesures sont exactes. « *Chaque fois que nous nous lançons dans une nouvelle taille de globe, nous devons recommencer nos calculs et les tester. J'ai appris la précision et la patience.* »

Le globe terrestre a toujours été un objet de luxe et de savoir, et l'Angleterre, nation de voyageurs, comptait d'excellents fabricants, comme la France, les deux pays possédant parmi les plus riches collections de globes célestes et terrestres au monde. Selon Alain Roger, qui dirige l'atelier de restauration des cartes et plans de la Bibliothèque nationale de France et a soigné, entre autres, les célèbres globes de Coronelli du musée des Beaux-Arts de Lille, les astronomes grecs avaient déjà réalisé quelques globes célestes et terrestres, mais aucun d'entre eux n'est parvenu jusqu'à nous. Les Arabes en ont fabriqué en métal, gravés en creux, dès le Xe siècle.

Les premiers globes conservés datent du Moyen Age, mais leur manufacture s'est développée après les grandes découvertes, surtout en Allemagne du Sud, puis dans les Flandres et aux Pays-Bas. A cette époque, les globes étaient déjà composés de fuseaux gravés sur du bois ou du cuivre, imprimés sur du papier, découpés et collés sur des boules. Ceux de grandes dimensions étaient généralement construits avec des planches de bois récupérées sur des épaves. Ballotté par la mer pendant longtemps, le bois ne risquait plus de se déformer sous les variations de température.

La France de Louis XIV a pris le relais dans la fabrication, les savants français s'échinant à faire avancer la cartographie et les marchands vendant des globes à une élite cultivée. L'Angleterre de James Cook régna ensuite sur la cartographie. Utilisé comme matériel pédagogique, le globe s'est démocratisé au XIXe siècle, avant que la tradition ne commence à se perdre dans les années 1930. Après la Seconde Guerre mondiale, l'industrialisation de masse a provoqué une baisse continue de la qualité, et aujourd'hui, dans les classes, Google Maps a remplacé les globes. Pas de quoi pourtant troubler Peter Bellerby. « *Un globe, c'est différent. C'est un objet avec lequel on grandit. Un objet qui inspire.* »

Par Vincent Trémolet de Villers

Cette année là !

L'histoire est une école d'humilité. On croit la contenir dans nos dates, nos périodes, nos grands hommes, nos batailles, mais le mouvement du monde nous rappelle que nos vues sont parcellaires et nos certitudes fragiles. C'est avec une salutaire prudence que Jean-Christophe Buisson aborde, dans son dernier ouvrage, le déroulement de l'année 1917. Directeur adjoint du *Figaro Magazine*, il surplombe dans son métier la mosaïque de l'actualité immédiate, mais en historien (il a notamment publié *Assassinés*, un essai remarqué sur les grands crimes politiques) il a voulu retrouver les événements déclencheurs d'un siècle d'airain. Ceux qui le connaissent savent aussi que c'est un homme fasciné par les nombres. Les jours et les années défilent dans son esprit comme des jeux parfois, comme un « chiffre » souvent. Une cryptologie savante à laquelle n'ont accès que les esprits les plus agiles.



COUP DE MARTEAU Affiche de propagande russe à la gloire de la révolution d'octobre 1917.

Le XXe siècle commence en 1914, a-t-on coutume d'affirmer, mais pour Jean-Christophe Buisson, c'est trois ans plus tard qu'il faut fixer le point de basculement. Le monde est en guerre, la révolution éclate en Russie, le géant américain enjambe l'océan pour prendre part au conflit. Mussolini définit son programme politique, Mao Zedong fonde une Société d'étude du peuple nouveau, Hitler développe son obsession antisémite. Dans la nuit du monde, quelques lueurs : la déclaration de Balfour promet aux Juifs un Etat, à Fatima, le soleil danse pour des petits bergers, les as des as volent tête au vent. Les artistes, bien avant les stars du rock, renversent les chevalets et cassent en deux leurs pinceaux : Malevitch peint la série de carrés blancs sur fond blanc, Marcel Duchamp expose un urinoir à New York. En littérature, les jeunes filles en fleurs illuminent le casino de Balbec, Drieu La Rochelle publie des poèmes en forme d'interrogations, la poésie brumeuse d'Apollinaire enveloppe les courbes peintes par Modigliani. Sur les pelouses de tout le pays, une balle de cuir roule : c'est la première coupe de France de football. Charlie Chaplin avance, pas de clown et parapluie tournant. Le jazz et ses obscures glissades résonnent dans les caves, le cinéma console de la guerre et de la mort, la frénésie du monde alterne l'explosion des bombes, Lénine à Petrograd, Rodin posant une dernière fois dans son atelier, Lawrence d'Arabie galopant dans le désert et Churchill, beau comme un Lord, ministre de l'Armement. En casque de combat ou en haut-de-forme, le siècle avance dans un long clair-obscur.

Magnifiquement illustrée, cette chronologie-monde est un tourbillon qui emporte le lecteur. « *Les grands conflits du XXe siècle trouvent tous sans exception leur source en 1917* », explique Jean-Christophe Buisson, qui met en place, pièce après pièce, le puzzle gigantesque de cette année décisive. Certains ne perdront pas une ligne, d'autres passeront de longues heures à feuilleter ce superbe album de notre histoire. Ceux qui ont l'âme slave emprunteront la perspective Nevski, les descendants de poilus, la Voie sacrée qui mène à Verdun, les esthètes se rendront en connaisseurs aux premières performances du mouvement dada. Tous feront une saine cure de modestie tant le décalage entre les grandeurs d'établissement et le véritable mouvement de l'histoire est impressionnant. Cette année-là, Henry Malherbe reçoit le prix Goncourt pendant que le cuirassier Destouches écrit sa première nouvelle. Le gouvernement Clemenceau met à l'honneur Louis Loucheur, Jules Pams ou Louis-Lucien Klotz. Antoine de Saint-Exupéry a 17 ans. Plus tard, il écrira : « *Il y a dans toute foule des hommes que l'on ne distingue pas et qui sont de prodigieux messagers. Et sans le savoir eux-mêmes.* » L'histoire nous permet de les connaître, elle révèle aussi l'obscurité du temps présent.

À LIRE



1917, l'année qui a changé le monde
Jean-Christophe Buisson
Perrin
320 pages
24,90 €


Europe 1
Europe 1
Europe 1
Europe 1
© CAPA PICTURES / EUROPE 1

IL NE PEUT EN RESTER QU'UN

« Une analyse intelligente et originale. Brillantissime ! »

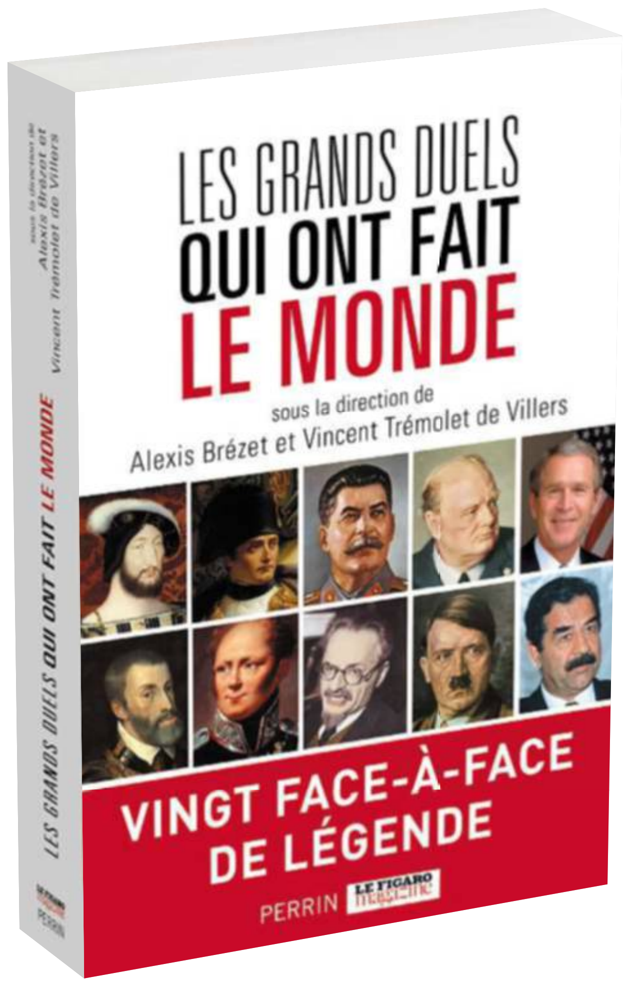
Gérard Collard

« Eclairant. »

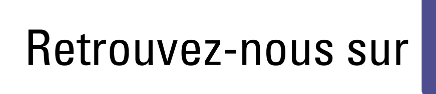
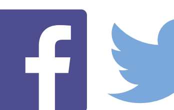
Jean Sévillia

« Un formidable rappel à l'ordre pour ceux qui seraient tentés de l'oublier : oui, décidément l'Histoire est tragique. »

François d'Orcival



21 €

Retrouvez-nous sur    et sur www.editions-perrin.fr